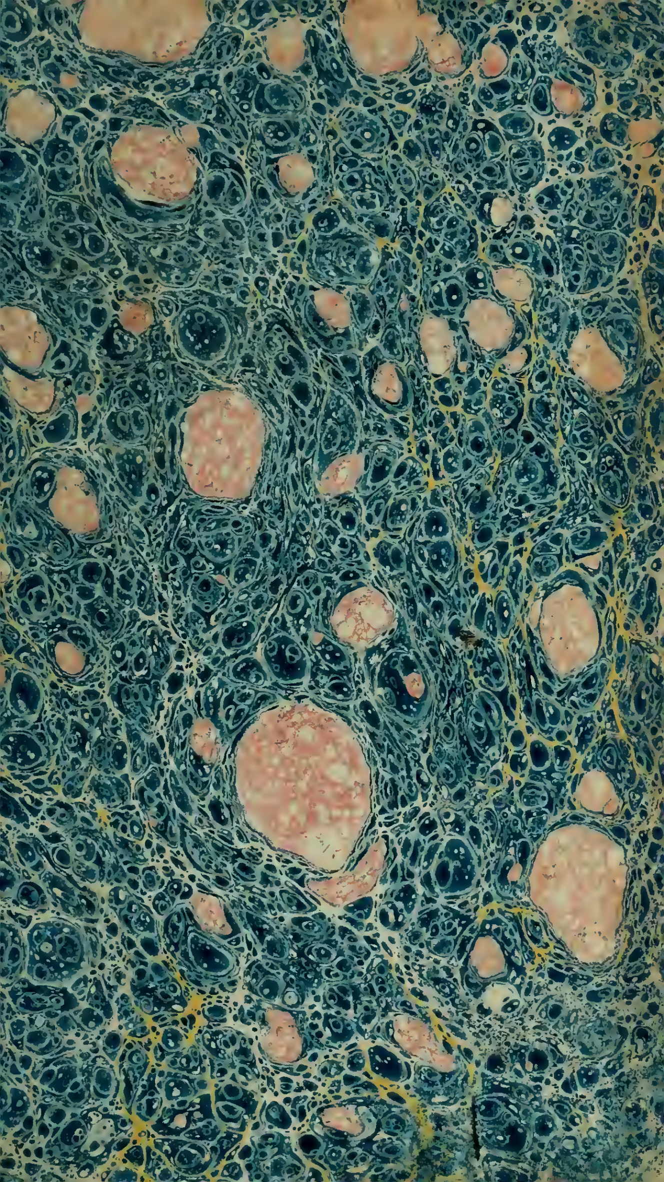

3 1761 07977442 8


UNIVERSITY OF TORONTO
VELUT ARBOR ÆVO



ŒUVRES COMPLÈTES DE L'ABBÉ DE MABLY.

TOME TREIZIÈME.

Ce Volume contient le quatrième livre de la Législation ou Principes des Lois, et les Observations sur les Etats-Unis d'Amérique.

ŒUVRES COMPLÈTES DE L'ABBÉ DE MABLY.

TOME TREIZIÈME.

A TOULOUSE,

Chez N.-ÉTIENNE SENS, Imprimeur-Libraire, vis-à-vis Saint-Rome.

A NISMES,

Chez J. GAUDE et Comp. Imprimeurs-Libraires.

1791.



DE LA

LÉGISLATION

OU

PRINCIPES DES LOIS.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Des lois relativement à l'éducation que la république doit donner aux citoyens.

SUIVANT l'usage que les hommes feront de leurs qualités sociales, poursuivit notre philosophe, ils seront des Miltiade, des Aristide, des Fabricius, ou des Tibère, des Caligula et des

Néron. C'est aux lois, je l'ai déjà dit, qu'il appartient de nous diriger; et c'est pour nous disposer à leur obéir que la providence nous a condamnés à une longue enfance. Il falloit nous laisser languir long-temps dans cet âge où nos vertus et nos vices ne cherchent qu'à se développer; où l'ame encore sans idée et susceptible de toutes les impressions qu'on veut lui donner, contracte sans peine des habitudes et commence à prendre un caractère. Mais cette sage économie de la providence est perdue pour nous, si le législateur n'achève pas l'ouvrage qu'elle a préparé, et en se rendant le maître de nos goûts et de notre volonté, ne nous donne les mœurs dont il aura besoin. Les anciens n'ignoroient pas que c'est en nous familiarisant de bonne heure avec la vertu, que l'éducation doit nous disposer à remplir un jour les devoirs que la société nous prescrit. Ils savoient que les premières idées qu'on imprime dans l'esprit, y laissent des traces profondes; et ils n'étoient pas assez insensés pour espérer que des enfans mal élevés deviendroient des citoyens estimables.

Tous les momens de l'enfance, milord, sont précieux. Dès que des enfans

sont en état de jouer entre eux, il est temps de former des hommes ; et c'est en leur fournissant des plaisirs que nous devons commencer à les instruire. Au milieu de leurs jeux, accoutumez-les à être justes et bienfaisans les uns à l'égard des autres ; que ces mots soient les premiers qu'ils apprennent. N'oublions jamais qu'il faut les conduire par leur cœur qui sent, et non par leur esprit qui est encore incapable de raisonner. Offrez donc peu de règles à un enfant, si vous ne voulez pas fatiguer son attention. Vos leçons seront pernicieuses, si elles sont trop gênantes. Votre élève, accablé sous le poids de ses devoirs, s'étudiera à vous tromper. Il contractera en grandissant l'habitude de la fausseté, et vous n'aurez formé qu'un hypocrite qui ne cherchera un jour qu'à se dérober à la vigilance des lois et des magistrats. Un enfant commence-t-il à être sensible à l'amitié ? Il ne tient qu'à vous de lui donner des leçons de désintéressement et de générosité : sans savoir qu'il s'exerce à des vertus héroïques, il s'accoutumera à trouver sa satisfaction dans celle de ses amis. Vous voyez, milord, qu'en travaillant à faire contracter des habitudes

aux enfans, je dois toujours m'occuper des qualités dont eux et la société auront un jour besoin. Si je me proportionne à leur foiblesse, c'est pour leur communiquer peu-à-peu ma force, et les aider à sortir plus promptement de l'enfance. Si vous voulez qu'ils passent sans danger à l'âge de virilité où les passions se montrent avec tant d'emportement, accoutumez-les à la docilité, mais sans leur inspirer de la crainte ; vous aviliriez leur ame et détruiriez ce courage dont les hommes, dans tout le cours de leur vie, ont tant besoin. C'est ma faute si je ne trouve pas dans le cœur d'un enfant l'amour de la gloire que la nature y a placé ; dès qu'il est remué par ce sentiment, j'entrevois un citoyen qui se dévouera un jour au bien de la patrie.

Je sens qu'il n'est pas possible que les lois prescrivent en détail tout ce qu'il faudroit pratiquer pour donner aux enfans de la république une excellente éducation ; mais le législateur a rempli son devoir à cet égard quand il a pris des mesures certaines pour empêcher que les pères ne fussent corrompus ; la tendresse et la vertu des pères lui répondront des mœurs naissantes des enfans.

L'âge dangereux de l'adolescence est-il arrivé ? c'est alors que les lois doivent se défier de la tendresse trop indulgente des parens. Qu'elles viennent au secours des parens, qu'elles les débarrassent d'une partie des soins pénibles et continuels de cette seconde éducation, et sur-tout qu'elles se précautionnent contre les saillies d'une jeunesse qui, ne sachant point encore être circonspecte, s'élance avec emportement et sans choix au-devant de tous les plaisirs. Si elle est abandonnée à elle-même dans ce moment critique, ne doutez pas qu'elle ne se laisse prendre aux amorces de la volupté et ne parvienne peu-à-peu à mépriser les conseils et la censure des citoyens plus âgés. Si elle n'est réprimée, elle opprime tôt ou tard, parce qu'elle est entreprenante et téméraire ; et ses caprices devenant enfin la seule règle des mœurs publiques, elle décidera arbitrairement des lois et du sort de la république.

En opposant à l'impétuosité des jeunes gens des lois trop sévères et trop nombreuses, je craindrois de les révolter au-lieu de les diriger. Je dois avertir souvent, parce qu'ils se défient encore de leurs lumières ; mais n'ordonner que

rarement, parce qu'ils souffrent impatiemment la contrainte. Qu'un législateur soit effrayé des excès auxquels la jeunesse est toujours prête à se livrer, j'y consens ; mais qu'il sache que des jeunes gens trop circonspects et qui n'ont qu'une prudence timide, ne seront dans un âge plus avancé que des hommes médiocres et des magistrats mous et sans caractère. Des défauts qui n'annoncent pas des vices ne sont rien, et des vices qui n'amollissent pas l'ame méritent quelque indulgence. Lorsque mon sang bouillonne avec ardeur dans mes veines, n'exigez pas que toutes mes démarches soient sages et mesurées ; c'est à la loi qui doit me conduire à être prudente pour moi. Si je suis dans un chemin glissant et bordé de précipices, il n'est pas question de m'empêcher de tomber ; mais élevez des barrières pour que je puisse faire un faux pas sans tomber dans un précipice. Le devoir du législateur est d'écarter de moi cette oisiveté toujours compagne de l'ennui et du vice, et qui brise tous les ressorts de l'ame. Ayez soin en un mot de m'offrir des plaisirs utiles, si vous ne voulez pas que je m'en fasse de pernicieux. Les institutions des républiques ancien-

nes étoient admirables à cet égard. Voyez avec quelle adresse on s'y servoit de l'instinct qui porte les jeunes gens à l'action et aux plaisirs pour les rendre capables de remplir un jour les devoirs de citoyens. Combien les lois de la gymnastique ne préparoient-elles pas la jeunesse à l'ordre, à la règle, au travail et à la tempérance? Des couronnes étoient distribuées aux vainqueurs, et les plaisirs ainsi anoblis par la gloire élevoient l'ame aux grandes choses. Combien les exercices pénibles, mais agréables du champ de Mars, ne développèrent-ils pas de talens et de vertus chez les Romains? Quelle espérance pour l'état que cette jeunesse infatigable et courageuse parmi laquelle il se formoit sans cesse des Camille et des Scipions.

Pour nous, milord, que pouvons-nous attendre de cette jeunesse évaporée, imprudente, présomptueuse et libertine qui nous incommode par-tout? Elle ne répond que trop bien aux soins que nous avons pris de corrompre son enfance. Après avoir, pour ainsi dire, caressé les passions naissantes de nos enfans, il est juste que nous en sentions les inconvéniens. Tentons-nous au

moins de réparer nos premiers torts quand nous commençons d'en souffrir ? Point du tout. Nous les prolongeons, nous les multiplions, et nous avons le bon esprit de finir l'éducation dans le moment où elle est plus nécessaire. Nos jeunes gens, dégoûtés de tout et fatigués de leur oisiveté, craignent également de penser et d'agir. Pour se débarrasser d'eux-mêmes, ils s'abandonnent à la crapule ou à la volupté. Introduits dans le monde par des coquettes, ils deviennent dignes d'elles pour leur plaire, et ne s'instruisent qu'à corrompre la pudeur et l'innocence. Toutes leurs occupations les amollissent, leurs jeux n'ouvrent leur ame qu'à l'avarice, et ils traînent ainsi jusqu'à la vieillesse des graces décrépites et de jour en jour plus ridicules.

Un législateur est bien ignorant, s'il laisse à une jeunesse incapable de prévoir les choses dont elle aura un jour besoin, la liberté de décider de ses plaisirs : il fait encore une faute qui n'est pas moins considérable, s'il n'a le secret de répandre sur les amusemens honnêtes et utiles qu'il établit cette variété piquante qui les rend toujours nouveaux. Ne permettez jamais que les

jeunes gens se rassassient des jeux que vous leur présentez ; en les variant, vous leur apprendrez, sans qu'ils s'en apperçoivent, à jouir avec modération de leurs amusemens et à s'en séparer sans chagrin. Si vous ne soumettez pas à une discipline exacte cette inquiétude naturelle qui nous porte dans notre désœuvrement à chercher des plaisirs nouveaux, vous ne tarderez pas à voir naître une corruption générale. L'opiniâtreté persévérante des jeunes gens triomphera de la sagesse nonchalante de leurs pères ; on aura de la foiblesse en croyant n'avoir que de l'indulgence. Si on commence à mitiger l'austérité des lois, elles seront bientôt sans autorité. Pour obtenir encore quelque chose de la jeunesse indocile, on s'exposera à devenir son esclave ; et chaque génération nouvelle verra paroître quelques vices nouveaux qui en prépareront de plus grands encore.

C'est au relâchement qui s'introduisit dans l'éducation athénienne, que Platon attribue la principale cause des malheurs qui affligent sa patrie après la guerre médique. Des auteurs, dit-il, mêlèrent et confondirent les différens genres de musique, et les magistrats

ne s'étant pas opposés avec assez de force à cette nouveauté dangereuse, les jeunes gens ne se contentent plus de la simplicité majestueuse des spectacles anciens. Les plaisirs qui leur avoient suffi leur parurent insipides; au-lieu de cette musique mâle et courageuse qui élevoit l'ame, ils voulurent que le théâtre retentît des sons qui n'inspiroient qu'une folle gaîté ou une volupté encore plus insensée. La modestie ne régna plus dans les spectacles, les applaudissemens et les sifflets furent également tumultueux; et la révolution qui s'étoit fait aux théâtres en produisit une dans le gouvernement de la république. La jeunesse, fière de s'être rendue l'arbitre et le juge des plaisirs publics, ne regarda plus qu'avec un certain dédain les sages qui prévoyoient la ruine de la liberté, en voyant la décadence des mœurs; et elle ne tarda pas à penser qu'elle devoit avoir dans l'administration des affaires la même autorité qu'elle avoit usurpée sur les histrions, les poëtes et les musiciens. Les pères ne trouvèrent plus dans leurs familles la même déférence à leurs conseils, et bientôt ils donnèrent inutilement des ordres. On ne voulut plus

obéir aux magistrats ; et tout annonça à la république qu'elle n'auroit plus de Miltiade, d'Aristide, de Thémistocle, ou qu'elle les auroit sans consentir à les consulter et à les croire.

Milord, poursuivit notre philosophe, je m'apperçois au sourire qui vous échappe, que vous prenez tout ce que je viens de vous dire de la décadence des Athéniens, pour ce qu'on appelle communément les rêveries ou les chimères de Platon ; mais permettez-moi de vous le dire, si ces réflexions vous paroissent tirées de trop loin et plus subtiles que vraies, n'est-ce point parce que nous jugeons de la situation d'Athènes par celle de la plupart des états modernes ? A force de nous être corrompus, nous avons oublié l'histoire de la génération de nos vices et la véritable origine de notre corruption. Tourmentés par les bévues et les passions tantôt odieuses et tantôt ridicules de nos vieillards et de nos magistrats dont l'influence est directe et sensible, nous ne songeons point à nous en prendre à la licence dans laquelle nous élevons nos jeunes gens. Il est vrai qu'ils n'ont aucune autorité, mais ils en auront un jour, et l'on souffrira alors des vices

qu'ils auront contractés dans leurs premières années. Nos maux sont si anciens, et ils tiennent à la fois à tant de causes différentes, qu'il est presque impossible d'assigner les effets que chacune d'elles a produits. Mais Platon étoit témoin de la révolution dont il se plaint, il voyoit qu'à mesure que les Athéniens avoient été moins modestes dans leurs plaisirs, ils avoient moins respecté les talens et les vertus; que chaque citoyen avoit été moins attaché à ses devoirs; que les mœurs publiques s'étoient altérées, et que les lois qui avoient suffi autrefois pour entretenir l'ordre et la paix n'étoient plus capables de prévenir les divisions, les intrigues et le désordre. Il sentit par-là de quelle importance étoit une bonne éducation, et bientôt nous serions convaincus comme lui de cette vérité, si nous parvenions, par une sorte de miracle, à bien élever notre jeunesse. Nous verrions qu'en lui donnant des mœurs, nous aurions travaillé indirectement, mais efficacement à réformer nos lois, notre gouvernement et nos magistrats. Nous verrions que nos chefs et nos conducteurs qui s'applaudissent aujourd'hui d'être aimables et frivoles,

retenus alors par la censure des jeunes gens, commenceroient à avoir quelque honte de leurs vices. Des lois que nous tolérons, que nous aimons même, nous paroîtroient bientôt intolérables; et nous devrions autant de bien à une bonne éducation, que les Athéniens durent de mal aux événemens qui dérangèrent les mœurs de la jeunesse.

Je me rappelle ce que me disoit à Zurich un Suisse, homme digne des anciens temps, et dont je cultiverai toujours avec soin la précieuse amitié. Vous êtes assez content, me disoit-il, de notre gouvernement; nos lois vous paroissent sages, et quoiqu'elles aient été faites dans un temps où l'Europe barbare ne nous donnoit que des exemples d'injustice et de tyrannie, elles sont assez justes. Tout tend à nous faire aimer l'égalité, nos magistrats sont sans faste; les simples citoyens ne craignent point leurs caprices, et on s'attendroit à trouver parmi nous l'amour le plus vif pour la patrie. Cependant j'y vois je ne sais quelle tiédeur qui n'est point digne de notre liberté, et que les Grecs et les Romains auroient regardée comme un grand vice. Personne ne se plaint, ni ne peut se plaindre que le

gouvernement l'opprime, tout le monde convient de sa douceur ; et cependant nos lois nous sont en quelque sorte indifférentes. Quoiqu'elles nous soient nécessaires pour éviter l'oppression et conserver la tranquillité publique, nous n'avons pas le courage de les aimer avec cette chaleur qui élève l'ame des républicains.

J'ai beau chercher, ajoutoit-il, les causes de cette malheureuse nonchalance, je n'en vois point d'autre que notre négligence à nous faire d'excellens citoyens par une excellente éducation. Nous n'avons pas assez de soin de préparer nos jeunes gens à se contenter du bonheur que notre gouvernement doit leur offrir. Nous les laissons dans une trop grande oisiveté ; nous leur permettons trop de choisir à leur gré leurs plaisirs ; et ces plaisirs n'étant que trop souvent différens de ceux que demande ou doit permettre la constitution d'un peuple libre, nous sommes toujours prêts à dégénérer. Nos jeunes gens voyagent enfin sans être préparés à mépriser le faste et le luxe qui dévastent nos voisins, et ils se laissent éblouir par l'éclat trompeur qui les accompagne. A peine voient-ils des vices inconnus par-

mi nous, qu'ils plaignent leur patrie de ne les pas avoir. Ils souffrent avec peine qu'on leur reproche une simplicité dont ils seroient fiers s'ils avoient été bien élevés. Ils apprennent à estimer cent misères dangereuses que nos lois ont eu raison de proscrire comme autant de piéges de la tyrannie. Ils copient avec effort des vices qui les rendroient malheureux, si nos magistrats n'étoient pas sages et assez vigilans pour les étouffer dès qu'ils osent se montrer. En faisant un examen de nos mœurs, peut-être seroit-il aisé de nous dire: c'est d'Italie que nous avons apporté cette sottise; celle-ci nous vient en droiture de France, celle-là d'Allemagne, et cette dernière de Hollande ou d'Angleterre. Que Lycurgue avoit raison de défendre aux Spartiates la communication des autres Grecs! Nos jeunes gens reviennent dans nos montagnes bien déterminés à trouver leurs compatriotes insupportables; ils n'obéissent qu'à regret à des lois qu'ils trouvent gênantes; on se plaint de leur pédanterie, on voudroit s'y soustraire, et notre gouvernement ne produit que la moitié du bien que nos législateurs s'en étoient promis. Nous aimons encore

notre liberté et notre patrie, mais mollement, parce que nous n'avons pas accoutumé dès l'enfance nos citoyens à haïr les vices souvent agréables qui suivent ou qui préparent la servitude ; quel présage funeste pour l'avenir.

Quoi qu'il en soit, milord, de ces réflexions qui mériteroient un long commentaire, je crois que vous serez bientôt persuadé avec moi, que la république ne formera jamais d'excellens citoyens, tant que l'éducation ne sera pas publique et générale. Permettez-vous aux pères de famille de se faire arbitrairement des règles à cet égard ? Il me semble dès-lors qu'il doit y avoir dans les mœurs une variété qui n'y permettra aucune consistance. La jeunesse trompera des pères et des mères à qui leur tendresse n'est que trop propre à faire illusion ; et sans perdre aucun de leurs vices, les enfans se hâteront de prendre ceux de leurs parens. Ces citoyens, nés avec des caractères, des tempéramens et des inclinations différentes, mais à qui la république doit donner des principes communs d'union, de paix et de concorde, pour n'avoir, s'il est possible, qu'un même esprit, ne porteront dans la société que les

préjugés domestiques de leur éducation et de leur profession. Chacun ne considérera le bien de l'état que par l'avantage de son ordre en particulier; on se craindra, on se méprisera, on se haïra. Attendez-vous donc à n'avoir qu'une république divisée par les intérêts contraires de ses citoyens, et gouvernés par des intrigans qui ne seront occupés que de leur fortune domestique.

Dans la situation actuelle des choses en Europe, je ne nie pas que l'éducation domestique ne puisse être préférable à ce que nous appelons communément une éducation publique. Je le sais, et ce n'est point dans le château où nous nous trouvons actuellement qu'on en pourroit douter, il y a encore des familles qui ont résisté à la contagion générale, et où l'honneur semble substitué comme les terres. Je conviens que des parens vertueux et éclairés donneront une meilleure éducation que des maîtres mercenaires, dont tout l'objet est d'enseigner péniblement dans un collége un peu de mauvais latin et beaucoup de sottises, et qui ne rassemblent, pour ainsi dire, une foule d'enfans, que pour qu'ils se commu-

niquent plus aisément leurs vices et leurs préjugés. Je conviens de tout ce que vous voudrez ; mais que résulte-t-il de cette éducation domestique ? Quelques honnêtes gens qui feront le bonheur de leur famille et de leurs amis , mais qui n'auront aucune influence sur les mœurs publiques. Est-ce là tout l'avantage que doit se proposer un législateur ?

Quand je parle , continua notre philosophe , de l'éducation publique , Dieu me préserve de penser aux universités et aux colléges établis en Europe ; il n'appartient pas à des pédans qui n'ont aucune idée de la société ni des ressorts qui la font mouvoir et fleurir , de prétendre à l'honneur d'élever des citoyens. Je demande que dans chaque ville et chaque canton , la jeunesse ait un lieu d'exercice où elle se rassemble à des heures marquées. Je desire , avec les plus sages législateurs de l'antiquité , qu'elle s'y forme à tout ce qui peut fortifier son tempérament et élever l'ame en écartant les voluptés et les délicatesses qui énervent le corps. Que les jeunes gens trouvent du plaisir et de la gloire à porter des fardeaux ,à courir , à nager, à lutter, à lancer des pierress et

des javelots. Tantôt qu'ils creusent une tranchée, et que tantôt ils la comblent. Qu'ils apprennent à braver toutes les intempéries des saisons et à ne rien craindre. Il faut commencer par s'accoutumer au mal-aise pour être heureux toute sa vie. Enfin, que les élèves de la république se familiarisent avec les armes qui doivent servir à la défense de la patrie, et exécutent avec la plus grande précision toutes les évolutions militaires.

Si vous avez réglé de telle manière la discipline de ces champs de Mars, que les jeunes gens distribuent eux-mêmes les récompenses qui sont dues au mérite, soyez convaincu que vous avez formé une école où l'amour de la gloire élevera les héros. Ils s'instruiront journellement à la pratique de la justice, et l'émulation ne dégénérera ni en envie ni en jalousie. Voulez-vous accoutumer la jeunesse à l'obéissance et à la subordination si nécessaire parmi les hommes, et lui apprendre en même-temps à commander? Divisez-la en turmes ou en compagnies, et que chacun ait ses chefs ou ses capitaines qu'elle aura choisis. Par cette méthode vous parviendrez même à vous faire des magis-

trats qui gouverneront un jour la république sans arrogance et sans orgueil, parce qu'ils se seront accoutumés de bonne heure à commander sans caprice et sans hauteur des camarades qui ignoroient l'art de flatter le vice. Ce n'est ni un pédant, ni un mercenaire qui doit présider à la police de ces jeux; cet honneur doit être la paisible récompense des magistrats qui ont vieilli en servant utilement la patrie, et qui l'aiment assez pour s'occuper de la génération suivante. Platon établit des banquets publics pour la jeunesse de sa république, et il veût que la joie libre et naïve qui règne dans ces fêtes, prête assez de graces à la frugalité et à la tempérance pour qu'on n'y songe point à la volupté. Cet établissement est très-sage; je voudrois que chaque turme ou chaque compagnie eût ses festins, et que son chef fût chargé lui-même d'élever une barrière entre les plaisirs et la licence. Les jeunes gens seront moins tentés de s'écarter de leurs devoirs, quand ils en seront avertis par un homme de leur âge. Ne craignez pas que celui-ci se néglige, il aura sans effort la vigilance et l'exactitude qui fatiguent souvent un vieux magistrat. Il aimera à

exercer son autorité sur ses pareils ; et s'il s'étudie à ne leur pas déplaire, il craindra en même-temps les reproches de ses supérieurs.

La république n'est pas composée d'hommes seuls, et je vous avertis que vous n'avez rien fait si vous négligez l'éducation des femmes. Il faut choisir ou d'en faire des hommes comme à Sparte, ou de les condamner à la retraite. Si vous ne leur donnez pas la force, le courage et l'élévation dont je parle, elles vous communiqueront toutes leurs foiblesses. Elles veulent dominer comme nous, mais par de petits moyens, la ruse, l'artifice, les larmes, les bouderies, la pitié et toutes les ressources inépuisables de la coquetterie. Il n'en faut pas davantage pour subjuguer le plus brave homme ; et si nous sommes domptés, vous n'aurez qu'une république de femmelettes. Nous serons les esclaves de nos femmes, elles seront les tyrans de leur maison, et bientôt des magistrats et des lois. Elles feront un commerce de leur pudeur ; et moins elles en auront, plus le commerce sera lucratif. Je vous défie de me citer un état où les femmes aient eu du pouvoir sans détruire

les mœurs, les lois et le gouvernement. Elevez donc les jeunes filles à la modestie et à l'amour du travail. Formez leurs premières mœurs de façon qu'elles n'ambitionnent point d'autre gloire que celle d'être d'excellentes mères de famille. Si elles sont oisives dans leur maison, la retraite leur paroîtra insupportable; et dès que la dissipation leur sera nécessaire, elles aimeront toute autre chose que leur mari et leurs enfans.

Quelque attention, milord, que j'aie apportée pour faire de bons citoyens, ne croyez pas en être quitte à si bon marché. Je connois trop le pouvoir des passions dans une république où l'inégalité des fortunes et des conditions les échauffe et les irrite continuellement, pour ne pas vous parler encore de quelques établissemens que je crois indispensables. Platon, que j'aime à vous citer, croyoit que les Grecs pouvoient aisément abuser des qualités un peu rudes et sauvages que leur donnoit la gymnastique; et c'est pour prévenir cet abus, qu'il vouloit tempérer par la grossièreté ou l'espèce de brutalité qu'on ne contracte que trop souvent au milieu des exercices violens du champ de

Mars. A son exemple, je voudrois éclairer l'esprit et conduire périodiquement nos jeunes citoyens dans des écoles où l'on formeroit leur raison; et c'est là que sans être oisifs, ils se délasseroient utilement de leurs fatigues.

Que la base de ces études soit une saine morale, ou la connoissance des règles par lesquelles doit se conduire un être raisonnable qui ne peut être heureux qu'en obéissant à sa raison. Mais je vous prie de faire attention que si on ne présente pas à vos jeunes élèves des vérités simples, certaines et évidentes, les passions produiront bientôt des sophistes, qui, à force de subtiliser, répandront le doute sur tout, et corrompront les mœurs. Ne faites point à autrui ce que vous ne voudriez pas qui vous soit fait. C'est de cette vérité que part tout législateur qui veut faire de sages lois sur nos devoirs mutuels; et son premier soin est qu'elle soit gravée dans l'esprit de tous les citoyens. Toute la morale consiste à développer les conséquences de ce précepte dont l'observation nous rendra sensibles, humains, bienfaisans, et nous inspirera par conséquent une confiance réciproque. Que le législateur

ordonne d'accoutumer les jeunes citoyens à juger du plus grand bien ou du plus grand mal d'une action, par le plus grand avantage ou le plus grand tort qui résultera pour les autres. Avec le secours de cette mesure nous apprendrons à donner à chaque vertu et à chaque vice la place qui lui appartient naturellement. À la tête de cette échelle morale se trouveront les vertus et les vices qui intéressent le corps entier de la société, et dans un rang inférieur ceux qui ne regardent que la vie privée et domestique. Il n'en faut pas davantage pour voir disparoître cette foule innombrable de préjugés qui a exercé et qui exerce encore aujourd'hui un empire si cruel et si inutile sur le monde entier. Vos citoyens philosophes ne se tourmenteront point pour acquérir et pratiquer des vertus qui ne sont bonnes à rien, et qui ne sont estimées que parce qu'elles sont bizarres, extraordinaires, peu conformes à notre nature, d'une pratique difficile, et conservées par la mode et l'habitude.

Le but de la société n'étant que de conserver à tous les hommes les droits qu'ils tiennent des mains libérales de la nature, et le législateur ne devant nous

nous imposer que des devoirs qu'il nous importe à chacun de remplir, vous sentez aisément de quelle importance il est d'étudier le droit naturel que je pourrois appeler le droit de l'égalité entre les hommes. Sans cette étude, la morale qui n'a que des principes incertains courra risque de s'égarer à chaque pas. Connoissez ce que la nature exige de nous, et vous verrez qu'il n'y a point, comme nous le croyons ordinairement, différentes morales pour le riche, pour le pauvre, pour le grand, pour le petit, pour le magistrat, le souverain et le simple citoyen; vous verrez que le père dans sa famille, le sénateur dans la république, et la république dans le monde entier, doivent avoir les même principes de conduite. Enseignez à vos jeunes élèves l'histoire de leur nation, et celle des anciens et de vos voisins; mais je n'entends point que vous les occupiez de ces événemens obscurs que des pédans ont retirés de l'obscurité où ils devoient tomber et rester. Attachez-les à l'étude des peuples les plus célèbres par leurs mœurs, leur prudence, leur courage et leur amour de la justice et de la patrie. En étudiant leurs lois, faites

remarquer le bien et le mal qu'elles ont produits, et votre législation se perfectionnera sans efforts. Tous les peuples ont éprouvé des révolutions, et rien n'est plus nécessaire que d'en connoître les causes, si vous voulez prévoir d'avance les biens que vous pouvez espérer, et les maux que vous devez craindre. Plus les jeunes citoyens acquerront de connoissances dans cette partie, plus ils détesteront cette politique ruineuse qui croit qu'il est utile d'être injuste, fourbe, dissimulé et méchant. Ils se convaincront par l'expérience de tous les temps, que les passions, telles que l'avarice et l'ambition, ne donnent qu'une prospérité passagère; que la vertu seule a fait fleurir les sociétés, et que le vice seul les a ruinées. Ils apprendront à mépriser ce que l'Europe estime; et s'ils ne possèdent pas encore toutes les vérités, ils seront du moins dégagés d'une foule innombrable d'erreurs.

L'éducation doit nous disposer à aimer le gouvernement auquel nous devons obéir; mais craignez d'inspirer un amour aveugle et superstitieux qui nous empêcheroit de voir les vices de nos lois et d'en desirer de meilleures. Que voulez-

vous qu'on espère d'un peuple qui éprouve tous les jours les inconvéniens de sa constitution, et qui cependant est toujours persuadé qu'il obéit au plus sage gouvernement? Il nous importe à nous autres Suédois, de connoître les défauts de nos lois; et, permettez-moi de vous le dire, milord, c'est l'admiration que vous avez pour votre forme de gouvernement, qui ne vous a pas permis de profiter des occasions fréquentes que vous avez eues de la corriger, et qui perpétue les maux dont vous vous plaignez. Il n'appartient qu'au législateur, dont toutes les vues sont conformes à celles de la nature, de prendre les mesures les plus efficaces pour fixer les principes de son administration. Tenter cette entreprise, y réussir même, s'il étoit possible, quand les principes du gouvernement sont encore vicieux, ce seroit attacher les citoyens à leurs vices et à leurs erreurs, et sous l'apparence d'un grand bien produire un grand mal.

Pour me faire entendre, milord, il faut se rappeler que toute société qui n'est pas parvenue au plus haut degré de perfection, c'est-à-dire, qui n'a pas encore établi la plus parfaite égalité

entre les citoyens, ou du moins entre leurs différentes classes, éprouve nécessairement mille agitations qui troublent l'harmonie de ses parties et doit être tôt ou tard la victime des vices de son administration. Si dans cette situation fâcheuse la république n'est pas instruite de ce qui lui manque, si les citoyens ignorent ce qu'ils doivent desirer, n'en doutez pas, on se conduira au hasard, les vices de l'état deviendront de jour en jour plus considérables, et causeront enfin sa ruine. Rappelez-vous ce que tant de peuples anciens et modernes ont éprouvé dans de pareilles circonstances. Les citoyens se sont servis des vices du gouvernement pour avancer leur fortune particulière; et tandis que les lois perdoient insensiblement leur autorité, les magistrats abusoient de leur pouvoir, et la république est devenue la proie du despotisme ou de l'anarchie.

Voulez-vous persévérer dans votre état de perfection après y être parvenu, ou vous mettre à portée de vous en approcher chaque jour davantage? Que les lois de l'éducation établissent l'égalité la plus entière entre les enfans. Accoutumez-les à l'aimer. Quand ils

seront bien persuadés que la nature n'a point fait des nobles et des roturiers, des riches et des pauvres ; quand ils auront contracté de bonne heure l'habitude de ne s'estimer et de ne se considérer que par leurs qualités personnelles, soyez sûr que dans la suite, s'ils vivent sous les lois de la démocratie, ils seront moins tentés de créer un ordre de patriciens et un ordre de plébéiens. S'ils vivent sous un gouvernement moins sage, les grands et les riches ne pensant point que tout doit leur appartenir, seront moins attachés à leurs distractions ; et la réforme de la république sera par conséquent plus aisée. Moins le premier ordre des citoyens sera avare, orgueilleux et insolent, plus le peuple sans haine, et presque sans envie et sans jalousie, sera disposé à se tenir sans murmurer dans la place où la fortune l'aura mis. Quand il s'agira de réformer quelque loi, et de se rapprocher encore davantage de l'égalité, ce ne sera point tumultuairement et en formant des conjurations, des cabales et des partis. Je voudrois que les grands eussent appris dans leur éducation qu'ils ne peuvent rien perdre à se faire aimer, et à ren-

dre considérables ceux qui leur sont inférieurs. Je voudrois que ceux-ci fussent convaincus qu'il leur suffit d'avoir des vertus et des talens pour être sûrs de l'estime et de la considération du public.

CHAPITRE II.

De la nécessité de reconnoître un Etre suprême. Des maux que produit l'athéisme. Des lois qu'on doit lui opposer.

JE comprends à merveille votre pensée, dit milord, je vois que toute votre éducation tend à donner de bonnes mœurs aux citoyens; et je sens que ces bonnes mœurs sont des guides également nécessaires pour empêcher que la république ne s'égare si elle est dans la bon chemin, ou pour l'y amener si elle le cherche encore. Je n'en doute pas, des hommes élevés suivant vos maximes, feroient souvent de ces actions grandes et sublimes que le législateur auroit tort de nous prescrire. Que les lois ordonnent de faire ce que firent les deux

Décius et Horatius Coclès, et je ne sais si on y obéira. Mais formez une seconde république romaine, et bientôt des héros se dévoueront pour le salut de la patrie, ou s'opposeroient seuls à l'effort d'une armée entière. L'objet que vous vous proposez dans votre éducation, c'est que chaque citoyen devienne pour lui-même un magistrat plus sévère que celui que les lois établissent; et je conviens que si nous ne sommes toute notre vie que de grands enfans que le gouvernement soit obligé de tenir, pour ainsi dire, à la lisière pour nous empêcher de tomber, nous n'aurons qu'une république mal affermie. Mais vous flattez-vous, poursuivit milord, que vos lois fassent assez aimer l'ordre et le bien, pour rendre facile la pratique des vertus les plus pénibles; et que vous verrez naître et subsister long-temps un peuple de héros dans une société où la propriété des biens tend au-contraire à donner sans cesse de nouvelles forces à l'avarice et à l'ambition?

Sparte, que Lycurgue avoit si bien prémunie contre tous les vices, s'est corrompue; ainsi votre république se corrompra, elle contractera insensiblement de nouveaux vices. Combien d'a-

mes n'ont aucun ressort ! Il n'est que trop commun de trouver de ces hommes froids et insensibles à l'aiguillon de la gloire. C'est au milieu de cette multitude innombrable de citoyens sans caractère que se formera la corruption que vous craignez. Il suffit que quelques citoyens, gouvernés par des passions impérieuses, soient rebelles à la voix du législateur, pour qu'ils ruinent les fondemens de votre république. Ils se livreront sourdement à leurs vices, il leur sera facile de tromper la vigilance des magistrats; et l'impunité les rendant de jour en jour plus entreprenans, ils violeront bientôt l'ordre avec impudence, et obtiendront enfin des lois qui les favorisent.

Rassurez-vous, milord, répondit notre philosophe, et ne craignez point une révolution de la part de ces hommes sans caractère dont vous avez d'abord parlé. Ils obéissent nonchalamment à l'esprit de la république qui les entraîne; et sans être vertueux, ils ne sont pas cependant méchans : ce ne sont point eux qui préparent ou hâtent la décadence des gouvernemens. Je conviens avec vous, qu'il y a des citoyens qu'on ne peut sans danger perdre un seul mo-

ment de vue ; leurs passions les rendent capables de tout, et leur adresse leur assure l'impunité. Voilà les ennemis des lois et des états. Qu'il y ait donc des censeurs infiniment supérieurs en sagesse, en vigilance, en exactitude à ceux de la république romaine, et qu'il soit impossible de se soustraire à leurs regards. C'est la religion seule qui peut apprendre aux hommes qu'ils ont à leur côté un juge toujours présent qui les observe, qui lit dans leurs pensées et descend dans les âbimes de leur cœur. Platon l'a dit, qu'aucun délit ne soit sans punition, ou vous verrez les citoyens se familiariser peu à peu avec le mal, et violer enfin ouvertement les lois les plus sacrées et les plus importantes. Mais comment chaque délit sera-t-il puni ? comment les citoyens qui connoissent les bornes étroites de la sagesse humaine seront-ils persuadés que le coupable n'échappe jamais au châtiment, s'ils ignorent qu'ils sont sous la main et sous les yeux d'un Etre suprême qui gouverne le monde, et dont la justice récompense la vertu et punit le vice ? Si cette doctrine ouvre une source nouvelle de plaisir pour l'homme de bien, si son ame, occupée délicieusement de

ses devoirs, les remplit avec zèle et en attendant une récompense encore plus délicieuse, jouit en quelque sorte dans cette vie du bonheur de la vie future; avouez qu'elle inspire une terreur salutaire aux méchans, les retient, ou par la voie des remords les rappelle au repentir.

Je vous dirai donc, avec Cicéron dans son traité des lois, que les citoyens soient convaincus que les dieux sont les maîtres de toutes choses, que leur providence préside à tout, qu'elle est la source de tous nos biens, et qu'ils tiennent un compte exact de toutes nos actions. Voilà la première, la plus importante et la plus nécessaire de toutes les lois; car s'il n'y a point de Dieu, il n'y a point de morale. Il est impossible d'offrir à l'homme des motifs suffisans pour l'engager d'obéir plutôt à sa raison qu'à ses passions; et il ne sera juste qu'autant qu'il ne pourra se soustraire à la vigilance des lois et des magistrats.

On appelle ordinairement athées, ces philosophes si connus aujourd'hui, qui nient l'existence d'un Etre suprême ou la providence, croient que tout est matière. Ils disent qu'une certaine pro-

priété de cette matière, qu'ils appellent l'ame du monde, et qu'ils répandent libéralement dans toutes ses parties, fait penser l'homme, rouler la masse des corps célestes sur nos têtes, et végéter les plantes sous nos pieds. Par une suite de cette admirable doctrine, ils vous soutiendront qu'une fatalité aveugle et irrésistible gouverne tout. Elle a lié les événemens avec une chaîne que rien ne peut rompre. L'homme sans liberté n'est qu'un instrument passif, il veut ce que la nécessité lui fait vouloir; il est poussé par les objets qui le frappent comme les nuages par les vents. Il ne délibère point quand il croit délibérer; il ne se détermine point, il est déterminé; et il n'y a par conséquent à son égard ni bien, ni mal moral, ni juste ni injuste : en un mot, tout est égal pour lui hors la douleur et le plaisir qui déchirent ou chatouillent ses sens.

Je sais que d'autres philosophes moins entreprenans contre Dieu respectent son trône; mais ils ne veulent point qu'il s'abaisse jusqu'à laisser tomber ses regards sur la terre. Nous ne méritons pas, quoique nous soyons son ouvrage, qu'il daigne s'occuper de nous. C'est à nous à nous arranger comme nous pour-

rons, pour diminuer nos maux; nous n'avons rien à attendre de Dieu, et notre ame est condamnée à la mort, lorsque les organes qu'elle fait agir sont usés par le temps ou les maladies. Ces philosophes doivent être mis par le législateur dans la même classe que les matérialistes. L'effet de ces différentes opinions est le même pour la société, puisqu'elles coupent également toute relation entre Dieu et les hommes. Dieu est pour l'homme comme n'étant pas, dès que nous ne le regardons point comme notre juge. Qu'importe ce qu'on pense de la nature de Dieu, de notre ame, de notre liberté, de notre raison, de nos passions, de nos devoirs, de nos vertus et de nos vices, dès qu'un même sort attend les gens de bien et les méchans.

J'en demande pardon à tous ces philosophes, mais il me semble qu'ils sont nécessairement inconséquens, s'ils s'opiniâtrent à avoir de la probité dans les occasions qui ne se présentent que trop souvent de faire le mal impunément et même avec avantage. Quoi! de grands philosophes seroient assez sots pour agir sans motifs, et se sacrifier à une vertu imaginée par le vulgaire ignorant?

Tranchons le mot, cette philosophie fait nécessairement des hypocrites dans le cours ordinaire de la vie, et des scélérats s'ils peuvent espérer de l'être avec quelque succès. Tandis qu'il n'y a point d'homme qui n'éprouve en lui-même un combat continuel entre sa raison et ses passions; tandis que des gouvernemens grossiers et des lois ineptes nous invitent puissamment au mal ou le défendent foiblement; tandis que le vice élève cent coquins autour de nous, et que la vertu languit souvent méprisée; tandis que tout ce que nous voyons, tout ce que nous éprouvons, nous apprend que la pratique de nos devoirs exige de la vigilance, du courage, de la fermeté et une constance précautionnée pour résister aux amorces du vice; je croirai bonnement que ces philosophes prennent la peine de résister à leurs passions ? Ils se refuseront à une perfidie, à un mensonge, à une bassesse, à une calomnie qui feroit leur fortune ? Ils sacrifieront des goûts et des plaisirs qu'ils croient innocens et même louables, à une chimère de vertu difficile dont ils se moquent assez librement, quand ils parlent devant des personnes qui sont dignes d'écouter leur

doctrine ? Malgré la crédulité que nous reprochent ces grands philosophes, je les avertis que nous ne croyons pas volontiers à leur probité. Ils ont beau parler de leur amour pour la vertu en termes magnifiques, on les voit à travers le masque dont ils tâchent de se couvrir, et on les voit tels qu'ils sont. S'ils prennent même le parti désespéré de faire avec éclat quelque action honnête, on aura encore la malice de penser qu'ils ne cherchent qu'à jeter un voile sur cent choses peu régulières ou honteuses qu'ils se permettent tous les jours.

Lorsque Cynéas, expliquant à Fabricius le système d'Épicure, lui dit que cette philosophie étoit la doctrine la plus accréditée chez les Grecs, le Romain pria les dieux que les ennemis de sa patrie pensassent toujours ainsi pour n'être pas redoutables. Fabricius avoit raison de croire que des philosophes qui anéantissent le législateur et le magistrat suprême de l'univers, anéantissent en même-temps tous les droits de notre raison, et laissent une libre carrière à nos passions. Dès que l'homme est aveuglé au point de ne pas distinguer le bien et le mal moral ; dès qu'il est privé du sentiment intérieur de sa cons-

cience, où trouvera-t-il un guide? Quel législateur, quelles lois, quel gouvernement fourniront au citoyen des motifs pour lui faire aimer constamment ses devoirs? Puisqu'on peut tromper les lois et les magistrats, quel sera le garant de la probité publique? Au lieu d'être unis par les liens de la confiance, les citoyens doivent tous se défier les uns des autres; et la société en quelque sorte dissoute n'est plus qu'un assemblage de brigands.

Je pense presque comme vous, dit milord en interrompant notre philosophe, et je serois assez disposé à croire qu'un athée conséquent n'est pas en effet un fort honnête-homme. Cependant permettez-moi de vous demander pourquoi l'athéisme seroit plus funeste pour la société, que ces religions ridicules, qui, en nous faisant adorer des dieux fourbes, injustes, cruels, capricieux, ect. nous invitent en quelque sorte au vice. J'ajoute que si l'idolâtrie est un plus grand mal aux yeux de Dieu que l'athéisme, elle doit aussi produire de plus grands maux parmi les hommes; et il me semble qu'il est assez naturel que Dieu pense comme Plutarque, qui a dit qu'il aimeroit

mieux qu'on assurât qu'il n'y a jamais eu de Plutarque, que si on disoit qu'il a été un mal-honnête homme. Or, on ne peut nier que malgré la religion la plus absurde et la plus scandaleuse, la Grèce et Rome n'aient produit les hommes de la terre les plus vertueux; pourquoi donc l'athéisme ne pourroit-il laisser subsister la vertu dans un pays où il seroit établi avec de certaines précautions? Pourquoi une république ne pourroit-elle subsister sans religion? Des voyageurs assurent qu'ils ont trouvé des peuples qui n'avoient aucune idée de la divinité. On prétend qu'avec des lois plus sévères, plus exactes et plus vigilantes que les nôtres, on pourroit contraindre des athées à se conduire aussi régulièrement que s'ils avoient une morale. Vous savez qu'un philosophe moderne a fait des raisonnemens assez forts pour prouver que leur société pourroit être heureuse et florissante.

Milord, dit notre philosophe, il faudroit une journée entière pour répondre à vos questions; mais sans entreprendre d'expliquer l'espèce de mystère qui enveloppe le paganisme et ses dieux, ce qui nous écarteroit trop de nos lois, permettez-moi de vous faire simple-

ment remarquer, que si les Romains n'avoient retiré aucun avantage du culte religieux qu'ils rendoient à Jupiter, Venus, Mercure et autres mal-honnêtes divinités, jamais Fabricius, dont je viens de vous parler, et qui, entre nous, avoit le sens commun, n'auroit été assez insensé pour le préférer à l'athéisme de Cynéas. Quelque contraire aux mœurs que fût la religion des anciens, ce vice étoit sans doute corrigé par une doctrine particulière qui leur apprenoit que Jupiter punissoit sévèrement dans les hommes les libertés que prenoient les dieux. Peut-être regardoit-on les contes ridicules du paganisme comme des mystères, des emblêmes, des allégories; peut-être croyoit-on que ce qui étoit mal dans les hommes étoit bien dans les dieux, dont l'état est si différent du nôtre; c'est ainsi que les petits parmi nous approuvent dans les grands ce qu'ils blâment dans leurs pareils. Quoi qu'il en soit, cette religion, malgré ses folies, étoit sans doute utile à la société, puisque les politiques les plus éclairés s'en servoient avec avantage pour affermir la probité des citoyens, et qu'ils ont constamment regardé sa décadence comme le signe des malheurs publics. A ces dieux

méprisables qu'on adoroit et qu'on n'auroit osé imiter, étoit jointe l'idée d'un Tartare et des Champs-Elisées ; dans l'un on punissoit les hommes qui auroient voulu prendre les mêmes licences que les dieux ; et dans les autres on récompensoit les vertus qui honorent le plus l'humanité. Dès que les vertus et les vices attendoient un sort différend dans une seconde vie, la religion n'étoit-elle pas un plus sûr garant de la probité que l'athéisme ? Quelque insensée qu'elle soit, un sage législateur en saura tirer parti ; mais il ne peut rien espérer de l'athéisme. On peut avoir de fausses règles de la justice et de ses devoirs, et c'est un mal ; mais ce mal n'est-il pas moindre que celui de n'en avoir aucune notion, ou de croire que tout ce qui nous fait plaisir est bien ? Laissez à la raison le temps de s'éclairer et de se perfectionner ; et la théologie la plus absurde peut devenir peu-à-peu la religion d'Aristide, de Socrate et de Platon.

La pensée de Plutarque est très-raisonnable, et cependant il pourroit se faire que l'athéisme fût un plus grand mal aux yeux de Dieu, que l'idolâtrie la plus monstrueuse. Je ne suis point assez téméraire pour vouloir pénétrer

les jugemens de la sagesse divine ; mais ne pourroit-on pas dire qu'elle voit avec indulgence le culte le plus insensé, parce que l'intention de ceux qui l'ont établi, et qui le pratiquent, est sage ; certainement s'ils avoient pu mieux faire ils l'auroient fait. Sa bonté lui représente sans cesse qu'il nous a donné un raison sujette à l'erreur, et lente à se former. Dieu n'est pas Plutarque ; il n'est pas l'homme, pour être blessé de nos injures. Peut-être n'exige-t-il pas des temples, des autels, un culte pour lui, mais pour nous. Il n'a pas besoin de nos sacrifices, il se suffit à lui-même ; mais il nous importe, mais nous avons besoin de lui rendre nos hommages. C'est parce qu'il nous a faits pour vivre en société, c'est parce qu'il veut être le lien qui nous unit, et se rendre le garant de la foi que nous promettons, que sa censure nous est nécessaire et qu'il l'exerce sur nous. C'est parce que l'athéisme dégrade l'homme en ôtant à l'univers une magistrature dont il ne peut se passer, c'est parce que cet athéisme perd la société en détruisant toute confiance et toute sureté entre les citoyens, que Dieu le pùnira. Il doit être plus indulgent po ur

la doctrine d'un muphti ou d'un bracmane que pour celle d'Epicure ou de Spinosa.

Je crois, si l'on veut, que les voyageurs ont trouvé des peuples qui n'avoient aucune idée de Dieu, de la spiritualité de notre ame, ni des récompenses et des châtimens qui nous attendent dans une autre vie; mais si cet athéisme peut subsister parmi des sauvages qui vivent encore à la manière des brutes, et que la faim, la misère et la nudité poursuivent dans leurs retraites; qu'en peut-on conclure pour des sociétés régulières et qui sont éclairées par les lumières de la politique, des sciences et des arts? A-t-on jamais vu des hommes avoir des lois et des magistrats, et ne point avoir de culte religieux? Si les voyageurs avoient abusé du privilége de mentir jusqu'au point de publier de pareilles relations, la philosophie n'auroit pas dû les croire. Remarquez d'ailleurs que des Sauvages peuvent ignorer qu'il y ait un Dieu, mais ils ne nieront point son existence. Ils ne prétendront point qu'il n'y a ni bien ni mal moral; et quelque grossier que soit leur instinct, ils mettront une différence entre tromper et dire la vérité, entre secourir son voisin

prêt à périr et l'assassiner. Il y a un athéisme qui ignore qu'il y a un Dieu et des règles de morale, et un athéisme qui enseigne qu'il n'y en a point. L'un suppose un extrême ignorance, mais l'autre ne peut s'associer qu'avec une extrême dépravation.

Je ne sais quel empereur, dont je suis fâché d'avoir oublié le nom, vouloit, dit-on, donner une isle aux philosophes platoniciens, pour éprouver s'ils pourroient y fonder une république sur le plan que leur maître en a tracé; pour moi, si j'étois prince, j'accorderois volontiers une de mes provinces à tous les athées du monde pour y établir la merveilleuse république de Bayle. Voulez-vous permettre, milord, que, pour répondre à vos questions, je suive cette idée bizarre? Ma charte de concession ne tardera pas à être dressée, et la voilà publiée; et vous pensez bien que l'Europe va retentir de mes éloges; car nos philosophes sont merveilleusement enclins à la flatterie; et il est bien décidé que je suis le plus puissant génie de l'univers. Bientôt nos athées, trop vains pour douter du succès de leurs lois et de leur gouvernement, s'empresseront à venir pren-

dre possession de leurs nouveaux domaines. Voilà d'abord de grands philosophes, les uns plaisans, les autres sérieux, qui ont tout vu, tout examiné, tout généralisé; ils n'ignorent rien, et traînent après eux mille petits beaux esprits, qui se sont hâtés de dire quelque impiété triviale pour tâcher de faire du bruit et sortir de leur obscurité. A leur suite arrive pêle-mêle une foule de femmes galantes plus ou moins philosophes, suivant qu'elles ont eu ou qu'elles ont plus ou moins d'amans. Voici de jeunes libertins qui, pour ne rien craindre, voudroient apprendre à ne rien croire. Vous voyez d'assez beaux commencemens, et que la république naissante ne manquera ni de magistrats, ni de ce qu'on appelle ailleurs le peuple ou la populace.

On s'assemble donc pour donner une forme au gouvernement; et comme je suis de bonne composition, je suppose que tous ces sages, qui dans le fond se haïssent et se méprisent, rendront cependant justice au plus grand mérite, et conviendront entre eux de quelque subordination. Ils ont lu l'Esprit des lois, ainsi je ne doute point que leur gouvernement politique ne

soit admirable. Ils ont tant dit que l'homme est un animal vicieux et méchant par sa nature, qu'il faut s'attendre à leur voir prendre les mesures les plus sages pour épouvanter les coupables, et inviter les citoyens à faire des actions utiles à la société.

Ces philosophes sont si persuadés que la philosophie et la politique consistent à mépriser la superstition ; et ils ont si souvent répété que toute religion n'est qu'une vaine et barbare superstition, qui abrutit notre raison ; qu'ils ne manqueront pas de faire un catéchisme qui porte la lumière dans l'esprit de leurs enfans, et les prémunisse contre l'erreur qui leur est naturelle. Agir autrement, ce seroit une inconséquence ou une indifférence pour le bien public dont il seroit injuste de les croire capables. Si ce n'est pas dans la première assemblée de la nation, ce sera du moins dans la seconde que son sénat lui représentera avec beaucoup d'éloquence, que la république, à peine formée, est menacée d'une décadence prochaine, si on n'oppose pas de bonne heure une carrière insurmontable aux erreurs qui assiégent la raison humaine. Nos lois politiques, dira le consul ou le

tribun du peuple, ne nous suffisent pas; ayons des pensées dignes de nous; en éclairant notre siècle, préparons le bonheur des races futures. Pour faire ce grand ouvrage, il est question de nous ménager une postérité digne de nous, et qui nous surpasse même s'il est possible. Les peuples superstitieux établissent d'abord les lois de leur religion; et c'est ainsi qu'en trompant l'esprit des enfans, ils sont parvenus à faire régner impérieusement l'ignorance et l'erreur, et à contraindre la philosophie à n'oser se montrer, ou à se rétracter quand elle avoit laissé percer quelques-uns de ses rayons. A leur exemple, et pour le triomphe de la vérité, faisons ce qu'ils ont fait en faveur de leurs préjugés. Les temps, continuera-t-il, sont arrivés où la philosophie peut se montrer toute entière, tous les voiles qui couvrent la nature doivent tomber à la fois. N'ayons aucun de ces ménagemens pernicieux par lesquels nous étions obligés de déguiser notre doctrine, tandis que nous vivions au milieu d'une multitude aveugle, intolérante et incapable de s'élever jusqu'à nous. N'ayons plus de secrets, prodiguons toutes nos richesses; montrons que nous sommes

sommes des pères tendres, en épargnant à nos enfans les fatigues que nous a causées la recherche de la vérité : laissons-leur un héritage qui ne leur aura rien coûté. On ne peut familiariser de trop bonne heure les esprits avec nos principes ; il faut apprendre à nos enfans nos conséquences, avant qu'ils soient en état de les appercevoir par eux-mêmes. C'est par cette sage éducation que les hommes les plus grossiers comprendront sans peine nos écrits les plus profonds et les plus sublimes.

Après avoir entendu un si beau discours, la diète nationale portera sans doute une loi pour ordonner aux pères d'enseigner à leurs enfans qu'il n'y a point de Dieu, et que les ignorans ont appelé de ce nom effrayant une certaine harmonie, un certain mouvement, un certain rapport, en vertu desquels toutes les parties de l'univers agissent ensemble, se soutiennent, se défendent et se détruisent tour-à-tour pour se reproduire ; de manière que le monde, ouvrage à quelques égards admirable, est plein cependant de tant de défauts et d'imperfections, qu'il ne peut avoir été fait par un Être infiniment intelligent, infiniment sage et infiniment

puissant. Pour prouver cette vérité fondamentale, on étalera avec soin cette longue suite de misères et de calamités qui poursuivent le genre humain. La providence n'est donc qu'un mot vide de sens que les sots ont imaginé contre raison, pour exprimer une chimère qui n'existe pas, c'est-à-dire, l'action par laquelle un Être suprême est supposé conserver et gouverner l'univers. Après cette première leçon, il sera ordonné à tout père d'ajouter que le monde est éternel et subsiste par lui-même; puisque la création, qui est l'action de tirer une chose du néant, est impossible. Mais si on aime mieux que l'ordre que nous voyons dans l'univers ait succédé à un cahos, et ait eu un commencement, il sera permis de dire que c'est l'ouvrage du hasard et le fruit d'une combinaison fortuite des élémens.

Après avoir développé d'une manière si claire et si satisfaisante ce que c'est que l'ame du monde, on passera à l'explication de la nôtre. La substance qui pense en nous, demandera-t-on à un enfant, est-elle distinguée par sa nature de la matière qui compose notre corps? Et la loi ordonnera qu'avant de répon-

dre, on l'accoutumera à faire un éclat de rire, ou à laisser comme échapper un sourire dédaigneux : cela revient au même. Il dira ensuite que la spiritualité de l'ame est une de ces rêveries agréables qui doivent être reléguées dans le pays des sylphes et des gnomes ; que la pensée est une propriété de la matière, quand elle est organisée d'une façon propre à former un homme, un singe, un chien, un cheval, etc. et que la matière, suivant qu'elle est arrangée pour former des organes plus ou moins subtils, plus ou moins déliés, plus ou moins disposés à agir de concert et rapidement les uns sur les autres, est aussi plus ou moins propre à penser.

Demanderez-vous à un petit athée de huit ou dix ans ce que c'est que la mort ? Il sera assez bien instruit pour vous répondre que c'est la cessation du mouvement nécessaire pour entretenir la sorte d'organisation qui fait penser, boire, manger, voir, marcher, entendre, toucher, etc. S'il a même quelque mémoire, et qu'on ait pris un soin particulier de son éducation, il vous fera quelques plaisanteries sur les fables dont on a la folie de nous

attrister en nous parlant d'une autre vie. Il prendra même quelquefois le ton de son précepteur, et ne manquera pas de se féliciter du bonheur qu'il a d'avoir têté en naissant le lait de la philosophie, et d'être débarrassé pour toujours des terreurs paniques qui désolent les hommes aveuglés par le mensonge et les préjugés, et qui n'osant jouir sans crainte et sans remords des douceurs de la vie, se rendent en effet malheureux dans l'espérance d'un bonheur chimérique.

A peine sera-t-il instruit qu'il n'y a point de Dieu, et que cette vie n'est suivie d'aucune récompense ni d'aucun châtiment, qu'il sera temps de lui apprendre que l'homme n'est point libre, et qu'il doit se défier de ce sentiment intérieur qui voudroit lui persuader qu'il est le maître de ses actions. Il faudra dire et redire à cet enfant que toute la sagesse humaine consiste à éviter la douleur et trouver le plaisir; que ces lois naturelles dont les sots et lesp édans font tant de bruit en voulant relever les droits de la raison, ne sont que cet amour de soi-même par lequel chaque individu se regarde et doit se regarder comme le centre,

l'objet et la fin de tout ; que l'empire du monde est abandonné à nos passions ; et que notre raison, destinée à les servir, parce qu'elle a moins de force qu'elle, doit leur fournir simplement les moyens de se satisfaire avec plus de facilité.

Vous n'êtes pas au bout, milord, des sublimes instructions qu'une république d'athées doit donner à ses jeunes élèves. Après leur avoir bien gravé dans l'esprit qu'il n'y a ni justice ni injustice, ni vertu ni vice, et en attendant qu'ils puissent lire par eux-mêmes dans quelques ouvrages admirables la démonstration de ces vérités, les instituteurs seront chargés par la loi de ne rien négliger pour les prémunir contre les préjugés de l'ignorance et de la superstition, et les accoutumer à une logique mâle et vigoureuse qui ne se laisse point effrayer par des conséquences quelquefois un peu révoltantes. Pour essayer les forces d'un enfant, on lui proposera différens petits problêmes à résoudre. Par exemple, on lui demandera s'il regarde du même œil la personne qui lui donne un jouet et son camarade envieux qui le brise par jalousie, ou qui le dérobe. S'il hésite à répondre, et

que sa reconnoissance et son indignation lui fassent en quelque sorte oublier le grand principe que toutes les actions sont égales, il est essentiel de lui faire honte de son embarras. On n'aura pas fait vingt fois à un enfant des questions pareilles à celles que vous venez d'entendre, que son esprit aguerri contre je ne sais quels sentimens que la nature a placés dans notre cœur, s'accoutumera à cette humanité indulgente qui excuse tout, et acquerra cette noblesse de penser qui ne s'étonne de rien. A quinze ans un jeune athée sera assez formé pour n'être point surpris que ses maîtres ne mettent aucune différence entre Caton et Catilina, et les estiment également.

Voilà, milord, la doctrine funeste dont l'athéisme infecte nécessairement les esprits ; voilà ce que devient la morale après qu'on a cessé de reconnoître l'existence d'un Dieu ; et je vous demande à mon tour si une république qui pousseroit l'absurdité jusqu'à vouloir faire de bons citoyens en jetant dans toutes les ames des semences de scélératesse, pourroit subsister. Je vous demande, milord, si ces philosophes sublimes qui connoissent tout

hors les hommes au milieu desquels ils vivent, pourroient porter leurs lois et instruire leür jeunesse sans s'appercevoir de leur extravagance. Qui d'entr'eux seroit assez hardi pour ne pas trembler en voyant qu'il confie ses intérêts les plus chers, son repos, sa fortune et sa vie, à une canaille dont il faut continuellement se défier? Qui d'entr'eux ne sentiroit pas enfin le besoin que nous avons d'un Dieu, d'une providence et de la morale, et que la probité de nos pareils nous est nécessaire pour dormir tranquillement.

Si la vérité, milord, est toujours utile, l'athéisme n'est donc pas la vérité; car il est toujours plus funeste aux hommes que la guerre, la famine et la peste. Messieurs, prendrois-je la liberté de dire à la diète générale de la république de Bayle, j'admire l'art extrême avec lequel vous entassez précautions sur précautions pour vous engager à être honnêtes-gens; mais pourquoi ne remarquez-vous pas qu'avec un peu de vertu vous produiriez d'une manière plus simple, plus facile et plus sûre, les effets que vous attendez inutilement de vos lois? Les philosophes sont amis d'une certaine simplicité dans

leurs opérations, pourquoi donc votre code est-il si compliqué ? Pourquoi avez-vous tant de lois ? J'ai peur que quelque esprit malin ne dise que vous vous défiez de votre philosophie et de vos citoyens. Voulant faire ce qu'on appelle vulgairement des magistrats intègres, vigilans, courageux et justes, il me semble que vous devriez donner quelque valeur à la vertu. Pourquoi donc élevez-vous vos enfans dans une doctrine qui leur apprend que les hommes sont ce qu'il plaît à un destin aveugle, et non pas ce qu'ils desirent d'être, et que l'intégrité, la vigilance, le courage et la justice, vains noms, ne valent pas mieux dans le fond que la fraude, la négligence, la poltronnerie et l'injustice ? Si la vertu n'est qu'un préjugé inutile, tâchez de vous en passer ; si elle est un bien réel, ayez le bon sens d'y préparer le cœur de vos enfans. Vous aurez beau faire, je craindrai toujours que vos lois ne soient jamais assez sévères pour contenir des hommes aguerris à la magnanimité de vos principes. Si n'oubliant pas votre doctrine sur la méchanceté du cœur humain, vous prenez le parti de doubler le nombre de vos magistrats, je prendrai la liberté de vous

représenter que cette ressource n'aura aucun succès, et que deux magistrats choisis parmi des citoyens malhonnêtes gens ne sont pas plus utiles à la société qu'un seul.

En effet, milord, il ne faut pas penser que les citoyens de la république de Bayle imitassent dans leur conduite ces athées qui sont aujourd'hui dispersés dans toute l'Europe. Si ceux-ci ne sont pas les plus méchans des hommes ; s'ils dérogent quelquefois aux principes de leur philosophie ; si des mouvemens involontaires de probité préviennent leurs réflexions quand il faut agir, ils le doivent à l'éducation humaine qu'ils ont reçue. Quand ils ont commencé à philosopher, ils avoient déjà dans le cœur des principes assez profondément gravés pour ne pouvoir être entièrement effacés ; ils avoient déjà contracté des habitudes ; et leur caractère qui étoit formé a pu s'altérer, mais n'a pas entièrement été changé par leurs spéculations. Aujourd'hui que nos athées vivent avec des hommes moins habiles qu'eux et assez simples pour croire au vice et à la vertu, ils sont invités par leur propre intérêt, par la crainte du mépris et de la haine publique, à se

refuser aux conséquences pratiques de leur philosophie ; ils contrefont les honnêtes gens par condescendance pour nous, et parce qu'ils font encore quelque cas de l'opinion publique. Mais toutes ces barrières ne seront-elles pas levées dans une république d'athées ?

Messieurs, dirois-je encore, vous vous vantez de connoître tous les mystères et tous les secrets de ce que vous appelez la grande ame de l'univers ; mais pour former une société, n'auriez-vous pas dû prudemment commencer par étudier le cœur humain ? Pouvez-vous ignorer que les vertus et les vices, qui font fleurir ou qui perdent les états, ne sont rares ou communs qu'autant que le législateur prend un soin particulier de cultiver les bonnes mœurs ? Pourquoi ne savez-vous pas que ces lois perdent beaucoup de leur pouvoir, si l'éducation ne nous fait contracter des habitudes louables, avant même qùe notre raison soit en état de juger de tout le mal que les vices font aux hommes ? Nous avons besoin d'apprendre à avoir une conscience et des remords avant même que de connoître le prix de la vertu. Pour votre honneur ne soyez plus en

contradiction avec vous-mêmes ; ne dites plus que des politiques adroits ont imaginé un Dieu, une providence, l'immortalité de l'ame, des peines et des récompenses dans une seconde vie, pour gouverner plus aisément les hommes dans celle-ci ; ou convenant de l'utilité de cette doctrine, ne soyez point assez mal-habiles pour n'en vouloir tirer aucun secours. Vous avez sans doute trouvé quelquefois en vous-mêmes des sentimens de justice, d'humanité et de bienfaisance ; si la nature nous les a donnés pour notre avantage commun, pourquoi travaillez-vous, je vous prie, à les étouffer ? S'ils sont l'ouvrage de l'art et de l'éducation, pourquoi voulez-vous que votre éducation nous rende méchans, tandis qu'il seroit aisé de nous rendre meilleurs? Je vous le demande, votre haute prudence n'a-t-elle point là-dessus quelque reproche à se faire ? Le sentiment de la honte que nous éprouvons quand nous sommes blâmés, est un des présens les plus précieux que la nature ait pu nous faire. De grace, messieurs, pourquoi n'en profitez-vous-pas pour nous détourner des actions qui sont nuisibles à la société ? Si les peines que

vous infligerez aux coupables ne touchent que le corps, si elles ne frappent pas l'ame en la couvrant de confusion, à votre place je n'espérerois pas que les supplices les plus durs fussent capables d'intimider et d'arrêter vos intrépides citoyens; ils seront bien forts contre les lois, quand ils seront parvenus à braver la honte. Dès qu'on est sans morale, il ne faut pas un courage bien extraordinaire pour s'accoutumer à regarder la roue et des tortures encore plus cruelles, comme une violente attaque de goutte ou de colique. Vous aurez le chagrin de voir mille coquins assez robustes et assez philosophes pour se persuader que ce n'est pas un si grand malheur de périr sous la main d'un bourreau. Ils s'enhardiront au crime, en se disant que si leur fin est douloureuse, elle est courte. Peut-être parviendront-ils à se féliciter de n'être pas exposés à végéter misérablement dans une triste vieillesse, pour mourir dans un lit, tourmentés par des douleurs aigues, ou par une défaillance encore plus insupportable. Si les supplices sont inutiles pour détourner du mal, soyez sûr que vos citoyens se moqueront des

récompenses que vous leur présenterez pour les inviter au bien ; ils se croiroient vos dupes en tâchant de les mériter. En effet, les récompenses ne sont rien, quand elles ne sont pas distribuées par des hommes capables d'apprécier nos actions. Quelle vertu peut-on estimer, quand par ses principes on ne peut mépriser aucun vice ?

Je vous prie de remarquer, milord, que quand, à force de gibets et de roues, la république de Bayle parviendroit à empêcher les grands crimes, jamais elle ne pourroit faire naître cette honnêteté de mœurs qui rend les hommes délicats et scrupuleux, je ne dis pas dans leur conduite publique, mais dans leurs pensées et dans l'examen secret qu'ils font d'eux-mêmes. Dieu nous préserve que des athées retrouvent jamais l'anneau de Gigès. Comment arrêtera-t-on le cours de ces coquineries sourdes sur lesquelles les lois n'ont pour ainsi dire aucune prise ? Comment parviendra-t-on à punir ces faussetés, ces trahisons, ces calomnies méditées dans l'obscurité, publiées avec art, et dont Dieu seul peut découvrir la source et l'artifice ? Qu'un méchant homme qui ne craint ni Dieu ni sa cons-

cience est à son aise au milieu de ses vices ! Il nous brave en affectant une fausse simplicité. Il se jouera impunément de la vigilance des magistrats ; toujours soupçonné, on n'aura que des demi-preuves de ses crimes.

Vous ordonnerez, si vous le voulez, des châtimens contre ces injustices, ces fraudes, ces haines, ces vengeances, ces escamotteries, ces intrigues auxquelles les législateurs n'ont infligé jusqu'à présent aucune peine. Mais je vous avertis qu'on éludera aisément la force de vos lois. Croyez-vous qu'il appartienne à tous les états d'établir la censure de la république romaine ? Des magistrats qui notent et tachent un citoyen sans forme de procès, sont l'abus le plus criant et le plus absurde, si les mœurs ne sont pas souverainement respectées. Quoi ! on trouveroit parmi nos athées des hommes dignes d'être des censeurs et des Catons ! Quoi ! ils se flatteroient d'établir au milieu d'eux une magistrature que les Romains ne purent conserver quand leurs mœurs furent corrompues ? Non, milord, si ces magistrats avoient d'abord quelque autorité, ils ne s'en serviroient que pour établir une inquisition funeste, servir leurs pas-

sions et établir leur tyrannie. Ils trouveront le secret d'être méchans impunément, en l'étant d'abord avec une sorte de retenue et de prudence; et bientôt ils se serviront de leur crédit et des lois mêmes pour faire des injustices qui hâteront la ruine de l'état.

Il est assez heureux qu'en faisant tous leurs efforts pour nous prouver que l'athéisme peut faire fleurir une république, les ennemis de Dieu nous fournissent la preuve peut-être la plus complète de son existence. Son nom sans doute est écrit sur toutes les parties de l'univers, la grandeur et la beauté de l'ouvrage publient, je l'avoue, d'une manière bien éloquente, la puissance et la sagesse de l'ouvrier; mais nous ayant faits de façon que nous pouvons nous passer de lui, ne se montre-t-il pas encore plus clairement à nos yeux? Ce témoin, ce juge de toutes nos actions et de toutes nos pensées qui est indispensablement nécessaire à notre bonheur; c'est là la preuve la plus convaincante qu'il y a un Dieu. Elle est à la fois écrite et dans notre esprit et dans notre cœur. Dieu ne permet pas que nous le méconnoissions ou que nous l'oublions, en n'ayant pas permis à la

prudence humaine de pouvoir se suffire à elle-même. Par-tout la sagesse des hommes trouve des bornes, et au-delà de ces bornes, elle ne voit qu'un abîme sans fond, si elle ne trouve pas Dieu et la foi des sermens. Sans lui nous flotterions dans une incertitude éternelle; sans lui nous verrions sans cesse s'écrouler l'édifice mal assuré de la société. Ma foiblesse, ma force, mes besoins, mon bonheur, mes calamités, mes craintes, mes incertitudes, mes espérances, tous les sentimens que j'éprouve, sont autant de voix qui m'appellent à cet Être suprême. Je sens qu'il est le premier lien qui unit les hommes; sans lui plus de confiance les uns pour les autres, et nous ne pouvons trouver aucun repos dans le monde. Il doit être le premier garant du pacte que nous avons fait en entrant en société; ce n'est que sur la foi de cette garantie, que je compte sur la foi de mes concitoyens. Si la justice humaine m'opprime, il me reste un consolateur; et mon innocence me rendra encore heureux au milieu des malheurs, si je puis appeler de la méchanceté ou de la sottise des hommes au tribunal de la sagesse divine.

Qu'elle existe cette république d'athées ! et si ses citoyens, lassés les uns des autres, ne se fuient pas en se dispersant dans les pays voisins, ou ne se déchirent bientôt par leurs propres mains, j'ose vous prédire, milord, qu'avant qu'il s'y élève une quatrième génération, elle sera désabusée de ses erreurs. Fiez-vous-en au desir que nous avons d'être heureux ; il ne peut s'accommoder d'une philosophie qui, en ne produisant que des maux toujours renaissans, ne donne même aucune consolation passagère. Je sais jusqu'où l'on peut aller par engagement de systême, mais la vanité et l'entêtement ont leurs bornes. Quelques athées répandus çà et là dans les grandes villes de l'Europe, peuvent, sans effort, rester attachés à leur doctrine. Leur vanité est satisfaite, ils croient se faire remarquer par la hardiesse de leurs sentimens ; ils croient que les sots les regardent comme de grands génies ; et vivant d'ailleurs dans des états religieux, leur doctrine leur paroît commode, et ils ne sont point inquiétés par les alarmes que leur inspireroient des citoyens sans morale. Mais dans la république de Bayle, il n'y aura au-contraire aucun mérite à

être athée, et chacun craindra son concitoyen comme un méchant homme : on se lassera donc de cette situation. Après avoir tant publié que la superstition est la cause de tous les maux, on ouvrira malgré soi les yeux, on verra son erreur, on regrettera les préjugés des peuples voisins, et on commencera à voir avec moins de mépris une doctrine favorable à l'ordre de la société, propre à unir les hommes par quelques vertus, et qui peut seule les consoler dans les adversités auxquelles leur condition les expose. D'abord on donnera des principes moins tranchans à la jeunesse. De l'athéisme on passera au déisme. Quelque enthousiaste répandra de ces fables qui flattent le goût naturel que nous avons pour le merveilleux ; et les magistrats enfin, soit pour s'acquitter plus aisément de leurs devoirs, soit pour se rendre plus puissans à la faveur de la crédulité du peuple, favoriseront les progrès de la religion ; et la république aura des dogmes, des prêtres et des cérémonies religieuses.

Je suis ravi de votre prédiction, dit milord en interrompant notre philosophe, et je la crois d'autant plus sûre, que l'athéisme, quoique prêché avec

une extrême liberté par des hommes qui avoient beaucoup d'esprit, n'a jamais pu s'étendre au-delà de certaines bornes et devenir la doctrine générale d'aucune nation. Malgré notre orgueil, nous sentons notre néant en admirant la grandeur et la beauté de l'univers; et notre foiblesse nous porte naturellement à chercher dans les cieux le maître de la terre. Plutôt que de ne rien adorer nous élèverons des autels à un Jupiter, à une Vénus, à un Apollon, aux légumes de nos jardins, aux volailles de nos basses-cours. Mais enfin puisque l'athéisme, si peu analogue à notre esprit et à notre cœur, ne sera jamais la doctrine que d'un petit nombre d'hommes, puisque les athées n'ont aucun intérêt d'étendre leur doctrine, je serois assez porté à croire qu'ils ne méritent pas que le législateur les traite avec une extrême sévérité.

Oui, répondit notre philosophe, aussi ne demande-je pas qu'on allume des bûchers. Dieu n'a pas besoin de nous pour se venger, il saura punir l'impiété comme elle le mérite. Ainsi le législateur doit se borner à infliger les châtimens nécessaires pour intimider l'athéisme et l'empêcher de corrompre

la société. Mais ne croyez pas, milord, que malgré l'obscurité à laquelle cette funeste philosophie est condamnée, elle puisse se montrer sans danger. Voyez la Grèce où tant de philosophes parlèrent de la divinité avec la plus grande licence; ils ne parvinrent pas à faire fermer les temples et briser les autels; mais en diminuant jusque dans le peuple même la crainte des dieux et le respect dû à des choses qu'il avoit regardé comme sacrées, la religion qui avoit régné sur le cœur ne frappa plus les yeux que par un vain spectacle de cérémonies. Une carrière plus libre fut ouverte aux passions; en cessant de redouter les dieux, on apprit à tromper les hommes; la foi des sermens fut sans force; on viola les lois quand on espéra de pouvoir les violer impunément; et les républiques, familiarisées peu-à-peu avec tous les vices, tombèrent enfin dans cette corruption extrême qui causa leur ruine.

L'athéisme, il est vrai, n'infecte ordinairement que les citoyens les plus considérables de la république; mais ce sont eux qui décident de son sórt; et leur conduite irrégulière, en mettant à la mode une certaine indifférence pour la religion, corrompt les

citoyens mêmes qui ne pensent pas comme eux. Les hommes dont le cœur est le plus religieux ne le sont alors qu'avec mollesse, et si je puis parler ainsi, ils associent à leur religion les vices accrédités par l'athéisme. Il me semble qu'on peut distinguer dans les pauvres les vices qu'ils tiennent du luxe des riches, de ceux qu'ils doivent à leur pauvreté ; et peut-être pourroit-on distinguer également dans les personnes religieuses les fautes qu'elles commettent par foiblesse, et celles qu'elles font, parce qu'elles vivent dans un temps où la religion est peu respectée.

Platon ordonne dans son traité des lois, que si on entend parler des dieux d'une manière impie, on en prenne la défense ; et rien n'est plus sage. Il exige même qu'on en instruise les magistrats pour qu'ils y remédient. Mais j'avoue que je ne puis approuver cette loi ; j'ai une aversion secrète contre la délation ; elle est basse, elle est odieuse, elle avilit les hommes, elle les rend suspects les uns aux autres ; et sous aucun prétexte le législateur ne doit l'ordonner. Un mot échappé contre la religion, et qui ne suppose pas un dessein clair et formel d'attaquer la

divinité et les principes de la morale, n'est jamais excusable; mais il seroit injuste et cruel de punir comme un crime ce qui peut n'être qu'une étourderie, ou le premier mouvement d'un esprit qui est vivement frappé d'une difficulté qu'il ne peut résoudre. Pour cet insensé qui dogmatise et travaille, soit en public, soit en secret, à se faire des complices ou des disciples, Platon le condamne à cinq ans de prison. Séparé pendant tout ce temps du commerce des citoyens, il ne doit voir que les magistrats chargés de l'éclairer et de le faire rentrer en lui même. Si après cette correction il n'est pas corrigé, et continue à publier sa doctrine, le législateur n'a plus d'indulgence, Platon le condamne impitoyablement à mort, et ordonne que son cadavre, porté hors des terres de la république, soit jeté à la voirie. Cette sévérité me paroît outrée. Et malgré mon respect pour le disciple de Socrate, je croirois sa loi plus sage, si elle se contentoit d'enfermer un coupable incorrigible dans une prison perpétuelle.

CHAPITRE III.

De la nécessité d'un culte public. Que le législateur doit le faire respecter, et empêcher que la passion dégénère en fanatisme et en superstition.

En m'apprenant qu'il y a un Dieu, qu'il est mon juge et le dispensateur de tous les biens dont je jouis, ma raison m'apprend, continua notre philosophe, que je dois le respecter, l'aimer, le craindre et lui offrir le tribut de ma reconnoissance ; et c'est de ces sentimens réunis qu'est né chez tous les peuples le culte religieux qu'ils rendent à la divinité. Dans leur bonheur ou dans leur malheur, ils se sont rassemblés comme par instinct pour honorer Dieu par leur joie, ou pour implorer son secours par des prières et des sacrifices. Dire que ce culte doit être abandonné au zèle et à l'imagination des citoyens, et qu'il est inutile d'élever des temples et des autels, d'instituer des cérémonies, et d'avoir des

prêtres pour y présider, c'est une opinion aussi ridicule que dangereuse. Il suffit que les hommes ayent un devoir à remplir, pour que le législateur soit obligé de le soumettre à des règles certaines. Je me croirois digne d'un châtiment sévère, si j'osois décrier un culte utile à mes concitoyens, ou si j'entreprenois de le détruire, je mériterois....

Je vous entends, dit milord, en interrompant notre philosophe avec vivacité, mais ne pensez pas qu'après vous avoir abandonné sans regret les athées pour en faire tout ce que vous voudrez, je vous permette de condamner les déistes à la prison. Quel est, je vous prie, leur crime ? Des philosophes qui reconnoissent dans l'Être suprême les mêmes attributs que vous, qui croient que la providence gouverne l'univers, et que les récompenses ou des châtimens nous sont destinés dans une seconde vie, qui ordonnent en un mot d'obéir à Dieu en obéissant fidèlement à la raison qu'il nous a donnée pour nous servir de guide, quelles alarmes de pareils philosophes peuvent-ils donner à la république ? Quelque grand que soit Dieu, j'ai l'orgueil de croire,

pardonnez-

pardonnez-moi ces expressions, que l'hommage de respect, d'amour et de reconnoissance que lui rendent des êtres raisonnables dans le fond de leur cœur, peut ne lui être pas désagréable. Mais pourrois-je penser qu'il attend de nous ces vaines cérémonies qui ne sont propres qu'à étouffer le véritable esprit de la religion, et qui sont inutiles à la société.

Je conviens avec vous, répartit notre philosophe, qu'une religion toute métaphysique, en dégageant notre ame de nos sens pour l'élever jusqu'à Dieu, paroîtroit plus sublime, et me répondroit de la probité du citoyen qui la pratiqueroit. Mais permettez-moi de vous demander si elle sera plus conforme à la nature des hommes. Nous ne sommes pas des anges. Si notre ame exerce un grand pouvoir sur notre corps, il est également certain que notre corps exerce à son tour un grand pouvoir sur notre ame; et c'est parce que leur action est réciproque, que je veux une religion qui, en nous élevant à des idées spirituelles, tienne cependant à un culte et à des cérémonies corporelles qui unissent les citoyens entre eux par des actions sensibles, et les

disposent à n'avoir qu'un même esprit, et à remplir leurs devoirs mutuels. Vous attendez, milord, de grandes choses de la religion raffinée des déistes, elle produira peut être quelques sages; mais ce que je sais à n'en pouvoir douter, c'est que si vous négligez de rappeler la multitude par un culte public, périodique et uniforme à la pensée d'un Dieu juste, bienfaisant, qui gouverne le monde, et lit dans le fond de notre cœur, vous verrez en quelque sorte tout sentiment de religion s'anéantir peu-à-peu, ou se défigurer de la manière la plus étrange.

Quand les sociétés, en se formant, auroient suivi avec la plus grande exactitude les intentions de la nature, quand elles auroient continué à se conformer à l'ordre dont je vous ai d'abord parlé, je doute qu'elles n'eussent pas eu besoin d'un culte public et régulier pour perpétuer leur bonheur. Mais nous, milord, nous, accablés sous le poids des affaires que nous avons eu la sottise de nous faire; nous, enivrés de nos plaisirs et de nos voluptés; nous, gouvernés ou plutôt tyrannisés par des passions aussi injustes et aussi violentes que notre avarice et notre ambition,

tandis que la terre est couverte d'une multitude innombrable d'hommes condamnés à gagner à la sueur de leur front le pain qui les nourrit, sommes-nous faits pour porter métaphysiquement nos regards vers le ciel? Pouvons-nous nous passer d'une religion qui, à des heures marquées et à des jours solennels, nous rappelle dans des temples pour rafraîchir dans notre mémoire la crainte de Dieu et l'amour de nos dévoirs? Il ne faut point se faire illusion, voyons les hommes tels qu'ils sont. Tandis que le culte public et les exercices journaliers de la religion ont si peu de pouvoir sur notre ame toujours distraite, comment peut-on espérer que votre déisme sera un frein capable d'arrêter les citoyens d'une république où tous les vices sont encouragés? Il en est de la religion comme des lois civiles. Croyez-vous qu'il suffise de les publier pour qu'on y obéisse? N'avons-nous pas besoin que des tribunaux nous avertissent continuellement qu'elles sont en vigueur? Et comme les lois seroient inutiles sans les magistrats, la religion, loin de conserver son pouvoir, deviendroit une source de discorde, de haine et d'erreur,

sans un culte autorisé, et sans des prêtres qui en régleroient l'ordre et les cérémonies.

C'est d'après ces considérations que si je conviens avec vous que la religion doit élever notre ame à des pensées sublimes et spirituelles, il faut que vous conveniez que pour être utile aux hommes, elle doit être accompagnée d'un culte sensible et public. Si vous n'admettez qu'une de ces deux vérités, vous tomberez, je crois, dans l'erreur; c'est en les regardant toutes deux comme la règle des lois qui intéressent la religion, que le législateur ne s'égarera jamais.

Voulez-vous vous en rapporter à un grand-homme qui a gouverné sa patrie dans les temps les plus difficiles, qu'on ne peut certainement pas accuser de superstition, et qui a étudié en philosophe les réglemens les plus propres à faire fleurir une république? Je pense, dit-il, qu'il doit y avoir des temples dans les villes, et je ne puis adopter l'opinion des mages de Perse qui persuadèrent à Xerxès de brûler les temples des Grecs, parce qu'ils renfermoient entre des murailles les dieux à qui tout doit être ouvert, et dont

l'univers entier est le temple et la demeure. Les Grecs et nos pères, ajoute Cicéron, ont pensé plus sensément. Pour affermir la piété que nous devons aux dieux, ils ont voulu en quelque sorte les faire habiter parmi nous; et cette doctrine est avantageuse à la société, puisque, selon la remarque de Pythagore, la piété et la religion ne font jamais tant d'impression sur l'esprit, que lorsque nous sommes occupés du culte des dieux. C'est pour cela que Thalès, le plus célèbre des sept sages de la Grèce, a dit que nous devons être persuadés que tout est plein de dieux; car ne les perdant point de vue, nous tâcherons de nous rendre plus dignes de leur protection.

Si je ne puis m'empêcher d'approuver le sentiment de tous ces sages, ne dois-je pas croire que c'est se rendre coupable que de détruire ou d'ébranler seulement dans les citoyens les motifs qui les portent à respecter le culte religieux qu'ils rendent à la divinité? Pourquoi fait-on consister aujourd'hui toute la philosophie à mépriser et haïr toutes les religions? Pourquoi déclame-t-on continuellement contre les cérémonies et les rites dont les hommes

sont convenus pour marquer leur respect et leur reconnoissance à l'Etre suprême ? Il entre sans doute beaucoup d'ignorance dans cette conduite ; car la plupart de nos philosophes ne sont guère que des espèces de beaux esprits qui ne se donnent point la peine de lier ensemble quelques idées. Ils ne prévoient pas que le mépris des cérémonies doit conduire à l'oubli de Dieu. Plus ils se plaignent amèrement des préjugés religieux qui gouvernent le monde, plus ils devroient penser que les hommes naturellement portés à la superstition ont besoin qu'un culte fixe et certain les préserve de toutes les folies où leur imagination, leur crainte, leur espérance et leur fanatisme les porteroient, puisque la doctrine de ces prétendus philosophes produit un grand mal. Platon avoit raison de les proscrire; et quand vous leur accorderiez, milord, votre protection, je ne pourrois en votre faveur me dispenser de les séparer pour quelque temps de la société.

Tout hommage, disent souvent les déistes, est reçu, parce que Dieu qui nous juge sur nos intentions n'exige pas que nous lui rendions un hommage digne de lui, mais tel que nous som-

mes capables de le rendre. Par quelle raison s'acharnent-ils donc à décrier une religion qu'ils ne croient pas désagréable à Dieu et qui est utile à leurs concitoyens ? S'ils ne peuvent dire le bien qu'ils se proposent, et si leur témérité est propre à porter le relâchement dans les mœurs et le trouble dans la société, les lois ne sont-elles pas en droit de les réprimer ?

Je vous l'avoue, milord, n'est-ce pas une des plus grandes calamités de l'Europe, que cette licence avec laquelle on attaque ouvertement la religion qu'on y professe ? Je ne suis point théologien, mais quand cette religion seroit aussi fausse que toutes les autres, n'est-il pas vrai que dans la situation actuelle des choses, c'est presque la seule règle de morale qu'aient la plupart des hommes, et que si elle leur manque, ils ne connoîtront plus aucun frein. Que signifient donc toutes ces rapsodies impertinentes qu'on nous débite comme autant de leçons et de préceptes de philosophie ? Puisque nous n'avons point de déiste qui ne se compare modestement à Socrate, je voudrois au moins que tous ces petits messieurs songeassent à l'imiter. Ce

sage, qui parloit de l'Être suprême avec toute la dignité et la grandeur où peut atteindre l'esprit humain, vivoit au-milieu des superstitions les plus grossières. Le voyoit-on insulter à la religion publique ? Invitoit-il les Athéniens à fermer leurs temples et à briser leurs autels ? Pensez-vous que ce fût par son conseil qu'Alcibiade mutila les statues de Mercure ? Je crois bien qu'en raisonnant avec Platon ou quelqu'autre philosophe, il ne rejetoit pas une plaisanterie qui se présentoit à lui ; mais pour corriger le peuple de ses erreurs, il ne prit jamais le parti insensé de se déclarer ennemi de Jupiter ou de Minerve. Il ne déclamoit pas contre les dieux d'Athènes, il se contentoit de montrer la vérité en parlant de la sagesse et de tous les autres attributs de l'Être suprême. Avant que d'abandonner le culte de Saturne, de Jupiter, d'Apollon, etc. et de renoncer à toutes ces fables que l'imagination des poëtes avoit créées, il vouloit que les Grecs commençassent à connoître et respecter le Dieu que l'univers doit adorer. Pour tout dire en un mot, il aimoit, il chérissoit dans ces concitoyens le sentiment de piété qui les attachoit à leurs pra-

tiques superstitieuses, et il espéroit d'en profiter pour leur faire embrasser sans scandale, sans trouble, sans danger pour les mœurs, une religion plus raisonnable.

Quoi qu'il en soit, tout déiste qui veut détruire les rites d'une religion pour ramener les hommes à un culte intérieur et purement spirituel doit être contenu comme un visionnaire et un illuminé dont la doctrine ne convient pas à la société. Je vous laisse le soin de porter la loi que vous croirez la plus propre à le guérir; mais songez qu'il vaut mieux lui faire prendre de l'ellébore que de la ciguë. La loi doit infliger une peine à l'impie qui insulte publiquement la religion par des actions sacriléges, et au déiste qui l'outrage et l'avilit par ses discours. Je crois que nous serons bientôt d'accord sur la nature de ce châtiment; car vous savez que je n'aime pas les législateurs barbares, et une retraite de quelques mois dans une prison peut suffire.

Nos pensées ou nos sentimens secrets ne doivent pas être soumis aux lois humaines, si vous ne voulez pas établir la tyrannie la plus révoltante. Que les hommes jugent les actions, Dieu seul

juge les pensées. Mais si ce qu'on appelle philosophie éclate publiquement et profane avec mépris le culte rendu à la divinité, vous devez être d'autant plus indulgent, que le public scandalisé et révolté montrera plus de zèle à venger la religion. S'il est tiède dans un pareil événement, s'il en plaisante, connoissez tout le danger dont vous êtes menacé, mais n'irritez pas le mal par une sévérité déplacée. Si vos lois sont trop sévères, vous inspirerez de la pitié pour le coupable et de l'indignation contre les magistrats et les ministres de la religion. D'abord on ne vous obéira qu'à regret, et bientôt l'impunité augmentera le désordre que vous vouliez empêcher. Prévenez l'impiété pour n'être pas dans le cas de la punir. Cherchez alors par quels moyens vous pouvez rendre à la religion son ancienne dignité. Soyez plus attentif à la conservation des mœurs. Veillez avec plus de soin à ce que les athées et les déistes n'osent publier leur doctrine ; et forcez surtout les ministres de la religion, non pas à avoir un zèle amer et indiscret qui les feroit haïr, mais à prendre une conduite qui les fera respecter.

Quand un déiste sera enfermé pour avoir violé la loi du silence qui lui est imposée, qu'on n'oublie rien pour l'instruire et lui faire connoître sa faute. Les magistrats doivent prendre la liberté de lui représenter qu'il a été très-imprudent, et que son imprudence est très-funeste à la société. Si c'est pour faire du bruit et attirer sur lui l'attention du public qu'il a répandu des opinions hardies, on lui fera voir le néant de la gloire et de la misérable célébrité qu'il se proposoit. S'il prétend que l'amour de la vérité le transporte, et que sa grande ame ne peut s'empêcher de montrer l'erreur quand il l'apperçoit, vous le féliciterez d'être le martyr de la philosophie. S'il feint quelque scrupule de pratiquer une religion qu'il ne croit pas vraie, faites-lui sentir la différence qu'il y a entre un hypocrite qui se pare bassement d'un zèle menteur, et la sagesse d'un homme qui se contente de respecter une religion dont ses concitoyens ne peuvent se passer. Que le coupable ne recouvre sa liberté qu'en promettant de se conduire avec prudence et circonspection. N'exigez point de lui une rétractation, vous seriez dupe si vous y comptiez, et vous

accorderiez à une action déshonorante une grace qui ne peut être accordée qu'à un repentir sincère. Une rechûte doit être punie par deux ou trois ans de prison. Si après cette longue correction un déiste a toujours la même soif de la célébrité et du martyre, il faudra bien enfin se résoudre à le traiter comme un athée.

Vous voyez, milord, que je ne saurois approuver la loi de Cicéron qui veut qu'on punisse de mort celui qui ne se sera pas soumis à la déclaration par laquelle les augures auront décidé que telle chose est faite contre le droit, les auspices et les règles, ou celui qui aura dérobé par adresse ou pris de vive force quelque chose de sacré ou un dépôt mis dans un lieu saint. On ne sauroit trop le répéter, la religion doit être humaine ; et pour lui conserver sa dignité, ne suffit-il pas de séparer de la société celui qui a profané les choses saintes ?

Vous m'ébranlez, dit milord à notre philosophe, mais vous ne m'avez pas entièrement convaincu. Je sens que les hommes doivent avoir des temples et un culte public ; il en résulte sans doute de grands avantages, mais ces

avantages ne sont-ils pas balancés par des inconvéniens à-peu-près égaux ? Dès que la religion sera liée à des pratiques dont il ne sera pas permis de s'écarter ; dès qu'il sera ordonné de les regarder comme sacrées ; dès que les lois défendront d'examiner et de douter, soyez sûr qu'on ne sera pas loin de la superstition, et que la superstition détruira en peu de temps les principes de la morale. On attribuera quelque vertu sublime et mystérieuse à des pratiques qu'il ne faut considérer que comme des cérémonies. Rappelez-vous, je vous prie, quel pouvoir les Grecs et les Romains attachoient à leurs initiations. On pensoit purifier son ame sans se repentir du passé et sans se proposer d'être à l'avenir plus homme de bien. On croira que Dieu, déterminé par notre hommage, va changer à notre gré l'ordre immuable de la nature ; et au-lieu de nous étudier à avoir de la prudence et du courage, on attendra froidement des succès qu'il eût fallu préparer. Prenez-y garde, une superstition en entraîne toujours une autre à sa suite : et quelles misères ne sera-t-on pas enfin obligé de respecter ? On croira aux augures, aux

songes de la nuit, aux jours heureux, aux jours malheureux; tout deviendra un signe de la volonté du ciel; et avec ces règles ridicules de conduite, que deviendra le genre humain et à quoi lui servira sa raison?

Je ne m'en tiens pas là, et sans vous parler de toutes les erreurs que des religions insensées ont répandues dans le monde, j'ajoute, poursuivit milord, qu'en condamnant la philosophie au silence, vous favoriserez les abus que nos passions doivent introduire dans la religion même la plus sainte et la plus respectable. Ses ministres après tout ne seront que des hommes. Vivant au milieu de nos vices qu'ils ne pourront corriger, parce que toutes les institutions politiques excitent notre avarice et notre ambition, auront-ils long-temps le courage de résister à la tentation de nous imiter? S'ils commencent une fois à ne pas mieux valoir que nous, les règles de la morale ne commenceront-elles pas à se courber entre leurs mains? Rappelez-vous ce que Pascal reproche à des casuistes, qui, avec leur *probabilité* et leur *direction d'intention*, enseignent l'art de pêcher saintement, ou qui, pour

se rendre commodes et agréables, substituent aux devoirs les plus essentiels les pratiques les moins gênantes et les plus inutiles. Soyez sûr que ces faux docteurs se serviront du respect dû à la religion pour faire respecter leurs erreurs ; et dès-lors les superstitions les plus dangereuses n'infecteront-elles pas la société ?

On imaginera cent manières différentes d'être à la fois religieux et malhonnête - homme. Ne me dites point que je cherche à m'inquiéter en prévoyant des malheurs chimériques. J'en appellerois à l'histoire de l'Europe entière. Quel est le pays, pendant que la raison nous ordonne de nous aimer, où les hommes ne sont pas haïs et persécutés, parce qu'ils adoroient Dieu d'une manière différente ? Combien de fois la superstition n'a-t-elle pas voulu nous persuader que Dieu est cruel et avare ? Combien de guerres l'ambition des prêtres n'a-t-elle pas allumées ? Combien.....

Fort bien, milord, reprit notre philosophe, vous êtes en train de rapporter la chronique scandaleuse des ecclésiastiques ; et quoique je fusse charmé, en qualité de bon protestant, de vous

entendre raconter en détail tous les abus qui excitèrent enfin la révolte de Luther et de Calvin contre le pape et son clergé, permettez-moi de vous interrompre et de vous faire remarquer que tout ce que vous pourriez dire des vices des prêtres, ne prouve rien contre la nécessité d'un culte public et d'une religion. Mais avant que d'en venir là, il faut répondre à toutes vos objections ; et je vais les suivre dans l'ordre que vous les avez proposées.

Vous avez donc peur que l'usage des prières et la confiance que nous avons dans les secours de Dieu, ne nous jettent dans une apathie grossière ? Rassurez-vous. N'est-il pas sûr que l'espérance d'un bien que nous desirons nous élève le courage, et nous rend pour ainsi dire supérieurs à nous-mêmes ? Pourquoi donc l'homme religieux qui implore la divinité, qui l'associe à ses entreprises, et qui a une espérance vive de réussir avec son secours, tomberoit-il dans une lâche et nonchalante pusillanimité ? C'est le philosophe froidement persuadé qu'il n'est que le jouet d'une fatalité aveugle, ou qui

connoît l'incertitude des choses humaines, qui doit rester engourdi au milieu des événemens ou éprouver une sorte de timidité stupide. Plus on fait des sacrifices et des prières à Dieu, plus l'ame acquiert de cette chaleur qui développe et multiplie les talens, les ressources et les moyens de réussir. Je n'en veux point d'autre preuve que l'attention des Romains à mettre les dieux dans leurs intérêts.

Il est fort ridicule, j'en conviens, de croire aux augures, aux songes, aux sorts, aux oracles; cependant je ne puis m'empêcher d'avoir quelque indulgence pour ces niaiseries qui s'associent, je ne sais comment, avec de grandes qualités que je chercherois inutilement dans ces philosophes verbiageurs qu'on rencontre par-tout. Je voudrois bien savoir si la république de Bayle, quand messieurs tels et tels seroient ses consuls et ses tribuns, se conduiroit avec cette supériorité de prudence et de courage qu'on ne cessera jamais d'admirer dans les Romains. Ils étoient cependant assez sots pour ne rien entreprendre sans consulter auparavant le vol des oiseaux. Leurs poulets sacrés qui devoient avoir appétit pour qu'on osât

livrer bataille, ne les empêchèrent pas de prendre les mesures les plus efficaces pour parvenir au but que se proposoit leur ambition. Quoique Sylla ait écrit dans ses mémoires qu'un général doit être fidèle à exécuter les choses dont il est averti en songe, n'est-il pas mis au rang des plus grands capitaines? Sa conduite n'offre-t-elle que les délires d'un cerveau appesanti par le sommeil et troublé par la superstition? Qu'importe qu'on croie à des jours heureux ou malheureux? cent sots n'y croient point, et font cependant tous les jours cent sottises, tandis que des hommes de génie et entêtés de quelques erreurs superstitieuses sont sages et prudens. Du temps d'Aristide, de Thémistocle et de Cimon, les Grecs consultoient scrupuleusement l'oracle d'Apollon, avant que de former leurs entreprises; firent-ils alors de moins grandes choses, que quand des philosophes leur eurent appris à dédaigner les trépieds de Delphes?

Si je ne me trompe, il faut distinguer deux sortes de superstitions. L'une, telle que celle des augures, des entrailles des victimes et des poulets sacrés des Romains, trompe l'esprit, mais ne le jette dans aucune erreur préjudiciable à

la société. L'autre, en attribuant à de certaines pratiques la vertu de nous purifier et de nous rendre agréables à la divinité, nous écarte des règles de la morale, et nous fait négliger tous nos devoirs. Il arrive alors que la religion qui doit nous porter au bien par les motifs les plus puissans nous en détourne au-contraire, et nous jette dans le relâchement. Mais l'abus que les passions des prêtres font de la religion et de la crédulité populaire n'est point la religion. Si la religion dégénère en superstition, ce n'est pas moins la faute du législateur, que si le gouvernement tombe dans l'anarchie, ou devient tyrannique. Dès que je vois un de ces deux excès dans la république, je m'en prends aux lois qui n'ont pas eu l'art d'établir de telle façon les magistratures, que ni les magistrats ne puissent abuser de leur pouvoir, ni les citoyens de leur liberté. De même quand je découvre des pratiques superstitieuses dans une religion, j'accuse le législateur de négligence. Je lui reproche de n'avoir pas été assez en garde contre les passions des prêtres. Pourquoi, lui dirai-je, n'avez-vous pas contenu les ministres de la religion dans leur devoir? pour-

quoi avez-vous permis qu'ils oubliassent leurs propres règles ? pourquoi ne vous êtes-vous pas défié de leur avarice et de leur ambition ? pourquoi n'avez-vous pas été attentifs à conserver les principes de la morale dans leur pureté ? Mais comme les abus d'un gouvernement ne doivent point faire dissoudre la société, ceux de la religion ne doivent pas faire renoncer à un culte public.

Il faut établir, milord, une alliance étroite entre la religion et la philosophie. Quelle alliance, me direz-vous ; est-elle possible ? Oui, elle est possible, et même elle seroit très-aisée, si les prêtres et les philosophes ne nous trompoient pas, quand ils disent qu'ils aiment la vérité et notre bonheur. Voilà un intérêt commun qui doit les réunir ; et j'entreprendrois avec empressement cette négociation, si j'étois persuadé que les puissances belligérantes parlassent avec sincérité et voulussent la paix. Par malheur l'amour de la vertu et du bien de la société ne sont plus que de grands mots que les hommes profanent, et avec lesquels ils tâchent de se tromper. La vraie philosophie est aussi rare que le vrai esprit de religion ; la charlatanerie s'est glissée par-tout, et c'est ce qui

fait qu'avec tant de prêtres et de philosophes tout va si mal dans ce monde. Je ne désespérerois pas cependant de leur alliance, ou du moins de les voir vivre sans dissension, si un législateur avoit la sagesse de porter les lois qu'on est en droit d'attendre de lui.

CHAPITRE IV.

Des lois nécessaires pour établir l'union entre la religion et la philosophie, ou pour empêcher que l'une ne dégénère en superstition, et l'autre en impiété. Conclusion de cet ouvrage.

JE serois assez curieux, dit milord en souriant, de connoître ces lois; car à entendre les reproches que les prêtres et les philosophes se font depuis si longtemps, on seroit tenté de croire que leur haine est irréconciliable. Vous me rappelez je ne sais quel préteur romain dont j'ai oublié le nom et qui commandoit dans la Grèce. Etourdi et scandalisé des disputes éternelles des philosophes, il leur offrit sa médiation pour faire la paix, et promit de défendre

de toutes ses forces les vérités dont on seroit convenu. La Grèce et Rome rirent de la bonhommie du préteur, il ne réussit pas ; et je craindrois que vous n'eussiez pas aujourd'hui un succès plus heureux dans l'entreprise que vous croyez aisée. Peut-être que vous proposerez des lois qui formeroient en effet une alliance entre les prêtres et les philosophes, si on y obéissoit ; mais on n'y obéira pas. Vous aurez beau marquer les limites respectives de la religion et de la philosophie, et défendre de les passer sous les peines les plus sévères ; on les passera. Attendez-vous de deux côtés à des hostilités et à des incursions. L'envie de dominer sur les esprits, sans parler du reste, n'est pas une passion dont il soit facile de corriger les hommes ; et quand ils sont résolus à se haïr, ils ne manquent jamais des raisons les plus spécieuses pour colorer leurs injustices.

Vous avez raison, répondit notre philosophe, et je n'oserois rien espérer, si dans cette grande affaire, je me comportois comme de certains négociateurs qui croient qu'il suffit de signer un traité pour faire une paix solide, ou comme de certains législateurs qui pensent qu'un

abus est réprimé quand ils ont porté une loi pour le proscrire. Mais avec votre permission, il me semble que je procéderois différemment. Vous n'avez peut-être pas remarqué que dans tout le cours de notre entretien, j'ai regardé comme le fondement d'une bonne législation le soin d'un législateur à connoître ses devoirs et à se prescrire des règles à lui-même. Avant donc que d'intimer mes ordres aux ministres de la religion, je commencerois par me convaincre que je dois me borner à rendre les hommes heureux dans ce monde, et à regarder la religion comme le lien des citoyens, et comme le garant de leur probité.

En effet, milord, si je veux faire l'apôtre au-lieu d'être législateur, n'y a-t-il pas mille à parier contre un, que confondant des idées différentes, et aveuglé par un zèle indiscret, je négligerai les choses de cette vie ? J'abuserai bientôt de mon pouvoir pour accréditer ma doctrine et mes opinions; je croirai que je réponds de l'ame de mes concitoyens; par amour pour eux, je les forcerai à faire leur salut à ma manière; je présiderai à des conciles; j'entreprendrai de régler les dogmes et les cérémonies de la religion. Que résul-

tera-t-il de ce fanatisme ? Je révolterai les consciences, je me rendrai odieux; pour intimider mes ennemis et me faire des partisans, il faudra répandre d'une main les châtimens, et de l'autre les faveurs, c'est-à-dire, que je ferai des hypocrites, des parjures, que j'accréditerai pieusement la plupart des vices que j'aurois dû détruire avec le secours de la religion. Ce ne sont pas là les seuls inconvéniens que je crains. Dès que j'aurai fait une ligue avec les prêtres pour contraindre les esprits, au-lieu de persuader, je ne tarderai pas à obéir à toutes leurs passions. Comme j'aurois cessé d'être législateur pour devenir théologien, ils cesseront de leur côté d'être théologiens pour devenir législateurs. La religion méprisée par ses ministres mêmes ne sera plus un frein pour les citoyens. Les prêtres abuseront de leur crédit et de ma foiblesse : bientôt ils seront assez hardis pour demander les lois les plus favorables à leur avarice et à leur ambition, et moi assez imbécille pour me croire sacrilége si je ne leur obéis pas. La religion dégénérera alors en superstition. Si des gens sensés réclament les droits de la vérité et crient à l'abus, il faudra les punir

punir comme des impies; vous verrez enfin se former des intrigues, des cabales, des partis; les cruautés, les violences, les fraudes seront appelées pieuses; et un état tourmenté par tous les vices que la superstition et le fanatisme traînent à leur suite, éprouvera les plus grands malheurs.

Je ne fais, milord, que vous montrer bien imparfaitement la marche, l'ordre et les progrès des passions humaines et de leurs abus; mais s'il étoit nécessaire, il me seroit bien facile de vous démontrer l'injustice des reproches que les athées et les déistes font à notre religion. Quelle absurdité d'accuser une doctrine qui ne prêche que l'union, l'ordre, la paix, la bienfaisance et la charité, d'avoir produit tous les maux qui sont l'ouvrage du fanatisme! Je vous abandonne les prêtres, car ils sont hommes, et capables par conséquent des plus grands excès; et je vous prie d'observer attentivement dans toutes les histoires, si la corruption du sacerdoce n'a pas pris son origine dans la faute qu'ont faite les législateurs de ne pas se borner à rendre les hommes heureux dans ce monde. Pour moi je crois avoir remarqué que le vrai moyen de ne tirer aucun

avantage de la religion, et de corrompre sa morale, c'est d'avoir donné aux prêtres une autorité temporelle. Il se fait alors un mêlange de la religion et de la politique; et elles se dénaturent et se corrompent mutuellement. L'histoire ancienne et l'histoire moderne ne prouvent que trop cette triste vérité. Que le législateur, en se bornant à nous rendre heureux dans ce monde, force donc les ministres de la religion à ne s'occuper que de l'autre; qu'il y ait donc des lois fondamentales qui tiennent toujours séparées les choses spirituelles et les choses temporelles.

C'étoit une mauvaise loi que celle qui accordoit aux augures une si grande autorité dans l'administration de la république romaine. Si le vol des oiseaux et les entrailles des victimes ne leur paroissoient pas favorables, ils séparoient les comices, quelque fût le magistrat qui les eût assemblés; ils annulloient les actes et les lois que ces assemblées avoient portés; ils ordonnoient aux consuls d'abdiquer leur magistrature, et décidoient, ajoute Cicéron, de tout ce qui se faisoit au-dedans et au-dehors. C'étoit leur donner une considération politique; et ils ne doivent

avoir qu'une considération religieuse ; c'est-à-dire, que les ministres de la religion doivent être respectés par leurs vertus et leur doctrine, et non par l'autorité dont ils jouissent. Cette loi devoit soumettre les Romains aux augures, comme les Gaules le furent à leurs druides ; elles devoit déranger l'ordre de leur haute destinée. Si elle ne produisit aucun mal, si elle fut même utile à la république, c'est que les augures ne formant point un ordre distingué du reste des citoyens, n'avoient point d'autre intérêt que celui des patriciens, et ne pouvoient en défendre et protéger les prérogatives, qu'autant qu'ils n'abûseroient pas de leur divination pour exiger du peuple des sacrifices incompatibles avec son amour extrême pour la liberté. C'est que dans une république qui avoit des mœurs, et où l'on aimoit malgré la fureur des partis la gloire et sa patrie, leur qualité de citoyen contenoit leur pouvoir d'augure ; c'est qu'ils craignoient les dieux, étoient pauvres, et avoient cette heureuse simplicité qui accompagne la tempérance.

Si les augures ne s'emparèrent pas du gouvernement, ou du moins ne le troublèrent pas par leurs intrigues quand

il fut corrompu par ses victoires, ne l'attribuez qu'aux passions des Romains qui étoient alors remués par de trop grands objets d'avarice et d'ambition pour craindre encore les dieux, respecter la religion, et laisser à ses ministres quelque crédit. Quand un augure, selon l'expression d'un ancien, ne pouvoit rencontrer un autre augure sans rire; quand il n'y avoit plus à Rome que quelques vieilles femmes qui crussent à Pluton, aux furies et aux enfers, ce temps n'étoit-il pas bien favorable aux augures pour avoir de l'ambition et gouverner la république? Ainsi Rome n'échappa d'abord à la tyrannie des prêtres, que par des accidens qui ne pouvoient toujours subsister, et ensuite par des vices qui la précipitèrent sous le joug de ses généraux.

Quelque ferme résolution, continua notre philosophe, que le législateur ait prise, de ne laisser aux prêtres aucune administration politique pour conserver à la religion sa pureté et la confiance des citoyens, jamais il ne réussira dans son entreprise, s'il n'affermit l'ordre et ne prend des mesures pour forcer sans violence les ministres de la religion

à se contenter d'une fortune qui peut s'allier avec de bonnes mœurs. Vous savez ce que les gens de bien et les savans qui regrettent les premiers siècles de l'église ont dit du pouvoir des richesses et de la corruption qui les accompagnent ; voilà la source du mal, et c'est là qu'il faut remonter. L'état doit pourvoir à la subsistance des prêtres. Mais il y doit pourvoir avec modestie. Qu'ils aient des salaires comme en Hollande, et non pas des domaines comme en Allemagne et en France ; de petites terres donneroient envie d'en avoir de grandes, et de grandes terres corrompent leurs possesseurs. Si le prêtre manque des choses dont un homme frugal et tempérant ne peut se passer, vous l'avilissez. S'ils manquent du nécessaire, ils se plaindront de leur sort, ils voudront le changer, ils se serviront de la religion en intrigans. S'ils ne réussissent pas, on aura pour eux le mépris qu'on a pour des pauvres qui estiment les richesses, et qui font des efforts inutiles pour s'enrichir. S'ils réussissent, les temples seront infectés par l'avarice, et vous y trouverez bientôt tous les vices qui accompagnent les richesses, le luxe et l'oisiveté.

Ce n'est point sans raison que les philosophes les plus sages de l'antiquité vouloient bannir les richesses des temples et y substituer une simplicité auguste. Dieu n'a que faire, dit Cicéron, de notre faste, et c'est par les sentimens de notre cœur qu'il nous juge. Peut-il souffrir qu'en exigeant de riches offrandes, on ferme l'entrée de ses temples aux pauvres ? les impies, ajoute-t-il, n'ont qu'à écouter Platon pour apprendre combien ils sont insensés de prétendre appaiser les dieux par des présens. Ce philosophe leur demande si Dieu est plus foible et moins généreux que les gens de bien qui rejettent les bienfaits des méchans. L'or et l'argent, dit encore Platon, ne sont point employés impunément à la décoration des temples. L'ivoire qu'on tire d'un vil cadavre ne paroît pas un présent assez pur pour être offert aux dieux ; et l'airain et le fer conviennent plus aux usages de la guerre qu'au service des temples. Si on veut dédier une statue de bois ou de pierre, qu'elle soit toute de la même matière. Ne donnez aux dieux que des vêtemens faits sans art, et réservez les étoffes teintes pour les enseignes militaires ;

en un mot, que toutes vos offrandes soient simples, mais présentées par des mains pures.

Les prêtres voudront avoir des richesses et des palais; et quoi que vous puissiez faire, ils les auront si les temples sont riches et somptueux. En effet, milord, on ne peut se déguiser que les libéralités indiscrètes des premiers chrétiens n'aient corrompu les mœurs de leurs pasteurs; les charités des uns devinrent un piège pour la vertu des autres. Au milieu de l'or et de l'argent dont les ecclésiastiques étoient les dépositaires et les dispensateurs, ils commencèrent à s'appercevoir qu'ils ne possédoient rien, et ils se dégoûtèrent de leur pauvreté. Ils se persuadèrent (tant les passions sont propres à faire illusion) que Dieu vend ses graces et ses faveurs, et que les dons qu'on faisoit à ses ministres lui étoient agréables. Ils eurent un patrimoine, et l'église déjà trop riche pour conserver son ancienne simplicité quand Constantin la fit triompher, touchoit au moment où elle alloit perdre la plupart de ses vertus. Après avoir acquis des richesses, on voulut acquérir du pouvoir; et on ne se servit des richesses et du pouvoir

que pour troubler le monde entier. Les évêques fréquentèrent les cours, et au-lieu d'y répandre quelques vertus, ils y prirent eux-mêmes les vices des courtisans. Il n'étoit plus temps pour le législateur de les arrêter par ses lois ; ils s'étoient soustraits à son autorité ; et on devoit s'attendre que formant un ordre indépendant et séparé de la société, ils ne songeroient qu'à l'asservir. Il est juste que les prêtres soient juges souverains dans les choses qui regardent la religion ; mais il est pernicieux que leur personne ne reste pas soumise aux lois civiles. En leur laissant des richesses et des honneurs qui les forçoient à être avares et ambitieux, il étoit impossible qu'ils renonçassent à leur avarice et à leur ambition.

Ces deux passions, milord, ont fait les mêmes plaies à la religion qu'elles ont faites à la société. Je ne me contenterois donc pas dans ma nouvelle république de borner la fortune des ministres de la religion, je diminuerois leur nombre autant que peuvent le permettre leurs fonctions, afin qu'ils sentissent leur foiblesse, et ne formassent pas des projets trop hardis. En établissant entr'eux la subordination

la plus exacte, je les rapprocherois autant qu'il me seroit possible de l'égalité la plus parfaite. Le clergé de Hollande me paroît établi sur les plus sages principes. Que voulez-vous attendre de vos lords spirituels ? Ils jouissent d'une dignité trop éminente dans leur ordre. C'est encore pis dans l'église romaine ; le sacerdoce y est à la fois et trop puissant et trop avili pour que la religion soit respectée comme elle doit l'être.

Tant que les prêtres feront considérer leur doctrine par la sagesse de leurs mœurs et de leur conduite, vous sentez, milord, que la religion ne peut être exposée à aucune injure ; car l'envie et la jalousie ne lui feront point d'ennemis. Des hommes qui ne la regardent aujourd'hui que comme une invention humaine, n'oseroient l'offenser, quand même le législateur n'auroit porté aucune loi contre les impies ; la crainte seule de révolter les esprits et de se rendre odieux les retiendroit dans le devoir. Mais dès que des prêtres profanes incommoderont la société par des prétentions injustes, par leur avarice, leur luxe, leur faste, leur oisiveté et leur gentillesse ; dès que ne valant pas

mieux que nous, ils nous choqueront également, et par leur indulgence relâchée, et par l'amertume de leur zèle ; comment sera-t-il possible d'établir une sorte d'alliance entre la religion et la philosophie? Tant qu'on aura du bon sens, on sera indigné et scandalisé ; et comment empêchera-t-on de tourner en ridicule des hommes qui ordonnent au nom de Dieu d'avoir des vertus dont ils ont un soin extrême de se préserver ? Quand leur conduite les aura rendus méprisables, il n'y aura qu'un public hébêté et stupide qui puisse les respecter ; et si le public est hébêté et stupide, la république n'est-elle pas perdue ? S'il reste quelque lumière, il ne tardera pas à s'élever des hommes irréligieux qui auront l'audace d'attaquer la religion même, et de persuader aux personnes peu attentives que les vices des prêtres appartiennent à la religion ; on dira qu'elle ne peut faire que du mal, parce que ses ministres sont devenus incapables de faire du bien.

Pour faciliter l'accord de la religion et de la philosophie, j'ai encore quelques mesures à prendre ; et je vous avertis que la religion sera obscurcie

et défigurée par des superstitions insensées, si la société à laquelle vous donnez des lois ne cultive pas sa raison, et néglige de s'instruire par l'étude du droit naturel et de la morale dont nous parlions il n'y a qu'un moment. Si les laïques sont ignorans, le clergé sera tenté d'abuser de ses connoissances, et bientôt il ne se donnera pas la peine nécessaire pour devenir savant ; l'ignorance va régner, et avec quelle facilité les pratiques les plus indifférentes, les plus puériles et les plus superstitieuses ne prennent-elles pas alors la place des devoirs les plus essentiels ? C'est alors que pour satisfaire leur avarice et leur ambition, des prêtres oseront vous dire que Dieu aime l'argent, et lui prêter leur colère, leur haine et leur emportement. Rien n'est plus aisé que de se persuader ce qu'on a intérêt de croire ; et bientôt des vices qu'on appellera de beaux noms de charité et de zèle, résisteront à toute la force des lois.

Voyez avec quelle facilité tout s'altère et se corrompt dans l'ignorance ; elle change en quelque sorte de nature des choses ; et je ne vous en citerai qu'un exemple, mais bien propre à

vous faire sentir l'importance de la vérité que je vous propose. C'étoit sans doute bien fait d'autoriser la piété qui portoit les fidèles à visiter les tombeaux des saints ; car il est naturel, que s'occupant des vertus des hommes célèbres dont ils alloient honorer les reliques, ils conçussent un desir plus vif de les imiter. Ces sortes de pélerinages produisirent un effet salutaire tant qu'on les fit dans l'esprit qui les avoit établis ; mais la ferveur des fidèles diminuant enfin de jour en jour, on ne jugea pas que ces pélerinages devenoient plus rares, parce qu'on étoit moins pieux, mais qu'on étoit moins pieux, parce qu'ils étoient moins fréquens. Des ecclésiastiques, peut être zélés, vraisemblablement intéressés, mais surement ignorans, travaillèrent donc à raminer la foi des fidèles ; ils songèrent à les tromper pourl eur bien ; on ne parla plus que des miracles qui s'opéroient sur les tombeaux des saints, et sans qu'on s'en apperçût, on prêtoit à la religion le secours du mensonge. Cette ferveur ne fut encore que passagère, car il n'y a que la vérité dont on ne se lasse jamais ; et pour ranimer la piété, il fallut donc

enseigner qu'avec le secours de ces pélerinages on obtenoit la remission de tous ses péchés.

L'ignorance qui avoit établi ce beau principe, ne manqua pas d'en conclure, que si les tombeaux des saints avoient le privilége de purifier les ames, la terre sainte devoit avoir une vertu bien plus efficace et plus étendue. Voilà donc les voyages d'outre-mer à la mode, et les prêtres les ordonnèrent comme les médecins ordonnent aujourd'hui les eaux de Spa et de Barèges. De ce qu'il étoit si utile pour le salut d'aller visiter les lieux saints, on en conclut assez naturellement qu'il seroit encore plus méritoire d'en chasser les infidèles qui les profanoient. Voilà donc la folie des croisades établie, et tous les principes du droit des gens et des nations anéantis. Mais ne croyez pas qu'on s'en tienne là; plus l'erreur à laquelle on s'abandonne est grande, plus les conséquences qu'on en tirera seront nombreuses. Puisqu'on efface les plus grands péchés en répandant le sang des infidèles, pourquoi la guerre contre les hérétiques ne seroit-elle pas agréable à Dieu ? pourquoi ne les dépouilleroit-on pas de leurs biens ? pourquoi les

princes suspects d'hérésie resteroient-ils tranquillement sur leur trône ? Si les ecclésiastiques peuvent faire la guerre, pourquoi ne pourroient-ils pas faire des conquêtes ? Puisque tout appartient à Dieu, pourquoi ceux qui les représentent ne seroient-ils pas les maîtres de tout ?

Mais si l'ignorance avilit et dégrade la religion, il y a, milord, une science qui ne lui est pas moins funeste. Il falloit que les hommes qui ont établi des chaires et des docteurs en théologie, ignorassent parfaitement la nature de notre cœur et de notre esprit. Ils ne connoissoient pas sans doute notre curiosité, notre présomption, notre audace, notre vanité, ni combien il nous paroît doux de régner sur les opinions. La religion ne peut être enseignée avec trop de simplicité ; et comment a-t-on pu se flatter qu'en établissant des disputes réglées entre les théologiens, on parviendroit à faire triompher la vérité, et n'établir qu'une même doctrine ? La véritable science de la religion consiste à connoître ses dogmes et ses rites, et à les transmettre à ses enfans comme on les a reçus de ses pères. Dès que vous permettez aux théologiens de ne s'en pas

tenir aux leçons d'un simple catéchisme, soyez sûr que toutes les lois que vous ferez pour rendre utiles leurs controverses ne produiront que des querelles dangereuses. Malgré vous, vos théologiens se diviseront, ils se haïront, ils se persécuteront pour la plus grande gloire de Dieu, ils se rendront mutuellement méprisables ; et tandis que leurs argumens troubleront le monde, il ne pourra plus y avoir aucune union entre la religion et la philosophie. Plus les docteurs seront divisés, plus la foi des gens d'esprit s'affoiblira ; il se formera des incrédules, et ils profiteront des divisions des théologiens pour oser se montrer.

Cicéron veut dans son traité des lois que personne n'ait des dieux à part, soit nouveaux, soit étrangers, pour leur rendre un culte particulier, à moins qu'ils n'aient été authentiquement reconnus. Il a raison ; car, selon sa remarque, ces dieux et ces cérémonies inconnues, qui ne sont avoués ni des prêtres, ni du sénat, doivent produire beaucoup de confusion dans le culte, et rendront inutile un des ressorts les plus puissans de la société. Il défend encore qu'on ne puisse

vaquer à des sacrifices particuliers sans y appeler les ministres publics de la religion. Le motif qu'il en donne, c'est que n'y ayant aucune sorte de religion, si elle est raisonnable, qui ne soit relative à quelque collége de prêtres publics, on ne doit point craindre d'y employer leur ministère. Ne pourroit-on pas ajouter qu'il seroit dangereux de souffrir dans la république des prêtres inconnus et clandestins, puisqu'ils pourroient se soustraire à la censure des lois et à la vigilance des magistrats, et faire des fanatiques et des illuminés? D'ailleurs les prêtres anciens voyant diminuer leur considération par ces intrus s'acquitteroient avec moins de zèle de leur devoir, ou abuseroient de leur crédit pour persécuter les partisans du culte nouveau. En effet, une religion telle que celle des anciens Romains, a beau être tolérante par sa nature, les prêtres ne souffriront jamais patiemment qu'un nouveau Dieu vienne leur débaucher leurs dévots : c'est à quoi le législateur doit pourvoir, et c'est en ménageant cette foiblesse de l'humanité qu'on prévient les troubles.

Je dis donc que le gouvernement doit être intolérant ; mais ne soyez pas

effrayé, milord, de cette expression; par l'intoléance, je n'entends qu'une extrême attention à empêcher que la religion ne s'altère, ou qu'il ne s'en forme une nouvelle : et tout le monde sait, à l'exception de nos philosophes beaux esprits, que les Romains eurent cette intolérance, tant que leur république fut bien gouvernée. Mais une religion nouvelle s'est-elle formée ? Je dirai alors avec l'auteur de l'*Esprit des lois*, qu'il n'est plus temps de la proscrire, et qu'il faut la tolérer. Si c'est une superstition qui puisse être dangereuse, ne lui opposez que de la douceur; ses abus mêmes éclaireront enfin les esprits; et des lois trop sévères les attacheroient plus fortement à leurs erreurs. Si vous êtes assez mal habile pour faire plaindre les novateurs, s'ils peuvent passer pour martyrs, vous augmenterez le nombre de leurs partisans. Quel avantage d'ailleurs trouvera-t-on à forcer des citoyens de trahir leur religion ? Des hommes qui n'obéissent pas à leur conscience, obéiront-ils fidèlement aux lois ? Au lieu de proscrire des malheureux qui s'égarent, voyez par quels moyens vous pouvez vous associer la nouvelle religion et lui faire

aimer le gouvernement. Si vous m'ôtez quelqu'un des droits qui m'appartiennent comme citoyen, j'aurai lieu de me plaindre ; je me méfierai de vous, parce que je croirai que vous vous méfiez de moi ; je me rendrai vraisemblablement coupable, parce que je verrai que vous me regardez déjà comme tel. Dès qu'un législateur est assez éclairé pour me tolérer, il doit m'accorder tout ce qui ne blesse pas les bonnes mœurs et les principes du gouvernement. Il doit protéger la nouvelle religion aussi sincèrement que l'ancienne ; s'il ne le fait pas, il en naîtra d'abord des plaintes, des murmures, des reproches. Les scandales et les haines succèderont, et les citoyens seront armés les uns contre les autres.

La religion chrétienne est, dit-on, intolérante par sa nature ; mais entendons-nous, je vous prie. Si on veut dire qu'ayant été donnée aux hommes par Dieu même, ses ministres ne peuvent adopter des erreurs contraires aux vérités qui leur sont révélées, ni admettre un nouveau culte, comme le pouvoient autrefois les Grecs et les Romains, on a raison ; mais qu'il y a loin de cette intolérance ecclésiastique

à la tolérance civile et politique ! Quoi ! parce que les luthériens, les catholiques romains et les calvinistes ne peuvent s'admettre mutuellement à leur communion, doivent-ils s'égorger ? Dieu seul sait quelle punition mérite l'erreur de l'esprit ; mais la raison nous démontre que dans ce monde ce n'est point un crime digne de mort. Le législateur peut-il se rendre coupable, quand il obéira à la loi éternelle qui ordonne aux hommes de s'aimer ? Je l'avoue ; j'aurois quelque peine à croire que le gouvernement fît une faute en imitant la bonté et la patience de Dieu.

Plus le zèle que les ministres de la religion chrétienne ont pour le salut des ames est propre à leur faire illusion, plus le législateur doit être attentif à résister à cette sorte de séduction. Vous êtes destiné, doit-il leur dire, à montrer aux hommes le chemin qui conduit au ciel, et quand vous avez prié Dieu d'éclairer par sa grace ceux qui refusent de vous croire, votre mission est remplie. Voilà votre devoir, je vous exhorte à le remplir, et vous prie de me permettre de ne pas manquer au mien ; je suis magistrat et non pas apôtre. La paix, la tranquillité, en un mot, le

bonheur de la société ; voilà les objets que je dois me proposer ; et je vous demande si je suis armé de l'épée pour punir des citoyens qui remplissent tous les devoirs que la patrie exige d'eux et qui pratiquent la religion qu'ils croient la plus agréable à Dieu ? Que chacun s'en tienne aux devoirs de son état, et tout le monde sera heureux. Ne croyez pas que nos obligations soient opposées. Si je me livrois à votre zèle, je ferois haïr une doctrine que vous devez faire aimer. Je ferois une folie, puisque la vérité ne se persuade point par la force ; je servirois mal Dieu, puisque l'hommage d'un hypocrite qui trahit sa conscience ne peut lui plaire ; en associant à vos mystères des hommes qui en sont indignes, je profanerois une religion que vous voulez conserver dans toute sa pureté, et je me rendrois coupable de leur sacrilége. Je vous dois, il est vrai, ma protection ; mais m'égarer avec vous et par vos conseils imprudens, seroit-ce vous protéger ? Remarquez au-contraire qu'en me bornant au bonheur temporel de la société, je vous donne une protection véritablement utile ; c'est vous apprendre à ne pas obéir à un zèle indiscret qui vous rendroit coupables,

et comme citoyens et comme ministres de la religion. Quand j'aurai consenti à vous faire détester, à me faire haïr moi-même par des lois inutiles, injustes et sanguinaires, pensez-vous que la religion s'en trouvera mieux, et que ses ennemis ne se multiplieront pas?

Ces considérations sont d'autant plus importantes, milord, et sont des principes d'autant plus certains, qu'on ne peut s'en écarter une fois sans tomber dans un abîme de maux, d'où il est en quelque sorte impossible de sortir. Dès que le gouvernement aura été assez malheureux pour faire un acte de persécution, vous verrez la religion dégénérer en fanatisme. Ne mettez jamais en opposition les lois divines et les lois humaines; car les gens de bien qui croient entendre les ordres de Dieu, n'obéiront pas à des hommes: et comme on se croit en droit de les persécuter, ils se croiront en droit de se défendre. Alors toutes les passions irritées et soulevées par les désordres que produit l'injustice se porteront aux violences les plus abominables; et j'en appelle aux guerres de religion dont l'Europe a été désolée; à quelle vengeance, à quelle lâcheté, à quel crime, à quel forfait

les mains des fanatiques se refusèrent-elles?

La rivalité des princes du sang et des Guises n'auroit produit que des tracasseries de cour, si les violences de François I et de son fils à l'égard des réformés ne les eussent invités à se précautionner contre les injustices du gouvernement. L'ambition du prince de Condé ne fut plus la basse et intrigante ambition d'un courtisan, quand l'amiral de Coligny l'eut averti de joindre sa cause à celle des calvinistes mécontens. Il étonna alors son ennemi qui fut réduit à paroître plus catholique qu'il ne l'étoit en effet pour se faire un parti et prévenir sa ruine. Le roi perdit tous ses droits et tout son pouvoir, parce que sa persécution indiscrète avoit allumé le fanatisme. Personne ne voulut lui obéir; les uns l'accusoient d'être trop catholique, les autres de ne l'être pas assez, et tous méprisèrent l'autorité royale. Vous vous rappelez dans quelle foiblesse tomba le gouvernement, toujours obligé de faire la paix et la guerre, sans jamais pouvoir concilier des hommes qui croyoient ne pouvoir subsister qu'en exterminant leurs ennemis.

Telle est la malheureuse situation où se trouve un état, quand des religions se sont fait d'assez grandes injures pour en venir aux armes. Le passé donne des alarmes pour l'avenir, et la haine semble se reproduire incessamment. Il s'écoulera des siècles avant que le législateur trouve les esprits assez lassés de leurs dissensions pour recevoir les principes d'une sage tolérance qu'il eût été d'abord si facile de faire adopter. La ligue fut vaincue par Henri IV ; et quelque envie qu'eût ce prince d'établir une paix solide, il ne put procurer à ses sujets qu'une trêve. De combien de maux les hommes ont-ils donc besoin pour apprendre à être sages ? l'édit de Nantes, qui dans ces circonstances, étoit sans doute la loi la plus raisonnable qu'on pût publier, ne contenta personne, et laissa subsister les anciennes haines et les anciens soupçons. La nécessité où Henri IV avoit été de se faire catholique, étoit une preuve évidente qu'il n'étoit pas possible de faire une paix solide entre les deux religions. En forçant Henri IV à faire une abjuration, les catholiques devoient se flatter qu'ils le forceroient encore, lui ou son successeur, à servir leur haine ; et les

calvinistes, témoins de ses sentimens, devoient être toujours prêts à recommencer la guerre, parce qu'ils n'étoient point assez stupides pour croire qu'on respecteroit leurs priviléges. S'il paroissoit facile de détruire les protestans, c'étoit une raison pour qu'on le tentât; si l'entreprise paroissoit difficile, c'étoit une raison pour qu'on la crût nécessaire. Ainsi la guerre civile étoit inévitable, si le gouvernement étoit encore aussi foible qu'il l'avoit été sous les fils de Henri II; ou bien il falloit s'attendre à la révocation de l'édit de Nantes, si le gouvernement avoit de la force et de la vigueur. Quoi qu'il arrivât, la France devoit donc encore se sentir sous les successeurs de Henri IV de la faute qu'avoient fait François I et son fils, en donnant l'exemple de la persécution.

En Angleterre même, milord, où sous les auspices d'un sage gouvernement, la raison a fait tant de progrès, combien ne trouverez-vous pas encore de traces de vos haines théologiques? Combien n'a-t-il pas fallu de temps, de guerres et de désastres avant que les Allemands aient pu réparer les torts que leur a faits leur intolérance? Peut-

être

être même que le feu des dissensions n'est pas entièrement éteint ; peut-être n'est-il que caché sous la cendre. Quelle longue suite de maux l'intolérance traîne-t-elle donc après elle, s'il est vrai que le gouvernement établi par la paix de Westphalie n'ait pu dissiper entièrement les défiances et les haines des catholiques et des protestans ?

Nous voici à la fin de notre promenade, et sans doute vous n'êtes pas fâché, milord, de commencer à découvrir le sommet de la tour qui couronne le château. Il y a assez long-tems que nous nous entretenons de législation et des lois, conversation triste, qui fait découvrir à chaque instant tout ce que la société pourroit être sous la main d'un législateur habile qui auroit étudié les vues de la nature, et qui nous montre dans quel abime de maux des loix faites sans méthode nous ont jetés et nous retiennent. Quand je lis l'histoire des nations, il me semble que des aveugles ont conduit d'autres aveugles ; quand je lis les codes de leurs lois, je vois que les passions, les caprices, les préjugés et l'ignorance ont été les législateurs du monde. Après une longue suite de générations, quelques peuples

n'ont pas même pu réussir à donner une forme constante à leur gouvernement. On juge de son droit par son pouvoir. Des révolutions éternelles se succèdent les unes aux autres. Chacun avance quand on ne le force pas de reculer, et en reculant chacun conserve l'espérance de recouvrer ce qu'il perd; ainsi les lois, toujours incertaines et flottantes, sont sans force et sans activité.

Pourquoi nous plaindre de nos malheurs, après avoir fait tout ce que nous avons pu pour nous rendre malheureux? Après nous être rendus sourds à la voix de la nature, il nous sied bien de l'accuser d'injustice. Elle nous crie que nous sommes égaux; et il nous plaît, en faisant des lois, de supposer qu'il n'y a point d'égalité, et de croire qu'il est sage de sacrifier le genre humain aux passions de quelques individus. La nature ne nous a faits ni avares, ni ambitieux; et cependant nous voulons que l'avarice et l'ambition soient les deux principes de l'ordre et des mouvemens de la société. Est-il juste que des fous, pour récompense de leur folie, obtiennent le bonheur qui est promis aux sages?

Il faut enfin revenir sur nos pas, milord ; il faut réparer nos fautes et prendre une route nouvelle, si nous voulons enfin former des sociétés raisonnables, et non pas des associations de brigands. Pour savoir à quelles lois nous devons nous soumettre, il faut remonter à ces lois éternelles qui sont, dit Cicéron, la raison même de Dieu, qui ont précédé la naissance des villes et des sociétés, et que ni le sénat ni le peuple ne peuvent changer. Il faut étudier notre cœur, nos passions, nos besoins et les ressources de notre esprir. Nous sommes, me direz-vous, à une distance immense du but que nous devons nous proposer, et j'en conviens ; mais par quelle étrange logique en conclurez-vous qu'au-lieu de nous en rapprocher de quelque pas, nous devons nous en éloigner encore davantage ? Mes Principes de Législation ne paroîtront à de certaines gens que des réves chimériques ; mais qui doit-on accuser de se repaître de chimères ? moi qui cherche à pénétrer les intentions de la nature, et qui ne propose que des lois auxquelles les peuples les plus sages et les plus heureux ont obéi ; ou ces po-

litiques profonds qui se flattent d'assujettir la nature à leurs caprices, qui s'opiniâtrent à courir après un bonheur qui les fuit, et qui espèrent de nous rendre bons citoyens à force de multiplier et d'étendre nos vices ?

Fin de la Législation, ou Principes des Lois.

OBSERVATIONS
SUR
LE GOUVERNEMENT
ET LES LOIS
DES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE.



OBSERVATIONS SUR LE GOUVERNEMENT ET LES LOIS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

LETTRE PREMIÈRE.

A M. Adams, ministre-plénipotentiaire des Etats-Unis en Hollande et pour les négociations de la paix générale.

Remarques générales et préliminaires.

JE viens de lire, monsieur, avec toute l'attention dont je suis capable, les différentes constitutions que se sont

données les Etats-Unis d'Amérique ; et puisque vous le désirez, j'aurai l'honneur de vous faire part de mes remarques : j'espère que vous voudrez bien m'apprendre ce que j'en dois penser.

Tandis que presque toutes les nations de l'Europe ignorent les principes constitutifs de la société, et ne regardent les citoyens que comme les bestiaux d'une ferme qu'on gouverne pour l'avantage particulier du propriétaire, on est étonné, on est édifié que vos treize républiques aient connu à la fois la dignité de l'homme, et soient allées puiser dans les sources de la plus sage philosophie les principes humains par lesquels elles veulent se gouverner.

Heureusement pour vous, les rois d'Angleterre, en donnant à vos pères des chartes pour l'établissement de vos colonies, se laissèrent conduire par leurs passions et leurs préjugés : ils n'avoient que des idées d'ambition et d'avarice. En se débarrassant d'une foule de citoyens qui les gênoient, ils voyoient déjà se former de nouvelles provinces qui devoient augmenter la majesté de l'empire britannique. Ils se flattoient en même-tems d'ouvrir une nouvelle source de richesses pour le commerce

de la métropole ; et ils voulurent vous faire prospérer pour jouir plus que vous mêmes des avantages de votre prospérité. Vous auriez été perdus sans ressource, si ces princes avoient été instruits de la politique malheureuse de Machiavel, pour vous donner des lois favorables à leur ambition. Leur ignorance vous servit très-utilement ; ils s'abandonnèrent à la routine qui gouvernoit l'Angleterre, et établirent parmi vos pères des règles et des lois d'administration qui, en vous rappelant que vous étiez les enfans d'un peuple libre, vous invitoient à vous occuper de vos intérêts communs. Pendant long-tems vous avez été sacrifiés aux intérêts de la mère-patrie, et vous avez regardé ces sacrifices comme un tribut qu'il étoit juste de payer à la protection qu'elle vous accordoit et dont vous aviez besoin. Après la dernière guerre qui fit perdre aux Français tout ce qu'ils possédoient dans votre continent, vous comprîtes que vos maîtres s'étoient affoiblis par leurs conquêtes mêmes, vous sentîtes enfin vos forces ; tandis que la cour de Londres, ne s'appercevant point du changement arrivé dans vos intérêts et les siens, voulut appesantir

son joug déjà trop rigoureux, et cependant il vous étoit permis d'espérer un sort plus heureux, et de former une puissance indépendante.

En ne consultant à votre égard que l'avarice et l'ambition, on vous contraignit à vous rappeler que vous étiez Anglais ; et la forme du gouvernement à laquelle vous étiez accoutumés depuis votre naissance a rendu le peuple capable d'entendre les hommes de mérite qui, par leurs lumières, leur prudence et leur courage, ont été les auteurs de votre heureuse révolution. Puisque l'Angleterre, ont-ils dit, s'est crue en droit de proscrire la maison de Stuart pour élever sur le trône la maison de Hanovre, pourquoi nous seroit-il défendu de secouer le joug de George III, dont le ministère plus intraitable et plus dur que Jacques II, abuse cruellement de notre générosité et de notre zèle ? Les Etats-Unis d'Amérique se sont conduits avec bien plus de magnanimité que les Provinces-Unies des Pays-Bas. Loin de mendier de tous côtés, comme elles, un nouveau maître, vous n'avez pensé qu'à élever parmi vous un trône à la liberté : vous êtes remontés dans toutes vos constitutions aux principes de la

nature ; vous avez établi comme un axiome certain, que toute autorité politique tire son origine du peuple ; que lui seul a le droit inaliénable de faire des lois, de les détruire ou de les modifier, dès qu'il s'apperçoit de son erreur, ou aspire à un plus grand bien. Vous connoissez la dignité des hommes, et ne considérant plus les magistrats de la société que comme ses gens d'affaire, vous avez uni et attaché étroitement tous les citoyens les uns aux autres et au bien public, par le sentiment actif de l'amour de la patrie et de la liberté. Puissent ces idées n'être point le fruit d'un engouement passager ! Puissent-elles subsister long-temps parmi vous ! Puissent-elles influer dans toutes vos délibérations, et affermir de jour en jour les fondemens de votre république fédérative !

C'est un grand avantage pour les Américains, que les treize états n'aient pas confondu leurs droits, leur indépendance et leur liberté pour ne former qu'une seule république qui auroit établi les mêmes lois et reconnu les mêmes magistrats. J'aurois cru remarquer dans cette conduite des colonies une certaine crainte, une défiance d'elles-mêmes

qui auroient été d'un mauvais augure, et sur-tout une profonde ignorance de ce qui fait la véritable puissance de la société. Dans cette vaste étendue de pays que vous possédez, comment auroit-on pu affermir l'empire des lois ? Comment les ressorts de l'administration ne se seroient-ils pas relâchés en s'éloignant du centre qui les auroit mis en mouvement ? Comment sa vigilance auroit-elle pu s'étendre également par-tout, pour prévenir les abus, ou les forcer à disparoître ? Vous auriez vu nécessairement le courage se ralentir, les mœurs se dégrader, l'amour de la liberté faire place à la licence ; et bientôt vous n'auriez plus eu qu'une république languissante ou agitée par des séditions qui l'auroient démembrée. Le parti contraire qu'ont pris les colonies de former une république fédérative, en conservant chacune son indépendance, peut donner aux lois toute la force dont elles ont besoin pour se faire respecter. Le magistrat peut être présent par-tout : vous l'avez éprouvé pendant les sept années que les Anglais vous ont fait inconsidérément la guerre pour vous assujettir; il s'est établi entre les États-Unis une

émulation qui leur a donné le même courage et la même sagesse. Réunies par le lien du congrès continental, aucune de vos provinces ne s'est démentie, et toutes se sont prêté un secours mutuel.

Je souhaite que ce premier sentiment d'union et de concorde avec lequel vous êtes nés jette de profondes racines, et s'affermisse dans vos cœurs; que le temps et l'expérience des biens dont vous allez jouir vous convainque que vous ne pouvez point être heureux aux dépens les uns des autres. Un avantage inestimable que j'attends de votre fédération, c'est qu'elle vous préservera de cette malheureuse ambition qui porte tous les peuples à regarder leurs voisins comme leurs ennemis. Tranquilles et sous la protection du congrès continental, pleins de sécurité les uns à l'égard des autres, vous n'aurez entre vous aucune jalousie, aucune envie, aucune haine, et vous offrirez en Amérique le même spectacle que les Suisses présentent à l'Europe qui n'est pas assez sage pour les admirer.

Le congrès continental, ce nouveau conseil amphyctionique, mais formé

sous de plus heureux auspices que celui de l'ancienne Grèce, sera le centre commun où tous les intérêts particuliers iront se confondre pour n'en former qu'un général et toujours le même. Les délégués des états à cette auguste assemblée y acquerront nécessairement des vues plus étendues et plus sociales ; et à leur retour, ils les communiqueront à leurs concitoyens. Puissent toutes les provinces qui sont circonscrites dans des limites déterminées comme Massachussets, Connecticut, Rhodes-Island, New-Jersey, Delawarre, Maryland, n'être travaillées que d'un seul défaut qui honore les nations ; je veux parler de cette heureuse abondance de citoyens, qui, en faisant l'éloge d'un gouvernement, ne laissent pas quelquefois de lui être à charge. Que ces états, monsieur, que je viens de nommer, renouvellent le spectacle que donna autrefois la Grèce dont les colonies heureuses se firent par-tout une nouvelle patrie ! J'espère que, loin d'abuser de la multitude de leurs citoyens pour faire des conquêtes, ils les enverront dans vos provinces qui n'ont, pour ainsi dire, aucune borne dans le con-

tinent, et dont les terres désirent des cultivateurs ; ces peuplades resserreront plus étroitement les liens de votre union et de vos intérêts.

J'aime à vous rappeler, monsieur, tout ce qui peut contribuer au bonheur de l'Amérique. Vous avez acquis votre indépendance avant que de connoître l'ambition, et surement vous n'imiterez point les nations de l'Europe qui se sont dépeuplées et affoiblies en établissant leurs colonies les armes à la main. Vous connoissez trop les droits des hommes et des nations, pour que des erreurs cruelles, l'ouvrage des fiefs et de la chevalerie, puissent vous tromper comme elles ont trompé les Espagnols, les Portugais, les Anglais et les Français. Je remarquerai même avec plaisir que vous vous trouvez aujourd'hui dans une situation plus heureuse que les anciennes républiques dont nous admirons le plus la sagesse et la vertu ; et que vous pourrez avec moins de peine imprimer à vos établissemens un caractère de stabilité qui rend les lois plus chères et plus respectables.

Vous le savez, monsieur, les républiques anciennes étoient, pour ainsi

dire, renfermées dans les murs d'une même ville, et ne possédoient qu'un territoire très-médiocre. Tous les citoyens pouvoient aisément se trouver aux délibérations publiques : ces assemblées nombreuses, en qui résidoit la puissance législative, et contre qui personne n'avoit droit de réclamer, étoient exposées à des mouvemens convulsifs de passion, d'engouement et d'enthousiasme qui dérangeoient souvent tout l'ordre public. Au milieu de ces caprices, les lois n'acquéroient point assez d'autorité pour fixer le caractère des citoyens ; et la république ne dut souvent son salut qu'à la fortune ou à quelque grand homme qui vint au secours du peuple, et profita de sa consternation pour l'empêcher d'abuser encore de son pouvoir.

Chez les Américains au-contraire la multitude sera moins hardie, moins impérieuse, et par conséquent moins inconstante ; parce que l'étendue des domaines de chaque république, et le nombre de ses citoyens ne lui permettent pas de les rassembler tout à la fois dans le même lieu. Vous avez adopté la méthode moderne de diviser les pays en cantons ou districts, qui délibèrent

à part de leurs intérêts, nomment eux-mêmes et chargent de leurs pouvoirs les citoyens qu'ils jugent les plus dignes de les représenter dans l'assemblée législative de la république. Il vous est dès-lors beaucoup plus aisé d'y mettre l'ordre. Les représentans ne seront jamais en assez grand nombre pour que leur assemblée puisse dégénérer en cohue. Ils craindront l'opinion publique, ils sauront qu'ils auront à répondre de leur conduite à leurs commettans. S'ils se trompent, l'erreur ne produira qu'un mal passager, parce que leur commission n'est qu'annuelle : elle servira même à éclairer leurs successeurs qui répareront leurs fautes sans beaucoup de peine.

Je vois avec plaisir, monsieur, que dans toutes vos constitutions vous avez religieusement respecté les droits que vous avez reconnus dans le peuple. Elles ont même mis sous leur protection tous les hommes qui ne sont pas encore membres de la république, parce qu'ils n'en paient point les charges et ont vendu le travail de leurs mains à des maîtres. Ces hommes, sous le nom d'esclaves, si méprisés chez les anciens, et qui aujourd'hui en Europe, avec le titre de la liberté, languissent dans un véritable

esclavage ; vous avez eu l'habileté de les attacher au sort de la république en leur fournissant un moyen de sortir de leur état et d'acquérir un pécule et une industrie qui les élèveront à la dignité de citoyens.

C'est par une suite de ces principes d'humanité, que vous avez adopté chez vous par une loi particulière et authentique la jurisprudence des jurés qui est tout ce que les hommes ont imaginé de plus sage pour établir entre les forts et les foibles une sorte d'égalité, ou plutôt une véritable égalité. Vous avez assuré à chaque citoyen cette première sureté et la plus essentielle de ne pouvoir être opprimé par un ennemi puissant. Le magistrat lui-même ne peut point abuser de son pouvoir pour servir des passions particulières, en feignant de ttavailler à la sureté publique. On diroit que dans la plupart des états de l'Europe, la jurisprudence criminelle n'a été inventée que pour permettre au gouvernement de sauver les coupables qui lui sont chers, ou de faire périr ses ennemis innocens par le ministère même d'une justice qui se prostitue à ses volontés. Vous ne connoissez point, et j'espère que vous ne connoî-

trez jamais ces procédures clandestines et secrètes, capables d'effrayer assez l'innocence pour la troubler, l'interdire et lui ôter le sang-froid dont elle a besoin pour se défendre. Vous vous souviendrez toujours que c'est en voulant vous priver de la sûreté bienfaisante de vos jurés, pour vous soumettre aux tribunaux de Londres, que l'Angleterre a tenté d'établir sur vous sa tyrannie. Vous voyez enfin que c'est à cette jurisprudence salutaire que les Anglais doivent le reste de liberté dont ils jouissent, et cet esprit national qui les soutient dans leur décadence. Tandis que les grands et les riches se vendent lâchement aux ministres, que deviendroit la nation, si le peuple, privé de la protection des jurés, pouvoit être opprimé par des jugemens arbitraires ? Il perdroit son courage et sa fierté, la dernière ressource de l'Angleterre. Les Etats-Unis d'Amérique n'auront jamais rien à craindre à cet égard, s'ils n'oublient jamais que les auteurs de leurs premières constitutions ont recommandé à la puissance législative de corriger les lois qui sont trop sévères, qui flétrissent l'ame ou l'effarouchent, et qui n'étant pas propor-

tionnées à la nature des délits, ne peuvent que jeter dans l'erreur les citoyens peu éclairés, incapables de l'être, et qui n'ont point d'autre morale que celle que leur donnent les lois; ils confondroient la nature de leurs devoirs, et ne sauroient point quels sont les vices dont ils doivent s'éloigner avec le plus de soin.

Après vous avoir exposé mes espérances, je ne dois pas, monsieur, vous cacher mes craintes. Je conviendrai avec vous que la démocratie doit servir de base à tout gouvernement qui veut tirer le meilleur parti possible des citoyens. En effet, il est assez prouvé par une expérience constante que ce n'est que par ce moyen que la multitude peut s'intéresser au bien de la patrie, et en la servant avec autant de zèle que de courage, s'associer en quelque sorte à la sagesse de ses conducteurs. Mais vous conviendrez, je crois, avec moi, que cette démocratie veut être maniée, tempérée et établie avec la plus grande prudence. Je vous prie d'observer que la multitude dégradée par des besoins et des emplois qui la condamnent à l'ignorance et à des pensées viles et basses, n'a ni les moyens ni

le temps de s'élever par ses méditations jusqu'aux principes d'une sage politique. Se laissant donc gouverner par ses préjugés, elle ne jugera du bien de l'état que par ses intérêts particuliers; et ce qui lui sera utile lui paroîtra sage.

Le peuple ne peut se croire libre, sans être tenté d'abuser de sa liberté, parce qu'il a des passions qui cherchent continuellement à se mettre plus à leur aise. On se forme des espérances qui préparent les esprits à être moins dociles ; on ne peut s'empêcher d'envier le sort de ses supérieurs, et on voudroit s'élever jusqu'à eux, ou les rabaisser jusqu'à soi. Qu'arrive-t-il de-là ? Les citoyens de la première classe ont aussi leurs passions qui, si je puis parler ainsi, se gendarment contre la prétendue insolence du peuple. On l'accusera de former des projets suivis d'agrandissement, tandis qu'il ne fait encore qu'obéir aux circonstances ; il falloit l'appaiser et on l'irrite. Pour conserver son crédit, on cherche à l'augmenter ; et telle est l'illusion des passions, qu'en aspirant bientôt à la tyrannie, on croit ne travailler qu'à l'affermissement de l'ordre et du repos public. Les esprits s'irritent ; une première injustice

en rend une seconde nécessaire, les injures surviennent. La vengeance seule sert alors de politique. Les révolutions se succèdent, et c'est la fortune seule qui décide alors du sort de la république. Je ne crois pas m'abuser, monsieur, par des craintes vaines; ce qui est arrivé constamment chez tous les peuples où la liberté des citoyens n'a pas été établie et ménagée avec autant de sagesse qu'à Lacédémone, doit instruire les législateurs à n'employer la démocratie dans une république qu'avec une extrême précaution.

On me dira peut-être que les lois américaines sont calquées sur les lois d'Angleterre, dont tant d'écrivains ont loué la sagesse; j'en conviens, et je voudrois, pour votre bonheur, pouvoir n'en pas convenir. On voit, monsieur, dans vos lois, l'esprit des lois anglaises; mais je vous prie de remarquer la prodigieuse différence qu'il y a entre votre situation et celle de l'Angleterre. Le gouvernement anglais s'est formé au milieu de la barbarie des fiefs. On croyoit que Guillaume le conquérant et ses successeurs possédoient seuls toute la puissance publique; et tant s'en faut que le peuple ne se crût

pas né pour la servitude, que les barons eux-mêmes ne croyoient tenir leurs prérogatives que de la magnificence du prince. C'est une vérité dont on ne peut douter, si on lit avec quelque attention la grande charte que les barons arrachèrent à Jean-sans-Terre, et qui devint à la fois le principe de tous les mouvemens convulsifs que la nation a éprouvés, et la règle de la conduite qu'elle a tenue jusqu'à présent pour étabir la liberté dont elle jouit encore. C'est ainsi que s'est formé lentement le caractère national des Anglais; chacun s'est accoutumé peu-à-peu à la place qu'il occupe, et une habitude routinière a associé l'ambition du prince et la liberté des sujets.

Les Etats-Unis d'Amérique se sont formés d'une manière toute différente, et leurs lois ne sont point l'ouvrage de plusieurs siècles et de mille circonstances contraires qui se sont succédées les unes aux autres. Les commissaires ou délégués qui ont réglé leurs constitutions, ont adopté les vrais et sages principes de Locke sur la liberté naturelle de l'homme et la nature du gouvernement. Mais ce passage de la situation où vous vous trouviez sous la do-

mination anglaise, à celle où vous êtes aujourd'hui, n'a-t-il pas été trop brusque ? Je craindrois que les esprits n'y fussent pas assez préparés ; et j'ai souvent dit à quelques-uns de vos compatriotes, que je m'intéressois trop à leur fortune pour ne leur pas désirer une guerre qui par sa longueur pût les corriger de leurs préjugés, et leur donner toutes les qualités que doit avoir un peuple libre.

Permettez-moi, monsieur, de vous demander si dans vos nouvelles lois, on s'est bien proportionné aux lumières, aux connoissances et aux passions de la multitude qui n'est jamais assez éclairée pour confondre la liberté et la licence. Ne lui a-t-on pas plus promis qu'on ne vouloit et qu'on ne pouvoit tenir ? S'il est vrai que par une suite de vos liaisons avec l'Angleterre, il y ait parmi vous un germe d'aristocratie qui cherchera continuellement à s'étendre ; n'y auroit-il point quelque imprudence à vouloir établir une démocratie trop entière ? C'est mettre en contradiction les lois et les mœurs. Il me semble qu'au-lieu de réveiller magnifiquement l'ambition et les espérances du peuple, il auroit été plus sage de lui proposer simplement de

s'affranchir

s'affranchir du joug de la cour de Londres, pour n'obéir qu'à des magistrats que la médiocrité de leur fortune rendroit modestes et amis du bien public; en réglant ses droits de façon qu'il ne pût craindre aucune injustice, il auroit fallu principalement s'occuper à mettre des entraves à l'aristocratie, et faire des lois pour empêcher les riches d'abuser de leurs richesses, et d'acheter une autorité qui ne doit pas leur appartenir.

Je croirois que les constitutions américaines vous mettent dans le même cas où les Romains se trouvèrent après avoir chassé les Tarquins. Pour intéresser le peuple à la cause de la liberté, les patriciens lui firent les plus magnifiques promesses. Ils s'emparoient de toute la puissance publique; tandis que les plébéiens de leur côté se flattoient de ne plus obéir qu'aux lois. Les uns abusèrent de leurs forces, les autres étoient trop fiers pour y consentir, et et de ces intérêts opposés nâquirent toutes les dissensions de la place publique.

Vous me direz sans doute, monsieur, qu'il n'est pas malheureux pour les Etats-Unis d'Amérique de ressembler aux Romains, dont la république a

offert le spectacle le plus admirable et établi son empire sur tout le monde alors connu. Je prendrai la liberté de vous répondre, qu'en effet il n'y a point aujourd'hui de peuple qui ne pût aisément se consoler de leur ressembler dans leurs fautes, s'il pouvoit leur ressembler dans tout ce qu'ils ont fait de grand, de sage et de magnanime. Mais par malheur nos mœurs modernes ne nous permettent plus d'avoir de pareilles espérances, et ces mœurs ont passé jusqu'en Amérique. L'amour de la patrie, de la liberté et de la gloire n'abandonnoit point les Romains, même dans les momens où leur emportement paroissoit extrême; et leurs passions s'étoient accoutumées à s'associer avec la justice et la modération. Il y a longtems que la politique de l'Europe fondée sur l'argent et le commerce a fait disparoître les vertus antiques; et je ne sais si une guerre de sept ans a pu les faire renaître en Amérique. Quoi qu'il en soit, je crains que les riches ne veuillent former un ordre à part, et s'emparer de toute l'autorité, tandis que les autres, trop fiers de l'égalité dont on les a flattés, refuseront d'y consentir; et de là doit nécessairement

résulter la dissolution du gouvernement qu'on a voulu établir. Si cette révolution se fait d'une manière tranquille, insensible et comme par distraction, ce seroit une preuve que les ames n'auroient aucune énergie : il est vrai que la république ne seroit exposée à aucune sédition, à aucun orage ; mais de quelle noblesse, de quelle générosité les citoyens seront-ils alors capables ? et sans ces qualités, peut-il subsister une vraie liberté ?

Si ce changement éprouve au-contraire quelque résistance, quelles cabales, quelles intrigues, quelles menées sourdes ne faut-il pas craindre ? J'en vois résulter la haine, la jalousie, passions qui ne mesurent point leurs démarches, et qui traînent à leur suite mille autres vices qui sont les avant-coureurs d'une tyrannie, tantôt audacieuse et tantôt timide.

Je m'arrête, monsieur, en entamant une nouvelle question, je craindrois que ma lettre ne devînt trop longue. Dans celle que j'aurai l'honneur de vous écrire demain, je prendrai la liberté de vous faire part de mes réflexions ou de mes scrupules sur les lois de Pensilvanie,

de Massachussets et de Georgie. Pourquoi vous dissimulerois-je mes craintes et mes doutes, puisqu'ils vous prouveront l'intérêt que je prends au sort de l'Amérique, et que je le dois aux sentimens dont vous voulez bien m'honorer.

A Passy, 24 *juillet* 1783.

LETTRE II.

Réflexions sur les lois de Pensilvanie, de Massachussets et de Georgie.

JE crois, monsieur, que pour procéder d'une manière sûre, je dois d'abord m'attacher à l'examen des lois fondamentales; et j'entends par ces mots la forme que chacune de vos républiques a donnée à son gouvernement. C'est de là en effet que chaque peuple tire son caractère et parvient à le fixer. Si ce gouvernement pourvoit à tous ses besoins, si toutes les parties en sont faites les unes pour les autres, si elles tendent toutes à la même fin, et qu'au-lieu de s'embarrasser et de se nuire, elles se prêtent un secours mutuel, je suis sûr que de jour en jour la prospérité de la république s'affermira davantage. Pourquoi? C'est que les passions, après avoir fait des efforts inutiles pour se soustraire à l'autorité des lois et les violer impunément, prendront peu-à-peu le parti de se soumettre pour se trouver elles-mêmes plus à leur aise. Le citoyen aura

alors les mœurs de son gouvernement, et la société sera aussi parfaite qu'elle peut l'être.

Mais si la puissance législative, qui est l'ame de l'état ou le pivot sur lequel tourne toute la machine politique, n'est pas établie sur de justes proportions, quels désordres au-contraire n'en doit-il pas résulter ? La Pensilvanie a confié le droit de faire les lois à une chambre composée des hommes libres de la république, et choisis pour y représenter les habitans de leur ville ou de leur comté, et porter en leur nom les lois et faire les réglemens qu'ils jugeront les plus salutaires. Il est ordonné que les représentans seront choisis parmi les hommes les plus recommandables par leur sagesse et leur vertu. Fort bien ! Mais je vous avoue, monsieur, que je ne compterai sur cette loi de style qu'autant que le législateur aura pris les mesures nécessaires pour qu'on y obéisse fidèlement.

Si par leurs mœurs les Pensilvaniens sont disposés à se conformer à ce réglement ; si la probité leur est chère, s'ils sont disposés à la récompenser ; je demande pourquoi le législateur ordonne que l'élection des représentans se fera

au scrutin. Cette forme d'élection qu'on croit nécessaire me fait conjecturer que la Pensilvanie est bien loin d'avoir l'esprit qui doit animer une démocratie. Je pense que d'une part, il y a déjà des hommes assez puissans dans leurs villes et leurs comtés pour qu'on doive les ménager; et que de l'autre, on auroit de la peine à y trouver des électeurs qui osassent dire ouvertement leur avis. Dans toutes les républiques bien gouvernées, je vois, monsieur, qu'on a voulu que les citoyens eussent le courage de prononcer à haute voix leur sentiment : c'est les accoutumer à n'en avoir que d'honnêtes. Les plus sages politiques de l'antiquité ont blâmé l'usage du scrutin, et on peut se rappeler ce que Cicéron en dit dans un tems où la république romaine étoit partagée par des partis qu'il étoit si dangereux d'offenser. Quand la vérité est obligée de se montrer en secret et sous un masque, le mensonge est bientôt prêt à se montrer effrontément. Si le scrutin annonce la décadence d'un état libre, on ne doit pas l'employer à sa naissance. S'il est nécessaire, concluez-en qu'il faut resserrer les droits de la démocratie.

Personne, est-il dit, ne pourra être

élu représentant d'une ville ou d'un comté, à moins qu'il n'y ait résidé pendant les deux années qui précéderont l'élection. Cette loi, il est vrai, est plus sage que celle d'Angleterre qui permet d'être député au parlement de la part d'une ville ou d'un comté qu'on n'habite pas ; mais une épreuve de deux ans ne suffit pas pour gagner ma confiance : pendant un si court espace de tems, un homme dépravé peut, sans beaucoup de peine, cacher ses mœurs et montrer des sentimens qu'il n'a pas. J'exigerois qu'un candidat eût passé par quelque office public de sa ville ou de son comté, qui l'eût mis à portée de faire connoître sa probité et ses lumières. Les hommes en général n'estiment que ce qu'on leur fait acheter un peu chèrement ; et il importe beaucoup que la puissance législative soit composée de citoyens accoutumés à se respecter, et qui aient une haute idée de l'emploi auguste dont ils sont chargés.

Tous les Etats-Unis d'Amérique ont exigé une certaine fortune, soit dans les représentans, soit dans leurs électeurs : la Pensilvanie seule admet indifféremment à ces prérogatives tous les habitans qui pendant un an auront payé

les charges de l'état. Il semble que par cet arrangement le législateur fasse plus d'attention au mérite qu'à la fortune ; et rien au premier aspect ne paroît plus juste ; mais n'y a t-il pas, monsieur, des circonstances où le plus grand bien n'étant qu'une chimère on doit se contenter par sagesse d'un établissement moins parfait ? Si une république est assez heureuse pour ne connoître encore ni les richesses ni la pauvreté ; on peut, on doit même y établir la loi de la Pensilvanie, parce qu'elle ne choquera point les mœurs publiques et sera favorable à la démocratie. Mais si la fortune a déjà mis entre les citoyens des différences qui ne permettent plus que les conditions soient confondues ; au-lieu d'aspirer à une pure démocratie, ne faudroit-il pas alors ne lui accorder que les priviléges et les droits nécessaires pour rendre l'aristocratie plus circonspecte et l'empêcher de se livrer à l'ambition qui lui est naturelle ? Peut-être le parti le plus sage dans ces circonstances seroit-il d'imiter la politique de Solon, qui pour ne pas révolter les riches, exigea qu'on jouît d'un certain revenu pour avoir droit de parvenir aux magistratures.

Un des plus dangereux écueils de la politique, c'est de vouloir confondre et unir des établissemens bons en eux-mêmes, et considérés séparément, mais qui ne peuvent s'associer. La loi de Pensilvanie favorise sans ménagement la démocratie, mais cette partialité même n'est propre qu'à effaroucher les riches qui ne consentiront jamais à n'avoir pas d'autres droits et d'autres prérogatives que la multitude ou les pauvres.

Permettez-moi, monsieur, de vous demander si vous croyez que les mœurs et les préjugés que vous avez contractés sons la domination anglaise vous permettent d'aspirer à une pure démocratie, gouvernement excellent avec de bonnes mœurs, mais détestable avec les nôtres. Pour moi, je croirois que l'Amérique est poussée à l'aristocratie par une force supérieure qui détruira les lois qui voudroient s'y opposer. La politique, qui doit s'occuper de l'avenir en réglant le moment présent, fera donc une faute insigne si elle veut établir entre les citoyens une égalité de droits, contraire à tous leurs préjugés, et qui par conséquent ne peut subsister. Plus le législateur prendra des mesures

pour réussir, moins il doit se flatter de réaliser ses espérances : ses efforts ne serviront qu'à irriter des passions intraitables qui précipiteront la république ou dans l'anarchie ou dans l'oligarchie.

Je ne crains point de me tromper en disant que la démocratie demande beaucoup de mœurs ; et j'ajoute que quelques sages et bien proportionnées entre elles que soient ses lois constitutives, elle ne peut subsister que dans une république telle que celle de l'ancienne Grèce, où tous les citoyens se connoissoient, se servoient mutuellement de censeurs, et étoient continuellement sous les yeux et sous la main des magistrats. Cette doctrine que je prends la liberté de vous exposer, je l'ai puisée dans Platon, dans Aristote, dans tous les politiques anciens, et il me semble que cette savante théorie n'est que trop bien prouvée par toute l'histoire. Dans ce moment j'ai sous les yeux la carte de vos possessions, et je ne puis songer sans une sorte d'effroi à la vaste étendue du territoire que renferme la Pensilvanie. Il ne faut qu'un homme adroit, hardi, entreprenant, qui n'ait rien à perdre et beaucoup à espérer dans le

trouble, pour y causer ou du-moins pour y préparer une révolution. Mais sans parler de ces aventuriers qui de leur autorité privée s'érigeront en tribuns du peuple, qui me répondra que quelque riche commerçant, en affectant une politique populaire, ne profitera pas des inquiétudes, des haines, des jalousies toujours renaissantes dans une démocratie où les fortunes sont si disproportionnées, pour attiser le feu de la discorde civile, essayer son pouvoir et établir sa tyrannie.

On me dira peut-être que je me fais des chimères pour avoir le plaisir de les combattre; mais je vous prie, monsieur, de relire l'histoire de Florence; et vous craindrez, si je ne me trompe, qu'il ne s'élève en Pensilvanie des Médicis, qui passeront de leur banque ou de leur comptoir sur le trône. A quoi ne peuvent pas conduire l'ambition, le génie, l'argent et la faveur populaire? Il ne faudroit qu'un pareil exemple pour rompre tous les liens de votre confédération. Je suis fâché de m'arrêter si long-tems sur ces tristes objets; mais si la politique, instruite de la force des passions et des caprices de la fortune, ne veut pas se tromper,

elle doit être très-facile à craindre, et plus difficile encore à espérer.

« Le peuple, dit la loi de Pensilvanie, a droit de s'assembler, de consulter pour le bien commun, de donner des instructions à ses représentans, et de demander à la législature par la voie d'adresses, de pétitions, ou de remontrances, le redressement des torts qu'il croit lui être faits ».

Je vous avoue, monsieur, que j'ai peine à comprendre la pensée de cette loi. Que le peuple ait droit de consulter sur ses intérêts, et de donner des instructions à ses représentans quand il est assemblé pour les nommer, rien n'est plus juste ni plus raisonnable, rien alors n'est séditieux. Mais je demande si le peuple a droit de s'assembler toutes les fois qu'il lui en prendra fantaisie, sans être astreint à aucune règle, à aucune police, et sans être sous les yeux d'un magistrat ? Si c'est là l'esprit de la loi, il faut convenir, monsieur, qu'à force d'être populaire, elle est véritablement anarchique. Les lois ne peuvent rendre trop respectable la puissance législative, et je vois ici qu'on l'expose aux caprices d'une assemblée tumultueuse que ramassera un brouillon, un mécontent qui

aura assez d'éloquence pour entraîner les esprits. Ces adresses, ces pétitions, ces remontrances peuvent être utiles et même nécessaires en Angleterre, où les parlemens sont septenaires, et trahissent quelquefois les intérêts de la nation; tandis que le roi et ses ministres ont une autorité trop prépondérante dont il est à propos de se défier, et qu'il est sage d'intimider. Mais en Pensilvanie elles ne sont bonnes à rien, parce que l'assemblée législative s'y renouvelle tous les ans, de même que les magistrats chargés de la puissance exécutrice. Si je ne me trompe, les lois en Angleterre doivent tenir le peuple attentif à ses intérêts, parce que sa liberté a de puissans ennemis; mais au-contraire elles doivent apprendre au peuple de Pensilvanie à avoir un peu de patience, et sur-tout à ne jamais agir que sous la direction d'un magistrat, parce que l'anarchie ne lui peut être d'aucune utilité.

Je vous découvrirois moins librement mes pensées, monsieur, si vous aimiez moins la vérité, ou si mes erreurs étoient capables de vous tromper. Je doute que vous approuviez la constitution de Pensilvanie, quand au-lieu

de rendre la puissance législative aussi respectable, aussi grande, aussi complète qu'elle doit l'être, elle lui refuse la faculté de rien ajouter ni de rien changer à sa première constitution. Voilà, je l'avoue, une étrange loi. Les législateurs assemblés à Philadelphie pour jeter les fondemens d'une république naissante pouvoient-ils ignorer que rien ne peut borner la puissance législative ? Cette assemblée se croyoit-elle infaillible ? De nouvelles circonstances, de nouvelles affaires, de nouvelles mœurs, de nouveaux besoins n'exigeront-ils pas de nouvelleslois, ou qu'on apporte quelque modification aux anciennes ? Quelle puissance supérieure ou même égale à l'assemblée législative les premiers législateurs ont-ils imaginée pour contraindre celle-ci à observer ponctuellement ce qu'ils ont ordonné ? On ne doit jamais porter une loiqui peut être violée impunément. Il me semble que c'est un axiome reconnu sur toute la terre, que la puissance législative ne doit être bornée par rien, si on ne veut pas la détruire ou rendre son action inutile. A quoi servira donc cette clause dont je me plains ? A diminuer le respect profond dont tout citoyen

doit être pénétré pour le corps législatif; à faire naître des contestations et des querelles snr la nature des nouveaux réglemens, et autoriser les jurisconsultes, qui sont tous naturellement sophistes, à interpréter les lois à leur volonté, et à prouver que les nouvelles sont nulles et sans force, parce qu'elles ne sont pas conformes aux anciennes.

Autre scrupule; car je ne donne que ce nom à mes observations. Dans une république où les pères offriroient à leurs enfans l'exemple des mœurs simples de la démocratie, je ne serois point fâché que tout jeune-homme de vingt et un ans, né dans l'état, et qui auroit presque toujours vécu dans sa famille, eût droit de suffrage dans l'élection des représentans de sa ville ou de son comté. C'est à cet âge qu'on aime le bien avec plus de courage, et il ne faut pas beaucoup de lumières pour savoir quels sont les citoyens d'un canton qui jouissent de la meilleure réputation. Mais, c'est être, je crois, trop libéral, que d'accorder ce privilége à tout aventurier qui sera venu pendant un an payer les taxes de l'état. Il doit nécessairement résulter de cette disposition, qu'une foule de jeunes-

gens qui ne jouissent pas dans les autres Etats-Unis du droit de citoyens, se refugieront dans la Pensilvanie ; ils ne porteront point les mœurs simples que demande la démocratie. Les aventuriers se vendront aux différens partis qui partageront les villes et les comtés, et l'on n'a rien à attendre de bon de ces passe-volans.

La loi veut que les enfans des Francs-tenanciers, âgés de vingt et un ans, aient voix dans l'élection des représentans, quoiqu'ils n'aient point payé de taxes. J'y consens, mais je demande comment cette distinction aristocratique peut, si je puis parler ainsi, s'amalgamer avec les principes tout démocratiques des Pensilvaniens. La vanité qui est dans le cœur de tous les hommes est de toutes les passions la plus agissante et la plus subtile. Je gagerois que ces Francs-tenanciers regarderont leur privilége comme une sorte de dignité qui les sépare, et doit les séparer des citoyens qui ne possèdent pas de terres. Après les avoir dédaignés, ils ne voudront point se confondre avec eux. Voilà deux ordres de familles. De ce que les unes jouiront d'une prérogative particulière, elles concluront qu'elles

doivent former un ordre à part. Je vois se former une noblesse héréditaire que les lois américaines proscrivent. Je vois des combats continuels entre l'aristocratie que les passions établiront, et la démocratie que les lois protégeront ; et pour que la république en sortît avec avantage, ou du moins sans se perdre, il faudroit que les citoyens eussent les vertus des beaux temps de Rome, c'est-à-dire, crussent qu'il y a quelque chose de plus précieux que l'argent.

« S'il arrivoit qu'une ou plusieurs villes, un ou plusieurs comtés négligeassent, ou refusassent d'envoyer des représentans à l'assemblée générale, les deux tiers des membres des villes ou comtés, qui auront élu et envoyé les leurs, auront tous les pouvoirs de l'assemblée générale aussi pleinement et aussi amplement que si la totalité étoit présente ; pourvu toutefois que lorsqu'ils s'assembleront il se trouve des députés de la majorité des villes et comtés ».

Voilà, je l'avoue, monsieur, une des lois les plus extraordinaires qu'on puisse trouver dans le code d'un peuple qui s'assemble pour former sa constitution. Je demanderois volontiers aux législateurs sur quel fondement ils ont soup-

çonné, ou prévu que quelque ville, ou quelque comté pourroit être capable d'une pareille négligence, ou d'une mauvaise volonté si criminelle. Si cette loi leur a paru nécessaire, il faut qu'il y ait déjà dans l'esprit des citoyens un préjugé, une erreur, un vice qui sépare leurs intérêts de ceux de la république et y prépare un schisme fatal. Il falloit donc en même-temps y remédier; il falloit donc prendre des mesures pour empêcher que la puissance publique ne fût dégradée. Car les villes ou les comtés qui n'auront pas envoyé leurs représentans à l'assemblée générale législative, prétendront sans doute ne pas obéir à des lois qui ne seront pas leur ouvrage. Vice énorme! il suppose une indifférence monstrueuse pour la patrie, et annonce dans une démocratie l'entière dissolution de la république.

A la bonne heure, que les portes de l'assemblée législative soient ouvertes à tout le monde: ce sera une école où les citoyens pourront aller s'instruire. Il est bon qu'on imprime tous les huit jours le journal de ses sessions: la démocratie est ennemie du mystère, et elle a besoin qu'on l'éclaire; mais il est peut-être dangereux que tous les

bills qui auront un objet public soient imprimés pour être soumis à l'examen du peuple. C'est peut-être le plus sûr moyen de rendre tout problématique. Qui ne sait combien le peuple est ignorant, imbécille et sujet à la prévention, quand il auroit même autant d'esprit et de lumières que le peuple de l'ancienne Athènes. Le législateur n'auroit-il pas dû se borner à prescrire que les raisons et les motifs qui détermineront à porter une loi seront complètement et clairement développés dans le préambule des ordonnances ? Cette précaution suffisoit pour porter les représentans à ne pas agir témérairement, et prémunir le peuple contre les sophismes des citoyens inquiets et mal-intentionnés.

Passons à la puissance exécutrice sans laquelle il seroit inutile de faire des lois. Les Pensilvaniens l'ont confiée à un conseil composé de douze magistrats, qui doivent être nommés par les mêmes électeurs qui auront choisi les représentans de la ville de Philadelphie, et des onze comtés qui forment cette république. Ce conseil aura à sa tête un président ou son vice-président ; et l'un et l'autre seront élus tous les ans

au scrutin par l'assemblée générale et le conseil rêunis ; mais ils seront toujours choisis parmi les membres du conseil.

J'oserois blâmer, monsieur, et cela sans crainte de me tromper, que la formation du conseil exécutif ne soit pas l'ouvrage de l'assemblée générale. Pourquoi, je vous prie, confier à vos électeurs de 21 ans, à une multitude toujours ignorante et portée naturellement à aimer les magistrats indulgens, le soin de choisir des hommes destinés à veiller à l'observation des lois, et manier les intérêts les plus importans et les affaires les plus délicates de la république ? Qui peut être censé plus capable de ce choix que les représentans si intéressés à ce que leurs lois soient conservées et observées avec la plus grande fidélité ? Je croirois d'ailleurs que c'est le moyen le plus favorable pour établir entre la puissance législative et la puissance exécutrice, naturellement jalouses l'une de l'autre dans tout gouvernement libre, et presque toujours ennemies dans la démocratie, cet accord et cette harmonie qui font le bien de l'état. Il me semble que sans blesser leurs principes, les législateurs

de Pensilvanie pouvoient accorder à l'assemblée générale la faculté de choisir les membres du conseil exécutif parmi les représentans qui la composent. Il en seroit résulté plusieurs avantages. Le comté, dont le représentant auroit été élu, seroit flatté de cet honneur; car les hommes ne négligent rien de tout ce qui peut intéresser leur amour-propre. Il se seroit formé une sorte d'émulation entre les comtés : ils auroient été attentifs à n'envoyer à l'assemblée générale que des citoyens dignes de concourir pour les places du conseil. Le corps dépositaire des lois auroit été composé des hommes les plus estimables, et par cet intérêt commun de gloire et d'émulation, le caractère trop inconsideré et trop intrigant de la démocratie auroit du-moins êté un peu temperé.

Ce n'est pas tout, monsieur, je pourrois observer qu'il est très-difficile que ce nombre de douze conseillers suffise à toutes les affaires de l'administration. Je demanderois encore pourquoi dans un gouvernement, où sous prétexte de son extrême liberté, on ne se donne pas plus de peine à penser et à réfléchir que sous le gouverne-

ment le plus despotique, les législateurs assemblés à Philadelphie n'ont prescrit aucune règle, aucune police, aucun régime sur la manière de traiter les affaires, soit dans l'assemblée générale, soit dans le conseil exécutif ? Les philosophes prescrivent à leurs disciples la route qu'ils doivent tenir pour chercher et trouver la vérité ; les législateurs ne doivent-ils pas être également attentifs à établir des formes pour conduire à la justice et au bien public, puisqu'ils ont affaire à des hommes souvent peu instruits, et que les passions peuvent égarer les plus éclairés?

Après vous avoir exposé tant de doutes et de scrupules, j'ai vu avec le plus grand plaisir dans la constitution des Pensilvaniens qu'ils n'aient pas confié la puissance exécutrice, comme la plupart des États-Unis, à un conseil qui dût se renouveler entièrement toutes les années. Le conseil, composé de magistrats triennaux, verra sortir tous les ans les quatre plus anciens qui seront remplacés par quatre nouvelles élections. « Au moyen de cette rotation continuelle, dit la loi, il y aura plus d'hommes accoutumés à traiter les affaires publiques, il se trou-

vera dans le conseil un certain nombre de personnes instruites de ce qui s'y sera fait l'année d'auparavant ; et par là les affaires seront conduites d'une manière plus suivie et plus uniforme ». Je conviens que la Pensilvanie aura moins d'écarts et plus de retenue dans ses principes, que les républiques qui n'ont établi qu'un conseil dont tous les membres sont annuels ; mais cela ne suffit pas pour me rassurer. Les magistrats d'une république naissante, et qui travaille à former son caractère, n'ont-ils pas besoin d'une plus longue autorité pour y établir des maximes, des principes constans, et lui donner, pour ainsi dire, l'allure la plus favorable à son bonheur ?

Peut-on penser, monsieur, sans frayeur à cet amas d'hommes qui composent les sociétés ? Tous ont des passions très-actives et différentes. Les uns cependant sont incapables de penser, et c'est le grand et le très-grand nombre ; les autres ne sont propres qu'à combiner entr'elles les idées qu'on leur a données ; et au milieu de tout cela il s'élève quelques hommes de génie, qui cependant ne penseront pas toujours de même. Que deviendra donc une

une république si elle n'a pas en elle-même un corps toujours subsistant, qui conserve religieusement le dépôt des lois, de la politique et du caractère national, comme les Vestales conservoient le feu sacré de Vesta? Analysons, je vous prie, monsieur, les histoires de Lacédémone et de Rome, et vous verrez, je crois, évidemment, que ces deux républiques n'ont dû les vertus, la politique, la sagesse, la constance et le caractère en un mot que nous admirons, qu'à l'établissement de ce sénat perpétuel qui en étoit l'ame. Par là l'aristocratie et la démocratie étoient tenues en équilibre, et il en résultoit une forme mixte qui conservoit les avantages des deux gouvernemens, sans avoir aucun de leurs vices. J'ai vu avec beaucoup de plaisir dans la constitution de New-York, que cette république s'est fait un conseil composé de vingt-quatre membres, dont les quatre plus anciens sortiront tous les ans, et seront suppléés par une nouvelle élection de quatre candidats, qui sans effort prendront naturellement l'esprit du corps dans lequel ils entrent, et les transmettront à leurs successeurs en sortant de place.

Malgré la sévérité amicale avec laquelle j'ai examiné les lois de Pensilvanie, je suis pénétré du plus profond respect pour les législateurs qui les ont portées. On voit en mille endroits une connoissance profonde des droits de la nature et du cœur humain; mais je le répète, dans un moment où vous étiez enfin forcés de ne plus reconnoître l'autorité de l'Angleterre, et qu'il falloit se hâter de former une constitution pour prévenir l'anarchie, et déconcerter les vues criminelles des partisans que les Anglais avoient parmi vous, on n'a pas eu le tems d'arranger de la manière la plus parfaite toutes les parties du gouvernement. Les législateurs peuvent revenir sur leurs pas; l'amour de la patrie les y invite, et je ne doute pas qu'ils ne donnent à la Pensilvanie le gouvernement le plus convenable à sa situation présente, en s'occupant cependant de l'avenir.

La forme du gouvernement établie dans la république de Massachussets est calquée sur le gouvernemens d'Angleterre, mais elle est beaucoup plus sage. Ce qu'on appelle parlement chez les Anglais est appelé chez vous, monsieur, cour générale. Elle est com-

posée d'un sénat qui représente la chambre haute d'Angleterre, et d'une chambre de représentans qui jouit des mêmes droits que la chambre des communes à Londres. Chacune de ces deux chambres peut dresser des bills à part ; on se les communique mutuellement, et ceux qui sont adoptés à la pluralité des suffrages par les deux chambres, sont adressés au gouverneur qui les approuve, en y mettant sa signature, ou qui les renvoie en exposant les raisons qui l'ont empéché d'y donner son consentement. Cependant si les deux chambres persistent dans leur résolution, et que les bills dans un second examen soient encore approuvés, non pas simplement à la pluralité des voix, mais par les deux tiers des membres présens ; alors les bills rejetés par le gouverneur ont force de loi. Il en est de même si le gouverneur tarde plus de cinq jours à faire connoître son sentiment ; par son silence il est censé tout approuver.

Il me semble que cette administration est bien plus sage que celle d'Angleterre. Un gouverneur annuel, qui devant bientôt rentrer dans la classe des simples citoyens, ne peut avoir

aucun intérêt d'augmenter sa prérogative, qui est éclairé par un conseil qu'on lui a donné, qu'il n'a pas choisi et ne peut disgracier à son gré ; un magistrat, en un mot, qui n'a par sa fortune aucun moyen d'acheter les suffrages de la cour générale, ni d'en corrompre les membres en tentant leur ambition par des titres et des dignités, n'est point l'ennemi de la liberté publique, comme un roi d'Angleterre à qui ses passions donnent des intérêts contraires à ceux de la nation, qui mine sans cesse et sourdement les droits des grands et de la commune ; et qui en avançant peu-à-peu vers le pouvoir absolu par le moyen de la corruption, énerve les ames, affoiblit le sentiment de la liberté, et trouvera enfin un moment où en agissant avec vigueur et dureté, il étonnera et consternera les Anglais, comme Henri VIII, et leur apprendra à plier sous le poids de son sceptre.

D'ailleurs, je fais attention que le roi d'Angleterre ayant la prérogative du *veto*, gêne, arrête, captive la puissance législative qui ne peut pas porter les lois nécessaires à sa sureté. Le parlement obligé de négocier ne

peut agir avec la simple et noble fermeté qui lui convient. Réduit à une défensive qui doit à la longue le perdre, il ne peut y renoncer sans exposer l'état aux plus grands désordres, et remettre sa destinée au sort toujours incertain des armes. Le gouverneur de Massachussets ne fait au contraire que des remontrances à la puissance législative ; c'est un ressort qui n'en retarde l'action que pour la rendre plus salutaire, en prévenant toute précipitation, tonte surprise et tout engouement. La censure que les deux chambres de la cour générale exercent l'une sur l'autre, en pouvant rejeter mutuellement leurs bills, est, si je ne me trompe, favorable à la stabilité du gouvernement; elle arrête le goût des nouveautés, elle inspire aux citoyens un plus grand attachement et un plus grand respect pour les lois ; et l'examen qu'on attribue au gouverneur de Massassuchets n'est propre qu'à assurer tous ces avantages.

Peut-être aurez-vous le chagrin, monsieur, de voir la Pensilvanie se livrer à tous les caprices de la démocratie, tandis que le gouvernement de Massachussets s'affermira sur ses principes. Vous avez eu la sagesse, en for-

mant une république nouvelle qui secouoit le joug d'un maître dur et qui vous immoloit à ses intérêts mal-entendus, de ne présenter aux esprits que des lois qui se lient sans effort à toutes les idées auxquelles ils étoient accoutumés, et qui loin de blesser les anciennes habitudes, ne servent qu'à rendre la liberté plus agréable et plus tranquille. Vos concitoyens n'ont point éprouvé le soubresaut que les Pensilvaniens ont souffert dans la révolution de leur gouvernement. Sur une base démocratique qui assure à la multitude sa liberté, sans lui donner des espérances trop audacieuses, vous avez établi une aristocratie qui par sa nature est moins remuante, plus égale à elle-même, et que les mœurs de l'Amérique trop semblables à celles de l'Europe rendent aujourd'hui nécessaire. Tandis que la Pensilvanie, emportée loin de ses opinions, de ses lois et de ses habitudes familières, peut s'enivrer d'une liberté démocratique dont elle ne connoît pas les ressorts, et qu'elle confondra vraisemblablement avec la licence, la république de Massachussets, plus mesurée dans ses opérations, parce qu'elle n'aura à concilier que des

intérêts moins opposés, affermira son gouvernement et son caractère.

Je ne doute point que les personnes qui ne pensent qu'à la dignité et aux droits communs que tous les hommes tiennent de la nature, ne préfèrent le gouvernement de Pensilvanie à celui de Massachussets. Mais je ne suis pas moins persuadé qu'elles changeront de sentiment, si abandonnant leurs spéculations métaphysiques, elles étudient l'esprit humain si borné dans la plupart des hommes. Il semble en effet par la manière dont la nature leur dispense inégalement ses faveurs, qu'elle prépare elle-même la subordination dont la société ne peut se passer. C'est donc en se conformant à ses lois, que nous devons établir les nôtres, et ne pas donner le pouvoir de conduire à ceux qu'elle a destinés à être conduits. Qu'on descende dans notre cœur pour y démêler le germe de toutes les passions qui cherchent continuellement à se développer; qu'on étudie la force de nos habitudes qui obscurcissent les lumières de notre raison, et finissent par nous rendre chers des abus que nous aurions crus intolérables; et l'on sera convaincu que la politique la plus sage est celle

qui se prête le plus aux besoins des circonstances pour en tirer le meilleur parti possible. Je ne puis trop le répéter ; à mesure que les mœurs se relâchent, les lois et le pouvoir doivent être plus resserrés, et le gouvernement confié à moins de mains. En effet, monsieur, ne voit-on pas clairement dans toutes les révolutions des états qu'une démocratie corrompue les conduit malgré eux à l'aristocratie, et que ce gouvernement à son tour devient oligarchique pour finir par la monarchie? Voilà où nous mène la marche des passions, si on les laisse faire ; et c'est à les retenir dans leur cours, et à les diriger vers une fin utile, c'est-à-dire, honnête, que consiste tout l'art de la législation.

C'est à vous, monsieur, qui connoissez les progrès que les vices d'Europe ont faits dans vos états, de juger du gouvernement qui leur convient le mieux. Pour moi, je n'ai que des lumières fort incertaines sur cette matière. J'ai ouï dire que les Pensilvaniens sont beaucoup plus cultivateurs que commerçans, et ne connoissent point ces fortunes disproportionnées et trop grandes qu'on ne rencontre que trop dans

la république de Massachussets. Soit; mais cela suffit-il pour justifier leur démocratie ? Je sais que l'agriculture donne des mœurs beaucoup plus simples et plus pures que le commerce; mais je vois que le port de Philadelphie ouvre une porte favorable à l'industrie et au commerce. Si les richesses que donnent les terres sont agréables et chères aux Pensilvaniens, pourquoi négligeront-ils de les augmenter en suivant l'exemple des Bostoniens ? Je demande quelles mesures les lois ont prises pour les arrêter sur le bord du précipice. Je demande en second lieu, si dans un gouvernement tout populaire, il est possible d'en prendre. Ce seroit un miracle du premier ordre, si un peuple qui cultive péniblement la terre pour s'enrichir, qui aura bientôt des atteliers et des ouvriers pour travailler et façonner les matières premières, afin de favoriser l'agriculture même et de hâter ses progrès, est capable de ne pas se laisser entraîner par le sentiment dont il sera affecté. C'est à la loi, c'est au gouvernement à venir à son secours. Je demande encore quelles seront alors les ressources de la démocratie. Je m'arrête long-tems sur cet article,

monsieur, parce que je désire de tout mon cœur, que la Pensilvanie se donne, ou adopte des principes politiques plus proportionnés à ses besoins, aux circonstances présentes et aux malheurs dont elle est menacée.

J'en reviens à Massachussets, monsieur, et je vois avec plaisir que le gouvernement tient éloignés de lui tous ces hommes qui n'ont pour fortune que leur bras, et ne peuvent que troubler l'administration politique, si on leur accorde quelque autorité. C'est peut-être par cette même raison, que les républiques anciennes qui connoissoient si bien les devoirs de l'humanité entre les citoyens, en ont blessé les droits, en admettant des esclaves qui n'étoient rien dans l'état, et soumis à la volonté seule de leurs maîtres. Avec plus de sagesse, les pauvres sont chez vous sous la protection des lois, et ils peuvent espérer qu'avec leur travail et leur économie, ils pourront un jour s'élever à la dignité de contribuer aux choix des sénateurs, des représentans et même du gouverneur. Cette espérance leur rend leur condition agréable; ils aimeront l'état à cause du bien qu'ils en attendent, et vous ne craindrez point

ces soulèvemens d'esclaves dont l'histoire ancienne nous parle. En exigeant une fortune très-différente pour entrer dans la chambre du sénat, et dans celle des représentans, vous avez empêché par un sage équilibre que les plus riches citoyens n'attirassent à eux toute l'autorité. C'est là, je crois, l'arrangement le plus propre qu'on pût prendre pour tempérer l'aristocratie par une sorte de mélange de la démocratie.

Il est très-sage que la cour générale, composée des sénateurs et des représentans, soit chargée de nommer les neuf conseillers qui sont revêtus de la puissance exécutrice, conjointement avec le gouverneur et son lieutenant. Après ce que j'ai dit du conseil de Pensilvanie, vous ne serez pas surpris, monsieur, si je prends la liberté de condamner celui de Massachussets, encore moins nombreux, et qui se renouvellera entièrement toutes les années. Il ne faut pas se le déguiser; une aristocratie, sans un conseil où se conservent et se perpétuent continuellement les mœurs, l'esprit, le caractère et les principes de l'état, est un véritable monstre en politique. A quelle fluctuation ne seroit-on pas

exposé ? La république, en adoptant successivement les opinions et les fantaisies de ses magistrats, n'inspireroit aucune confiance ni à ses citoyens, ni aux étrangers. Ce défaut seul est capable de déranger toute l'harmonie de votre gouvernement.

Je l'avoue, monsieur, je sens un attrait particulier pour la république de Georgie. Cette colonie est nouvelle, elle occupe un grand territoire, et l'on me dit que le nombre de ses habitans ne monte pas à quarante mille. Quelles heureuses circonstances pour établir une république chez un peuple qui n'est encore occupé qu'à chercher ses richesses dans le défrichement des terres voisines de ses habitations ! Toutes ses idées doivent naturellement se porter du côté de l'agriculture, qui donne seule aux hommes l'abondance, conserve la simplicité de leurs mœurs, et dispose leur ame aux grandes choses. Aussi a-t-on vu cette colonie si foible, et plus exposée que toute autre aux malheurs de la guerre, ne se point démentir, et donner l'exemple du courage et de la prudence.

Si j'avois été assez heureux pour être un citoyen de Georgie, je crois que

dans l'assemblée qui en rédigea la constitution, j'aurois fait tous mes efforts pour affermir plus solidement cet esprit de modération, de modestie, dont il me semble que mes concitoyens, malgré leurs mœurs, ne connoissent pas assez le prix. « Mes frères, mes amis, aurois-je dit, rendons graces à la providence d'avoir conduit l'Amérique à l'heureuse révolution qui assure son indépendance, avant le temps que devenus trop nombreux et trop riches, il nous auroit peut-être été impossible d'assurer notre liberté sur des fondemens inébranlables. Nous nous trouvons en assez petit nombre pour pouvoir nous entendre; et nos mœurs, que des besoins inutiles n'ont pas corrompues, nous permettent encore d'établir dans notre république naissante les vrais principes de la société, d'élever une barrière entre nous et les vices qui ne permettent pas de prendre la route qui conduit au bonheur, ou qui la font bientôt abandonner. Les hommes n'ont de véritables richesses que les productions de la terre; voulons-nous être solidement heureux? apprenons à nous contenter des fruits que nous devons à notre travail; ils nous suffiront et ne nous manqueront

jamais. Prenons des mesures pour que rien ne soit capable d'altérer cette précieuse vérité que nous connoissons encore, mais que l'exemple contagieux de nos voisins peut bientôt nous faire oublier.

Je vois avec chagrin, continuerois-je, que vous ordonniez de graver sur le sceau de la république une belle maison. J'aimerois mieux qu'il ne présentât qu'une maison simple et modeste, qui rappeleroit à notre postérité des mœurs sans luxe et sans faste qui ont fondé cet état et qu'ils doivent imiter. Je verrai avec plaisir dans l'empreinte de ce sceau un champ de blé, une prairie couverte de gros et de menu bétail, une rivière qui la traversera. A ces images qui peignent votre caractère, pourquoi voulez-vous ajouter un vaisseau qui vogue à pleines voiles ? Songeons qu'il sera pour nous la boîte de Pandore : craignons de nous familiariser avec ces idées d'une fausse prospérité, et que nous n'imprimerions que trop facilement dans la raison encore peu formée de nos enfans. Plût-à-Dieu que jamais aucun vaisseau, en nous apportant des besoins et des plaisirs inconnus, ne vienne nous dégoûter d'une simplicité qui peut suffire à notre

bonheur ! Plût-à-Dieu fussions-nous enfoncés dans les terres, et n'eussions-nous à craindre de tous côtés que le voisinage des sauvages bien moins dangereux que la mer qui baigne nos côtes ! Pourquoi cherchons-nous à favoriser les ports de Savannah et de Sunbury, en permettant à l'un d'envoyer quatre représentans à la chambre d'assemblée, et à l'autre deux pour représenter et favoriser leur commerce ? Gardons-nous de suivre l'exemple de cette malheureuse Europe qui a voulu établir sa force, sa puissance et son bonheur sur des richesses qui devoient l'affoiblir et l'appauvrir. Si nous regardons le commerce comme l'objet et la fin d'un état florissant, il faut dès ce moment renoncer à tous les principes d'une bonne politique, ou nous attendre qu'après les avoir établis, ils seront bientôt renversés. Si nous voulons encourager les vertus dont nous avons besoin, et les faire aimer à nos enfans, accordons des honneurs, des récompenses, des distinctions aux cultivateurs les plus habiles et les plus laborieux, et qui pour apprendre à défendre leurs possessions, se délasseront des travaux de la charrue par les exercices glorieux de la milice. Ne songeons

point à attirer parmi nous une grande multitude d'hommes ; ils ne vaudroient pas une poignée de bons citoyens qui auront de l'ame et de la vertu. »

Je m'arrête à regret, monsieur, et je me contenterai d'ajouter ici quelques remarques sur la constitution de la Georgie. Il me semble que cette république tient un milieu entre la politique de Pensilvanie et celle de Massachussets. Il ne suffit point d'y payer les taxes de l'état pour être élevé a la dignité de représentant ; mais la fortune qu'on exige est trop modique pour ne pas s'accorder avec la démocratie. D'un autre côté, les législateurs s'éloignent de l'aristocratie en n'établissant point comme ceux de Massachussets deux chambres pour exercer la puissance législative : on voit que l'égalité leur est chère, puisqu'ils ne veulent pas regarder comme citoyen tout habitant qui n'aura pas renoncé d'une manière authentique à ces titres particuliers qu'une petite vanité a imaginés, et qui semblent désigner en Angleterre une sorte de noblesse. Je m'informerai avec empressement de toutes les nouvelles qui pourront intéresser la Georgie. Si on me dit qu'elle s'oppose à la corruption, non pas par

des lois vagues, mais par des établissemens qui favorisent et protégent les mœurs j'augurerai bien de sa fortune. On verra disparoître les défauts qu'on peut reprocher à ses lois actuelles, ou ces défauts n'auront aucune influence fâcheuse.

Les lois portées par la chambre des représentans seront soumises à l'examen du gouverneur et de son conseil chargés de la puissance exécutrice. Leurs remontrances seront portées à la puissance législative par un comité qui exposera les changemens que demande le gouverneur, et les motifs qui le rendent nécessaires. Pendant cette conférence des deux pouvoirs, le comité sera assis et couvert, et les représentans auront la tête nue à l'exception de l'orateur de la chambre. Voilà le monde renversé, et il est extraordinaire que les agens, les commis, les gens d'affaires de la république paroissent devant leur maître souverain avec les marques de la prééminence et de la supériorité. Je sais fort bien qu'un chapeau de plus ou de moins ne prouve rien chez un peuple assez vertueux pour aimer également les lois et la liberté. De ce vain cérémonial, on conclura simplement qu'on

a voulu apprendre aux représentans le profond respect qu'ils doivent aux ministres des lois, lorsqu'en se séparant, ils seront rentrés dans la classe des simples citoyens. Mais chez un peuple corrompu, où la vanité et l'ambition ne travaillent qu'à saper les fondemens de l'égalité, il n'en faudroit pas davantage pour tout perdre. Les plus légers prétextes suffisent à des passions pour se faire des prétentions qui deviendront insensiblement des droits qu'on défendra par toutes sortes de moyens.

A Passy, 6 Août 1783.

LETTRE III.

Remarques sur quelques objets importans, relatifs à la législation des Etats-Unis d'Amérique.

IL seroit inutile, monsieur, d'entrer dans un examen particulier des lois par lesquelles les autres Etats-Unis d'Amérique ont établi chez eux la puissance publique; je tomberois nécessairement dans des répétitions inutiles et fastidieuses : il me semble que ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire dans ma lettre précédente, en vous entretenant de trois républiques que j'ai étudiées d'une manière plus particulière, peut s'appliquer à toutes les autres. J'ajouterai que si les citoyens de Massachussets, de Pensilvanie et de Georgie travailloient dans un nouvel examen de leurs constitutions, à mieux proportionner les lois aux besoins des circonstances dans lesquelles ils se trouvent; s'ils s'occupoient autant de l'avenir que du moment présent; si leurs réglemens établissoient un équilibre plus juste entre

la puissance législative et la puissance exécutrice, si l'ambition du peuple moins excitée par les droits et les espérances que lui donne la démocratie, ne devoit jamais avoir besoin de faire des efforts convulsifs pour défendre sa dignité; si les riches voyoient devant eux assez d'obstacles pour ne pas oser choquer leurs inférieurs; ces républiques serviroient de modèle aux autres qui seroient à leur tour plus retenues dans leur conduite, et profiteroient sans doute des exemples mis sous leurs yeux. Cependant, s'il s'y élevoit encore quelques troubles, les autres s'offriroient comme médiatrices; la réputation de leur sagesse donneroit du poids à leur négociation, et peu-à-peu les bons principes s'établiroient dans toute la confédération.

Les trois républiques, dont j'ai eu l'honneur de vous parler, sont les seules qui aient senti le prix des mœurs et d'une bonne éducation, ou du-moins qui en aient parlé. Les législateurs de Machassussets ne songent pas seulement à étendre les lumières de notre esprit; ils veulent encore qu'on grave profondément dans le cœur des enfans les principes de l'humanité et de la bienveillance

générale, de la charité publique et particulière, de l'industrie, de la frugalité, de l'honnêteté, de l'exactitude dans les procédés, de la sincérité, de toutes les actions sociales, et de tous les sentimens généreux. Je ne vois là qu'une déclamation vague, si la république ne se hâte par des établissemens réels de mettre en pratique cette belle théorie; car toutes les vertus qui auroient été inspirées aux jeunes enfans par leur première éducation ne subsisteroient pas long-tems, si, en entrant dans le monde, les mœurs des citoyens leur donnoient des leçons contraires. Je vois donc avec chagrin, monsieur, que des législateurs si sages dans un moment n'établissent nulle part des règles constantes en faveur des bonnes mœurs. Ils veulent au-contraire favoriser les progrès du commerce et ouvrent une porte à l'avarice, en ordonnant par exemple, qu'on fasse au gouverneur un traitement honorable qui suffise amplement aux besoins de son état.

Je voudrois au-contraire qu'à mesure que les dignités sont plus importantes, on leur attribuât des appointemens moins considérables; je voudrois même qu'elles n'en eussent aucuns. Les Amé-

ricains ne sont plus sujets du roi d'Angleterre ; ils sont aujourd'hui des hommes libres ; et si mon opinion leur paroissoit aussi dure et aussi sauvage qu'elle peut le paroître en Europe, je ne pourrois m'empêcher d'en tirer un mauvais augure pour l'avenir. L'argent peut faire les grands seigneurs dans une monarchie, mais il avilit les magistrats dans une république ; ce n'est ni la cupidité, ni le luxe, ni le faste qui les honorent. On aime bien peu la patrie, quand on demande des salaires pour la servir. Quand on l'aime peu, on est un citoyen peu estimable, et quand on est un citoyen peu estimable, par quel prodige pourroit-on être un excellent magistrat ? Pourquoi un gouverneur, qui doit jouir par lui-même d'une fortune honnête, ne pourroit-il pas être assez libéral pour accorder une ou deux années de sa vie aux besoins de sa république ? Voici le moment critique pour les Américains : si les mœurs sont déjà telles qu'il faille acheter des magistrats, ce détestable principe devenant l'esprit général des citoyens les aviliroit tous. Que la république de Massachussets ait le courage de détruire la loi dont je me plains ; que le premier

magistrat fasse éclater une fois son désintéressement ; et tous les citoyens qui aspirent à l'honneur de lui succéder auront la même générosité, et cette vertu deviendra enfin familière et commune. Mais permettez-moi d'ajouter que pour la conserver, il faut encourager les citoyens à ne pas rougir de leur simplicité. Il faut par des lois somptuaires et favorables aux mœurs, prévenir le progrès du luxe, diminuer les besoins de la mollesse et de la vanité, passions qui ne connoissent point de bornes, qui perdent enfin les monarchies mêmes, et détruisent en un instant les républiques. C'est par cette discipline publique et générale que sera véritablement achevée l'éducation de vos enfans.

La Caroline septentrionale et la Georgie entrevoient l'utilité de l'éducation, et ne disent pas un mot des mœurs ; est-ce que ces deux états n'en connoissent pas le pouvoir ? *Quid leges sine moribus vanæ proficiunt ?* On voit avec plaisir que les législateurs de Pensilvanie se sont occupés de cet objet ; mais en louant les vertus il falloit prendre des mesures pour les faire aimer. C'étoit une chose d'autant plus

importante, que plus un gouvernement est démocratique, plus les mœurs y doivent avoir d'empire. Le peuple, plutôt conduit par ses habitudes que par ses lumières qui sont toujours foibles et mêlées d'une foule de préjugés, s'y laisse emporter par la fougue de ses passions et de ses opinions, et ne connoît point ces différens tempéramens auxquels les principaux citoyens d'une aristocratie sont accoutumés par leurs propres intérêts. Mais la Pensilvanie ne pourvoira utilement aux mœurs publiques qu'autant qu'elle s'appliquera à corriger les principaux citoyens des vices qui doivent leur être le plus naturels. Pour y travailler avec quelque succès, il faudroit certainement ne pas borner l'autorité du conseil des censeurs à examiner si la constitution a été conservée sans la moindre atteinte.

Ce conseil, qui doit s'assembler tous les sept ans, paroît d'abord assez favorable à la tranquillité publique. On a espéré sans doute que cet établissement donneroit de la patience aux citoyens qui auroient de justes sujets de plaintes, et que l'espérance de voir bientôt réparer les torts qu'on leur auroit faits, les empêcheroit de cabaler,

ler, d'intriguer, ou de prendre des partis violens. Mais je demande quelle sera la conduite, quel sera le pouvoir de ces censeurs dont la Pensilvanie attend la perpétuité de ses lois et de son gouvernement, s'ils ne sont pas secondés par les mœurs générales de la république ? Ils éprouveront sans doute le sort des censeurs romains qui, après avoir rendu de si grands services à leur patrie, lui devinrent inutiles, quand la corruption qui faisoit mépriser les lois les obligea à se taire. Si on vouloit que le conseil des censeurs de Pensilvanie pût remplir les devoirs dont il est chargé, il auroit nécessairement fallu joindre au pouvoir dont il est revêtu le soin de pressentir les abus, d'être attentif aux symptômes qui annonceroient quelque vice nouveau, et de venir au secours de quelque coutume honnête, de quelque usage louable et de quelque vertu qui paroîtroit s'altérer et s'affoiblir. J'avoue même que malgré ces précautions je ne serois pas entièrement rassuré. Pour peu qu'on ait réfléchi sur la nature, le cours, la marche et les progrès des passions, on voit qu'elles ont besoin d'être soumises à une censure vigilante,

attentive et perpétuelle. Si la Pensilvanie ne commence pas par prendre les mœurs sous sa protection, les encourager, écarter ce qui peut leur nuire, je craindrai qu'un conseil qui ne s'assemble que tous les sept ans pour réparer les torts faits à la constitution et la raffermir sur ses principes, ne soit de tous les conseils le plus inutile; il sera lui-même emporté par le torrent des mœurs publiques.

Quoique je ne doute point, monsieur, que vous ne soyez persuadé que sans le secours des mœurs toutes les lois sont superflues, permettez-moi d'être un peu long sur cet article. Je prierai les États-Unis de faire attention qu'ils ont d'autant plus besoin des secours de la morale et des établissemens par lesquels elle sait rendre agréable et chère aux citoyens la pratique des vertus les plus nécessaires, que vous ne pouvez presque tirer aucun avantage de la religion, que la politique de tous les peuples a cependant regardée un des plus puissans ressorts qui font mouvoir le cœur humain et dirigent notre esprit.

Vos pères ont jeté les premiers fondemens de vos colonies dans le tems

que l'Angleterre occupée, ainsi que le reste de l'Europe, des controverses théologiques, étoit déchirée par des guerres de religion. Ils fuirent d'une patrie où régnoit le fanatisme, et pleins d'une juste horreur contre l'absurde tyrannie qu'on exerçoit sur les consciences, ils regardèrent comme le comble du bonheur la liberté de servir et d'honorer Dieu de la manière que chacun croiroit la plus raisonable. Cette manière de penser devint le premier principe de la doctrine et de la conduite de vos pères; et leurs enfans la sucèrent, pour ainsi dire, avec le lait de leurs nourrices. Il paroît par vos constitutions que cette liberté indéfinie de conscience forme encore l'opinion publique et générale de vos républiques. Mais les circonstances ne sont plus les mêmes; vous n'obéissez plus aux Anglais qui pourvoyoient à votre sureté; vous êtes obligés de vous gouverner aujourd'hui par vous-mêmes; et peut-être qu'en accordant les mêmes droits à toutes les sectes différentes et qui se sont accoutumées et familiarisées les unes avec les autres, il auroit été nécessaire de restreindre un peu votre extrême tolérance pour prévenir les abus qui en peuvent résulter.

Puisque la religion exerce sur l'esprit des hommes le pouvoir le plus absolu, il seroit sans doute de la plus grande utilité que tous les citoyens d'un état, réunis par un même culte, obéissent aux mêmes lois divines, comme ils obéissent aux mêmes lois politiques ; par-là, la religion joindroit ses forces à celles du gouvernement pour les rendre heureux. Je sais, monsieur, que les États-Unis ne peuvent plus aspirer à cet avantage. L'évangile qui sert de règle commune et générale à toutes les sectes qui vous séparent de communion, vous ordonne la paix et l'amour du prochain ; et le gouvernement qui rapproche tant de religions différentes, les protège toutes pour se conformer aux règles de la charité chrétienne. Mais permettez-moi de vous demander si vos républiques ont pris des mesures convenables pour que d'autres nouveautés religieuses que vous ne connoissez pas encore, et dont vous devez vous défier, ne viennent troubler votre repos et renouveler en Amérique les tragédies sanglanres dont l'Europe n'a été que trop long-tems le théâtre.

On ne peut certainement point blâmer que vous ayez réduit les ministres de la religion à l'enseigner ; vous leur

avez dit, avec Jésus-Chrit, que leur royaume n'est point de ce monde. Plût au ciel que les empereurs, les rois, les princes qui embrassèrent le christianisme, en échange des biens spirituels que leur donnoient les ministres de la religion, ne les eussent point accablés de richesses, de dignités, de grandeurs temporelles ! c'étoit semer l'ivraie dans le champ du père de famille, et cette ivraie a en effet étouffé le bon grain; le spirituel a obéi au temporel.

Les législateurs de la confédération américaine se sont bien préservés de ce défaut. Les ministres des différentes religions que vous admettez ne jouissent que de la protection que les lois doivent à tout homme pour sa sureté; mais ils ne sont point citoyens, puisqu'ils n'ont aucune part à l'administration publique ou politique des affaires. D'ailleurs la médiocrité de leurs honoraires attiédit toutes leurs passions. De grandes possessions ne les invitent pas comme en Europe à confondre d'abord et ensuite à préférer leurs intérêts temporels à ceux de la religion; voilà un grand bien. Mais pourquoi flétrir en quelque sorte des hommes chargés d'enseigner la morale? Vous

paroissez vous défier d'eux ; c'est les inviter à ne pas aimer vos lois. Que vous en auroit-il coûté, pour marquer l'estime que vous devez sans doute à plusieurs ministres de vos religions ? Il suffisoit de leur permettre de voter dans vos élections, et de ne les exclure de toute charge publique que sous prétexte de ne les point distraire des fonctions importantes dont ils sont chargés. C'est ainsi qu'en Europe on s'est quelquefois débarrassé des ecclésiastiques dont le pouvoir incommodoit, ou qui oublioient trop la sainteté de leur ministère.

Mais je passe à une observation plus importante. Ne craignez-vous point, monsieur, que de ce mélange de tant de doctrines diverses il ne naisse une indifférence générale pour le culte particulier de chacune de ces religions ? Ce culte cependant est nécessaire pour ne pas tomber dans un déisme, qui ne peut rassurer la politique que quand il se trouve dans des hommes élevés au-dessus de leurs sens, et en état de méditer par eux-mêmes sur la sagesse de Dieu, et de connoître ce que la morale exige d'eux. Ces déistes peuvent être vertueux, mais le culte au-

quel ils ont été accoutumés en naissant leur devient peu-à-peu indifférent ; ils le négligent, et leur exemple détruit tout esprit de religion dans cette foule de citoyens qui sont incapables d'y suppléer et de se faire des principes. Il s'établit alors dans la multitude une espèce d'athéisme grossier qui hâte la ruine des mœurs. Attaché à la terre, le peuple n'élève plus la pensée au ciel, et oublie le souverain magistrat de l'univers.

Pourquoi lis-je dans les lois des Pensilvaniens, « qu'aucun homme qui reconnoît l'existence d'un Dieu ne peut être justement privé d'aucun droit civil comme citoyen, ni attaqué en aucune manière à raison de ses sentimens en matière de religion, ou de la forme particulière de son culte » ? En s'en tenant à la religion chrétienne, peut-on craindre raisonnablement qu'elle n'offre pas assez de sectes parmi vous pour contenter tout le monde ? Voulez-vous, sous prétexte de peupler plus promptement vos terres, y appeler les religions les plus étrangères ? Je n'ose point m'expliquer sur un pareil projet ; je dirai seulement que les plus grands législateurs ont toujours été bien moins

occupés à attirer beaucoup d'hommes dans leurs républiques, qu'à y former de bons citoyens et les unir par la même manière de penser. Songez, je vous prie, monsieur, que le caractère de votre confédération n'est encore qu'ébauché. Une guerre de sept ans n'a point donné à vos états un esprit national. Dans ces circonstances, ce seroit un grand malheur qu'une foule considérable d'étrangers vînt se jeter parmi vous, vous apporter ses préjugés, et retarder par-là le progrès des mœurs publiques qui doivent unir et lier les citoyens par une confiance mutuelle.

Apporter parmi vous de nouvelles religions, c'est y jeter une pomme de discorde, et réveiller cet esprit de dispute et de controverse que le tems à fait heureusement disparoître. Si ces religions nouvelles font des prosélites, comme on a tout lieu de le craindre, quand on connoît la sottise du peuple et son goût pour les nouveautés les plus extraordinaires et les plus bizarres, par quelle raison n'exciteroient-elles pas des haines, des jalousies et des querelles amères? Dans ce moment la république, il est vrai, n'y prendroit peut-être que peu de part, car les États-

Unis ne vont être d'abord occupés que des soins de leur commerce et de leur agriculture ; mais quand il se sera établi chez vous, ce qui n'arrivera que trop promptement, un ordre différent de dignité entre les familles ; quand vous aurez une population plus abondante ; quand vous serez exposés aux dissensions que doivent faire naître les querelles de la démocratie et de l'aristocratie ; je voudrois bien savoir pourquoi des citoyens avares, ambitieux, hypocrites et rusés n'associeroient pas ces partis naissans aux projets de leur ambition. Ce qui est arrivé en Europe me fait craindre pour ce qui doit arriver en Amérique. Les questions que Luther et Calvin agitoient n'auroient troublé que les écoles, si des hommes puissans, qui les méprisoient, n'eussent feint de les respecter pour se faire des partisans et se rendre assez forts pour troubler l'état et élever leur fortune particnlière.

Il me semble que les législateurs de la Caroline méridionale se sont plus écartés que tous les autres des principes qu'une saine politique se permet quand elle est obligée à tolérer plusieurs religions. Ils ont ordonné que « lorsque quinze personnes mâles, ou un plus

grand nombre âgées au moins de vingt-un ans, professant la religion protestante, conviendront de se former en une société pour l'objet du culte religieux, ils seront bien et duement autorisés à former un corps et une église particulière qui sera réputée et regardée en vertu des lois, comme de la religion de cet état ». L'esprit d'une pareille loi n'est pas, comme dans les autres États-Unis, de tolérer toutes les religions pour prévenir le fanatisme; au-contraire, elle n'est propre qu'à le tenir éveillé et lui donner des forces. La religion présente des vérités mystérieuses; et les craintes et les espérances qu'elle donne doivent fortement occuper toutes les personnes capables de penser. Il faut donc travailler à calmer les esprits et prévenir les controverses. La loi de la Caroline méridionale fait précisément tout le contraire. Tout le monde sait combien les hommes tiennent à leurs opinions particulières; combien il est doux de les voir adopter, et de régner sur la raison de ses disciples. Il paroît beau d'être le chef d'une secte; et puisque la Caroline permet à tout étourdi de vingt-un ans d'aspirer à cet honneur, en profitant de son

imagination, et de l'ignorance de quatorze autres étourdis comme lui, on doit être sûr qu'au-lieu d'avoir une religion raisonnable, elle n'aura que des enthousiastes et des illuminés.

Dès qu'une république admet dans son sein diverses religions qui, pour le bien de la paix, de l'union, de la concorde, de la charité, jouissent toutes des mêmes avantages et des mêmes prérogatives, je croirois qu'il faut nécessaiment que les ministres de ces religions aient la même liberté d'enseigner leur doctrine. Mais je désirerois que chaque église, après avoir exposé ses dogmes et sa discipline dans un catéchisme, ne pût ensuite y faire aucun changement, sous prétexte de s'exprimer avec plus de clarté, ou de présenter les vérités dans un meilleur ordre; il ne doit être permis d'y rien changer. Par-là on prévient dans chaque secte les disputes et les querelles, on empêche que les autres églises ne s'observent scrupuleusement pour juger si leurs droits ne sont pas blessés par ces nouveautés; les religions s'occuperont moins les unes des autres; et l'habitude de se voir sans mépris, sans inquiétude et sans haine, s'affermit davantage de jour en jour.

Les travers de l'esprit et du cœur humain sont si grands, le tems peut et doit amener des circonstances si variées et si bizarres, qu'on ne peut prendre trop de précautions contre le fanatisme ou contre l'indifférence que semble préparer la multiplicité des religions. Pourquoi donc le gouvernement n'auroit-il pas lui-même son catéchisme moral et politique qu'on apprendroit aux enfans en même tems qu'on les instruiroit des dogmes particuliers de leurs pères et du culte par lequel ils doivent honorer Dieu? Il seroit digne de la sagesse du congrès continental de composer un pareil ouvrage. Ce corps respectable de magistrats, sur lequel repose toute la prospérité des treize États-Unis d'Amérique, déclareroit donc que les saintes écritures étant entendues et interprétées d'une manière différente par des hommes qui ont cherché la vérité avec des intentions pures et des lumières égales, il croiroit outrepasser son pouvoir en voulant décider une question sur laquelle la providence divine ne se déclare pas d'une manière positive et sensible. Il est juste et il est pieux, diroit-il, que toutes les religions d'Amérique,

en adorant les profondeurs des jugemens de Dieu, se tolèrent mutuellement, puisque la providence les tolère toutes avec la même indulgence. Ne jugeons point nos frères dans la crainte de nous juger nous-mêmes. En faisant des prières sincères pour la révélation et la propagation de la vérité ; que les Américains observent avec fidélité le culte dans lequel ils ont été élevés. S'ils se trompent, qu'ils soient persuadés que la bonté divine fera grace à l'erreur d'un homme qui croit de bonne foi obéir à la vérité. On peut se tromper aisément dans les rapports de la religion avec Dieu, parce qu'ils sont enveloppés de mystères ; mais les rapports de la religion avec la société sont connus de la manière la plus évidente. Qui peut douter que Dieu n'ait voulu unir tous les hommes par le lien de la morale et des vertus sur lesquelles est fondé le bonheur de chaque citoyen et de la société.

Je sais, monsieur, ce que la religion dominante en Europe peut dire contre un pareil catéchisme : aussi n'est-ce point en théologien que je parle, et je me borne à dire qu'il est une suite nécessaire de la tolérance dont vous ne

pouvez vous écarter. Vous sentez que toutes vos religions auroient les unes pour les autres l'indulgence que vous désirez. Les enfans imbus de bonne heure de cette doctrine en conserveroient les principes pendant toute leur vie : les citoyens seroient attachés à leur religion, parce qu'ils en attendroient de grands biens dans une seconde vie, et n'auroient point une haine indiscrète contre les autres religions, parce qu'elles procureroient à leurs sectateurs les mêmes récompenses et le même bonheur.

Je désirerois que pour former et fixer le caractère national, le catéchisme du congrès continental ne s'en tînt pas là. Pourquoi cet ouvrage, sans cesser d'être à la portée des enfans et des hommes qui doivent leur ressembler pendant tout le cours de leur vie par la pesanteur ou la légéreté de leurs organes et de leur esprit, ne deviendroit-il pas un traité complet de morale ? Il est aisé d'exposer la nature de tous nos devoirs d'une manière simple, courte et sensible, et chaque homme pourra en tirer plus ou moins de conséquences, suivant que la nature lui aura donné plus ou moins de facultés intellectuelles.

Après avoir fait connoître les devoirs de l'homme comme homme, on le considéreroit comme citoyen, et de ce nouveau rapport, on verroit naître de nouvelles vertus, à la tête desquelles seroit l'amour des lois, de la patrie et de la liberté. Je ferois voir ensuite par des images et des exemples sensibles, comment ces trois vertus ont besoin les unes des autres pour conserver toute leur dignité. Elles s'égarent et se dégradent toujours, si elles ne sont pas toujours unies. Je ne voudrois point, monsieur, de raisonnemens métaphysiques; il s'agit d'éclairer les simples, et de fournir des principes aux philosophes qui voudront former des magistrats à la république; discuter le pouvoir de nos passions, leur cours, leur marche, leur union, remonter à l'origine de nos vertus et de nos vices, et nous rendre précautionnés contre nous-mêmes, en nous montrant combien nous sommes enclins à nous laisser tromper par les apparences fausses du bonheur et du malheur.

Je me suis étendu fort au long, monsieur, sur ce catéchisme, dont je ne vous offre cependant qu'une légère esquisse; mais je le demande au congrès

continental, non-seulement parce que je crois que chacune de nos républiques en retirera un grand avantage pour l'administration de ses affaires particulières ; mais parce qu'il servira encore à resserrer leur union, en leur donnant à-peu-près la même manière de penser. J'ajouterai pour mieux faire connoître la nécessité de cet ouvrage, qu'il est très-dangereux d'établir par une loi la liberté la plus absolue de la presse, dans un état nouveau qui a acquis sa liberté et son indépendance, avant que d'avoir l'art ou la science de s'en servir. Il est vrai que sans la liberté de la presse, il ne peut y avoir de liberté de penser, et que nos mœurs par conséquent et nos connoissances ne peuvent faire aucun progrès. Accordez tout aux savans qui étudient les secrets de la nature, qui cherchent la vérité dans les débris de l'antiquité et les ténèbres des tems modernes, ou qui écrivent sur les lois, les réglemens, les résolutions, et les arrangemens particuliers de la politique et de l'administration : leurs erreurs ne tirent point à conséquence ; leurs discussions telles qu'elles soient, aiguisent notre entendement, l'accoutument à une marche réglée,

et jettent des lumières utiles à la morale et à la politique.

Mais les Américains étant trop familiarisés avec les idées philosophiques, les opinions et les préjugés de l'Angleterre, pour s'en détacher subitement, comment pourroit-on espérer qu'ils ne continuassent pas à tirer des conséquences dangereuses des erreurs qu'ils regardent comme autant de principes, s'ils avoient la liberté de tout imprimer, avant que le congrès continental eût établi les vérités qui doivent former la morale, la politique et le caractère de la confédération ? Tandis que vos républiques n'ont point encore créé chez elles un conseil, ou un sénat pour leur servir de *palladium*, conserver et perpétuer le même esprit, à quelle inconstance de doctrine, à quelles bizarreries, à quels désordres ne devriez-vous pas vous attendre, si chaque citoyen qui a quelque talent pour écrire, pouvoit impunément entretenir le public de ses rêveries, et attaquer les principes fondamentaux de la société ?

Ce n'est pas ainsi que sont gouvernées ces républiques anciennes qui méritent encore notre admiration. Elles se défioient de la foiblesse de l'esprit humain;

elles savoient combien le mensonge établit facilement son empire sur les hommes; elles connoissoient les passions dont la multitude est agitée dans une démocratie, et les passions plus sérieuses et plus constantes de l'aristocratie. De-là leur attention à les diriger ou à les opprimer, et à proscrire tout ce qui pouvoit porter quelque atteinte aux mœurs. Si l'impression leur avoit été connue, il n'est pas vraisemblable qu'elles eussent permis à des écrivains téméraires de publier des paradoxes dangereux pour faire du bruit, et de soulever les hommes incapables de penser, contre ceux à qui les lois confioient le gouvernement et le bien public. Sparte chassa de son territoire un poète qui avoit loué des plaisirs qu'elle méprisoit, et ne permit pas d'ajouter à la lyre une nouvelle corde qui auroit rendu ses sons tendres et efféminés. Rome regardoit les vers des Sybilles comme un livre sacré qu'elle consultoit dans les circonstances les plus difficiles; mais elle le confioit à des magistrats particuliers, et comprit qu'il seroit dangereux de le laisser entre les mains d'une populace incapable d'en pénétrer le sens et de l'ajuster aux maximes de la république.

Je crois, monsieur, que je ferois connoître toute l'importance de ma remarque, en rappelant ici combien est petit le nombre des hommes capables de penser par eux-mêmes et de discuter une opinion. Le reste est un amas d'enfans qui n'ont aucune idée à eux, qu'aucune absurdité ne choque, et dont l'entendement est tout entier dans leur mémoire. Si le gouvernement est fait pour diriger l'espèce de pensée de ces hommes, comme les pères sont destinés à conduire leurs enfans dont la raison n'est pas encore développée, n'est-il pas vrai qu'en ne ménageant pas la raison médiocre, commune et toujours enfantine de la plupart des citoyens, il ne seroit ni moins imprudent, ni moins coupable, qu'un père de famille qui ne garantiroit pas ses enfans des opinions dangereuses par lesquelles on pourroit égarer leur raison naissante et encore trop foible pour discerner la vérité, et ne la pas laisser tromper par de paradoxes et des mensonges ?

Si des sophistes, ou des esprits gauches en Amérique comme en Europe attaquent les vérités qui servent de fondement à la morale et à la politique ; si des hommes passionnés sacrifient les

premiers principes de la société à leurs intérêts particuliers ; si des écrivains sans mœurs apprennent aux citoyens à être sans crainte, sans honte, sans remords et sans honneur ; si d'autres vendent indifféremment le mensonge et la vérité ; pourquoi les passions moins hardies en Amérique qu'en Europe y produiroient-elles des effets moins funestes ? Voyez ce qui se passe dans notre monde : graces aux livres écrits pour faire aimer le vice, les mœurs ne connoissent plus aucune règle ; elles ont affoibli, ou plutôt détruit l'empire des lois : les gouvernemens en sont dénaturés, et la politique sans morale erre à l'aventure, et ne quitte une erreur que pour en prendre une autre.

Je désirerois donc que tout écrivain fût obligé de mettre son nom à son ouvrage ; et s'il offensoit les mœurs, la majesté des lois, le respect dû aux magistrats chargés de la puissance exécutrice, qu'il fût soumis à leur animadversion. S'il se cachoit sous un nom supposé, pourquoi ne subiroit-il pas une peine plus considérable ; puisque sa feinte même est une preuve qu'il connoissoit le mal qu'il a fait, et ne s'est pas trompé innocemment ? Il seroit juste

que pendant quelques années, il fût privé de tout droit de citoyen dans les élections.

Quoique dans toute cette lettre, monsieur, je ne vous aie parlé que du pouvoir des mœurs, de la nécessité de les corriger et d'en prévenir ensuite la décadence, si on veut avoir un gouvernement et des lois salutaires, j'avoue que je n'ai en quelque sorte qu'ébauché cette importante matière. Si les personnes qui sont à la tête des affaires en Amérique désirent de plus grandes lumières, elles les trouveront dans l'excellent ouvrage que le docteur Brown publia il y a 25 à 26 ans sous ce titre: « Mœurs anglaises, ou appréciation des mœurs et des principes qui caractérisent actuellement la nation britannique. » Je ne connois point d'ouvrage plus profond en politique; et l'auteur, à la manière des anciens, considère dans le moment présent l'avenir qu'il annonce. Cet écrit eut d'abord de plus grand succès en Angleterre; les esprits furent effrayés des vérités qu'on leur présentoit; mais la corruption avoit déjà fait trop de progrès pour qu'on eût le courage de se corriger, et l'on s'endormit dans ses vices. La guerre de 1756 couvrit cepen-

dant de gloire les Anglais ; ils dominèrent sur toutes les mers ; leurs armes eurent par-tout les succès les plus brillants, et on se moqua alors des craintes du docteur Brown. Pour ne point s'inquiéter, on ne voulut point voir que tant de prospérité étoit l'ouvrage d'un homme de génie qui suspendoit la décadence de sa nation, en laissant subsister et en multipliant même les causes de sa ruine. Cette gloire éphémère a disparu, les Américains ont éprouvé que leurs ennemis étoient accablés sous le poids de leur avare ambition, et que les mœurs censurées par le docteur Brown les forçoient de montrer le terme de leur force et de leur puissance ; mais sur-tout de cet orgueil national et patriotique qui servoit encore de contrepoids aux vices de la nation. Les législateurs de l'Amérique, si je ne me trompe, peuvent tirer de l'ouvrage du docteur Brown les instructions les plus utiles, en suivant ses principes et sa méthode.

Permettez-moi, monsieur, avant que de finir cette longue lettre, d'examiner encore quelques articles des constitutions américaines qui semblent ne pas prévoir les abus dont vous êtes menacés. Par exemple, approuvez-vous la loi qui

ordonne que les juges de la cour suprême de judicature seront maintenus dans leurs offices aussi long-tems qu'ils se conduiront bien ? Au premier coup-d'œil, ce réglement paroît sage, mais voici mes scrupules. Je craindrois que les personnes qui aspirent à ces magistratures ne trouvassent qu'on recule trop leurs espérances, et que pour les servir plus promptement, ils ne nouassent quelque intrigue. Ils tendront des pièges au juge dont ils ambitionnent la place, ils lui susciteront des ennemis secrets ; car de quels détours, de quelles ruses perfides n'est pas capable l'ambition d'un intriguant ? Si ce magistrat attaqué oppose sa seule probité à ses envieux et succombe, tout est perdu, et bientôt ses successeurs persuadés du peu de pouvoir de la vertu n'opposeront plus que l'intrigue à l'intrigue. On cherchera par des complaisances à se faire des amis et des protecteurs puissans ; la justice n'aura plus une balance égale, et cependant rien n'est plus funeste pour les mœurs publiques que les malversations des magistrats dans l'administration de la justice. Les lois perdent alors leur crédit ; car on trouve facile-

ment des moyens de les éluder, en feignant de les rendre plus justes.

Ma crainte, ou plutôt mon zèle pour vos intérêts, exagère peut-être les dangers ; je consens donc que l'esprit d'intrigue si commun en Europe soit toujours inconnu en Amérique. Qu'arrivera-t-il de là ? Les premiers magistrats seront d'abord très-attentifs à leurs devoirs. Aucun ne sera destitué, et en leur voyant conserver leurs offices jusqu'à la mort, on s'accoutumera peu-à-peu à penser qu'il est donné à vie. Les successeurs de ces hommes admirables seront flattés d'une opinion qui favorise leur vanité, et l'adopteront avec empressement. Alors le mal commence, alors ces magistrats intègres se relâchent, se négligent et sont moins attentifs sur eux-mêmes. On pardonnera d'abord de légères fautes, parce qu'une destitution jusqu'alors inconnue paroîtroit une peine trop grave. Les délits se multiplieront donc, on s'y accoutumera, et de leurs fautes enfin accréditées, les juges se feront une espèce de privilége, ou de droit à continuer de se mal comporter. Ma prédiction n'est point vaine ; car les

jurisconsultes

jurisconsultes plus avisés que les autres hommes cheminent lentement et pas à pas, et la république ne sera pas assez heureuse pour qu'une injustice éclatante de leur part la force d'être attentive à ses intérêts, et d'appliquer un remède aux abus.

Puisque j'en suis aux cours de justice, qu'il me soit permis d'ajouter un mot sur les cours d'équité. Cet établissement pouvoit être utile en Angleterre, quand elle étoit soumise à la police des fiefs, et que les lois étoient nécessairement équivoques, grossières et informes. Ce qui étoit alors le moins mauvais pouvoit passer pour bon. Mais l'Amérique n'est pas dans les mêmes circonstances. J'aime beaucoup que les juges suivent la lettre de la loi. Si elle leur paroît dans certains cas obscure ou injuste, qu'au-lieu de s'ériger en législateurs, ils consultent la puissance législative. Je crains que les cours d'équité, sous prétexte de juger selon l'esprit de la loi, ne la corrompent et ne la dénaturent en la rendant arbitraire. Mes craintes me paroissent d'autant mieux fondées, qu'il me semble que chez tous les peuples de l'Europe les jurisconsultes ne se sont appliqués qu'à

rendre obscur et indécis le sens de la loi : c'est de là qu'ils tirent leur considération. Nous aurions moins besoin d'eux, s'ils ne nous conduisoient pas dans les routes d'un labyrinte ténébreux. Je le répète encore, si une loi est équivoque ou paroît trop dure et contraire aux règles de l'humanité, c'est à la puissance législative qu'il faut recourir : elle seule a le droit de se corriger, et il importe à la sureté et à la tranquillité des citoyens, qu'aucune cour de justice né se fasse à son gré une jurisprudence qui peut aisément dégénérer en une tyrannie insupportable, parce qu'elle obéira bientôt à toutes les passions des juges.

Permettez-moi de le dire, monsieur, on trouve dans ces constitutions d'Amérique plusieurs lois qu'on ne peut s'empêcher d'approuver et de condamner à la fois. Par exemple, la république de Massachussets ordonne que « les armées étant dangereuses en tems de paix pour la liberté, on ne doit pas en conserver sur pied, sans le consentement de la puissance législative : elle ajoute que le pouvoir militaire doit être toujours dans une subordination exacte à l'autorité civile ». Cette loi voit fort bien le danger, mais elle ne le prévient

pas. Pourquoi ne parle-t-elle que du tems de paix ? Est-ce que pendant la guerre les armées sont plus disposées à être soumises à l'autorité civile ? Les personnes un peu instruites auront de la peine à se persuader ce paradoxe ; on ne trouve que trop souvent dans l'histoire des généraux qui ont inspiré leur ambition à leurs armées. La fin de cette loi est vague et tronquée. Il n'est pas question de dire que l'armée doit être subordonnée à la puissance civile ; c'est une vérité triviale, et le législateur doit employer toutes les mesures et tous les moyens possibles, pour que cette subordination une fois établie subsiste et ne puisse se déranger. Combien de précautions ne faut-il pas prendre dans un état libre, pour que les citoyens soient de bons soldats, et cependant n'abusent jamais de leurs forces ? Négligez-les, il renaîtra des Sylla, des Marius, des César, des Cromwel, des Valstein.

New-Yorck dit que « la milice sera par la suite et dans tous les tems, soit paix, soit guerre, armée, disciplinée et toute prête à servir ». Il est aisé de voir combien cette loi laisse des choses à désirer ; la Pensilvanie ordonne

que « les hommes libres et leurs enfans seront armés et disciplinés pour la défense de la république, et que le peuple choisira les colonels et les officiers d'un grade inférieur ». Cette disposition a le même défaut que je viens de reprocher à New-York. Il me semble que le législateur ne voit que la fin qu'il se propose, sans s'occuper des moyens d'y arriver. J'ai beau étudier la législation de vos républiques, je n'y trouve point ces rapports qui unissent les intérêts et les volontés des citoyens : je n'y vois point cette harmonie qui tient toutes les parties de l'état dans une sorte d'équilibre et leur donne un même esprit.

Vous devez compter, monsieur, que votre peuple, dont les lois ont établi d'une manière si claire la souveraineté, sera difficile à manier, puisqu'il sentira ses forces. En étant armé pour la défense de la patrie, il doit être jaloux de sa dignité ; il sera inquiet et soupçonneux, parce qu'il verra des citoyens qui, ne lui étant point supérieurs par le droit, seront cependant trop fiers de leur fortune pour se confondre avec lui, et ne pas affecter une certaine supériorité. C'est là une maladie incu-

rable dans tous les états libres où les richesses sont distribuées très-inégalement. Si ce levain d'envie, de jalousie et d'ambition cesse d'agir, c'est un signe infaillible que le sentiment de la liberté affoibli et presque détruit ne subsistera pas long-tems. Mais s'il fermente avec trop de force, la république éprouvera des secousses, des commotions violentes qui la perdront nécessairement. Quel est donc le régime convenable avec un pareil tempérament? Ce sont, si je ne me trompe, des lois conciliatrices qui, sans rien ôter aux pauvres de leurs droits, empêcheront que les riches n'abusent des passions que doivent leur donner leurs richesses. Le peuple doit à la médiocrité de sa fortune une sorte de modération dont il ne s'écarte point, à moins qu'on ne l'irrite par des mépris ou des injustices. Les richesses au-contraire donnent à ceux qui les possèdent une vanité d'autant plus impérieuse qu'elle est plus forte. Elle veut dominer, et ses espérances deviennent pour elle des droits. Pourquoi donc, à l'exemple de la Georgie, qui n'admet point les substitutions, les autres États-Unis ne les

proscrivent-ils pas ? Pourquoi les lois ne tendent-elles pas à diviser les fortunes que l'avarice des riches ne cesse d'accumuler ? Pourquoi en rendant le luxe méprisable, n'ôte-t-elle pas à la cupidité l'aliment qui la nourrit et la rend insatiable ? Si les constitutions américaines avoient été établies sur ces principes, j'aurois vu avec plaisir qu'elles auroient connu le danger auquel vos républiques sont exposées, et qu'elles auroient tenté du-moins d'établir dans l'état un lien de paix et de concorde, et d'affermir les fondemens de la liberté.

J'observe quelquefois avec plaisir les cantons Suisses. Quelques uns possèdent en commun de petites provinces dont ils sont souverains ; tous ont des forces très-inégales, des lois différentes et des religions par-tout ailleurs si ennemies, et qui dans cet heureux pays ne s'offensent pas. Ils sont unis entr'eux par un lien moins fort et moins régulier que celui qui associe les treize États-Unis d'Amérique ; ils jouissent cependant d'un ordre et d'une tranquillité que ceux-ci ne feront peut-être que désirer. Ce pays n'a jamais

été troublé que pendant quelques instans, et sans laisser des semences de haine, d'envie, ou d'ambition. Pourquoi cette confédération est-elle gouvernée avec tant de sagesse? Pourquoi la démocratie de quelques cantons n'y a-t-elle aucun des caprices, ou des vertiges qui lui sont si naturels? Pourquoi l'aristocratie, par sa nature si soupçonneuse et si impérieuse, n'est-elle, par exemple, dans le canton de Berne, qu'un gouvernement paternel? Pourquoi les magistrats s'y croient-ils les agens et non pas les maîtres de la société?

Plus vous rechercherez les causes de cette heureuse administration, et plus vous serez persuadé qu'elle est l'ouvrage du silence auquel les Suisses ont condamné les passions les plus naturelles au cœur humain. Ils ont écarté avec soin les tentations qui pourroient inviter les magistrats à être ambitieux et injustes. Par-là, le peuple plein de confiance et de sécurité, aime les lois sur lesquelles il compte. Sa patrie lui est chère, et il voit sans trouble et sans inquiétude les négligences ou les petits torts qui sont une suite inséparable de

la fragilité humaine. Ils habitent un pays pauvre qui les préserve de tous les besoins impertinens qui désolent la société, et avilissent les pays riches. Le service étranger auquel ils s'engagent, produit à la fois deux biens; l'un de leur former des soldats malgré la paix qu'ils aiment et dont ils jouissent, l'autre de les débarrasser des mauvais sujets qui ne peuvent se contenter de la simplicité des mœurs helvétiques.

Ces réflexions m'ont conduit à trouver étrange qne les États-Unis d'Amérique possédant des terres fertiles, et étant placés de la manière la plus favorable pour faire un riche commerce, n'aient pas prévu qu'ils seroient bientôt exposés à tous les abus qui accompagnent nécessairement de grandes richesses. Leurs législateurs devoient donc sentir que leurs républiques auroient difficilement les mœurs que demande la liberté. Ils devoient en conséquence ne se pas contenter de recommander vaguement la pratique de quelques vertus; ils devoient ne négliger aucune mesure pour les rendre chères et familières.

Il en faut convenir, monsieur, les Américains ont établi leur indépendance

dans des circonstances malheureuses. Le tems n'est plus où les ames fortes, élevées et courageuses étoient capables à la fois des plus violentes injustices et des plus grandes vertus. Les Suisses trop pauvres pour avoir les vices de notre siècle, et unis par leur pauvreté même, se soulevèrent contre des seigneurs dont les vexations et les cruautés lassèrent enfin leur patience, et ils ne pouvoient dans leur entreprise se proposer autre chose que la liberté et la gloire, tout le reste leur étoit inconnu. Vos colonies au-contraire déjà gâtées par leurs relations avec la mère-patrie en envioient autant les richesses que la liberté, et c'est pour cela, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, que j'aurois souhaité qu'une guerre longue et laborieuse eût substitué de nouvelles passions et de nouvelles idées à celles que vous aviez reçues d'Europe.

J'en reviens aux Suisses, monsieur, et plus j'examine leur confédération, plus je suis persuadé qu'ils doivent principalement la perpétuité de leurs mœurs et de leur égalité à l'heureuse institution de n'avoir aucune ville fortifiée, aucune forteresse où il faille tenir des garnisons,

c'est-à-dire, des soldats mercenaires qui ne sont que soldats, et qui jamais ne sont plus aises que quand ils peuvent intimider de paisibles citoyens et leur faire sentir leur prétendue supériorité. Il arrive de-là que les magistrats n'ayant point sous la main des troupes dont ils disposent, s'accoutument malgré eux à des voies de conciliation et de justice. Ils sont plus mesurés dans leurs entreprises, parce que leur imagination, qui ne se repaît pas de projets hardis, résiste facilement à de fausses espérances. Avec des forteresses et des garnisons mercenaires, les magistrats se seroient senti une force qui les auroit rendus plus confians et par conséquent moins prudens et plus injustes. Sous prétexte de défendre l'entrée du pays, on auroit multiplié les forteresses, et en même tems les magistrats plus avides et plus ambitieux n'auroient pas manqué de faire oublier aux citoyens leur esprit militaire, eux feignant de favoriser leur goût pour le repos et les travaux de l'agriculture.

Que seroient devenus ces petits cantons, où sous la protection des bonnes mœurs, règne encore la démocratie la

plus franche et la plus entière ? Comme dans les siècles qui honorent le plus l'humanité, les citoyens auroient-ils continué à s'assembler sous un vieux chêne ou sous un vieux sapin pour y délibérer sans artifice de la chose publique ? Il y a long-tems que les cantons où la democratie est tempérée aujourd'hui par les lois et les coutumes d'une sage aristocratie, obéiroient à des aristocrates, c'est-à-dire, à des tyrans. Berne même, dont l'aristocratie n'a aucun des défauts qui appartiennent en quelque sorte à ce gouvernement, n'auroit pas manqué, en asservissant ses propres citoyens, de détruire la confédération helvétique. L'ambition et l'avarice de cette république n'auroient songé qu'à abuser de ses forces. Berne auroit asservi ses alliés dont elle respecte aujourd'hui si religieusement les droits et l'alliance.

Vous me direz, sans doute, monsieur, que toutes vos républiques ont sur les côtes de la mer et à l'embouchure des grandes rivières, des villes et des ports, qu'il est nécessaire de fortifier. Je sens combien il est important pour vous de défendre l'entrée de vos

ports par des forteresses et des garnisons toujours subsistantes, si vous voulez être maître chez vous. Je conçois même que dans l'intérieur des terres, vous ne pouvez pas vous dispenser d'élever quelques châteaux pour vous garantir des courses et des incursions que les sauvages peuvent faire sur votre territoire. Ayez donc des forteresses et des garnisons, puisque vos provinces ne sont point naturellement fortifiées comme la Suisse; mais que ces places de sureté ne soient nullement à la disposition des magistrats du pays où elles seront construites. Ils en abuseroient sans doute, et je ne puis me débarrasser de cette crainte.

Je désirerois donc que toutes ces forces fussent confiées à la direction et aux ordres du congrès continental. Lui seul par la forme de votre confédération, étant revêtu du pouvoir de traiter avec les étrangers, doit aussi avoir le pouvoir de commander les troupes destinées à agir hostilement contr'eux. Ces garnisons à qui il seroit défendu de s'immiscer dans les affaires civiles, et qui ne recevroient des ordres que du congrès, ne deviendroient jamais

une arme entre les mains des magistrats ; ainsi la puissance civile n'ayant que des moyens de douceur et de conciliation pour calmer les esprits quelquefois agités, seroit obligée de se faire une politique conforme à sa situation. Les citoyens de leur côté n'ayant rien à craindre s'accoutumeroient enfin à obéir aux lois, non par crainte, mais par respect et par affection. De-là naîtroit une sécurité générale. Les riches n'abuseroient peut-être pas de leurs richesses, ou du-moins en abuseroient plus tard et avec moins d'orgueil. Le peuple armé comme en Suisse et qui seroit véritablement la force de l'état se feroit respecter jusques dans sa soumission et sa pauvreté. Il me semble qu'aucune de vos républiques n'a rien à craindre du parti que je propose. Est-il possible de penser que le congrès continental veuille un jour abuser des forces que je lui abandonne, pour usurper une autorité funeste à la liberté des États-Unis ? Ce corps respectable n'est-il pas composé de membres qui auront passé par les emplois de leur république, qui en auront contracté les mœurs et les habitudes, et qui

doivent bientôt rentrer dans la classe des simples citoyens ? En supposant qu'ils fussent assez insensés pour former une conjuration, à quoi leur serviroient leurs forteresses, leurs châteaux et leurs garnisons contre les milices de vos treize républiques réunies ?

A Passy, 13 *août* 1783.

LETTRE IV.

Des dangers auxquels est exposée la confédération américaine. Comment se formeront les troubles et les divisions. Nécessité d'augmenter le pouvoir du congrès continental.

TOUTE l'Europe, monsieur, après avoir craint que vous ne puissiez résister aux forces de la Grande-Bretagne, est enchantée aujourd'hui du courage et de la constance qui ne vous ont point abandonnés, et des succès heureux que vous avez obtenus. Les préliminaires de la paix qui assurent l'indépendance de l'Amérique sont déjà signés, et dans le moment où j'ai l'honneur de vous écrire, nous sommes à la veille de les voir confirmer par un traité solennel. Toutes les nations, en voyant qu'il s'est ouvert une nouvelle branche de commerce à leur industrie, ne songent qu'à s'enrichir des dépouilles des Anglais. Je rencontre tous les jours de ces politiques à argent qui n'envient pas votre liberté, mais les richesses qui vont fondre sur

vous des quatre parties du monde. Ils voient déjà la mer couverte de vos vaisseaux, et regardant l'or comme le nerf de la guerre, de la paix, et l'objet de la plus profonde politique, ils ne manquent point de vous prédire la plus grande prospérité.

Pour moi, je l'avoue, cette prodigieuse fortune me fait au-contraire trembler sur le sort qui vous attend. Après les trois lettres que j'ai déjà eu l'honneur de vous écrire, vous n'en serez pas surpris. Je ne puis m'empêcher de penser à Platon qui, pour assurer le bonheur d'une république, vouloit qu'elle ne s'établît point sur les rivages de la mer, ou sur les bords d'une grande rivière. Cette position, dit il, l'exposeroit aux dangers du commerce. Les étrangers qui ne manqueroient pas d'y apporter leurs superfluités, l'accoutumeroient à des besoins nouveaux. Bientôt les citoyens alléchés par ces nouveautés dont ils ne pourroient plus se passer, et conduits par des passions inconnues, croiroient rendre un grand service à la patrie, en n'attendant pas que les étrangers vinssent leur apporter des marchandises. Ils voudront à leur tour couvrir les fleuves et les mers de

leurs barques et de leurs vaisseaux : on encouragera tous les arts, toutes les manufactures ; mais n'en doutez pas, tous ces ballots de marchandises importées ou exportées deviendront pour la république la véritable boîte de Pandore.

S'il en falloit croire, monsieur, cette doctrine que nous appelons sauvage et peut-être ridicule, pour nous déguiser à nous-mêmes notre propre folie, quelles fatales conséquences n'en faudroit-il pas tirer pour les Etats-Unis d'Amérique ? Sans doute que Platon penseroit que vos républiques ne pourroient se promettre une prospérité de longue durée, quand même elles répareroient aujourd'hui toutes les négligences qui ont échappé à leurs législateurs, et dont j'ai pris la liberté de vous entretenir dans mes lettres précédentes. En affermissant le gouvernement sur une base plus régulière, en préparant et disposant avec art les lois, de façon qu'elles se soutiennent mutuellement, et se fassent aimer des citoyens, vous arrêterez, vous diroit ce philosophe, vous suspendrez vos malheurs, mais vous ne les préviendrez point, et vous serez enfin les victimes et les dupes des tentations auxquelles vous vous serez exposés.

C'est un homme intraitable que ce Platon, il avoit calculé la force de la raison humaine et celle de nos passions; il connoissoit la génération de nos vices et la chaîne fatale qui les lie tous les uns aux autres. Peut-être auroit-il eu l'audace de vous dire que ces sauvages qui errent sur vos frontières, sont moins éloignés des principes d'une bonne civilisation, que les peuples qui cultivent le commerce et qui chérissent les richesses. Les sauvages, ajouteroit-il, ne raisonneront pas régulièrement et avec méthode des droits de l'humanité, mais tous les principes en sont profondément gravés dans leur ame forte et vigoureuse; ils ne seront effrayés d'aucune vertu dont on leur aura fait sentir l'utilité; ils s'y livreront par sentiment, tandis que les nations les plus fières de leurs lumières cèdent à l'instinct qui les conduit au mal, et trouvent enfin des raisons pour le justifier, ou plutôt pour l'approuver.

Passons, si vous le voulez bien, monsieur, à une philosophie moins austère et plus proportionnée aux mœurs présentes : je vais vous exposer la doctrine du docteur Brown, sur le commerce. « Je crois, dit-il, que si on veut bien

en étudier la nature et les effets, on demeurera convaincu que, soit dans ses commencemens, soit dans sa médiocrité, il est très-avantageux à une nation; mais qu'arrivé à son plus haut période par des progrès ultérieurs, il lui devient réellement dangereux et funeste. D'abord il pourvoit aux nécessités mutuelles des nations commerçantes, il prévient leurs besoins, il augmente leurs connoissances, il les guérit de leurs préjugés, il y étend les sentimens de l'humanité; ensuite il procure au peuple des agrémens, il multiplie le nombre des citoyens, il bat de la monnoie, il fait naître les sciences et les arts, il dicte des lois équitables, il répand au long et au large l'abondance et la prospérité; mais parvenu enfin à son troisième et plus haut période, il change de nature et produit de tout autres effets. Il amène les superfluités avec l'opulence, il engendre l'avarice; il enfle le luxe, et en même-tems qu'il porte parmi les personnes du plus haut rang un rafinement de délicatesse qui achève de les amollir, il corrompt visiblement les principes de toute la nation.

D'abord l'industrie est frugale sans être incompatible avec la générosité.

Bornée à ce qui intéresse le nécessaire, renfermée dans une jouissance modérée des biens de la vie, elle emploie volontiers son petit superflu en libéralités et en largesses. Mais à mesure que l'industrie augmente les richesses, elle augmente aussi le goût de l'opulence : l'amour de l'argent étant l'ouvrage de l'imagination, et non du sentiment, on ne s'en rassasie point, on se dégoûte des objets des passions naturelles : il n'est point d'habitude qui se fortifie plus par l'usage que celle d'amasser de l'argent. Un homme qui l'a contractée s'en occupe tout entier ; il y concentre toutes ses vues. Rien n'égale à ses yeux la satisfaction de grossir ses trésors. Ainsi tout marchand qui vise à l'opulence doit par cela même devenir industrieux, et ce qui le rend industrieux doit le rendre avare. Or, ce qui est vrai du particulier, l'est aussi du corps entier d'une nation qui commerce. Si cette nation trafique pour s'enrichir, si sa dernière fin est d'arriver à l'opulence, et si dans cet esprit les chefs mêmes de cette nation sont des commerçans, le caractère prédominant de tout le corps sera une industrieuse avarice. On ira fouiller dans tous les climats, on bravera toutes les

mers pour satisfaire aux besoins de l'avarice et du luxe. »

A cette autorité si grave, je pourrois joindre celle de Cantillon, homme de génie le plus pénétrant et le plus étendu. Il avoit fait lui-même un très-grand commerce et démêlé tous les ressorts qui le font mouvoir et agir, et auxquels les commerçans, les banquiers, les agioteurs, les spéculateurs d'affaires obéissent fidèlement. On voit que l'argent est l'ame de toutes leurs opérations, qu'ils habitent un pays, mais n'ont point de patrie; que leur cupidité se communique insensiblement à tous les citoyens, qui ayant toujours de nouveaux besoins, ne peuvent jamais avoir assez de fortune. Considérant ensuite le commerce en homme d'état, il prouve très-bien qu'il ne donne et ne peut donner à un peuple qu'une puissance passagère et momentanée. Cette opulence dont il est si fier disparoît promptement; parce que les frais d'un riche commerce étant augmentés, on abandonne ses propres marchandises pour courir après celles d'un peuple pauvre où la main-d'œuvre est à bon marché. Alors on accuse les administrateurs de sottise ou de négligence, parce

que le commerce est détruit et que l'argent devient plus rare, comme s'il étoit en leur pouvoir de changer la nature des choses.

Cependant, remarque Cantillon, dans les momens d'opulence dont on a joui, on s'est enivré de sa prospérité, on s'est fait des idées chimériques de sa puissance; on méprise ses voisins parce qu'ils sont moins riches; on croit avoir droit de les dominer, ou du-moins de les traiter cavalièrement. Soit ambition, vanité, ignorance, qualités qui s'associent merveilleusement, on forme sans qu'on s'en apperçoive des entreprises au-dessus de ses forces. De-là les emprunts et toute cette adresse admirable par laquelle on parvient à se faire un très-grand crédit. Mais comme les hommes ne sont jamais assez sages pour se corriger par une expérience, on imagine des banques pour que le papier tienne lieu de l'argent qu'on n'a pas, et bientôt on soutiendra que le crédit est la source de la puissance d'un état. Vaine ressource! La richesse imaginaire des banques disparoît, et l'on songe enfin à ranimer le commerce par la voie des armes, sans prévoir que la guerre absorbera plus de richesses que

n'en peut procurer le commerce le plus heureux. Je m'arrête, monsieur, car je ne doute point que l'ouvrage de Cantillon n'ait passé en Amérique.

Si ce que je viens d'écrire, en copiant les propres paroles du docteur Brown, et en vous exposant la doctrine de Cantillon, doit passer pour une vérité incontestable, et mille fois démontrée par les faits, pourrois-je n'avoir pas quelque crainte sur le sort qui attend les États-Unis d'Amérique ? Comment ne serois-je pas inquiet, quand je vois que leur position topographique les invite, les sollicite, les presse de se livrer au commerce ? Vos villes sont remplies de citoyens, qui avant votre révolution, avoient déjà adopté toutes les idées anglaises sur le commerce, les richesses et la prospérité des états; et qui ne sont point détrompées en voyant enfin que l'Angleterre est pauvre au milieu de toutes ces richesses si enviées, et qui ne lui ont donné, comme le prouve votre guerre, qu'une confiance téméraire et des espérances trompeuses.

Quelles mesures vos législateurs ont-ils prises pour donner des bornes au commerce et le fixer dans cette heureuse médiocrité qui suivant le docteur

Brown, peut encore s'associer avec quelques vertus ? Je sais que toutes leurs lois n'auroient été qu'une barrière impuissante, si on avoit laissé aux passions la moindre espérance de réussir ; mais j'aurois du-moins vu avec plaisir qu'on auroit remonté aux principes d'une saine politique, et ces réglemens auroient retardé le progrès des vices que je crains avec Platon.

Bien loin de-là, la république de Massachussets faite pour donner l'exemple aux autres, ordonne « d'encourager les sociétés particulières et les institutions publiques pour les progrès de l'agriculture, des arts, des sciences, du commerce, du négoce, des manufactures et de l'industrie. » On croit sans doute avec le docteur Brown, qu'un commerce médiocre produit quelques avantages à la société, et sans faire attention au reste de sa doctrine, on en a conclu qu'un plus grand commerce produiroit encore de plus grands biens. Mais il falloit au-contraire voir avec Platon, que ce commerce médiocre, en réveillant des passions indomptables, étoient le germe d'une foule de vices plus forts que la politique et les lois.

En

En suivant la méthode du docteur Brown pour qui j'ai, monsieur, la plus grande vénération, permettez-moi de suivre pas-à-pas la marche ou le développement des malheurs que je crains pour les Etats Unis d'Amérique. Tandis que vos principales villes ne chercheront d'abord qu'à étendre et multiplier leurs relations et leur industrie, la république paroîtra tranquille et florissante; parce que les citoyens commençant à être un peu distraits des intérêts de la chose publique par les soins et les travaux de leur commerce particulier, n'auront point ce zèle, cette ardeur, cet amour du bien public qui est une grande vertu, mais qui excite ordinairement des désunions vives, quelquefois des jalousies et des espèces de parti que les esprits trop timides prennent presque toujours pour un commencement de trouble et de sédition, et qui dans la vérité n'est qu'une fermentation propre à élever les armes et leur donner de la force, du courage et de la constance. De leur côté, les cultivateurs dans les campagnes ne sentiront encore que les avantages du commerce; les productions de la terre acquerront un nouveau

prix. Les laboureurs encouragés par les fruits de leurs travaux défricheront des terrres incultes. Les habitans se multiplieront ; parce que les enfans ne seront point à charge à leur père : il s'établira en même-tems des manufactures de tout côté, et elles seront également utiles au progrès du commerce et de l'agriculture.

Ce tableau ne présente encore rien d'effrayant aux personnes qui ne sont pas accoutumées à lire dans l'avenir. On ne voit que des peuples qui sont dans une plus grande abondance, et qui cultivent avec ardeur les arts les plus utiles. Mais examinons, je vous prie, les vices naissans et encore foibles qui sont cachés sous ces apparences trompeuses. Il me semble que l'esprit de commerce doit devenir en peu de tems l'esprit général et dominant des habitans de vos villes. Ne pas s'y livrer tout entier, ce seroit vouloir s'appauvrir & se rabaisser au-dessous des commerçans dont la fortune croîtra de jour en jour. Je crois bien que ces nouveaux enrichis n'auront d'abord que la grosse et sotte vanité que donnent les richesses. Sans dédaigner les citoyens qui auront été moins heureux, ils se

croiront seulement plus habiles. Une présomption ridicule ne les empêchera pas de continuer encore pendant quelque tems à être d'assez bonnes gens. Mais à la seconde, ou tout au plus tard à la troisième génération, pensez-vous que leurs enfans nés au milieu des richesses n'auront pas les passions qu'elles donnent nécessairement? De quel œil verront-ils donc cette égalité que vos lois ont voulu établir entre les citoyens? Ils ne comprendront rien à ces droits inaliénables de souveraineté que vous avez attribués au peuple. Les richesses qui ont été chez tous les peuples anciens et modernes la source et le principe de cette noblesse dont on est si fier, par quel miracle ne partageroient-elles pas en Amérique les familles en différentes classes? Pourquoi ces richesses qui établissent la différence la plus réelle et la plus sensible entre les hommes, souffriroient-elles chez vous que les pauvres jouissent des mêmes avantages que les riches? Votre Gouvernement doit donc de toute nécessité se déformer. C'est en prévoyant ainsi la révolution dont vous êtes menacés, que j'ai préféré la législation de Massachussets à toutes les autres,

comme donnant des bornes plus étroites à la démocratie, et préparant le passage inévitable de la république à l'aristocratie, sans l'exposer aux mouvemens violens et convulsifs qu'éprouvera vraisemblablement la Pensilvanie, et qui la précipiteront selon toutes les apparences, sous le joug de l'oligarchie, ou d'un seul maître.

Je reviens, monsieur, aux habitans des campagnes, et je crois qu'occupés d'abord de leurs récoltes et de leurs défrichemens, ils seront assez contens de leurs sort; et pourvu qu'ils vendent chèrement leurs denrées, ils ne penseront guères à ce qui se passera dans les villes. Mais tout a un terme dans les choses humaines; et quand ces hommes, après avoir un peu négligé les affaires publiques, commenceront à tirer de leurs possesions le meilleur parti possible; peut-on se flatter que fiers de leur loisir, de leur nombre et de leur aisance, leurs regards ne se tournent pas du côté de la liberté? Verront-ils avec indifférence l'orgueil des villes et les prétentions de leurs citadins? Ils ne songeoient pas à être ambitieux: ils ne songeoient pas même qu'ils étoient libres, parce

qu'ils comptoient sur l'égalité établie par les lois. Mais dès qu'ils verront l'orgueil des riches ; quand ils auront lieu de craindre qu'ils ne veuillent s'emparer de toute la puissance publique, ces hommes accoutumés au maniement des armes et qui sentiront leurs forces consentiront-ils patiemment à devenir les sujets d'une aristocratie ? La république romaine fut perdue dès que les lois et les mœurs furent en contradiction. Il ne vous faudra de même qu'un Gracque, c'est-à-dire, un ambitieux adroit ou un orateur emporté pour soulever les citoyens les uns contre les autres, et les jeter dans une anarchie, d'ou l'on ne sort trop souvent que pour éprouver les rigueurs du despotisme.

Voilà, monsieur, la catastrophe que je redoute. En vain ferez-vous des lois si elles ne sont étayées par de bonnes mœurs ? En vain recommanderez-vous la pratique de quelques vertus, si vous n'avez pas l'art de les protéger en vous opposant d'avance avec courage aux ruses, à la force et aux surprises des passions ? Cette vérité fait frémir : elle est d'autant plus terrible que peut-être les vices, les préjugés et les opinions

de l'Europe ont déjà fait d'assez grands progrès en Amérique pour ne pouvoir plus espérer d'y établir la liberté sur des fondemens inébranlables. Que n'avez-vous dans vos républiques plusieurs citoyens semblables a ce grand homme à qui vous devez tant? Sage comme Fabius quand il falloit temporiser, entreprenant comme Marcellus quand il falloit agir, il pouvoit être un Cromwel; mais touché de la seule gloire qui fait les héros, il s'est démis de son autorité quand vous n'avez plus eu besoin de son épée pour vous défendre, et s'est retiré dans ses possessions, en nous montrant encore les vertus antiques de la république romaine.

Quoique les circonstances ne vous permettent pas de prévenir les malheurs que je crains, vous n'en êtes pas moins obligés de prendre les mesures les plus propres à les retarder et à préparer du-moins une révolution tranquille, et pour ainsi dire, insensible. La probité en impose la loi à tous les bons citoyens. Si des obstacles insurmontables ne permettent pas d'arriver au but que désire la politique, il faut cependant essayer d'entrer dans la route qui y conduit. N'est-ce rien que de ralentir la marche

de nos passions, les progrès trop rapides de nos vices, de protéger les vertus, de les enhardir et de prolonger pendant quelque tems la tranquillité de la république? Pour leur honneur, pour leur gloire, je prie, monsieur; je supplie tous les citoyens qui par leur génie et leurs talens sont destinés dans les vues de la providence à prêter leur raison et leurs lumières à cette multitude qui désire le bien, mais sujette à le chercher où il n'est pas; je les conjure de songer qu'ils tiennent aujourd'hui dans leurs mains la destinée de toute leur postérité. S'ils laissent échapper le moment favorable où les esprits ont encore ce courage, cette force, cette joie qu'inspire une liberté naissante et achetée par beaucoup de travaux; il ne sera peut-être plus tems de tenter une réforme. N'en doutez pas, les ames se refroidiront dans le calme de la paix, et seront incapables de tout effort généreux. Si les préjugés anglais vous empêchent aujourd'hui d'établir votre gouvernement sur les meilleurs principes, les habitudes que vous allez contracter vous les rendront de jour en jour plus chers: je l'ai déjà

dit, il ne sera plus tems de revenir sur vos pas.

Je sais que les gens les plus éclairés ne rencontrant de toute part que des obstacles insurmontables au bien qu'ils désirent, ne sont que trop découragés dans leurs entreprises et cèdent souvent à la malheureuse tentation de s'abandonner aux événemens qui décident des lois et des mœurs. Rien en effet n'est plus triste pour un citoyen qui a des lumières supérieures que de juger qu'il ne peut qu'ébaucher son ouvrage. Ce qu'on lui permet de faire ne lui paroît pas digne de lui ; il s'éloigne de l'administration des affaires publiques ; et parce qu'il craint qu'on l'accuse d'avoir fait le mal qu'on ne lui a pas permis d'empêcher, il trahit son devoir et les intérêts de sa patrie. L'antiquité nous offre plusieurs grands hommes qui, par sagesse, obéissant au pouvoir des conjectures que la prudeuce humaine ne peut changer, n'ont eu que le choix des fautes ; mais l'équitable histoire leur a rendu justice, et dans les partis en apparence imprudens qu'ils ont pris, elle a retrouvé toutes les lumières et tous les talens qu'ils auroient montrés

avec plus d'éclat, s'ils avoient rencontré des circonstances moins malheureuses. Vous avez beaucoup de citoyens également distingués par leurs vertus et leurs connoissances. J'ai eu le bonheur d'en connoître plusieurs, et je mets dans ce nombre les collègues qu'on vous a donnés et avec lesquels vous avez si heureusement achevé l'ouvrage de votre indépendance. Quel que soit le sort qui attend l'Amérique, soyez sûr, monsieur, que la postérité rendra justice à vos travaux et aux leurs, quand elle verra que vous avez pris toutes les mesures possibles pour gêner les passions et s'opposer à la naissance ou du-moins au progrès des abus. Elle ne vous reprochera point les malheurs dont elle se plaindra : elle dira de vous ce qu'Horace dit de Regulus : *Hoc caverat mens provida Reguli*, et nous serions heureux si les hommes qui leur ont succédé dans l'administration des affaires avoient eu la même prévoyance, le même courage, et avoient continué à nous conduire par les mêmes principes.

Si vous prenez des mesures pour empêcher le commerce de multiplier vos besoins, si vous vous opposez aux progrès du luxe, si vos lois se défient

prudemment des femmes par qui la corruption s'est introduite dans toutes les républiques ; si vous mettez des entraves à l'ambition des riches, portés naturellement à penser que tout leur appartient, parce qu'ils possèdent les richesses à qui tout obéit ; en un mot, si vous tentez d'établir entre tous les citoyens et entre toutes les branches du gouvernement un équilibre tel qu'on puisse juger que vous avez fait tous les efforts possibles pour affermir solidement la liberté sur la base des lois ; ne craignez point qu'on vous impute un jour les malheurs dont l'Amérique pourra être affligée. On n'en accusera que les circonstances malheureuses dans lesquelles vous vous êtes formés. Nos premiers législateurs, diront les sages, ne pouvant pas être des Lycurgue ont été des Solon : ils ne nous ont pas donné les lois les plus parfaites, mais celles dont nous étions susceptibles ; et les vices seuls dont ils n'ont pu nous corriger nous précipitent aujourd'hui vers notre ruine.

Quoi qu'il en soit, monsieur, dès que vos républiques se seront enrichies par un grand commerce, il n'est pas permis de douter que les citoyens ne

prennent le génie et le caractère propres aux commerçans. C'est l'intérêt le plus sordide qui doit régner dans des banques et des comptoirs, on s'y accoutume à tout peser au poids de l'or. Il y a long-tems qu'on a dit que les commerçans n'ont point de patrie, et qu'ils la vendront avec leur liberté à qui voudra l'acheter. Voyez dans quelle dégradation sont tombées les Provinces-Unies des Pays-Bas. Ce n'est plus que l'ombre vaine d'une république. Quoique formée par une guerre de quatre vingts ans, et mêlée jusqu'à la paix d'Utrecht dans toutes les grandes affaires de l'Europe, son amour de la liberté et son courage n'ont pu se conserver dans le calme d'une paix de trente ans, qui avoit étendu les relations de son commerce et augmenté ses richesses. Il ne s'est pas trouvé une seule étincelle du génie que Jean de Witt avoit fait naître; et la révolution la plus étonnante chez un peuple libre s'est faite de la manière la plus simple, et a été l'ouvrage d'un moment.

Je crains, je vous l'avoue, monsieur, un sort beaucoup plus fâcheux pour les Américains, c'est-à-dire, qu'ils ne soient poussés à une révolution beaucoup plus

dure que celle des Hollandois, et n'y arrivent par une route plus difficile et plus laborieuse. Pour justifier mes alarmes, revenons à l'examen de la marche des passions dans la société. Dès que les bourgeois de vos villes, corrompus par leur fortune, ne regarderont qu'avec mépris les habitans de la campagne et les artisans, n'est-il pas vrai que vos lois auront inutilement établi la plus parfaite égalité ? Ces favoris de la fortune aspireront à former des familles d'un ordre supérieur. S'ils sont assez prudens et assez maîtres d'eux-mêmes pour amadouer les passions, ne point brusquer les préjugés et cheminer avec lenteur; je vous demande ce qui doit résulter d'une révolution qui se sera faite sans effort, sans secousse, sans soubresaut, et parce que des fripons n'auront eu à duper que des imbécilles. Après avoir essayé et tâté la patience du peuple, l'ambition des riches se contentera-t-elle d'une puissance secrète et clandestine ? On croit ne rien pouvoir quand on est obligé de cacher ou de dissimuler ce qu'on peut; en un mot, l'ambition n'est point comme l'avarice qui enterre quelquefois ses richesses et se plaît à présenter l'image

de la pauvreté. On ne veut pas faire le mal, mais on veut pouvoir le faire, et bientôt on le fera. Rien n'est plus dur que l'empire de l'avarice, parce qu'elle est insatiable, et toute la fortune de l'état appartiendra bientôt à des hommes qui seront corrompus par la leur.

Mais si la révolution ne s'opère point par des moyens lens et frauduleux, si les riches au-contraire affectent ouvertement ou mal-adroitement l'empire, on doit être sûr que les citoyens qu'ils voudront traiter en sujets ne le souffriront pas; l'indignation leur donnera du courage; ils réclameront avec force les lois et l'autorité inaliénable du peuple. Accoutumés à regarder les magistrats comme leurs gens d'affaire, ils les traiteront dans leur colère comme des valets insolens et infidèles. Si dans ces sortes de combats la démocratie est triomphante, il est aisé de sentir quelle anarchie il en doit résulter. Quelles lois seront respectées? Quelle forme donnera-t-on au gouvernement? S'élèvera-t-il comme à Florence un Médicis qui s'emparera de la souveraineté de sa patrie? Il est impossible de le prévoir, parce-qu'il n'y a qu'une

manière pour faire le bien, et qu'il y en a mille pour faire le mal. Si l'aristocratie au-contraire s'élève sur les ruines de la liberté, elle abusera nécessairement de son autorité. Plus le peuple aura montré de courage, plus elle sera soupçonneuse et hardie par timidité. Peut-être dégénérera-t-elle en oligarchie, et des triumvirs se disputeront bientôt la gloire de l'asservir, sous prétexte de venger le peuple.

Mes amis, en badinant, m'appellent quelquefois un prophète de malheur; et il est vrai, monsieur, que je connois assez les hommes pour ne pas espérer facilement le bien. Mais dans ce que je viens de dire, il me semble que je n'ai rien exagéré. En voyant une législation irrégulière, comment pourroit-on se trop alarmer, puisque l'histoire nous apprend que la négligence la plus légère d'un législateur suffit souvent pour produire les plus grands désordres? Ce n'est pas assez que de prédire des révolutions aux États-Unis d'Amérique, le pis de tout, c'est qu'elles ne se feront point sans troubles, sans violence, sans convulsion, comme dans les Provinces-Unies des Pays-Bas, dont je viens d'avoir l'honneur de vous parler.

Je vous prie de remarquer que cette république, en secouant le joug de l'Espagne, comme vous avez secoué celui de l'Angleterre, l'accoutuma sans peine à obéir à un stathouder, c'est-à-dire, à un magistrat dont l'autorité presque royale contenoit et lioit entr'elles toutes les parties mal-unies de la confédération. Les vertus et les talens des premiers princes d'Orange ont suppléé pendant long-tems à tout ce qui manquoit aux ressorts du gouvernement, et d'ailleurs la crainte de la maison d'Autriche, ainsi que le remarque Grotius, occupoit les nouveaux républicains de soins trop importans pour que les mauvais effets de leur esprit commerçant ne fussent pas suspendus. La paix de Westphalie et de grandes richesses changèrent la disposition des esprits et commencèrent à donner de l'inquiétude. On se défia du stathouderat, on crut n'en avoir plus besoin; on le proscrivit, parce qu'on ne redoutoit plus l'Espagne, et la république auroit été livrée dès-lors aux plus cruelles divisions, si Louis XIV ne lui eût inspiré la plus grande terreur. Les partis se rapprochèrent, les de Wit périrent, le jeune Guillaume III fut

fait stathouder, et la Hollande pleine de ressentiment contre la France, et gouvernée par le plus habille politique de l'Europe, se trouva trop mêlée dans toutes les plus grandes guerres, pour ne pas reprendre, en quelque sorte, l'esprit qu'elle avoit eu à sa naissance.

En effet après la mort de Guillaume, les Provinces-Unies qui avoient encore détruit le stathouderat firent le rôle le plus important dans la guerre de la succession d'Espagne. Les troupes auparavant trop négligées avoient repris leur ancienne discipline et leur courage. Mais la paix d'Utrecht ne devint pas moins funeste que l'avoit été la paix de Westphalie. Des magistrats commerçans, ambitieux, mais avides, oublièrent leur gloire en se livrant entièrement aux soins de leur commerce. Toute l'Europe étoit lasse de la guerre qui l'avoit épuisée, et dans le calme de la paix, les Provinces-Unies s'abandonnèrent au caractère qu'elles devoient avoir, elles déchurent sans s'en appercevoir. La noblesse croyoit que sa dignité tenoit à celle du stathouderat, et voyoit avec dépit que quelques familles bourgeoises pus riches et plus adroites que les autres se fussent em-

parées dans leurs provinces de la puissance publique. Les autres bourgeois se trouvant dégradés ne pouvoient plus aspirer aux magistratures, vouloient se venger et désiroient une révolution. Le peuple privé de ses suffrages n'étoit compté pour rien, et n'attendoit que le signal des mécontens pour éclater. Les plaintes, les murmures, les haines augmentoient chaque jour, et la guerre de la succession autrichienne vint encore au secours des Provinces-Unies. Des magistrats qui avoient abusé de leur pouvoir pendant la paix furent incapables de s'en servir dans la crise violente où ils se trouvoient; on demanda à grands cris un stathouder, il fut proclamé en un instant. On rendit sa dignité héréditaire, parce qu'on crut que la république ne pouvoit s'en passer. Cette puissance plus forte que celle de tous les partis qui s'étoient formés étouffa leurs haines, leur donna de nouveaux intérêts, et força les Hollandois à ne plus penser qu'aux affaires de leur commerce.

Je prie les Etats-Unis d'Amérique de penser qu'étant menacés des mêmes divisions, des mêmes désordres, ils n'auront pas la même ressource. Ce

n'est pas, monsieur, que je veuille blâmer vos républiques de n'avoir pas établi chez elles une magistrature pareille au stathouderat. Je suis bien éloigné de cette pensée, et on ne peut en effet donner trop d'éloges à la sagesse avec laquelle vous avez borné la puissance de vos magistrats, pour qu'il ne puisse pas même leur venir la pensée d'en abuser. Vous êtes parfaitement en sûreté de ce côté, mais il s'en faut bien que vous le soyez contre les dangers auxquels l'esprit de commerce et une fausse prospérité doivent incessamment vous exposer, et dont je vous ai assez entretenu. Vous avez trop senti pendant la guerre l'avantage de votre union, pour que ce sentiment s'efface en vous subitement; mais pouvez-vous espérer qu'il durera toujours? Chaque province confédérée des Pays-Bas a été continuellement avertie pas sa foiblesse et la médiocre étendue de son territoire, qu'elle devoit tout à son union avec les autres. En Amérique au-contraire, combien de vos républiques, quand elles auront mis en valeur le pays qu'elles possèdent, ne doivent-elles pas se flatter de pouvoir subsister à part et de former

même une puissance très-considérable ? Elles regarderont alors le bien de l'union comme une espèce de servitude. Vous voyez d'ailleurs, monsieur, que vous n'avez point comme les provinces-Unies des Pays-Bas des voisins qui vous inquiètent dont il faille se défier, qui suspendent l'activité de vos passions et vous forcent malgré vous à prendre des mesures pour votre sûreté. Plût-à-dieu, monsieur, que le Canada pût encore vous inspirer les mêmes alarmes, que quand il obéissoit à la France ! mais il est vraisemblable que l'Angleterre désabusée enfin de l'espérance de vous soumettre, qu'elle n'auroit jamais dû avoir, ne sacrifiera point les avantages que lui promet votre commerce à je ne sais quels sentimens de vengeance et de vanité qui peut-être sont déjà éteints. Les Espagnols d'un autre côté ne possèdent en Amérique que trop de terres inutiles pour penser à y faire des conquêtes. Vos autres voisins sont des sauvages contens de leurs déserts et qui ne vous envient point vos possessions. Vous n'avez donc à craindre que vous-même, et si les Etats-Unis s'abandonnent à la sécurité qu'inspire cette position, ne dois-je pas craindre pour

eux les malheurs dont je viens, monsieur, de vous entretenir ?

On me dira peut-être que si une de vos provinces est troublée par des dissensions, les états voisins interposeront leur médiation, et parviendront bientôt à rétablir le calme et l'harmonie. Vaine espérance ! Qui ne connoît pas le pouvoir que les mots de liberté et de tyrannie exercent sur un peuple qui n'est pas façonné à la servitude ! Les troubles d'une seule république seront une espèce de tocsin qui portera l'alarme chez toutes les autres. Les peuples qui n'auroient point encore songé à leur situation, qui n'auroient pas même de justes sujets de plainte, auront alors des soupçons, des inquiétudes chimériques, si vous le voulez, mais que la crainte, l'espérance et mille autres passions ne rendront que trop réelles. Le feu de la discorde s'étendra, et si vous ne trouvez pas en vous-même un remède contre ce mal, il ne faut pas douter que tous les nœuds de votre confédération ne soient rompus.

Ce remède, monsieur, vos compatriotes l'ont sous leur main. Il n'est pas question de créer de nouvelles magistratures, ni d'élever parmi vous un

stathouder ; il s'agit seulement de donner au congrès continental une autorité qui le mettra en état de vous être aussi utile pendant la paix dont vous allez jouir, qu'il l'a été pendant la guerre qui vous a fait triompher de vos ennemis. Cette auguste assemblée a été l'anneau, la chaîne qui a tenu étroitement unis les treize états ; elle en a été l'ame ; elle a donné à tous un seul et même esprit, un seul et même intérêt. On peut assurer comme une vérité certaine et évidente, que si chacune de vos républiques s'étoit conduite par ses délibérations particulières, il n'y auroit eu aucune unité dans vos opérations ; vos projets se seroient nuis, vos forces divisées auroient trahi vos espérances, et faute de concert vous auriez vraisemblablement succombé. Vous devez à ce conseil votre considération, votre gloire, votre liberté. Vous avez vu que toutes ses délibérations ont été dictées par la prudence, la modération, le courage, la justice et la générosité. Puisse cet esprit subsister toujours parmi vous ! Mais il ne subsistera point si vous ne prenez les mesures les plus propres à conserver au congrès la considéra-

tion dont il jouit, et lui donner en même tems l'autorité dont il a besoin pour cimenter-à-la fois votre union et prévenir les malheurs dont je viens de parler, et qui ne sont que trop naturels à votre constitution : c'est une vérité qu'on ne sauroit trop répéter.

Pour préparer ce grand ouvrage, je voudrois donc, monsieur, que chaque république se fît une loi de ne charger de ses pouvoirs dans le congrès continental, que des citoyens qui auroient été employés dans le conseil auquel elle a confié la puissance exécutrice, et s'y seroient distingués par leur probité et leurs talens. Je voudrois que l'opinion publique établît parmi vous que le plus grand honneur auquel puisse aspirer un citoyen, c'est d'être délégué au conseil de vos amphictions. Vous sentez combien cette manière de penser seroit propre à donner de l'émulation aux citoyens et à inspirer autant de respect que de confiance pour une assemblée qui vous est bien plus nécessaire qu'elle ne l'étoit autrefois aux républiques de la Grèce.

Vos constitutions ont ordonné que ces magistrats puissent être révoqués dans quelque tems de l'année que ce

soit : permettez-moi de vous demander quel est l'esprit de cette loi trop timide, trop soupçonneuse, trop défiante, puisque à présent leur magistrature n'est qu'annuelle, et ne peut par conséquent être dangereuse pour la liberté. Prenez-y garde : vous ouvrez une porte à l'intrigue des concurrens qui n'auroient pas été préférés dans vos élections ; vous vous exposez à des cabales qui pourront troubler votre repos. Permettez-moi de le dire ; rien n'est plus dangereux pour une république que de dépouiller les magistrats par la simple formule qu'on retire sa confiance. Les Suédois dans ces derniers tems s'en sont bien mal trouvés, et cette manière despotique de traiter les sénateurs a été une des principales causes qui a fait perdre son crédit au sénat et affoibli les ressorts de la constitution suédoise.

J'ajouterai que cette loi dont je me plains me fait presque soupçonner malgré moi, que l'intention de chacune de vos républiques est peut-être peu conforme à ses vrais intérêts. Pourquoi veut-on, je vous prie, être le maître en tout tems de rappeler le ministre qu'on a député au congrès ? Je n'en devine point le motif ; car il seroit insensé qu'un

état de la confédération américaine craignît que son ministre ne trahît sa patrie ou n'abandonnât ses intérêts. Seroit-on peu disposé à se conformer aux vues d'une assemblée dont le premier, ou plutôt le seul devoir, est de ne s'occuper que de l'intérêt général de l'union ? Ce seroit bien mal connoître la nature de cette auguste assemblée, ce seroit la confondre avec les congrès qui s'assemblent quelquefois en Europe pour terminer les différends de plusieurs puissances ennemies qui ne veulent se réconcilier qu'en se trompant le mieux qu'elles peuvent, et ne cherchent par une paix plâtrée qu'à se ménager quelque avantage dans une nouvelle guerre. Quel est donc l'esprit de cette loi ? Vos ennemis, monsieur, diront que les états de l'union américaine ne se sont réservés que par des vues d'ambition le droit de révoquer arbitrairement leurs ministres au congrès. Si ces députés ne sont pas assez rusés, assez subtils, assez menteurs, assez opiniâtres pour faire dominer leur opinion ; on veut pouvoir en tout tems leur donner des successeurs plus habiles, capables de prendre l'ascendant sur leurs collègues, de faire prévaloir leurs avis et d'établir une puissance

sance prépondérante dans une association qui ne peut être utile et subsister que par l'égalité. Politique fausse, honteuse et funeste ! Elle supposeroit en Amérique la même ambition qui perdit autrefois le conseil amphictionique. Dès que la corruption en eût fait le centre de l'intrigue et de la cabale, la Grèce ne fut plus capable de réunir ses forces. Philippe de Macédoine y domina, et les Grecs perdirent leur liberté.

Que les Etats-Unis profitent de cette importante leçon. Que le premier article des instructions qu'ils donneront à leurs délégués soit de ne travailler qu'à concilier les esprits, et rapprocher leurs intérêts. Qu'on leur ordonne même de faire des sacrifices pour le bien de la paix et de la concorde. C'est par cette politique bienfaisante et généreuse que toutes les nations devroient adopter, que les peuples alliés peuvent rendre de jour en jour leur alliance plus étroite et plus utile. En un mot, il importe au bonheur particulier de chaque république de ne pas vouloir dominer dans le congrès, et de se soumettre au-contraire aux vues et aux résolutions d'un corps qui embrasse les intérêts généraux de la confédération. Si mes remar-

ques sont vraies, bien loin de chercher à diminuer le crédit du congrès, vous devez travailler à augmenter son autorité. Menacés des troubles, des divisions, des désordres domestiques dont j'ai parlé, vous ne pouvez vous passer d'une magistrature suprême pour les prévenir ou pour les arrêter; et vous ne pouvez la placer avec sureté que dans un corps composé des citoyens les plus recommandables de chaque état.

Cet objet est trop important pour ne pas m'y arrêter encore. Je prie d'observer avec attention que les habitans de l'Amérique devant avoir des professions, des droits, des fortunes, des mœurs et par conséquent des manières différentes d'envisager leurs intérêts, il est impossible que les diverses passions qui en résulteront, n'excitent pas des murmures et des plaintes. En s'aigrissant, ils feront naître des querelles qui doivent causer des troubles funestes, si au-lieu d'être arrêtés dans leur naissance, on leur permet de fermenter secrètement dans la cabale et l'intrigue. Quels débouchés, si je puis parler ainsi, avez-vous préparés à ces humeurs, pour que leur fermentation ne cause pas une maladie mortelle au corps de la société ?

Si les citoyens qui croiront avoir de justes sujets de se plaindre, n'ont pas de voies légales pour se faire entendre, soyez sûr qu'agissant sans règles et par fougue, ils se porteront aux dernières extrémités. C'est pour cette raison que tous les politiques ont extrêmement loué l'établissement des tribuns dans la république romaine. Le peuple sûr d'avoir des protecteurs se reposoit sur eux du soin de ses intérêts, et ces magistrats populaires avoient eux-mêmes des ménagemens à garder. Ils s'étoient fait des règles et des procédés qui les empêchoient de se conduire avec l'inconsidération et la violence familières à la multitude. On peut voir dans le traité des lois de Cicéron combien l'établissement de ces magistrats fut salutaire. Mais ne seroit-il pas dangereux de le vouloir transporter aujourd'hui chez vous ? Vous n'avez pas les mœurs des premiers Romains, et je craindrois que vos tribuns ne ressemblassent à ceux des derniers tems de Rome, qui ne furent que des séditieux qui sacrifièrent la république aux intérêts de leurs passions. Ce qui en tiendra lieu, c'est l'autorité du congrès, si vous lui donnez la forme et le crédit qu'il doit avoir. En voyant un juge au-dessus

d'eux, les riches seroient plus mesurés dans leurs entreprises, et le peuple moins inquiet et moins soupçonneux. L'espérance de rétablir le stathouderat, empêcha les mécontens des Pays-Bas de se livrer à des partis violens. De même l'espérance, ou la crainte d'un jugement juridique calmera les esprits en Amérique. Si vos mécontens n'ont la faculté d'adresser leurs remontrances qu'à la puissance législative, ou aux magistrats chargés du pouvoir exécutif, ils éprouveront le sort des représentans de Genève, et le désespoir fera prendre des résolutions extrêmes. Je ne vois, monsieur, qu'une seule et unique ressource pour les Américains : c'est d'établir le congrès continental juge suprême de tous les différends qui pourront s'élever entre les divers ordres de citoyens dans les états de l'union. Pourquoi vos législateurs se refuseroient-ils à cet arrangement, puisqu'ils ont déjà accordé à ce tribunal la prérogative plus importante de connoître de tous les différends qui peuvent survenir entre vos républiques à l'égard de leurs territoires, ou de tout autre objet ? Elles n'ont point cru déroger à leur souveraineté ni à leur indépendance, en cédant

au congrès seul le droit de traiter avec les puissances étrangères, et en consentant même de ne pouvoir, sans son approbation, faire entr'elles des conventions particulières. Si les riches se refusoient à la loi que je propose, ce seroit un signe certain qu'ils forment déjà des projets d'ambition ou de vanité. Je ne le crois pas, monsieur, et j'espère au-contraire, s'ils sont persuadés que mes craintes ne sont point chimériques, qu'ils verront avec plaisir se former dans votre confédération une puissance qui favorise l'égalité, qui préservera la première classe des citoyens d'une ambition qui finiroit par les perdre, et la dernière d'une abjection et d'une misère dont les riches, malgré tous leurs efforts, sentiroient bientôt le contre-coup.

Vous ne pouvez donner trop d'autorité à votre conseil amphictyonique, parce qu'il est impossible qu'il en abuse. Il n'est point dans la nature du cœur humain, que des hommes revêtus d'une magistrature passagère, et qui doivent bientôt retourner dans leur patrie pour s'y confondre avec leurs compatriotes, forment des projets d'usurpation et de tyrannie. Comment les délégués de plusieurs provinces éloignées les unes

des autres, qui ne se connoissent pas, qui souvent n'auront eu aucune relation entr'eux, pourroient-ils se fier assez les uns aux autres pour oser conspirer de concert, et méditer le projet d'asservir la confédération ? Je sais, monsieur, que la liberté doit être inquiète et scrupuleuse ; mais aussi elle doit être sensée, et ne pas craindre des chimères. Par quel caprice singulier de la fortune les treize États-Unis nommeroient-ils à la fois des scélérats pour les représenter ? Autre prodige ! Comment s'entendroient-ils ? comment n'auroient-ils qu'un intérêt ? comment leurs vues et leurs mesures ne se contrarieroient-elles pas ?

Je m'arrête trop long-tems sur cette matière, et je vous en demande pardon, monsieur ; mais tous les Américains n'ont pas vos lumières, et c'est pour eux que j'écris. Qu'on me permette donc d'examiner encore la loi par laquelle toutes vos républiques ont arrêté qu'on enverroit tous les ans de nouveaux délégués au congrès. J'aurois presque autant aimé qu'on lui eût ordonné de ne rien faire de raisonnable. Avant que ces nouveaux magistrats aient eu le tems de se connoître, de s'examiner, de s'entendre, leur magistrature inutile

expirera. Si vous craignez d'avoir parmi vous des principes d'administration fixes et constans, vous ne pouvez pas établir une meilleure règle. Qui vous répondra que le congrès de l'année prochaine ne détruira pas tout ce que fait le congrès actuel ? Il ne faut qu'un homme adroit, entêté et éloquent pour tout bouleverser. Vous vous exposez à tous les inconvéniens qu'éprouve l'Angleterre qui change de manières, de procédés, de politique à chaque règne, et même à chaque changement qui se fait dans le ministère ; de sorte qu'on ne sait bientôt ni ce qu'on fait, ni ce qu'on veut, ni ce qu'on peut faire. Dans cette fluctuation, on n'ose se fier au gouvernement, et l'intrigue acquiert de nouvelles forces.

J'ai désiré que les magistrats, chargés dans vos républiques de la puissance exécutrice, fussent plus longtems en place que les lois actuelles ne le permettent, et qu'on perfectionnât même à cet égard le réglement des Pensilvaniens : par les mêmes raisons je souhaite actuellement que les délégués au congrès continental remplissent au-moins pendant trois ans leurs magistratures, et que cette auguste

assemblée, par le secours de cette succession que la Pensilvanie a établie dans la puissance exécutrice, ne cesse jamais de se renouveler et conserve cependant les mêmes maximes. Chaque année les nouveaux magistrats, au-lieu d'y porter leurs fantaisies, prendront l'esprit de ceux auxquels ils succèdent. Bientôt les affaires seront administrées par des principes constans, et le gouvernement aura un caractère. Vous ne connoîtrez point cette funeste incertitude qui agite et inquiète les citoyens qui, ne pouvant compter sur rien, ne peuvent s'attacher à leur patrie, et se livrent malgré eux à des projets pernicieux. Soyez sûr que le modèle de sagesse que présenteroit l'assemblée du congrès ne seroit pas inutile aux magistrats particuliers de vos républiques. Alors, monsieur, si la confédération américaine, ainsi que je n'ai que trop sujet de le craindre, étoit entraînée ou poussée par son commerce et ses mœurs vers l'aristocratie, ce sera d'une manière insensible, sans violence et sans convulsion. En accréditant peu-à-peu les prétentions des riches, on ne cessera pas de protéger les droits des pauvres. La coutume établira des tem-

péramens qu'il est impossible de fixer par des lois ; mais que l'habitude rendra tolérables et consacrera enfin. Les pauvres n'étant pas vexés s'accoutumeront à leur sort, la subordination ne choquera plus les esprits, et le peuple à son aise pensera que les distinctions dont les riches jouissent leur appartiennent légitimement. Ainsi l'aristocratie, jouissant paisiblement de ses prérogatives, n'aura en Amérique comme en Suisse aucun des vices qui lui sont naturels.

Je voudrois, monsieur, que tous les dix ou douze ans, vous célébrassiez comme votre fête la plus solennelle le jour où vous avez déclaré que vous étiez affranchis du joug de l'Angleterre. Après avoir rendu grâces au souverain maître de l'univers des faveurs dont il vous a comblés, que la joie la plus vive règne dans tous les pays de la confédération : que des illuminations, des jeux, des danses appellent tous les citoyens au plaisir ; que les magistrats et les riches se confondent avec la multitude ; que dans ces espèces de Saturnales les grands montrent l'imege de l'égalité ; que le peuple y apprenne à aimer sa patrie et ses supérieurs ; que ce même jour les ambassadeurs de cha-

que république renouvellent avec pompe votre alliance entre les mains du congrès ; que Dieu soit le garant de leurs promesses et de leurs sermens, et que l'acte en soit déposé avec cérémonie dans tous les temples de vos différentes communions ; que les membres du congrès cédant ensuite leurs places aux ambassadeurs qui représentent les souverains, viennent rendre leurs hommages à la puissance dont ils ne sont que ministres, et jurent en invoquant le nom de Dieu, et en présence du peuple, d'observer religieusement les lois, de défendre l'union et de se soumettre dans tous leurs jugemens aux règles de la justice. Nous avons des sens, il faut les frapper pour nous rendre plus respectables les vérités dont nous avons besoin, et que la multitude ne comprend pas.

Je ne doute point, monsieur, qu'en examinant, dans le calme de la paix, vos lois et votre situation, les États-Unis ne réparent de la manière la plus heureuse les inadvertances qui peuvent avoir échappé à leurs premiers législateurs. Dans le moment qu'éclate une révolution aussi importante et aussi extraordinaire que la vôtre, il est impos-

sible qu'au milieu des craintes, des alarmes, des préjugés anciens, et de mille passions nouvelles, l'esprit humain saisisse des vérités abstraites dans toute leur étendue, et l'art avec lequel il faut les arranger entr'elles pour rendre les lois plus utiles. Vous allez tout réparer, mais vous ne pouvez trop vous hâter : le tems accrédite les erreurs : profitez du moment où le commerce n'a point encore inspiré aux riches des idées d'ambition et de vanité, et que vos cultivateurs comptant sur la stabilité éternelle de vos lois ne soupçonnent pas même qu'on puisse former le projet de les opprimer. Si les querelles que je crains venoient à éclater avant que l'ouvrage de votre législation fût achevé, il ne seroit peut-être plus tems d'appliquer des remèdes sûrs au mal. Il faudroit se contenter de quelques palliatifs, qui paroîtroient calmer les esprits par intervalle ; mais qui ne les rassurant pas, exposeroient l'état à des rechûtes toujours plus dangereuses les unes que les autres.

Si des querelles domestiques éclatent dans un des États-Unis, avant que les citoyens trouvent dans leurs constitutions une manière, un moyen de les

terminer à l'amiable, ou par les règles de la justice, vous sentez, monsieur, que les partis opposés n'auront que des paroles et des promesses à se donner, et que sur de si foibles garans, il est impossible d'établir une paix durable. Une défiance générale s'emparera des esprits : les uns espéreront de mettre à l'avenir plus d'adresse dans leur conduite, et les autres les observeront avec cette attention soupçonneuse qui s'effarouche aisément et interprète tout en mal : la paix sera donc rompue. Mais qui vous répondra qu'alors les gens de bien puissent encore se faire entendre ? L'esprit de sédition est contagieux chez les peuples. Peut-être que quelques riches mêmes, par des considérations particulières, trahiront la cause de l'aristocratie, pendant que les brouillons les plus inquiets domineront dans les délibérations de la multitude. On se fera des injures, et la haine toujours injuste et toujours aveugle décidera enfin du sort de la république.

Qu'on ne se flatte pas que quelque état voisin intervienne dans ces différends et puisse alors les calmer par sa médiation. Ces médiateurs seront trop suspects pour que le parti démocratique

veuille s'y fier, on ne verra en eux que des hommes jaloux des droits de l'aristocratie. Si dans ces circonstances, le congrès, sans autre autorité que celle qu'il possède aujourd'hui, envoie des députés pour rapprocher les esprits et rétablir la paix, les écoutera-t-on avec plus de respect et de confiance? On verra que ce corps est composé des hommes les plus importans et les plus riches de la confédération, et il n'en faudra pas davantage pour qu'on les soupçonne, qu'on les accuse même d'être plus portés à favoriser les prétentions des riches que les droits du peuple. N'étant point établis juges par la loi, ne paroissant point avec la majesté et l'appareil d'un tribunal ancien et révéré dont on aime et craint également les décrets, ils ne pourront offrir que leurs bons offices, foible ressource! Les troubles renaîtront; on ne fait des dupes qu'une fois, et on ne les croira plus.

Je m'arrête trop long-tems sur cette matière, monsieur, je me contenterai de remarquer qu'avec les mœurs que nous avons en Europe, et qui vraisemblablement ne sont déjà que trop communes en Amérique, l'argent doit usurper enfin un empire absolu. On feroit

des efforts inutiles pour s'y opposer ; mais peut-être n'est-il pas impossible, avec beaucoup de précautions, d'empêcher que cet empire ne devienne tyrannique. Si des lois impuissantes n'empêchent pas les commerçans de s'emparer de toute l'autorité, si les mœurs publiques ne viennent pas au secours du peuple, si elles ne donnent pas des bornes certaines à la cupidité ; je tremble que tous les liens de votre confédération ne soient enfin rompus. Des magistrats commerçans imprimeront leur caractère à la république : tous les États-Unis feront le commerce, et voilà le germe de vos divisions et de la ruine du congrès continental. Ayant nos vices, vous aurez bientôt notre politique. Chacun de vos états, en nuisant au commerce des autres, croira favoriser le sien, tant l'avarice est une passion impérieuse et sotte ! Elle vous persuadera qu'il faut faire la guerre pour augmenter vos richesses : vous aurez une Carthage commerçante et guerrière à la fois, et son ambition entée sur l'avarice voudra dominer sur ses voisins, et les traiter en sujets, peut-être même en esclaves. Il se formera une puissance rivale pour lui résister. Vous aurez notre politique trompeuse

de l'équilibre ; les traités ne conserveront aucune autorité, toutes les alliances seront incertaines et flottantes ; et tous vos états oublieront leurs intérêts pour courir après des chimères.

En voilà trop, et je vous ennuyerois, monsieur, si je voulois vous prouver que mes craintes ne sont pas vaines. Toute l'histoire viendroit à mon secours, et vous la connoissez mieux que moi. Je ferois voir comment nos vices sont liés les uns aux autres et inséparables ; mais je ne vous dirois rien de nouveau ; votre étude du cœur humain vous a rendu toutes ces vérités familières. Personne, monsieur, ne s'intéresse plus que moi à votre liberté naissante, et à la gloire de vos législateurs, à qui on n'aura aucun reproche à faire, si on voit qu'ils ont connu tous les écueils contre lesquels une république peut échouer, et qu'ils ont tenté de résister à cette fatalité qui semble avoir mis des bornes à toutes les choses humaines. Je fais les vœux les plus ardens pour votre prospérité ; et je vous prie, monsieur, de ne jamais oublier les assurances que je vous donne de mon zèle pour vos intérêts, de mon respect, et de mon attachement.

Fin des États-Unis d'Amérique.

TABLE

TABLE DES CHAPITRES

Contenus dans ce Volume.

LIVRE QUATRIÈME.

DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Fin de la Table du Tome second de la Législation, et des Etats-Unis d'Amérique.

ŒUVRES COMPLÈTES DE L'ABBÉ DE MABLY.

TOME QUATORZIÈME.

Ce Volume contient les Entretiens de Phocion sur le rapport de la morale avec la politique.

ŒUVRES
COMPLÈTES
DE
L'ABBÉ DE MABLY.

TOME QUATORZIÈME.

A TOULOUSE,

Chez N.-ÉTIENNE SENS, Imprimeur-Libraire, vis-à-vis Saint-Rome.

A NISMES,

Chez J. GAUDE et Comp. Imprimeurs-Libraires.

1791.

PRÉFACE.

Il y a deux années que voyageant en Italie, un événement, dont il est inutile d'entretenir le public, me fit passer quelques mois au monastère de Mont-Cassin. C'est le berceau de cet ordre célèbre, qui, au milieu de la barbarie où l'Europe a été plongée pendant plusieurs siècles, a cultivé les lettres avec soin, et auquel les savans doivent tout ce que nous avons aujourd'hui des ouvrages des anciens. La bibliothèque du Mont-Cassin, digne des hommes de mérite qui l'ont formée, est fort riche, et principalement en manuscrits. Le hasard m'en fit rencontrer un qui doit être très-ancien, si les règles de critique sur cette

matière sont vraies ; il est bien conservé, et a pour titre : *Entretiens de Phocion.*

Un ouvrage jusqu'alors inconnu, & qui porte le nom d'un des plus grands hommes de la Grèce, aussi célèbre par son éloquence que par ses vertus et ses talens militaires, fixa toute mon attention. A peine eus-je commencé à le parcourir, qu'il ne me fut plus possible de le quitter. Je le lus et le relus plusieurs fois. J'invitai le bibliothécaire à enrichir le public du trésor qu'il possédoit ; mais comme il ne me répondit que d'une manière peu satisfaisante, en se plaignant du mépris que notre siècle fait des anciens, de la décadence des lettres, et de l'inutilité de multiplier les originaux, tandis qu'on ne lit plus Homère, Platon & Démosthène que dans des versions, je me hâtai de faire un extrait de la doctrine de Phocion.

Ce premier essai me donna l'envie de traduire ses Entretiens : la briéveté de l'ouvrage me fit dévorer toutes les difficultés de mon entreprise, et depuis j'ai profité des premiers momens de loisir dont j'ai joui pour retoucher ma traduction, que je n'avois d'abord songé qu'à rendre exacte et littérale.

J'ai communiqué mon travail à quelques savans, et les ai consultés sur plusieurs passages que j'avois copiés exactement, et qui m'embarrassoient. Ils ont eu la bonté de m'aider de leurs conseils ; et en même-temps que je m'acquitte du tribut de reconnoissance qui leur est dû, je ne dois pas laisser ignorer aux lecteurs, que si quelques-uns ne doutent pas que Nicoclès n'ait recueilli la doctrine de Phocion, ainsi que Platon et Xénophon ont recueilli celle de Socrate, d'autres soupçonnent que cet ouvrage

pourroit bien n'avoir été composé que dans un siècle postérieur même à celui de Plutarque.

Par quelle fatalité, m'a-t-on dit, Cicéron, qui avoit fait une étude profonde de tous les philosophes de la Grèce, et qui en expose souvent la doctrine avec une sorte de complaisance, ne cite-t-il Nicoclès, ni Phocion, dans aucun endroit de ses ouvrages philosophiques ? Ce silence n'est-il pas une preuve que le philosophe romain ne connoissoit pas les entretiens que vous avez découverts dans la poussière d'une bibliothèque ? Et s'il ne les connoissoit pas, est-il vraisemblable qu'ils existassent de son temps ? Plutarque, ajoutoit-on, cet écrivain si exact à rapporter tout ce qui est propre à faire connoître ses héros, a écrit la vie de Phocion ; eût-il négligé de rendre compte de son systême moral et politique, s'il

eût eu entre les mains l'ouvrage de Nicoclès ? Il parle en deux endroits de Nicoclès même, comme de l'homme le plus tendrement attaché à Phocion. Comment auroit-il oublié d'avertir qu'il a fait et transmis à la postérité le tableau le plus précieux des mœurs et de l'esprit de son ami ? C'eût été relever la gloire de l'un et de l'autre. De là on a conclu que les Entretiens de Phocion ne sont pas d'une aussi haute antiquité qu'on seroit d'abord tenté de le croire, et que le véritable auteur de cet ouvrage n'a vraisemblablement emprunté les noms respectables de Phocion et de Nicoclès, que pour donner plus de crédit à sa doctrine.

Quelque prévenu que je le sois en faveur des critiques qui m'ont fait ces objections, je l'avouerai cependant, elles ne m'ont pas convaincu. Est-ce amour-propre de

traducteur, ou suis-je fondé en raison ? Le public en jugera. Le silence de Cicéron, ou je me trompe fort, n'est point un argument invincible contre l'ouvrage dont je donne la traduction. Je ne vois pas que l'ordre des matières qu'il traitoit dans ses *offices*, ses *tusculanes*, ses *dialogues sur la nature des dieux*, ect. le conduisît à parler des Entretiens de Phocion; pourquoi les auroit-il cités ? C'est dans son *traité des lois*, et sur-tout dans ses *livres de la république*, qu'il auroit eu occasion d'en exposer la doctrine. Si je dis que vraisemblablement il l'a fait, il me semble qu'on ne peut m'opposer qu'un doute vague qui ne prouve rien, puisqu'il s'en faut bien que le premier de ces ouvrages soit parvenu entier jusqu'à nous, et que le second ne nous est connu que par quelques fragmens très-courts.

Le silence de Plutarque forme,

j'en conviens, une difficulté plus spécieuse ; mais de ce qu'il n'a pas cité l'écrit de Nicoclès, en faut-il conclure qu'il ne l'a pas connu ? Ne voit-on pas que Phocion est peint dans cet historien avec les mêmes couleurs qu'il le peint lui-même dans ses entretiens ? N'étoit-ce pas exposer de la manière la plus intéressante le systême de morale et de politique de ce grand homme, que de le représenter lui-même inviolablement attaché à sa pratique de toutes les vertus ? Plutarque a cru avec raison que le devoir d'un historien se bornoit là. C'est parce que l'ouvrage de Nicoclès étoit entre les mains de tout le monde, qu'il aura peut-être regardé comme inutile d'en parler. Peut-être en avoit-il déjà rendu compte dans quelqu'un de ses ouvrages de morale ; et si le temps nous en a dérobé plusieurs, comment peut-on se prévaloir du

silence de Plutarque ? Je le remarquerai en passant ; ce silence des écrivains, que la plupart des critiques emploient à chaque instant comme un argument décisif, ne forme presque jamais qu'un préjugé très-foible. S'il prouvoit quelque chose contre les entretiens de Phocion, il faudroit se livrer au pyrrhonisme reproché au père Hardouin, et douter avec lui que la plupart des écrits de l'antiquité fussent des auteurs dont ils portent le nom.

Mais ce qui répond à toutes les difficultés qu'on peut m'opposer, c'est l'éloquence, c'est la force, c'est l'énergie des Entretiens de Phocion. Si les savans qui n'ont vu que ma traduction, dont je ne me dissimule pas l'extrême foiblesse, avoient lu l'original, ils y auroient reconnu sans peine ce caractère qui distingue le siècle de Platon, de

Thucydide et de Démosthène, des temps qui l'ont suivi. Je sais que plusieurs siècles encore après, et lorsque la Grèce fut même devenue une province romaine, les Grecs continuèrent à parler leur langue avec une extrême pureté ; mais l'époque de la ruine de leur liberté fut l'époque de la décadence de leur génie. Les esprits, amollis et plus timides, n'eurent plus une certaine sève, une certaine vigueur. On parla avec élégance, mais on pensa sans force ; les idées du beau se perdirent, et l'éloquence cultivée par des rhéteurs, et non par des philosophes, abandonna son ancienne simplicité pour se parer d'ornemens inutiles.

La philosophie si sage, si lumineuse dans les écoles de Socrate et de Platon, dégénéra encore plus promptement que l'éloquence. Les Sophistes, dont ces grands hom-

mes commençoient déjà à se plaindre, conjurèrent contre la vérité, et l'étouffèrent. Pour augmenter le nombre de leurs disciples, à qui ils vendoient leurs leçons, ils se firent une étude d'inventer des opinions bisarres, hardies et extraordinaires, et un art de les défendre par des misérables subtilités. Croira-t-on aisément que de cette lie de la philosophie soit sortie la doctrine des Entretiens de Phocion? La politique fut encore plus négligée que la morale par des hommes qui n'étoient plus libres, qui n'aimoient plus leur patrie, et qui faisoient bassement la cour aux Romains. Mais je m'arrête trop long-temps sur cette matière. Les savans, qui connoissent le génie et la manière, si je puis parler ainsi, de chacle siècle, se diront eux-mêmes, mieux que je ne pourrois faire, tout ce que je tais ici. Pour

le reste du public, il ne s'occupe guère de ces sortes de discussions. Un ouvrage est-il bon ? est-il mauvais ? Voilà ce qui le touche, et non pas le nom de son auteur, et la date du temps où il a été écrit.

Quand Phocion prit part au gouvernement de sa patrie, la Grèce divisée par ses querelles domestiques, n'étoit plus ce qu'elle avoit été autrefois, lorsqu'unie par les lois de sa confédération, et sous la conduite de Miltiade, d'Aristide, de Thémistocle, de Léonidas, etc. elle humilia l'orgueil des Perses. Les Lacédémoniens, jaloux des grandes choses qu'Athènes avoit faites pendant la guerre Médique, et inquiets des sentimens d'ambition ou de vanité que cette république laissoit voir, n'avoient cherché qu'à lui faire perdre la considération qu'elle méritoit. Les Athéniens, trop fiers de leur côté d'avoir sauvé

la Grèce, et d'être les maîtres de la mer, ne tardèrent pas à se plaindre de l'injustice de Lacédémone, et lui disputèrent le commandement des armées dont elle avoit joui sans trouble, depuis qu'elle obéissoit aux sages institutions de Lycurgue. Ces deux peuples se firent des injustices et des injures; la guerre fut enfin allumée entr'eux, et dès ce moment l'émulation, qui avoit produit mille vertus chez les Grecs, se convertit en une jalousie qui produisit mille vices. Toutes les républiques de la Grèce prirent part à cette querelle; elles oublièrent qu'elles avoient la même origine, ne formoient qu'un peuple, et que leur alliance étoit le fondement de leur liberté. On ne connut plus aucune règle, aucun ordre, aucune subordination; on ne consulta que son ambition et sa vengeance, et pendant près de trente

ans qu'Athènes et Lacédémone se disputèrent l'empire de la Grèce avec opiniâtreté, leurs efforts inutiles, les maux qu'elles se faisoient, leur foiblesse qui en étoit le fruit, rien ne fut capable de les éclairer sur leurs intérêts, et de leur faire sentir qu'elles concouroient à leur ruine.

Tout le monde sait la fin malheureuse de la guerre du Péloponèse. Les Athéniens, assiégés par mer et par terre, furent enfin obligés de recevoir la loi d'un vainqueur d'autant plus disposé à abuser des droits de la victoire, que ses succès lui avoient coûté plus de peine. Athènes vit détruire ses fortifications; Lysandre y abolit le gouvernement populaire; et cette ville, si jalouse et si fière de sa liberté, fut condamnée à obéir à trente tyrans. Trasybule la délivra de ce joug rigoureux; mais des hommes d'a-

bord corrompus par la prospérité, familiarisés ensuite dans la servitude avec les vices les plus bas, recouvrèrent leur premier gouvernement, sans reprendre leur ancien caractère. Le goût des plaisirs et le luxe de quelques citoyens portèrent une licence extrême dans les mœurs. La pauvreté avilit la multitude, et la rendit insolente et séditieuse. L'amour de la patrie fut éteint, l'amour de la gloire fit place à l'amour des richesses, les lois combattues par les mœurs ne conservèrent aucune force, et les magistrats méprisables et méprisés, n'eurent aucune autorité.

Les Spartiates, quoique vainqueurs, ne jouirent pas cependant d'une fortune plus heureuse que les vaincus. En dominant sur la Grèce, ils ne sentoient que leur foiblesse, parce qu'ils avoient renoncé aux principales institutions de Lycur-

gue. L'injustice, la force et la ruse qu'ils voulurent employer pour affermir et conserver leur empire, ne suppléèrent point à la justice, à la modération, à la bienfaisance par lesquelles ils avoient autrefois mérité la confiance des Grecs, et étoient devenus les chefs et les arbitres de leur confédération. Chaque ville effrayée de l'ambition des Lacédémoniens, craignit avec raison d'éprouver le sort d'Athènes, si elle vouloit jouir de ses droits. Toute la Grèce s'agita pour secouer le joug ou pour prévenir la servitude; et la puissance de Sparte s'évanouit dès que les Thébains, qu'elle traitoit moins en sujets qu'en esclaves, se révoltèrent contre sa tyrannie.

On vit Thèbes à la tête des affaires de la Grèce, et l'élévation inattendue d'une république, qui seroit restée dans l'obscurité, si elle n'a-

voit produit par hasard un Pélopidas et un Epaminondas, fit éclater une révolution préparée par ses vices, et par l'inquiétude générale qui agitoit les Grecs. Il n'y eut point de ville un peu considérable qui ne crût devoir aspirer à la même fortune que Thèbes. Chaque peuple se fit des intérêts à part ; il ne subsista plus aucune trace de l'ancienne union ; les alliances jusqu'alors les plus respectées furent oubliées, et celles qui se formèrent au milieu du trouble et de l'anarchie n'inspirèrent aucune confiance. La politique, changée en une intrigue frauduleuse, ne servit plus que les passions les plus contraires au bien de la société. C'est dans cette situation déplorable que Philippe surprit la Grèce, en montant sur le trône de Macédoine ; et on commençoit déjà à redouter son ambition, lorsque Phocion eut avec Aristias les en-

tretiens que Nicoclès nous a conservés.

Cet ouvrage traite de la matière la plus importante pour les hommes. On remonte aux principes fondamentaux de la politique, et on prouve qu'elle ne peut travailler efficacement au bonheur de la société qu'autant qu'elle est attachée aux règles de la plus exacte morale. Ce ne sont point ici les lieux communs d'un déclamateur, ni les spéculations d'un philosophe séparé des affaires, et qui ne connoît pas les hommes ; ce sont les préceptes d'un sage, dont la philosophie ne fut jamais oisive, que l'expérience éclaire, et qui puise dans la nature même de l'homme les principes de la science propre à le gouverner. Phocion commanda presque continuellement les armées d'Athènes. Ses concitoyens le chargèrent de plusieurs négociations de la plus

grande importance dans les conjectures les plus difficiles, et il avoit mille fois éprouvé dans le sénat, et dans les assemblées du peuple, que sa république n'étoit foible, chancelante et méprisée, que parce qu'elle n'avoit plus de vertu. Nous avons beau nous être fait une idée toute différente de la politique, la vérité ne changera point au gré de notre ignorance et de nos caprices; si Phocion nous la découvre, retractons nos erreurs, et tâchons de profiter de ses leçons.

Il seroit téméraire à moi de vouloir écrire ici la vie de ce grand homme; en essayant d'égaler Plutarque, je sens combien mes efforts seroient inutiles. Je me contenterai de rapporter quelques traits de la vie de Phocion, propres à faire connoître ses mœurs et son caractère.

Il passe des écoles que Socrate avoit formées, à l'armé de Chabrias,

sous lequel il fit ses premières armes; et tandis que le jeune disciple de Platon apprenoit l'art de la guerre de ce général habile, mais quelquefois paresseux ou emporté, il lui enseignoit à son tour à commander avec la diligence, l'exactitude et la modération dignes d'un grand capitaine. Chabrias démêla sans peine tous les talens de son élève et de son maître, et à la bataille de Naxe il lui confia le commandement de son aile gauche, qui décida de la victoire.

Athènes n'avoit plus de ces citoyens à la fois hommes d'état dans la place publique ou dans le sénat, et capitaines à la tête des armées. Les uns se destinoient aux emplois militaires, les autres aux fonctions civiles, et depuis ce partage, les talens et la république étoient également dégradés. Phocion fit revivre l'ancien usage; réunir les talens,

c'etoit en quelque sorte multiplier les citoyens, les ressources de l'état et les grands magistrats. Il croyoit que toutes les connoissances se prêtent un secours mutuel. Il gagna des batailles, traita de la paix, et fut le rival de Démosthène, qui l'appeloit *la hache de ses discours*, et ne craignit que lui de tous les orateurs dont Athènes étoit alors remplie.

En se rendant digne de tous les emplois de la république, Phocion n'en brigua jamais aucun. Quoique sûr de commander les armées, si on faisoit la guerre, il conseilla toujours la paix; et le peuple, à qui il reprocha sans cesse ses vices, tantôt avec force, tantôt avec une plaisanterie fine et piquante, le proclama quarante-cinq fois son capitaine général. Il gagna une bataille considérable sur les Macédoniens dans l'Eubée, chassa Philippe

de l'Hellespont, dégagea Mégare qu'il attacha aux Athéniens, et défit le général Micion, qui ravageoit l'Attique. Toujours occupé à réparer les pertes que les autres capitaines avoient faites, et à rétablir, tantôt par sa prudence, tantôt par son courage, les affaires désespérées d'une république toujours trop lente ou trop précipitée dans ses démarches, il ne travailloit pas moins à faire des alliés à sa patrie qu'à la rendre redoutable à ses ennemis. Les peuples, accoutumés depuis long-temps à fuir avec leurs effets les plus précieux des pays dont les armées d'Athènes approchoient, les voyoient traverser leurs terres sans terreur, lorsque Phocion les commandoit; elles sembloient en effet reprendre leur ancien esprit en marchant sous les ordres de ce nouvel Aristide. On venoit au-devant de lui en habits de fête et

avec des couronnes de fleurs ; on lui apportoit des rafraîchissemens. Il rendoit les soldats aussi humains que braves ; sa vertu étoit le gage de la sûreté et de la foi publiques ; aucune ville, aucun port ne lui étoit fermé.

Phocion avoit, dans Athènes corrompue, les mœurs simples et frugales de l'ancienne Lacédémone. Né avec une fortune très-médiocre, sa pauvreté lui étoit chère. Il regarda les richesses comme un fardeau incommode pour le sage qui sait s'en passer, et comme un écueil pour la vertu qui n'est pas parvenue à les mépriser. Il refusa conſtamment les dons qu'Alexandre et Antipater voulurent lui faire. Condamné, comme Socrate, par une assemblée du peuple, à boire de la ciguë, il n'eut pas de quoi payer le poison qu'on lui préparoit. *Puiſqu'il faut acheter la mort à Athènes*, dit-il à

un de ſes amis, *acquittez-moi de cette dette, & donnez douze drachmes à l'exécuteur.*

Lui seul fut tranquille dans cette assemblée tumultueuse qui le condamna, et dont on n'exclut ni les esclaves, ni les étrangers, ni les hommes notés d'infamie. Les gens de bien n'y portèrent que leur consternation. Découragés par un spectacle si propre à intimider la vertu, s'il ne lui inspiroit un généreux désespoir, ils gémirent et baissèrent les yeux en voyant Phocion accusé et chargé de fers. Nous reprochons à nos pères la mort de Socrate; la postérité, durent-ils dire, nous reprochera éternellement celle de Phocion. Nous ne le jugeons pas, nous l'assassinons. Malheureux Athéniens! quel sort funeste nous attend, puisque c'est là le prix que nous gardons à la vertu!

En allant à sa prison, après avoir entendu son jugement, Phocion, dit Plutarque, conserva le même visage que quand il sortoit de l'assemblée de la place, aux acclamations du peuple, pour aller se mettre à la tête de l'armée, ou qu'il reparoissoit dans le sénat, après avoir vaincu les ennemis. Il eut la générosité de pardonner sa mort à ses concitoyens, et ordonna à son fils de ne jamais penser à le venger. Les Athéniens ouvrirent bientôt les yeux sur leur injustice, et connurent la perte qu'ils avoient faite. Ils allèrent chercher à Mégare les cendres d'un homme à qui ses ennemis avoient fait refuser les honneurs de la sépulture dans l'Attique. On lui éleva un tombeau et une statue aux dépens de la république, et on fit mourir ses accusateurs, ou dumoins leur chef Agnonides.

Nicoclès, qui nous a conservé

la

la doctrine de Phocion, fut condamné avec lui à boire la ciguë. Cet ami tendre et fidelle ne vit dans cette affreuse catastrophe que l'horreur d'être témoin de la mort de Phocion, et le conjura de lui permettre de boire le poison avant lui. *Mon cher Nicoclès*, lui répondit Phocion, *votre demande me déchire le cœur; mais puisque je n'ai jamais rien refusé à votre amitié, je veux bien vous faire encore ce dernier sacrifice.*

C'est inutilement que j'ai parcouru les historiens qui ont parlé des affaires d'Athènes et de la Grèce, sous les règnes d'Alexandre et de ses premiers successeurs, pour y trouver quelques éclaircissemens sur Aristias, à qui Phocion donne des leçons de morale et de politique. Ce nom est peu connu dans l'antiquité; je ne me rappelle pas même qu'il ait été porté par d'autre homme

connu, que par un poète dramatique, contemporain d'Eschyle, et dont il ne nous reste aucun ouvrage. Sans doute qu'Aristias, qui avoit adopté les principes de son maître, mourut avant que d'avoir pu consacrer ses lumières et ses talens au service de sa patrie. Pour Cléophane, à qui Nicoclès adresse les Entretiens de Phocion, on sait qu'il étoit l'ami de ces deux grands hommes. Plutarque nous apprend qu'il servit dans l'armée que Phocion commanda dans l'Eubée, et contribua par ses talens au succès de la campagne.

Je n'ai qu'un mot à dire au sujet des remarques qui accompagnent ma traduction. Je me suis proposé de ne point abuser du privilège que les traducteurs et les commentateurs semblent s'être arrogé d'ennuyer par une érudition fastidieuse, ou par des réflexions puériles. Quand

Nicoclès parlera de Lycurgue, de Solon, de Miltiade, d'Aristide, de Thémistocle, de Cimon, etc. ou qu'il indiquera quelqu'événement célèbre de l'histoire ancienne, je supposerai que mes lecteurs ont lu Hérodote, Thucydide, Xénophon, et les vies des hommes illustres de Plutarque, et je n'aurai point la vanité de vouloir leur apprendre ce qu'ils savent déjà. Je tâcherai d'être court dans les remarques qui ne roulent que sur la morale; elles ne contiendront ordinairement que quelques passages des anciens. Je me suis fait la même règle à l'égard des remarques qui regardent la politique; je sais combien des lieux communs sur l'art de gouverner sont insipides.



ENTRETIENS DE PHOCION, SUR LE RAPPORT DE LA MORALE AVEC LA POLITIQUE.

PREMIER ENTRETIEN.

NE désespérez pas du salut de la patrie, mon cher Cléophane ; Athènes n'a point encore perdu la protection de Minerve, puisqu'elle possède Phocion. Peut-être nos citoyens ne sont-ils pas assez dépravés pour mépriser constamment la philosophie : si

nous la consultions, nous ressemblerions bientôt à nos pères; nous verrions bientôt renaître des militaires, des Aristide, des Thémistocle, des Cimon, et une république digne de ces grands hommes.

Pénétré de douleur à la vue des vices qui ont infecté l'ame de nos citoyens, et des guerres implacables qui ont succédé aux querelles passagères qui troubloient autrefois la Grèce sans la diviser (1), je crois ne voir

(1) Avant la guerre du Péloponèse, les villes de la Grèce, libres et indépendantes, mais unies par des alliances et des sermens, à peu-près comme le sont aujourd'hui les cantons suisses, formoient une république fédérative. Malgré les différends qui s'élevoient quelquefois entre les alliés, les Grecs croyoient que la nation entière n'avoit et ne pouvoit avoir qu'un même intérêt, et ils ne regardoient pas comme de véritables guerres les hostilités qu'ils faisoient les uns contre les autres. C'est ce qui faisoit dire à Platon: *Aio equidam Græcos omnes inter se propinquos esse genere atque cognatos, à Barbaris autem diversos atque extraneos.... Quoties igitur Græcia adversus Barbaros, vel contra Græcos Barbari ipsi pugnabunt, bellum gerere asseremus, et hostes esse natura, et has inimicitias bellum vocabimus. Quando vero Græci adversus Græcos insurgunt, dicemus eos natura quidem amicos esse, morbo autem*

de tout côté que de funestes présages d'une servitude prochaine, et je vais chercher de la consolation dans les entretiens de Phocion. Mon cœur épanche dans le sien ses craintes et ses chagrins. Il n'y a, me dit-il, que les dieux qui soient immortels; les empires, les républiques se forment, s'élèvent, et leur prospérité même, dont ils abusent toujours, est toujours le signe de leur décadence. Ouvrage des hommes, ils portent l'empreinte de leur foiblesse; ils sont sujets, comme eux, aux maladies, à la caducité et à la mort. Vous et moi nous aurions dû naître dans des temps plus heu-

---

laborare in hoc Græcium, et seditionibus agitari, et seditiones has inimicitias appellabimus. Plat. in Rep. L. 5. La guerre du Péloponèse, entreprise par des vues d'ambition, et soutenue pendant près de trente ans avec la plus grande opiniâtreté par les Athéniens, les Spartiates et leurs alliés, rompit tout lien entre les Grecs. On ne prit plus les armes pour se venger simplement d'une injure et exiger une réparation, mais pour détruire son ennemi, asservir ses voisins, et dominer sur la Grèce entière. Si Platon appeloit encore ces guerres cruelles des *séditions* ou des *émeutes*, c'étoit pour apprendre aux Grecs leur devoir, et les inviter à penser encore comme leurs pères avoient pensé.

reux ; il est doux de voguer sur les mers quand un vent favorable agite mollement les vagues, et que le pilote lit sa route dans un ciel serein : mais ne murmurons point contre l'ordre éternel des choses, qui ne nous a pas destinés à ce bonheur. Au milieu d'une mer orageuse couverte d'écueils, nous devons, s'il est possible, espérer contre toute espérance, et ne pas abandonner lâchement la manœuvre du vaisseau. Mon cher Nicoclès, me dit Phocion, il n'est jamais permis de désespérer du salut de la république ; aux plus grands désordres opposez une plus grande sagesse, aux plus grands périls opposez un plus grand courage : attendez des miracles de la part des dieux, et peut-être en ferez-vous. La république peut périr ; mais la consolation d'un bon citoyen, en s'ensevelissant sous ses ruines, c'est d'avoir tout tenté pour la sauver.

Que n'êtes-vous avec nous, mon cher Cléophane ! Nous parlons de l'amour de la patrie et de la liberté, qui ne vit plus que dans le cœur de trois ou quatre citoyens ; nous regretons cette ancienne simplicité qui servoit de rempart aux bonnes mœurs ; nous gémissons sur la jouissance de ces faux plaisirs après lesquels

nous courons, et qui ne nous préparent que des malheurs. Phocion, lui disois-je hier, je ne suis pas étonné que nos triomphes dans le cours de la guerre Médique nous aient inspiré une folle présomption. Les hommes sont plus faits pour résister aux malheurs qu'à la prospérité; nous devions nous tenir sur nos gardes, et conjurer les dieux de mettre le comble à leurs bienfaits, en ne nous permettant pas d'en abuser, et nous nous sommes laissés imprudemment éblouir par notre gloire. Nous n'avons pas compris que cette prospérité disparoîtroit, si nous abandonnions les principes auxquels nous la devions. Trop fiers de régner sur la mer, nous avions cru, après la journée de Salamine, qu'il étoit indigne de nous de respecter les droits de Lacédémone, et de n'occuper que la seconde place dans la Grèce. Nos voisins et les colonies ont recherché notre alliance, et nous avons cru leur faire une grâce en la leur accordant; nous avons eu la folie de vouloir leur vendre une protection que nous devions leur donner. Notre orgueilleuse ambition nous a bientôt fait commettre de nouvelles fautes; nous avons cessé de respecter la liberté de nos amis, parce qu'ils étoient moins puissans que nous. Après les avoir affranchis du

joug des Perses, nous avons voulu leur imposer le nôtre : ils souffroient patiemment notre orgueil ; mais notre avarice a enfin soulevé la leur (1), et ils sont devenus nos ennemis.

---

(1) Après que les Perses, vaincus sur mer et sur terre, eurent abandonné le projet d'asservir la Grèce, les Athéniens portèrent la guerre en Asie, pour affranchir du joug de Xerxès les Grecs qui y étoient établis. Ces peuples, accoutumés à la paix, ne faisoient la guerre qu'à regret. Athènes les en exempta, se contentant d'en exiger un tribut annuel de soixante talens, pour subvenir aux frais de son armée. *Pausanias*, L. 8, C. 52, en fait un reproche amer à Aristide. Il l'accuse d'avoir ouvert la porte à la cupidité, et accoutumé les Grecs à faire un trafic mercenaire de leurs alliances et de leurs forces. Périclès, en succédant à Cimon dans le gouvernement d'Athènes, porta ce tribut à six cents talens, et tout fût perdu. Les Grecs d'Asie voyoient qu'il étoit inutile de faire la guerre à la Perse humiliée ; ils murmurèrent et se plaignirent de la continuation d'un impôt qui les ruinoit. Il fallut leur faire la guerre pour les contraindre à le payer. Le talent pesoit soixante livres de douze onces, qui, selon notre manière de compter, font quatre-vingt-dix marcs. Notre marc d'argent valant aujourd'hui cinquante livres, le talent grec valoit quatre mille

Nous fûmes punis des nos injustices par la révolte ou la défection de nos alliés ; et au lieu d'ouvrir les yeux et de nous corriger, nous espérâmes de pouvoir être injustes impunément, et nous recourûmes à la force pour régner sur des peuples qui faisoient notre grandeur, en nous prêtant leurs vaisseaux et leurs bras ; il a fallu les affoiblir et les ruiner, et nos succès mêmes sont devenus autant de disgraces pour nous. Qu'espérions-nous en rompant les nœuds de cette alliance antique et respectable, qui entretenoit la paix entre les Grecs, et qui les a fait triompher des armées innombrables de l'Asie ? La guerre du Péloponèse, dont nous sommes les auteurs, a été le germe fécond de toutes nos calamités : nous avons été vaincus, et quand nous aurions été vainqueurs, notre sort et celui de la Grèce n'en auroient pas été plus heureux (1). Un esprit de vertige s'étoit

---

cinq cents de nos livres numéraires. Le talent d'or pesoit de même soixante livres ou quatre-vingt-dix de nos marcs.

(1) Il est vraisemblable que les Athéniens auroient abusé de leurs avantages avec encore plus de dureté que les Spartiates. Ceux-ci étoient accoutumés à la modération, et ils en donnèrent plusieurs marques

répandu d'Athènes dans toute la Grèce. La haine, la vengeance, l'ambition, les soupçons étoient dans tous les cœurs. Les Grecs étoient devenus eux-mêmes leurs plus grands ennemis; et ce que chaque république fait depuis ce moment fatal pour

---

dans le cours même de la guerre du Péloponèse; les autres au contraire avoient toujours eu de l'ambition. Dès leur naissance ils avoient cru avoir une sorte de droit sur les pays qui produisent du blé, des oliviers et des vignes, et ils se flattoient de s'en rendre un jour les maîtres. Dans la négociation qui précéda la guerre du Péloponèse, Athènes ne cacha point ses vrais sentimens. Thucydide, L. 1, C. 4, fait dire à ses ambassadeurs: *C'est de tout temps que les plus forts sont les maîtres; nous ne sommes par les auteurs de ce règlement, il est fondé dans la nature.* Etrange politique, et qu'il est encore plus étrange d'oser avouer! La manière dont Athènes traita ses alliés, fait juger comment elle en auroit usé avec la Grèce entière, si elle eût fait subir aux Spartiates le sort qu'elle éprouva elle-même. Son empire n'auroit pas été plus affermi que le fut celui de Lacédémone, quand elle voulut régner par la force. Les Athéniens auroient vu éclater contr'eux des révoltes continuelles, et leur gouvernement, foible et tumultueux, leur auroit préparé une prompte décadence.

conserver sa liberté ou se rendre plus puissante, c'est précisément ce qui la perd.

Cependant quelle que soit notre situation, je ne sais quel pressentiment m'avertit encore quelquefois que tout n'est pas désespéré. Si les dieux, Phocion, avoient voulu notre ruine entière, ils nous auroient laissé déchoir insensiblement; une corruption lente nous auroit privés des ressources nécessaires pour en sortir; un bandeau, de jour en jour plus épais, nous auroit empêchés de voir l'abîme où nous allons tomber. Mais la bonté infinie des dieux ne l'a pas permis; ils nous ont donné au contraire de grands avertissemens; ils ont permis que des révolutions subites et inattendues nous forçassent malgré nous à réfléchir.

Notre patrie, qui aspiroit à tout subjuguer, a vu en un jour renverser ses murailles, et établir dans son sein trente tyrans d'autant plus cruels, qu'ils étoient des esclaves timides de Lysandre. Lacédémone, qui après sa victoire tyrannisoit la Grèce, et dont les armées, sous la conduite d'Agésilas, avoient porté la terreur jusques dans la capitale même du grand roi, a vu expirer sa puissance dans les champs de Leuctre: cet empire, qui a tant coûté de travaux à

nos pères et aux Spartiates, que les uns cependant n'ont pu acquérir, que les autres n'ont pu conserver, quelle ville, instruite par tant d'expériences, ne doit pas juger aujourd'hui qu'il est insensé d'y aspirer par la force ? Pourquoi la Grèce ne rentre-t-elle donc pas en elle-même ? Les dieux ne se lassent point de nous avertir et de nous instruire ; l'ambition de Philippe ne suffira-t-elle pas pour nous rendre sages ? C'est à nos vices, qui font notre foiblesse, que la Macédoine doit sa force et ses succès. Il est temps de connoître nos vrais intérêts ; nous le voyons, nous le sentons, il semble même que nous voulions agir ; mais toutes les facultés de notre ame se trouvent engourdies, et le moindre effort nous fatigue. Par quel art retrouverons-nous donc notre courage et nos forces ?

Phocion alloit me répondre, lorsque nous fûmes interrompus par Aristias. C'est un jeune homme né pour aimer et respecter la vertu, mais dont les sophistes avoient déjà commencé à gâter l'esprit. Il entra avec cet air avantageux d'un étourdi qui croit posséder de grandes vérités, parce qu'il a des opinions bisarres, et qui s'admire avec complaisance pour avoir eu la force de secouer quelques préjugés gros-

siers. Je viens vous demander votre amitié, dit-il à Phocion en l'abordant, et vous ne pouvez me la refuser ; c'est pour le bien de la patrie que je vous la demande.

Je commence, continua-t-il, à me lasser de cette philosophie oisive, qui n'enseigne que de stériles vérités, ou plutôt d'ingénieuses rêveries sur la formation de l'univers, et la nature des dieux et de notre ame ; on sait bientôt à quoi s'en tenir sur tout cela. Les hommes, après tout, sont faits pour vivre en société ; c'est à leurs mains à préparer leur bonheur ; c'est donc l'étude de la société, c'est-à-dire, la politique, qui doit les occuper. Qui pourroit mieux me guider dans cette carrière que vous, Phocion, qui avez acquis à juste titre une si grande réputation à la tête de nos armées, dans le sénat et notre place publique ? Je ne sais pourquoi nos affaires vont si mal ; car Athènes, qui n'est plus barbare, a tout ce qu'il faut pour être la première république du monde. Tout abonde ici de toutes parts ; nos richesses (1), nos talens et notre industrie ap-

(1) Ce qu'Aristias dit ici à la louange de sa patrie, ressemble assez à ce qu'on trouve dans l'éloge funèbre que Périclès prononça aux funérailles

portent parmi nous les délices de toute la terre. Faits pour cultiver tous les arts, nous les perfectionnons tous. La philosophie a poli nos mœurs, et nous avons appris à rendre les vertus commodes, faciles et agréables. L'amour de la gloire sait nous arracher sans effort aux plaisirs, et nous possédons au souverain degré le talent de jouir des avantages de la société. Sans nous flatter, ne valons-nous pas incontestablement mieux que nos voisins ?

Voyez la pesanteur des Spartiates. Ils délibéreront encore dans un mois sur ce qu'il falloit exécuter il y a quinze jours. Rien n'égale la sottise des Béotiens que leur pré-

---

de ceux qui avoient été tués dans la première campagne de la guerre du Péloponèse. *Voyez Thucydide*, L. 2, C. 7. Un pareil discours est bien digne de l'orateur qui le faisoit, c'est-à-dire, d'un magistrat qui, pour se rendre plus puissant, avoit corrompu les mœurs de sa république. Aristide, Thémistocle et Cimon n'auroient point parlé ainsi. Les qualités que Périclès loue dans les Athéniens sont autant de vices, mais déguisés avec art sous les ornemens trompeurs de l'éloquence. Quand les Athéniens, toujours vains et avides de louanges, n'eurent plus de vertu, ils prirent le parti de louer leurs vices et d'en tirer vanité, plutôt que de se corriger.

somption. Pour avoir été un moment les arbitres de la Grèce, ils croient bonnement être en droit de la gouverner. La Phocide, avec son temple de Delphes, croupit dans un respect aussi ridicule que profond pour les oracles de son Apollon. Corinthe n'est grossièrement occupée que de son argent et du commerce qu'elle fait sur deux mers : le reste de la Grèce ne vaut pas l'honneur d'être nommé ; et si nous ne l'avions pas un peu façonné, tout y seroit encore aussi barbare que nos respectables ancêtres du temps de Thésée. Malgré tous nos avantages, je ne suis pas content ; il me semble que nos magistrats ne savent pas tirer parti de nos bonnes qualités ; je sens que la république qui devroit gouverner impérieusement la Grèce, s'énerve et dépérit par notre faute. Il ne nous échappe pas le moindre trait de génie ; nous ne faisons rien de ce que nous devrions faire : à quoi nous servent donc nos talens ? Il faudroit proposer de nouvelles lois, ou dumoins corriger les anciennes. Solon pouvoit être bon autrefois ; mais d'autres temps, d'autres soins. Une politique froide et sans imagination n'est propre qu'à engourdir les citoyens ; enfin Philippe et sa Macédoine ne laissent pas de m'inquiéter ; c'est une

chose indécente, et nous devrions déjà les avoir rangés à leur devoir.

Phocion sourit nonchalamment à ce début; pour moi, je suis vivement tenté de corriger un petit présomptueux assez maladroit pour exciter notre mépris, en croyant mériter notre admiration. Je me tus cependant, et Aristias continua son discours, et nous exposa en détail ses réflexions. Tout fut critiqué dans la république, et, grâce à l'énormité de nos sottises, le jeune homme eut assez souvent raison. Mais rien n'est égal à la folie des remèdes qu'il nous proposa. Il s'applaudissoit de ses découvertes; il blâma à plusieurs reprises la loi qui défend de haranguer dans la place publique avant l'âge de cinquante ans (1); il nous

(1) Cette loi étoit de Solon, et déplaisoit fort aux jeunes gens d'Athènes, qui tout pleins d'orgueil après avoir fréquenté les écoles des sophistes, ne doutoient point que la république ne fût très-bien gouvernée, si on leur avoit permis de monter dans la tribune aux harangues, et de se mettre à la tête des affaires. Cette loi n'étoit plus observée régulièrement du temps de Phocion; car, selon la remarque de M. l'abbé d'Olivet sur la première *Philippique*, Démosthènes n'étoit que dans sa trentième année quand il prononça cette harangue. Peut-être cet orateur étoit seul excepté de la

fit comprendre adroitement que cette loi ridicule privoit la république de ses sages conseils, et il se tut enfin, quand il crut nous avoir prouvé qu'il étoit le génie tutélaire d'Athènes, et qu'il ne falloit pas s'en prendre à lui si la république tomboit en décadence.

Je vous rends grâces, lui dit Phocion, des lumières que vous m'avez communiquées, et je ne puis que louer votre zèle pour la patrie. Vous avez démêlé avec beaucoup d'esprit plusieurs vices de notre république et de la Grèce; cependant il me semble que dans le grand nombre de remèdes que vous voudriez essayer, vous n'avez point suivi un certain ordre, une certaine méthode que je croirois nécessaires, et sans lesquels tout ce que vous proposez pallieroit peut-être pour un instant, mais ne guériroit pas nos maux. Que diriez-vous d'un médecin que j'appellerois auprès d'un hydropique dévoré d'une soif ardente, et qui ordonneroit simplement de le faire boire ? Un sang enflammé circule dans ses veines : qu'on le mette dans un bain. Ce

---

règle générale à cause de ses grands talens; mais il est plus vraisemblable que c'étoit un abus, suite du discrédit où les anciennes lois étoient tombées.

n'est point là la médecine, ce n'est que le conseil perfide d'un charlatan ignorant, qui, sans guérir la maladie, ne songe qu'à donner à son malade un soulagement passager, mais funeste.

Oseriez-vous vous ériger en médecin avant que d'avoir étudié toute la machine du corps humain ? Non sans doute, vous voudriez d'abord en connoître en détail toutes les parties ; vous voudriez vous instruire de leurs fonctions, de leurs différens rapports, et avoir examiné la vertu et la propriété de chaque remède. La politique, Aristias, est la médecine des états, et cette médecine n'a pas moins besoin que l'autre de connoissances et de méditations. Avant que d'imaginer tant de choses pour faire fleurir notre patrie, avez-vous commencé par vous demander à vous-même, pourquoi les hommes ont consenti à renoncer à cette indépendance avec laquelle ils sont nés, et établi entr'eux un gouvernement, des lois et des magistrats ? Avez-vous bien réfléchi sur la nature du cœur et de l'esprit humain, et du bonheur dont nous sommes susceptibles ? Etes-vous remonté à la source de nos passions ? Connoissez-vous bien leur force, leur activité, leurs caprices ? Avez-vous tâché de vous dépouiller de vos pré-

jugés, pour ne consulter que la raison, et vous élever, par son secours, jusqu'à la connoissance des vues générales de la nature sur nous ? Enfin, avez-vous tâché de distinguer nos vrais besoins de ceux que nous nous sommes faits nous-mêmes, de ces besoins artificiels qui causent peut-être tous nos malheurs, en nous procurant cependant par intervalle quelques plaisirs passagers dont nous sommes les dupes ?

Sans ces connoissances préliminaires, qui vous répondra que l'objet que vous vous proposez, soit en effet celui que vous devez vous proposer ? Comment serez-vous sûr que le remède que vous employez produira le bien que vous en attendez, ou qu'en l'appliquant à une partie de la société, vous ne nuirez pas à l'autre ? La politique ne seroit qu'un art aussi méprisable que les charlatans qui l'exercent aujourd'hui dans la Grèce, si ne nous délivrant d'un mal que pour nous en donner un autre, elle ne remonte pas jusqu'à la cause des vices mêmes qui obstruent le corps de la république, ou qui en aigrissent et irritent les humeurs. Si vous ne cherchez, Aristias, qu'un recueil de charlataneries ou de tours de passe-passe, je ne suis point votre fait; mais je vous avertis que

ce n'est pas là la politique. L'art de tromper les hommes n'est point l'art de les rendre heureux. C'est parce que la Grèce n'est plus gouvernée que par des empiriques, qu'une fortune inconstante, capricieuse et cruelle décide impérieusement de notre sort. En courant après un bonheur chimérique, ombre légère qui nous trompe, et que nos mains ne peuvent saisir, pourquoi sommes-nous étonnés de ne trouver que des malheurs ? Occupés du seul moment présent, ce moment nous échappe sans cesse; et notre politique, toujours placée dans des circonstances imprévues, voit tromper ses espérances et déconcerter ses projets. Nous éprouvons que ce qui sembloit procurer hier une sorte de calme à la république, y excite aujourd'hui un orage : que ne remontons-nous donc à ces principes lumineux, fixes et immuables que la nature nous a donnés pour chercher et affermir notre bonheur !

Je jouissois d'un double plaisir, mon cher Cléophane; j'écoutois Phocion, et je voyois Aristias, qui, en rentrant en lui-même, étoit combattu par l'envie de s'instruire et la confusion de s'être trompé. Ces sentimens se peignoient tour-à-tour sur son visage, et j'allai au secours de sa raison.

Aristias, lui dis-je, vous conseille de vous consoler de n'être pas tout-à-fait aussi habile que Phocion. Il rougit et sourit. Courage, ajoutai-je, si vous êtes assez généreux pour convenir qu'à vingt ans on peut sans honte ignorer bien de choses, vous serez sans doute digne d'être le disciple de Phocion. A ces mots l'amour de la vérité prit dans Aristias l'ascendant sur l'amour-propre. Il me sauta au cou, et ce ne fut que par respect pour Phocion qu'il n'osa l'embrasser.

Je l'avoue, dit-il, il s'en faut bien, Phocion, que je sois prêt à corriger nos lois, et réparer les fautes de nos magistrats. Sans connoître encore mes erreurs, je vois que je dois m'être trompé, je n'en doute pas. Cependant, plus j'y réfléchis, moins je comprends votre pensée. Peut-il se faire, poursuivit-il, qu'au milieu des révolutions, qui changent continuellement la nature des affaires et la face des sociétés, l'art de gouverner ait des principes fixes, déterminés et immuables ? Sans doute, repartit Phocion, puisque la nature de l'homme, que la politique doit rendre heureux, tient elle-même à des principes fixes, déterminés et immuables. Les affaires peuvent changer avec nos caprices, mais ces changemens

n'en apportent aucun aux règles de la nature, ni à la destination des hommes et de la société. Mais, insista Aristias, jetez les yeux, Phocion, sur les Barbares qui entourent la Grèce. Quelle prodigieuse différence ne remarquez-vous pas entre les Perses, les Scythes, les Thraces, les Macédoniens, etc. ? Nous autres Grecs, nous semblons former une classe d'hommes à part. Chacune même de nos républiques n'a-t-elle pas de mœurs et une constitution différentes ? N'aspirons-nous pas tous à un bonheur différent ? Ce qui seroit sage dans la Grèce, où nous voulons être libres, deviendroit donc vicieux dans la Perse, où l'on aime la servitude. L'Arcadie, placée au milieu du Péloponèse, peut-elle se proposer le même objet que Corinthe ? Nous, qui ne cultivons qu'une terre stérile et ingrate, devons-nous imiter le peuple qui habite la fertile Laconie ? Puisque la société a, selon les lieux et les temps, des besoins différens ; puisque de nouvelles circonstances et une révolution rendent souvent un peuple si différent de lui-même, la principale attention de la politique ne devroit-elle pas être de varier ses principes et sa conduite ?

Qu'elle varie la manière d'appliquer ses principes,

principes, j'y consens, répondit Phocion, puisque tous les peuples qui se trompent ne sont pas dans la même erreur, et que les uns sont plus ou moins éloignés que les autres du chemin qui conduit au bonheur. Mais croirez-vous, mon cher Aristias, que, suivant la bisarrerie de nos goûts, la nature, aussi inconstante et aussi capricieuse que nous, doive avoir différentes sortes de bonheur à nous distribuer ? Non, elle n'en a qu'un qu'elle offre également à tous les hommes, et la politique doit commencer par connoître ce bonheur dont l'homme est susceptible, et les moyens qui lui sont donnés pour y parvenir.

Imaginez, Aristias, des voyageurs imprudens, qui partant d'Athènes pour se rendre à Corinthe, sans s'instruire du chemin qu'ils doivent tenir, se seroient égarés sur la route de l'Ionie, de la Thrace ou de la Macédoine. En allant toujours devant eux, ils parviendront jusques dans les provinces où naît le jour, chez les nations hyperborées, ou chez les barbares qui habitent au-delà du Tanaïs; mais malgré leur courage et leur patience, ils périront de fatigue et de misère avant que de trouver sur les frontières du monde cette Corinthe, qui n'étoit d'abord qu'à quelques sta-

des d'eux, et où ils pouvoient se rendre commodément. Telle est l'erreur de tous les peuples ; ils cherchent péniblement le bonheur où il n'est pas, et ils nomment politique l'inquiétude qui les agite dans une course incertaine et trompeuse.

Vous savez, Aristias, continua Phocion, quelle étoit la situation de Lacédémone quand les dieux lui donnèrent Lycurgue pour législateur. Tous les Spartiates s'étoient fait des idées fausses et chimériques du bonheur. Les deux rois croyoient qu'il consiste à gouverner impérieusement une foule d'esclaves, les riches à voler le peuple, et la multitude à mépriser les lois dont on vouloit l'accabler. Les différens ordres de la république n'étoient quelquefois réunis que par des sentimens d'ambition, ou plutôt d'avarice, qui les rendoient odieux aux peuples voisins de la Laconie, sur lesquels ils exerçoient leurs brigandages, et dont ils éprouvoient à leur tour la vengeance.

Si Lycurgue eût nourri les erreurs de sa patrie, au lieu de les dissiper, les Spartiates, tour-à-tour en proie aux désordres de la tyrannie et de l'anarchie, et toujours malheureux en se flattant d'être un jour heureux, n'auroient cessé de se déchirer

que quand un de leurs ennemis les auroit réduits eux-mêmes à la condition des Hélotes. Cet homme divin les mit sur la route du bonheur. Son opération fut simple. Au lieu de consulter leurs préjugés, il ne consulte que la nature. Il descendit dans les profondeurs tortueuses du cœur humain, et pénétra les secrets de la Providence. Ses lois, faites pour réprimer nos passions, ne tendirent qu'à développer et affermir les lois mêmes que l'auteur de la nature nous prescrit par le ministère de la raison dont il nous a doués, et qui est le magistrat suprême et seul infaillible des hommes (1).

---

(1) Je ne puis m'empêcher de mettre ici sous les yeux de mes lecteurs un morceau admirable de Cicéron dans sa république. *Est quidem vera lex, recta ratio, naturæ congruens, diffusa in omnes, constans, sempiterna, quæ vocet ad officium jubendo, vetando à fraude deterreat. Quæ tamen neque probos frustrà jubet aut vetat, nec improbos jubendo aut vetando movet. Huic legi neque abrogare fas est, neque derogari ex hâc aliquid licet, neque totâ abrogari potest. Nec verò per senatum aut per populum solvi hâc lege possumus: neque est quærendus explanator, aut interpres ejus alius. Nec erit alia lex Romæ, alia Athenis, alias nunc, alia post hac, sed omnes gentes et omni tempore, una lex et sempiterna, et immutabilis*

A ces mots, mon cher Cléophane, Aristias, tout imbu de la doctrine de nos

---

continebit, unusque erit communis quasi magister et imperator omnium deus, ille legit hujus inventor, disceptator, lator; cui non parebit, ipse se fugiet ac naturam hominis aspernabitur; atque hoc ipso luet maximas pœnas, etiam si cætera supplicia quæ putantur effugerit. C'est cette raison, dont parle Cicéron d'une manière si sublime et si vraie, qui doit être le principe et la règle de toute la morale et de toute la politique. Les *entretiens de Phocion* n'ont point d'autre objet que de développer cette importante vérité. Cicéron dit encore dans son traité des lois : *Quid est autem, non dicam in homine, sed in omni cœlo atque terrâ, ratione divinius? Quæ cùm adolevit atque perfecta est, nominatur ritè sapientia. Est igitur, quoniam nihil est ratione melius, eaque et in homine et in Deo, prima hominis cum Deo rationis societas.... Est enim unum jus, quo devincta est hominum societas, et quod lex constituit una. Quæ lex est recta ratio imperandi, atque prohibendi: quam qui ignorat, is est injustus, sive est illa scripta uspiam, sive nusquam.... Quod si populorum jussis, si principum decretis, si sententiis judicum jura constituerentur, jus esset latrocinari, jus adulterare, jus testamenta falsa supponere, si hæc suffragiis, aut scitis multitudinis probarentur. Quæ si tanta potentia est stultorum sententiis atque jussis, ut eorum suffragiis*

sophistes, ne put s'empêcher d'interrompre Phocion. Quelles sont donc, dit-il, ces lois mystérieuses que nous impose la raison ? Pourquoi étouffer des passions dont le feu salutaire donne le mouvement et la vie à la société ? La nature, qui nous ordonne impérieusement de courir sans relâche après le bonheur, ne nous fait-elle pas connoître clairement sa volonté et notre destination par cet attrait de plaisir ou cette pointe de douleur dont elle arme tout ce qui nous environne ? Je fuis ou j'approche un objet, suivant qu'il me repousse ou qu'il m'appelle ; et comment m'égarerois-je en obéissant à cet instinct ? Mes passions, nées dans moi avant ma raison, ne sont-elles pas, comme elle, l'ouvrage de la nature ? Ce flambeau pâle et obscur qui, dit-on, doit me guider, pourquoi luiroit-il le dernier à mes yeux ? Si la nature avoit fait les hommes pour obéir à la raison, pourquoi seroient-ils les maîtres d'y désobéir ? Cette nature est-elle foible, timide, impuissante, et bornée comme nos magis-

rerum natura vertatur ; cur non sentiun, ut quæ mala, perniciosaque sunt, habeantur pro bonis ac salutaribus? Aut cur, cùm jus ex injuria lex facere possit, bonum eadem facere non possit ex malo.

trats ? Cette raison, dont on vante les oracles incertains, et dont nous sommes si fiers, n'est, après tout, que l'ouvrage de notre vanité ; c'est à des préjugés formés par hasard, et consacrés par l'éducation et l'habitude, que nous donnons ce nom. Différente dans la Perse, dans l'Egypte, dans la Thrace, différente dans presque toutes les villes de la Grèce, chacun croit l'avoir, et personne en effet ne la possède. D'ailleurs foible, languissante, par-tout esclave, lui sied-il d'affecter l'empire ? C'est aux passions que la nature l'a donné, en leur donnant la force nécessaire pour nous subjuguer.

Jeune homme, repartit Phocion, que je vous plaindrois, si ces erreurs de votre esprit étoient passées jusques dans votre cœur pour y étouffer le germe de la vertu. A votre âge un paradoxe audacieux paroît la vérité, et il faut vous le pardonner, puisqu'à votre âge on n'est philosophe que par passion. Mais vous aurez honte un jour d'avoir confondu les appétits grossiers de nos sens, et les égaremens de notre ame, avec ces lois prudentes que nous prescrit la raison.

Ah ! mon cher Cléophane, que n'avez-vous été témoin de cet entretien ? Ce Pho-

cion, toujours si tranquille dans les débats tumultueux de notre place publique, vous l'auriez vu s'échauffer peu à peu pour les intérêts de la raison et de la vertu, car leur cause est commune, et parler enfin avec cette éloquence enflammée que je ne puis vous rendre.

Jeune homme, à qui les dieux ont accordé un cœur droit, mon cher Aristias, je vous en conjure, ne corrompez pas le don précieux qu'ils vous ont fait. Si la raison n'est qu'un préjugé, frémissez-en, la vertu n'est plus qu'un mot inutile et vuide de sens. Vous la bannissez de la terre, et quel affreux séjour serions-nous condamnés à habiter ? Les tigres seroient moins dangereux pour l'homme que l'homme même. Ne fermez pas les yeux à la vérité qui vous éclaire de tous côtés. N'est-il pas évident que l'empire, que nous laissons usurper à nos passions, est la source de tous nos maux ? Et plût au ciel qu'une expérience éternelle, et toujours répétée, n'en multipliât pas chaque jour les preuves ! tandis que ma raison, ministre de l'auteur de la nature parmi les hommes et l'organe de ses volontés, me crie d'être juste, humain, bienfaisant; qu'elle m'apprend à chercher mon bonheur particulier dans le bien pu-

blic, et réunir les hommes par les vertus qui inspirent la sécurité et la confiance, examinez les ravages que les passions produisent dans la société. Chacune d'elles, aveugle sur tout autre intérêt que le sien, brise les liens de la république, en se regardant comme l'objet et le centre de tout. Le vice éloigne les uns des autres les citoyens que la vertu rapprocheroit et tiendroit unis; il divise les peuples par les haines, les craintes et les soupçons. Rien n'est sacré pour les passions; guerres, meurtres, trahisons, violences, injustices, perfidies, lâchetés, voilà leur cortège, tandis que la raison appelle autour d'elle la paix, la bonne foi et le bonheur à la suite de toutes les vertus.

Nous tenons le milieu, mon cher Aristias, entre les pures intelligences et les brutes; ne soyons ni tout l'un, ni tout l'autre. Le terme de la philosophie, c'est de connoître notre condition, et d'être assez sages pour nous tenir sans orgueil et bassesse à la place qui nous est assignée. Nous avons une raison et des passions; en riant du chagrin de ces philosophes farouches qui voudroient détacher notre ame de tous les liens de nos sens, ne tombez pas dans l'erreur mille fois plus dangereuse

de ces hommes sans mœurs qui vous invitent à vous salir dans la fange de vos passions, et se repentent sans cesse de s'être laissés tromper par les faux biens qu'elles présentent. C'est aller plus loin que l'auteur de la nature, que de vouloir détruire nos passions; elles sont son ouvrage, et immortelles comme lui; mais il nous ordonne de les tempérer, de les régler, de les diriger par les conseils de la raison, puisque ce n'est qu'ainsi qu'elles peuvent perdre leur venin, et contribuer à notre bonheur.

Tandis que Phocion parloit ainsi, Aristias, profondément occupé, tenoit les yeux baissés, et paroissoit accablé du poids de la vérité. La nature, dit-il enfin en soupirant, s'est donc jouée des hommes avec autant de perfidie que de cruauté. Pourquoi cet assemblage monstrueux et bisarre de qualités opposées? pourquoi nous avoir entourés de pièges? pourquoi dumoins n'avoir pas donné à notre raison les forces ou le charme que possèdent nos passions?

Humiliez-vous avec moi, lui répondit Phocion, devant la sagesse suprême. Ne soyons point assez téméraires, tandis que nous nous sentons pressés de tout côté par d'étroites limites, pour vouloir compren-

dre, embrasser et mesurer un être infini. Qui sommes-nous pour exiger qu'il nous rende compte de ses desseins et de sa conduite ? Ce que nous voyons de sa sagesse doit nous jeter dans une admiration timide et respectueuse pour ce que nous ne voyons pas. S'il nous dévoiloit le systême général du monde, notre vue seroit-elle assez étendue pour en saisir toutes les parties et tous les rapports ? Non, mon cher Aristias, si l'auteur de la nature vouloit nous révéler ses secrets, nous ne le comprendrions pas; il ne nous apprendroit que des mystères auxquels ne pourroit atteindre notre raison faite pour des vérités d'un ordre inférieur.

Bornons là nos connoissances et nos recherches. Les vérités qu'il nous est important de connoître, la Providence nous les prodigue; elle les a mises, pour ainsi dire, sous notre main; mais le reste est caché sous un voile impénétrable. De quoi nous plaindrions-nous ? N'est-il pas assez prouvé que nos passions ne donnent point le bonheur qu'elles promettent ? Notre raison manque-t-elle de nous en avertir ? A ces sirènes, dont la voix mélodieuse ne nous appelle que pour nous dévorer, que n'opposons-nous la prudence d'Ulysse ? La politique

attendra-t-elle de nouvelles révolutions dans les états, de nouvelles disgraces, de nouvelles décadences pour se convaincre que le bonheur des sociétés veut un autre fondement que des passions injustes, aveugles, légères, inconstantes et précieuses? Faites-vous, mon cher Aristias, un tableau du spectacle que présenteroit la terre, si tous ses habitans, semblables à ce divin Socrate, dont Platon et Xénocrate m'ont cent fois tracé le portrait, réunissoient en eux toutes les vertus. S'il est vrai que dans ce nouvel âge d'or, où les passions seroient réprimées et dirigées par la raison, la félicité habiteroit parmi les hommes, n'est-il pas certain que la politique doit nous faire aimer la vertu, et que c'est là le seul objet que doivent se proposer les législateurs, les lois et les magistrats?

Les sophistes pourront déclamer contre les droits de la raison en faveur des passions, quand ils pourront nous faire appercevoir les grands avantages qu'une république retire de l'avarice, de la prodigalité, de la paresse, de l'intempérance, de l'injustice de ses citoyens et de ses magistrats. Pour les confondre, mon cher Aristias, invitez-les à remonter dans les siècles les plus reculés, et, pour ainsi dire, à la

naissance du genre humain. Faites-leur remarquér que la Grèce fut arrosée de sang et de larmes, tant que nos pères, plus semblables à des bêtes farouches qu'à des hommes, vécurent sous l'empire des passions. Invitez ces grands philosophes, si ennemis de la raison, à nous apprendre pourquoi nous ne commençâmes à être moins malheureux que quand des lois et des magistrats, par une suite des premières conventions, se servant tour-à-tour des châtimens et des récompenses, commencèrent à réprimer quelques passions, et à mettre en honneur quelques vertus. Suivez les fastes de la Grèce, et vous verrez toujours les peuples plus ou moins heureux, suivant que la politique plus ou moins habile a rendu les mœurs plus ou moins honnêtes.

Cent de nos villes ont été déchirées par des divisions intestines; recherchez-en les causes, et vous verrez constamment que quelque passion, enhardie par l'espérance du succès ou l'impunité, a rompu le frein trop foible qui la retenoit. Vous compterez toujours nos calamités par le nombre de nos vices. Nous savons les maux qu'ont produit les passions d'un Périclès, d'un Cléon, d'un Alcibiade; je puis vous les

citer. Mais vous, citez-moi ceux qu'ont fait les vertus de Miltiade, d'Aristide et de Cimon. Mille tyrans ont autrefois usurpé la souveraineté dans les républiques; en auroient-ils osé former le projet, si leurs concitoyens, déjà esclaves de leurs passions, n'avoient été préparés à sacrifier leur patrie et leur liberté à leur vengeance et à leur avarice ?

Mais nous, Aristias, mais nous, pourquoi sommes-nous aujourd'hui si différens de nos pères ? pourquoi tombons-nous dans le mépris ? pourquoi ne sommes-nous plus heureux ? N'en accusez pas, avec les sophistes, une fortune aveugle qui n'existe point; ne vous en prenez qu'au changement qui s'est fait dans nos mœurs. La soif de l'argent qui nous dévore a étouffé l'amour de la patrie. Le luxe du citoyen refuse tout aux devoirs de l'humanité. Les plaisirs, l'oisiveté, la mollesse, mille autres vices ont avili nos ames. Quel Trasybule nous délivrera de ces tyrans plus implacables que Critias (1) ? Rendez-nous

(1) Critias étoit un des trente tyrans que Lysandre établit à Athènes. Il fut plus cruel que ses collègues. Il porta cette loi ridicule, par laquelle il étoit défendu d'enseigner dans Athènes l'art de raisonner.

les vertus de ces Athéniens qui ont vaincu Xerxès ; rendez à tous les Grecs leur première tempérance et leur justice, et vous nous rendrez en même-temps notre ancienne union, et les forces qui ont conservé notre liberté. Dès que les Grecs seront vertueux, ils regarderont encore la Grèce entière comme leur patrie commune. Philippe qui nous brave, et médite notre asservissement en armant nos vices contre nous-mêmes, trembleroit au nom de la Grèce, ou plutôt nous regarderoit encore comme les protecteurs de son royaume.

Tel est l'ordre établi dans les choses humaines, mon cher Aristias, que la prospérité des états est la récompense certaine et constante de leurs vertus, et l'adversité, le châtiment infaillible de leurs vices. L'histoire des siècles passés instruit le nôtre de cette vérité, et nous servirons à notre tour de leçon à nos neveux. Examinez ces révolutions qui ont détruit tant d'empires ; ce sont autant de voix par lesquelles la Providence crie aux hommes : « Défiez-vous de vos passions, elles ne vous flattent que pour vous tromper, elles vous promettent le bonheur. Mais si vous prêtez l'oreille à leurs mensonges, elles deviendront vos bourreaux, elles vous conduiront à la ser-

vitude ; un tyran domestique ou un vainqueur étranger servira d'instrument à votre punition. »

Allez, mon cher Aristias, lui dit Phocion en l'embrassant, méditez les grandes vérités que je viens de vous exposer, et dites-vous à vous-même tout ce que je pourrois ajouter aux premières réflexions qui se sont présentées à mon esprit. Puisqu'en nous donnant un désir insatiable de bonheur, la nature nous a tracé une route pour y arriver, ne dites plus, avec les sophistes, qu'elle est notre marâtre, et que nous sommes condamnés à subir le sort de Tantale. Imposez silence à vos passions pour interroger votre raison, et elle vous apprendra tous les devoirs de l'homme. Vous connoîtrez notre destination, et vous verrez que la politique ne nous égare que quand elle se prostitue au service des passions. Vous êtes meilleur, Aristias, que vous ne croyez ; il n'est pas possible que vous soyez long-temps dans l'erreur. Les opinions de nos sophistes ont pu, par je ne sais quel air de nouveauté ou d'audace, surprendre votre imagination ; mais vous touchez à cet âge où l'on a déjà assez d'expérience pour commencer à se défier de ses passions, et on apprend

bientôt à les vaincre, ou dumoins à les combattre, quand on n'a pas le cœur corrompu.

Vous voyez, me dit Phocion, après qu'Aristias fut sorti, de quelle doctrine on empoisonne l'esprit de nos jeunes gens. A peine ont-ils découvert que tout n'est pas vrai, qu'ils croient ridiculement que tout est faux. Enivrés d'orgueil, ils font main-basse sur tout ce qui se présente. Dans leur accès de philosophie, ces petits héros mesurent la grandeur de leurs prétendus triomphes à l'importance des vérités qu'ils osent attaquer. Assez sots pour fermer les yeux à l'évidence, et douter imperturbablement de tout, ils croient avoir tout détruit, ou persuader aux ignorans qu'ils ont tout examiné. Quand on cherche à étouffer la voix et l'autorité de la raison, quand on veut la rendre l'esclave des passions, quelle sûreté, quel lien peut-il y avoir entre les hommes ? Que voulez-vous que la république espère des citoyens et des magistrats ? Elle touche au moment de sa ruine. Aristias changera, ajouta Phocion, je vous le prédis. C'est un bon augure que ce silence modeste qu'il a gardé pendant que je l'avertissois de ses erreurs ; il n'a pas de vice qui les lui rende chères.

Il me semble que son cœur s'est ouvert à mes instructions. Plus étourdi, plus vain, plus présomptueux que méchant, il se rendra aux lumières de la raison ; et plût aux dieux que tous nos Athéniens lui ressemblassent !

SECOND ENTRETIEN.

PHOCION ne s'est point trompé, mon cher Cléophane. Ses paroles, comme un trait de flamme, avoient porté la lumière dans l'esprit d'Aristias. Ce jeune homme vint hier chez moi, il étoit embarrassé en m'abordant; il n'osoit presque pas me regarder. Que Phocion est sage, me dit-il en rompant le silence! je m'égarois, et ses discours ont fait revivre dans mon cœur un goût pour la vertu, que je travaillois malheureusement à détruire. Qu'il m'a paru éclairé, quoiqu'il humiliât mon amour-propre! Que je crains de lui paroître aussi méprisable que je me le parois à moi-même! Depuis que je l'ai vu, je n'ai été occupé qu'à méditer sa doctrine. Je m'étonne à la fois de ma témérité de vouloir tout savoir, et de la foiblesse avec laquelle j'ai été la dupe de quelques sophismes. En commençant à me connoître, je commence à goûter une sorte de tranquillité qui, je crois, n'accompagne jamais l'erreur. Je

brûle d'impatience de revoir Phocion, et je crains de me présenter devant lui ; je crains qu'il ne me trouve pas encore digne de l'écouter.

Aristias, lui répondis-je, les sophistes s'irrittent quand on ose attaquer leurs opinions ; c'est que l'avarice les fait parler. Ils craignent que leurs leçons, dont ils font un trafic mercenaire, ne soient décriées. Mais un philosophe n'a d'autre intérêt que celui de la vérité, et il sait trop combien elle nous est étrangère pour n'être pas indulgent. Phocion, je vous en réponds, pardonnera à votre âge de vous être laissé tromper par les sophistes, et par les passions bien plus habiles qu'eux. Il vous saura gré de votre repentir, et peut-être même de vos erreurs, puisque vous les abjurez ; car il est toujours beau de se corriger. Venez, Aristias, venez apprendre avec moi de nouvelles vérités, et veuillent les dieux les rendre utiles à la république !

Jouissez de votre victoire, dis-je à Phocion en l'abordant, voici Aristias ; vous l'avez rendu à la raison dans un âge où l'on se fait un mérite de ne la pas consulter. La présence d'un homme vertueux a-t-elle donc, mon cher Cléophane, le même pouvoir que les autels des dieux, qui ras-

surent les supplians qui en approchent ? Aristias n'eut plus qu'un embarras. Il assura Phocion qu'il rendoit à la raison toute sa dignité et tous ses droits. C'est une étrange folie, dit-il, d'oser usurper le nom de philosophe, en même-temps qu'on se ravale à la condition des animaux, et de prétendre raisonner en soutenant qu'il n'y a point de raison. J'ai quelque peine à comprendre par quels écarts j'étois venu à croire qu'il est sage d'obéir à des passions, dont une expérience journalière nous fait connoître l'emportement, les caprices et l'injustice. Le bonheur est sans doute compagnon de l'ordre et de la paix, et les passions, mêmes ennemies les unes des autres, sont dans un état perpétuel de guerre. Quels biens puis-je en attendre ? Quels maux au contraire ne dois-je pas en craindre, si ma raison ne se rend leur médiatrice, leur arbitre et leur juge ? Je me suis rappelé ces courts momens de ma vie où je n'ai obéi qu'à m'a raison, et j'ai goûté une sorte de volupté supérieure à celle que donnent les sens. J'ai comparé ces instans à ces jours d'erreurs où mes passions me gouvernent ; ma mémoire ne m'a représenté que des plaisirs accompagnés de trouble, d'inquiétude et de repentir ; mon

cœur ne s'est point ouvert à ce souvenir.

J'ai jeté les yeux sur un plus grand théâtre, et j'ai vu les passions, comme autant de furies, porter la désolation dans toute la terre, changer les magistrats en ennemis de la société, fouler aux pieds les lois les plus saintes de l'humanité, et détruire dans un instant les empires les plus formidables. J'ai interrogé ma raison, j'entrevois la vérité, je crois être sur le chemin qui y conduit; mais mes égaremens passés m'ont appris à me défier de moi. Je n'ose, Phocion, marcher sans votre secours; je n'ose entrer seul dans le sanctuaire de cette politique sublime, qui n'a d'autre instrument, ni d'autre appui que la vertu; je craindrois de le profaner. Soyez mon guide, et me donnez un esprit tout nouveau.

Aristias, mon cher Aristias, lui répondit Phocion, après l'avoir tendrement embrassé, vos progrès sont plus rapides que je n'aurois osé l'espérer. Vous avez eu le courage d'arracher aux passions le masque dont elles se couvrent, et qui nous trompe; il n'est plus de vérité dont la découverte vous soit interdite. Vous êtes persuadé que la raison est l'organe par lequel l'auteur de la nature nous fait connoître ses volontés; vous êtes

persuadé qu'elle seule peut nous conduire au bonheur. Pensez donc, mon cher Aristias, que la politique doit être le ministre et le coopérateur de la Providence parmi les hommes, et que rien n'est plus méprisable que cet art illusoire qui en emprunte le nom, qui n'a de règle que les préjugés publics et les passions de la multitude, qui n'emploie que la ruse, l'injustice et la force, et qui se flattant de réusssir par des voies contraires à l'ordre éternel des choses, voit s'évanouir entre ses mains le bonheur qu'elle croyoit posséder.

L'esclave qui cultive vos champs est plus sage que nos législateurs. Pour recueillir d'abondantes moissons, il a étudié la culture qu'exige la terre ; il a observé quelles saisons elle a destinées à la production de chaque fruit, et il ne tente jamais d'en changer l'ordre. Que la politique, après avoir pénétré dans les secrets de la nature sur la destination de la société et les causes de son bonheur, suive constamment cet exemple. Dès qu'elle sera assez prudente pour ne se pas croire plus habile que la nature, elle fera sa principale étude de la morale, qui enseigne à distinguer les vertus véritables de celles qui n'en ont que le nom, et que les préjugés, l'ignorance

et la mode ont imaginées. Que son premier soin soit d'épurer sans cesse la morale. En donnant une attention particulière aux vertus qui sont les plus nécessaires à la société, son principal objet doit être de prendre les mesures les plus efficaces pour empêcher que les passions ne sortent victorieuses du combat éternel que notre raison est condamnée à soutenir contr'elles. Son but, en un mot, est de tenir les passions courbées sous le joug, et en affermissant l'empire de la raison, de donner, pour ainsi dire, des ailes aux vertus.

Entrons dans le détail des vertus que la politique doit cultiver; mais répondez-moi d'abord, Aristias. Quand vous achetez un esclave, vous importe-t-il peu qu'il soit goumand, paresseux, frippon, menteur, ou qu'il ait les qualités opposées à ces vices? Ne vous est-il pas avantageux que votre voisin soit juste, humain et bienfaisant? Vous est-il égal que votre ami soit emporté dans ses goûts, débauché, injuste, crapuleux, ou qu'il soit attentif à remplir tous les devoirs d'un honnête homme? Quand un mariage, que je vous souhaite heureux, vous aura élevé à la dignité de père de famille, vous sera-t-il indifférent que vos enfans contractent

l'habitude du vice ou de la vertu, et que votre femme ait les mœurs d'une courtisane, ou soit chaste, modeste, retirée et économe ?

Je n'attends pas votre réponse, poursuivit Phocion, je la sais. Mais puisqu'une femme, des enfans, des amis, des voisins vertueux, et des esclaves fidelles à leurs devoirs, sont si propres à nous rendre heureux dans le sein de nos familles où nous passions la plus grande partie de notre vie, pourquoi la politique négligeroit-elle cette branche importante de notre bonheur ? Je n'ignore pas que, sous prétexte de je ne sais quelle élévation d'esprit, nos Athéniens, que je ne comprends pas, plaisantent aujourd'hui avec dédain des vertus domestiques. On diroit que ce n'est pas la peine d'être honnête homme, à moins que d'être un héros. Mais c'est parce que la corruption qui règne dans le sein de nos maisons, nous rend incapables de pratiquer les vertus domestiques, que nous avons pris le parti de les mépriser. La modestie dans les mœurs nous paroît bassesse ou rusticité. Nous voulons que nos maisons soient une espece d'asile, où la loi n'ose point entrer pour nous instruire de nos devoirs ; et cependant c'est dans

le sein des familles que des pères tendres et prudens ont donné le premier modèle des lois et de la société. Nous disons que c'est dégrader les magistrats, que de les occcuper de nos soins domestiques ; mais en effet nous ne voulons qu'avoir impunément de mauvaises mœurs. Dégoûtés de la simplicité de nos pères, nous voulons du faste et de l'élégance jusques dans les vertus. Que c'est bien mal connoître leur nature, et le lien qui les unit les unes aux autres !

Je ne crois pas aisément aux qualités sublimes de ces héros à qui il faut un grand théâtre, et des foules de spectateurs. Ce n'est que par l'exercice des vertus domestiques qu'un peuple se prépare à la pratique des vertus publiques. Qui ne sait être ni mari, ni père, ni voisin, ni ami, ne saura pas être citoyen. Les mœurs domestiques décident à la fin des mœurs publiques. Penserez-vous, Aristias, que des hommes accoutumés à obéir à leurs passions dans le sein de leur famille, et sans vertu les uns à l'égard des autres dans le cours ordinaire de la vie, prendront subitement un nouveau génie et de nouvelles habitudes en entrant dans la place publique et dans le sénat, ou que leurs passions et leurs vices n'oseront

les inspirer quand il s'agira de délibérer sur les intérêts de la république, et de décider de son sort? Lycurgue, moins présomptueux que nos sophistes et nos orateurs, ne l'espéroit pas; aussi eut-il une attention particulière à former les mœurs domestiques des Spartiates. Il porta plus de lois pour faire d'honnêtes gens, que pour régler la forme du sénat et la police des assemblées de la place publique. Il savoit que des hommes vertueux vont, comme par instinct, au-devant de leurs devoirs, et qu'ils auront toujours de bons magistrats.

Par quel prodige en effet une république verroit-elle une suite d'hommes de bien à la tête de ses affaires, si elle ne commençoit pas par avoir pour citoyens des hommes accoutumés à pratiquer les devoirs de la vie privée? Il faut qu'un peuple sache estimer la vertu pour donner à ses magistrats le courage et la constance nécessaires dans l'exercice de leurs fonctions. Il doit aimer la justice pour désirer un magistrat toujours juste, toujours ferme, toujours aussi inflexible que la loi. Des citoyens corrompus le redouteroient, sa probité leur seroit à charge. Ils lui préféreront un Cléon qui flatte leurs vices, dont le cœur est ouvert à l'intérêt, et dont la main noncha-

lante et foible laisse pencher inégalement la balance de la justice.

Jugez, mon cher Aristias, de la doctrine que je vous expose, par ce qui s'est passé de nos jours dans notre république. A peine Périclès (1) eut-il corrompu nos mœurs,

(1) L'abondance d'argent que les tributs des alliés portèrent à Athènes, le luxe qui en fut la suite, et les rétributions que Périclès fit payer au peuple pour assister aux spectacles et aux jugemens de la place publique, voilà les principales causes de la corruption des mœurs des Athéniens. On ne parle plus que de fêtes et de plaisirs. L'estime accordée aux arts inutiles leur fit faire des progrès très-rapides. Les Athéniens ne se piquant plus que de goût, d'élégance & de recherches, regardèrent leurs pères comme des hommes grossiers, et ne songèrent plus à en avoir les vertus. Platon peint admirablement dans sa *république*, liv. 8, les progrès, et si je puis parler ainsi, la génération des vices dans une ville qui possède des richesses superflues.

Ærarium illud cujusque aura plenum perdit rempublicam. Nam primum quidem novos sumptus reperiunt, et ad leges deducunt, quibus neque ipsi, neque mulieres ipsorum obtemperant........ Deindè alter alterius exemplo et æmulatione perciti multi tandem tales evadunt... Hinc igitur effusiùs ad pecunias cumulandas delapsi, quanto hoc pretiosis æstimant,

en prétendant les polir ; à peine commençâmes-nous à nous piquer de recherche dans les arts inutiles, de somptuosité dans nos spectacles, de magnificence dans nos meubles, de délicatesse sur nos tables ; à peine les courtisanes autrefois méprisées, à présent les arbitres du goût, des vertus et des agrémens, eurent-elles ouvert à nos jeunes gens une école de galanterie et d'oisiveté ; à peine, en un mot, avons-nous estimé la volupté, l'élégance, les richesses, et respecté les grandes fortunes, que nous en avons été punis, en voyant les grâces, le faste, le luxe et les richesses tenir lieu de talens, et devenir autant de titres pour s'élever aux magistratures. Quelle république auroit pu résister aux

---

tanto virtutem existimant viliorem. An non ita virtus à divitiis discrepat, quasi utrâque in lance stateræ sint positæ, semper in contrariam partem declinent?... Quando igitur in civitate divitiæ ac divites honorantur, virtus probique viri despiciuntur..... Incenduntur que ad ea studia omnes quæ in honore sunt, eaque frequentant : quæ verò nullo honore censentur, apud quosque jacere solent..... Ita ex victoriæ honorisque cupidis, quæstus et pecuniarum avidi tantum efficiuntur, et divites quidem viros laudant et admirantur, et ad magistratus evehunt, pauperes verò despiciunt.

hommes méprisables qui ont succédé à Périclès ? Des voluptueux, des étourdis, des avares, etc. n'ont vu dans l'administration dont ils étoient chargés, que le pouvoir de satisfaire plus aisément leurs passions. Ne craignant ni les regards, ni le jugement d'une multitude aussi vicieuse qu'eux, devoient-ils se gêner pour faire le bien ? Ils ne s'étudièrent, dans les conjonctures difficiles, qu'à éblouir et duper les spectateurs. Ne gouvernant que par des cabales et des intrigues, ils ne cherchèrent qu'à rendre les lois souples et dociles à leur désir. Il eurent tout au plus l'adresse ou la complaisance, pour ménager un reste de citoyens vertueux, de faire une ou deux actions honnêtes avec éclat et appareil, afin de pouvoir être impunément injustes à l'abri d'une bonne réputation usurpée.

Concluez, Aristias, qu'il n'y a point de petite vertu aux yeux de la politique, et qu'elle ne peut, sans péril, en négliger aucune. Ajoutons même que les lois les plus essentielles au bonheur et à la sûreté des états, ce sont celles qui regardent le détail des mœurs. Je vous l'avouerai, je ne comprends point ce que nos sophistes pensent ou imaginent en parlant de bon et de mauvais gouvernement, si par ces mots

ils ne veulent faire entendre des formes de police, qui étant plus ou moins propres à réprimer les passions des magistrats et des citoyens, rendent l'empire des lois plus ou moins solide.

J'ai souvent entendu raisonner Platon sur cette matière. Il blâmoit la monarchie (1), la pure aristocratie et le gouver-

---

(1) Ce que Phocion dit ici de Platon, est très-conforme à la doctrine que ce philosophe établit dans son traité des lois, L. 4. Il se déclare pour le gouvernement de Crète et de Sparte. *Veræ enim*, répond-il à Clinias Crétois, et à Magillus Lacédémonien, qui lui ayant rendu compte de l'administration de leurs républiques, ne savoient dans quelle classe de gouvernement les ranger : *veræ enim, ô viri optimi, reipublicæ vos participes estis; quæ autem modo nominatæ sunt* (aristocratia, démocratia et monarchia) *non respublicæ, sed urbium habitationes quædam sunt, in quibus pars una servit alteri dominanti.* Il dit encore dans le même ouvrage, L. 8 : *Nulla certè potestas hujusmodi, respublica est, sed seditiones appellari omnes rectissimè possunt. Nulla enim volentibus volens, sed volens nolentibus semper vi aliqua dominatur.*

Tous les philosophes anciens ont pensé comme Platon, et les hommes d'état les plus célèbres ont toujours voulu établir dans leurs villes une

nement populaire. Jamais, disoit-il, les lois ne sont en sûreté sous ces administra-

---

police mixte, qui, en affermissant l'empire des lois sur les magistrats, et l'empire des magistrats sur les citoyens, réunît les avantages des trois gouvernemens ordinaires, et n'eût aucun de leurs vices. A l'exception des Spartiates, les Grecs légers, inconstans, et jaloux de leur indépendance jusqu'à craindre le joug des lois, sans lesquelles cependant il n'y a point de liberté, ne pouvoient s'accommoder que de la pure démocratie. Non-seulement l'assemblée du peuple possédoit dans toutes les républiques la puissance législative, mais il étoit rare qu'elle laissât aux magistrats la liberté d'exercer les fonctions dont ils étoient chargés. L'autorité du peuple à Athènes ne connoissoit point de bornes. Les magistrats n'y avoient qu'un vain nom. Les ordres du sénat étoient éludés, ses décrets et ses jugemens étoient cassés, s'ils n'avoient pas l'art de se conformer au goût du public.

Demander quel est le meilleur gouvernement de la monarchie, de l'aristocratie ou de la démocratie, c'est demander quels plus grands, ou quels moindres maux peuvent produire les passions d'un prince, d'un sénat, ou celles de la multitude. Demander si un gouvernement mixte est meilleur qu'un autre gouvernement, c'est demander si les passions sont aussi sages, aussi justes, aussi modérées que les lois.

tions qui laissent une carrière trop libre aux passions. Il craignoit le pouvoir d'un prince, qui, seul législateur, juge seul de la justice de ses loïs. Il étoit effrayé dans l'aristocratie de l'orgueil et de l'avarice des grands, qui croyant que tout leur est dû, sacrifieront sans scrupule les intérêts de la société à leurs avantages particuliers. Il redoutoit dans la pure démocratie les caprices d'une multitude toujours aveugle, toujours extrême dans ses désirs, et qui condamnera demain avec emportement ce qu'elle approuve aujourd'hui avec enthousiasme.

Ce grand homme, poursuivit Phocion, vouloit que par un mêlange habile de tous ces gouvernemens, la puissance publique fût partagée en différentes parties propres à s'imposer, se balancer et se tempérer réciproquement. Mais il ne s'en tenoit pas là, mon cher Aristias ; le disciple de Socrate connoissoit trop bien les hommes pour penser que le gouvernement, dont toutes les parties seroient combinées avec le plus de sagesse, pût se soutenir sans le secours des mœurs domestiques. Lisez sa république ; voyez avec quelle vigilance il cherche à se rendre le maître des passions, et la règle austère à laquelle il soumet la

vertu. Peut-être a-t-il passé les bornes de la prudence; mais cet excès même de précautions prouve combien il croyoit les mœurs nécessaires à la conservation de son gouvernement.

En effet, à quoi serviroit de donner la constitution la plus sage à des hommes corrompus, dont on ne corrigeroit pas d'abord les vices? Lacédémone, en sortant des mains de Lycurgue, eut un gouvernement tel que le désire Platon. Les deux rois, le sénat et le peuple, revêtus d'une autorité différente, formoient une constitution mixte, dont toutes les branches se tenoient mutuellement en respect par l'espece de censures qu'elles exerçoient les unes sur les autres. Quelqu'admirables que soient les proportions de ce gouvernement, il n'écarta cependant de Sparte les cabales, les partis, les troubles, les désordres qui ont perdu les autres républiques de la Grèce, qu'autant qu'il fut attentif à maintenir en vigueur les Lois que Lycurgue avoit faites pour les mœurs.

Dès que Lysandre, en portant dans sa patrie les tributs et les dépouilles des vaincus, y eut développé les germes de cupidité jusqu'alors étouffés, l'avarice se glissa sourdement avec les richesses dans les

maisons des Spartiates. La simplicité de leurs pères, d'abord moins agréable, leur parut bientôt trop grossière. Un vice n'est jamais seul dans une république, il en produit cent autres. Peu à peu les vertus et les talens perdirent autant de leur crédit que les richesses en acquirent. A mesure que les Spartiates apprenoient à jouir de leur fortune, ils se persuadèrent que les richesses pourroient tenir lieu de mérite, et dès-lors elles commencèrent à donner quelque considération à leurs possesseurs. La pauvreté fut enfin méprisée; et dès qu'il fut nécessaire d'acquérir des richesses, les Spartiates, occupés de leurs affaires domestiques, ne donnèrent plus toute leur attention aux intérêts de la république. Les passions alors enhardies relâchèrent les ressorts du gouvernement, et il lui fut impossible de les réprimer, parce qu'il avoit eu l'imprudence de les laisser naître.

Les riches, tourmentés par la crainte qu'on ne les dépouillât de leurs richesses, se révoltèrent contre le partage de l'autorité établi par Lycurgue, et voulurent être tout-puissans pour être en état de défendre leur fortune. Le peuple de son côté, tantôt rampant et tantôt insolent, n'eut plus que des éphores dignes de lui. En vain ten-

teroit-on aujourd'hui d'arrêter les désordres de Lacédémone, en rappelant les lois qui fixoient les bornes de la puissance des rois, des sénateurs et du peuple. A quoi serviroient des lois méprisées par les mœurs publiques, et auxquelles l'ambition et l'avarice ne peuvent plus obéir ? Le vice les a énervées, la pratique de la vertu peut seule leur rendre leur force. Si on ne se hâte, mon cher Aristias, de réparer et d'étayer par la tempérance et la frugalité les restes d'un gouvernement ébranlé par la licence des passions, soyez sûr que ces rois, ces sénateurs, ces éphores autrefois si généreux, si sages et si magnanimes dans l'exercice de leur autorité, se lasseront bientôt de cette sorte de modération qu'ils affectent encore malgré eux, et cesseront d'être magistrats, pour devenir les oppresseurs d'une république qui se déchirera par ses querelles domestiques (1), jusqu'à ce

(1) Ce que Phocion prévoyoit arriva. Lacédémone en proie aux mêmes désordres et aux mêmes malheurs que les autres villes de la Grèce, éprouva mille révolutions jusqu'à l'extinction des deux branches de ses rois légitimes ; et on peut dire qu'elle fut gouvernée tour-à-tour, et souvent à la fois, par les passions de ses rois, de son sénat, des éphores

qu'elle devienne la proie d'un ennemi étranger.

---

et de la multitude. Des tyrans s'emparèrent de l'autorité; et les Lacédémoniens, aussi méprisés au-dehors que malheureux au-dedans, éprouvèrent enfin le même sort que les autres Grecs qui furent soumis à la domination romaine.

La fortune des Romains est encore une preuve très-forte de la vérité que Phocion enseigne ici à Aristias, c'est-à-dire, du pouvoir des bonnes mœurs. En effet, elles contribuèrent plus que tout le reste à empêcher que les querelles qui s'élevèrent entre les patriciens et les plébéiens, après l'exil des Tarquins, ne perdissent la république naissante, en la portant à des violences extrêmes. Ces querelles mêmes, secondées par des bonnes mœurs, établirent à Rome un gouvernement mixte, dont les proportions étoient à peu-près les mêmes que celles du gouvernement de Lacédémone. Tant que les mœurs conservèrent leur autorité, les Romains montrèrent de la justice et de la modération dans leurs différends; et le partage de la puissance publique entre les consuls, le sénat, les tribuns et le peuple, subsista dans ce point d'égalité propre à rendre la république heureuse et florissante. Dès que Rome fut corrompue par l'orgueil de ses victoires, et les richesses des peuples qu'elle avoit vaincus, ses vices, plus forts que ses censeurs

Voulez-vous, mon cher Aristias, poursuivit Phocion, un second exemple de la puissance des mœurs ? Transportez-vous en Egypte, et vous verrez que si leur décadence a rendu inutile dans Lacédémone le sage gouvernement de Lycurgue,

---

leur imposèrent silence. Ces magistrats exercèrent d'abord leurs fonctions avec des ménagemens ; ils tremblèrent enfin, et dès-lors les passions sans frein anéantirent la puissance publique. Les lois ne pouvoient se faire respecter par des magistrats ni par des citoyens qui se croyoient tout permis pour satisfaire leur avarice et leur ambition ; présage infaillible des guerres civiles, par lesquelles les Romains alloient se déchirer, et qui devoient les soumettre à des empereurs que l'histoire nous peint comme autant de monstres. Il n'y eut plus de vertu dans l'empire romain, et il devint la proie des barbares.

Plus on y réfléchira, plus on sera persuadé que la liberté sans mœurs dégénère en licence, et que la licence produit nécessairement la tyrannie domestique, ou l'asservissement à une puissance étrangère. Un auteur célèbre a dit que la monarchie pouvoit se passer de vertu, et gouverner par l'honneur. Mais quand il explique ce qu'il entend par l'honneur, on voit qu'il entend la vertu, ou qu'il n'entend rien du tout.

leur sainte austérité a autrefois purifié jusqu'au despotisme même.

Les rois d'Egypte n'avoient que les dieux au-dessus d'eux, et ils partageoient en quelque sorte avec eux l'hommage de leurs sujets. Leurs ordres étoient autant des lois sacrées et inviolables, et tout devoit se prosterner en silence devant leur trône. Quelque terrible que dût être ce pouvoir sans bornes entre les mains d'un homme, les Egyptiens n'en éprouvèrent aucun effet funeste, parce qu'ils avoient des mœurs, et en donnèrent à leur maître. Il n'étoit point permis à ces monarques tout-puissans d'être avares, oisifs, prodigues ou voluptueux. Tous les momens de leur journée étoient remplis par quelque devoir. A peine avoient-ils sacrifié aux dieux, et médité dans le temple sur quelque vérité des livres sacrés, qu'ils étoient arrachés à eux-mêmes. Il falloit écouter les plaintes des malheureux, juger les procès de leurs sujets, tenir des conseils, et expédier des ordres dans les provinces pour y prévenir quelqu'abus, ou y former quelqu'établissement avantageux. Jusqu'aux délassemens et aux besoins de l'humanité, tout étoit prescrit par les lois. Le bain, la promenade, les repas avoient des heures marquées. La table étoit un autel élevé

à la frugalité ; on y mesuroit le vin ; jamais on n'y servoit que deux mets, et toujours les mêmes. Dans le palais aucun faste n'insultoit à la condition des sujets, et n'inspiroit de l'orgueil au maître. L'amour enfin, cette passion, Aristias, trop souvent si impérieuse, si puérile, si emportée, si molle, n'étoit qu'un simple délassement après le travail ; c'étoit la loi qui fermoit et ouvroit l'appartement de la reine au prince.

C'est ainsi que les Egyptiens firent leur bonheur. Leur pays ne renfermoit, pour ainsi dire, qu'une nombreuse famille, dont le monarque étoit le père. Le prince, toujours roi, n'avoit pas le temps d'être homme. L'ordre constant et périodique de ses occupations accoutumoit son esprit à la règle, et tenoit lieu de tout l'art que nous employons souvent inutilement, pour empêcher que nos magistrats n'abusent de l'autorité qui leur est confiée. Les passions étoient étouffées dans le cœur du maître ; et ne pouvant désirer et vouloir que le bien, il importoit peu aux Egyptiens d'avoir cette liberté dont nous sommes si jaloux. Les lois toujours justes et impartiales, quoique faites par un seul homme, étoient également aimées et respectées par tous les ordres de l'état. C'est ainsi que malgré le

despotisme, les bonnes mœurs rendirent l'Egypte heureuse, et nos anciens philosophes l'ont regardée comme le berceau de la sagesse.

Je dévore vos discours, s'écria Aristias; je me sens entraîné par la force de vos raisons. Sans doute c'est profaner la politique qui doit rendre les sociétés heureuses et florissantes, que d'en donner le nom à ce petit manège toujours incertain de ruse, d'intrigue et de fourberie, que je regardois comme un grand art, et qui n'a été en effet imaginé que par des ignorans incapables de s'élever à de plus hautes idées, ou par de mauvais citoyens qui ne regardoient dans l'administration de la république que le malheureux avantage de satisfaire eux-mêmes leur ambition et leur avarice. Sans doute que les mœurs doivent servir de base à la loi, et que sans leur secours le législateur n'élévera jamais qu'un édifice chancelant, et prêt à s'écrouler.

Mais, vous l'avouerai-je, Phocion, continua Aristias en baissant la vue et d'un ton affligé? Dans le moment même que je cède à l'évidence de vos raisonnemens, mes anciens préjugés semblent se révolter contre ma raison. L'Egypte, autrefois vertueuse, a été heureuse, et Lacédémone

n'a perdu sa prospérité qu'en perdant ses mœurs. Sans doute il est digne de la sagesse de l'auteur de la nature, que le bonheur soit le prix de la vertu, et l'adversité la compagne du vice. Tel est l'ordre le plus ordinaire ; mais n'est-il point d'exception à ces lois générales ? Celui qui les a portées, pour des raisons qu'il seroit téméraire de vouloir pénétrer, n'y déroge-t-il jamais ? N'a-t-on pas vu quelquefois des empires élever leur fortune sur l'injustice, et fleurir par des moyens que la morale réprouve ? Quelle vertu ont les Perses qui dominent sur l'Asie entière ? Il me semble que Philippe, à qui tout réussit, n'a guère plus de vertu que nous qui tombons en décadence ; il me semble que tous les jours des intrigans, à force de lâchetés et de scélératesses, enlèvent à des hommes de bien la récompense qui n'est due qu'à la probité. Pourquoi, par les mêmes voies, des états ne pourroient-ils donc pas obtenir les mêmes succès ? Nous avons vu des tyrans usurper dans leur ville la souveraineté, jouir de leur vol, et mourir tranquillement dans leur lit. Socrate au contraire n'a possédé aucune de nos magistratures, et il a trouvé des juges qui l'ont condamné à boire la ciguë. Ah ! Phocion, Phocion ! quel spec-

tacle scandaleux ne nous présente pas quelquefois l'histoire du bonheur et du malheur des hommes !

Prenez-y garde, mon cher Aristias, lui répondit Phocion, ce n'est pas votre raison, ce sont vos passions qui viennent de parler. C'est parce que vous confondez encore les dignités, les richesses, l'éclat, le pouvoir avec le bonheur, que vous voudriez qu'ils fussent la récompense de la vertu ; mais ils ne peuvent tout au plus procurer qu'un plaisir passager, tel que le donnent les caresses trompeuses d'une courtisane, et des plairs passagers ne sont pas le bonheur.

Vous voyez tous les jours des hommes méprisables qui parviennent aux premières magistratures ; mais soyez sûr qu'elles ne sont un bien que pour l'homme vertueux qui se dévoue à sa patrie, qui est assez habile pour la rendre heureuse, ou qui dumoins a tout tenté pour y réussir. Le bonheur dans chaque individu, c'est la paix de l'ame, et cette paix naît du témoignage qu'il se rend de se conduire par les règles de la justice. Ces tyrans, ces ambitieux, dont la multitude admire la prospérité, gémissent en secret sous le poids de l'administration à laquelle ils ont la lâcheté in-

sensée de ne pouvoir renoncer. Que ne pouvez-vous lire dans leur cœur déchiré par la crainte, l'envie, la haine, l'avarice et les remords ! Mon cher Aristias, que cette apparence de prospérité, qui n'environne que trop souvent le vice, ne vous scandalise pas. L'élévation des méchans, faisant à la fois leur châtiment, et celui des peuples qu'ils gouvernent et qui les élèvent, est au contraire une nouvelle preuve que le bonheur n'est attaché qu'à la vertu.

Vous me citez Socrate ; mais ce verre de ciguë qui déshonora éternellement vos pères, ne troubla point son repos. Les scélérats qui vouloient le perdre étoient incertains du succès de leurs calomnies, et il étoit sûr de son innocence. Puisqu'il ne fit aucune plainte, aucune sollicitation, et qu'il refusa de se soustraire par la fuite à la haine de ses ennemis, comment pourroit-on le soupçonner d'avoir été inquiet sur le jugement qu'il attendoit ? Pendant les trente jours qui s'écoulèrent depuis qu'on lui prononça sa sentence (1), jusqu'au

(1) *La cause de ce long délai*, dit M. Charpentier dans la vie de Socrate, *étoit que les Athéniens envoyoient tous les ans un vaisseau en l'isle de Délos pour y faire quelques sacrifices ; et il étoit de la reli-*

moment de l'exécution, il continua à instruire ses disciples. Il leur parla de l'immortalité de l'ame, et du bonheur attaché à la vertu. Les yeux les plus perçans ne virent point qu'il fît quelqu'effort pour être ou paroître tranquille, et qu'il soupçonnât que sa prison et sa mort fussent une objection contre sa doctrine. Il regarda la mort comme nous voyons le coucher du soleil et l'approche du sommeil; il remercia les dieux de lui donner une fin qui lui épargnoit les infirmités de la vieillesse et les angoisses douloureuses de l'agonie. C'est Athènes seule qui étoit malheureuse; et quelle longue suite de calamités ne pouvoit-on pas prédire à une ville assez aveugle et assez corrompue pour punir la vertu de Socrate du dernier supplice?

A l'égard de la prospérité des états, je conviens, poursuivit Phocion, qu'il s'est formé de grands empires par des moyens

---

gion de ne faire mourir personne dans la ville, depuis que le prêtre d'Apollon avoit couronné la pouppe de ce vaisseau pour marque de son départ, jusqu'à ce que le même vaisseau fût de retour; si bien que l'arrêt ayant été prononcé contre Socrate le lendemain que cette cérémonie s'étoit faite, il fallut en différer l'exécution pour trente jours qui s'écoulèrent dans ce voyage.

que la morale désavoue ; mais répondez-moi, ces états, quoiqu'injustes, ambitieux et sans foi, n'étoient-ils pas moins abandonnés aux voluptés, à la paresse et à l'amour des richesses que les peuples qu'ils ont soumis ? N'étoient-ils pas plus exercés au courage et à la discipline ? N'avoient-ils pas moins d'indifférence pour leur patrie et plus d'amour pour la gloire ? Ce n'est point parce que Philippe a peu de vertu que nous le craignons, c'est parce que nous en avons encore moins que lui, et qu'il se sert de nos vices pour nous accabler. L'ambition, l'injustice, la ruse, la violence peuvent sans doute former de grands empires ; mais c'est parce qu'à ces vices on n'oppose que d'autres vices : d'ailleurs, quel est l'avantage de cette grandeur usurpée ? Peut-elle faire la prospérité d'un état, puisqu'il est impossible de l'asseoir sur un fondement solide ?

La politique, dupe d'un bonheur passager, et toujours suivi des revers les plus funestes, doit-elle donc sacrifier l'avenir au moment présent ? O mon cher Aristias ! si vous aimez votre patrie, que les dieux vous préservent de lui souhaiter des succès qui prépareroient sa décadence et sa ruine ! C'est pour avoir voulu usurper l'empire de

la Grèce, que nous et les Spartiates sommes aujourd'hui à la veille de perdre notre liberté. La modération de nos villes les avoit mises en état de repousser Xerxès, leur ambition va les soumettre à Philippe. De grandes provinces et de grandes richesses, quoi qu'en disent nos orateurs, ne contribuent ni au bonheur domestique des citoyens, ni à la sûreté de la république à l'égard des étrangers. Que sert aux Perses d'avoir conquis l'Asie entière ? En sont-ils plus libres ? Le sujet jouit-il avec plus de confiance de sa fortune, depuis que le prince a monstrueusement augmenté la sienne ? Qu'un grand empire est foible, puisqu'Agésilas, avec une poignée de soldats, a porté la terreur jusques dans Babylone ! Un autre fois je vous développerai les preuves de cette vérité : mais dans ce moment contentez vous de remarquer, Aristias, que si l'être protecteur de la vertu, se sert quelquefois des vices d'un peuple pour en détruire un plus vicieux, il ne manque jamais de briser l'instrument de sa vengeance après s'en être servi. Ce n'est point par des miracles qu'il agit, mais par une suite naturelle de l'ordre qu'il a établi dans le gouvernement du monde.

Je ne hasarde point ici une conjecture

vaine et téméraire. Examinez avec moi le choc, la marche, le concours des passions, le mouvement réciproque qu'elles se communiquent, et vous en verrez résulter cet ordre favorable à la morale. La trahison, la fourberie, la ruse peuvent surprendre et tromper un état qui n'est pas précautionné contre leurs pièges, et obtenir d'abord quelque succès; mais leur succès même déchire le voile sous lequel elles se cachoient; et la mauvaise foi, en inspirant une défiance et une haine générales, se trouve enfin elle-même embarrassée dans les embûches qu'elle dressoit. Intimidée par la crainte qu'elle a fait naître, dupe de ses propres finesses, jamais elle ne peut prévoir tous les dangers dont elle est menacée; sans cesse elle se précautionne contre des accidens chimériques. Marchant ainsi sans règle, elle ne peut réussir que par hasard, et bientôt doit nécessairement échouer. Ces sophistes (1), qui tâchent de

(1) Ce que Phocion dit ici des sophistes de son temps, on peut l'appliquer à Machiavel, qui ne donnant dans son *prince* que des leçons de tyrannie, d'injustice et de fourberie, veut cependant que son disciple emprunte le masque de plusieurs vertus, et que pour éviter d'être *haï et méprisé*, il paroisse

réduire en art la perfidie, et qui nous étalent avec complaisance cent exemples d'injustices heureuses, se gardent bien de nous en faire connoître les suites funestes. Toujours vagues dans leurs discours, il n'analysent jamais les causes des succès de l'injustice et de la mauvaise foi; jamais ils n'établiront le point fixe, où, triomphant de tous les obstacles, elles sont sûres de réussir. La force de la vérité oblige au contraire les sophistes à se réfuter eux-

clément, *fidelle à sa parole*, *intègre* et *religieux*. Mais Machiavel n'a pas fait attention que quand on occupe une grande place, et qu'on manie des affaires publiques, on ne paroît jamais que ce qu'on est véritablement. On pénètre, on voit, on juge sans peine un hypocrite au travers du masque dont il se couvre. On peut duper un homme d'esprit une fois, mais non pas deux. Les sots sont en général plus soupçonneux que les gens d'esprit, et quand ils ont été trompés, ils sont encore plus intraitables. Ils regardent celui dont ils ont été les dupes comme un frippon, et ne s'y fient pas même dans les occasions où il n'a aucun intérêt de leur tendre un piège. Que Machiavel dise que le pape Alexandre VI ne fit jamais autre chose que tromper, et que ses tromperies lui réussirent toujours, il ne persuadera personne, et ne mérite pas d'être réfuté.

mêmes.

mêmes. Ils ne peuvent se déguiser que les succès passagers de l'injustice ne préparent qu'un avenir malheureux. Pourquoi nous conseillent-ils d'éviter la haine et le mépris comme les deux écueils les plus funestes de la politique ? N'est-ce pas convenir du danger des vices, reconnoître le prix de la vertu, et avouer que ses opérations seules sont sûres ?

Si un peuple, au lieu de la ruse et de la fourberie, emploie la force et la violence contre ses voisins, il est impossible qu'il ne soit pas lui-même agité par la crainte qu'il inspire. En même-temps qu'il augmente le nombre de ses ennemis, il devient suspect à ses alliés. En croyant se rendre puissant, il multiplie ses dangers et diminue ses forces. Plus heureux que plusieurs nations dont nous connoissons l'histoire, et qui se sont affoiblies et enfin ruinées à force d'efforts pour augmenter leur fortune, je veux qu'il ne succombe pas sous le poids des difficultés qui l'entourent, et que la résistance de ses ennemis aiguise au contraire son courage, ses forces et ses talens. Le moment fatal du succès arrive ; il triomphe, mais le vainqueur périt au milieu de ses conquêtes.

Remarquez-le, mon cher Aristias, c'est

l'ambition, c'est l'avarice déguisées sous le nom d'une fausse gloire, qui peuvent seules porter les hommes à être conquérans; et par quel prodige ces deux passions, qui n'ont pas craint de violer tous les droits humains et de verser des torrens de sang, useroient-elles avec prudence de la victoire, si capables d'enivrer d'orgueil les hommes les plus modérés? Sésostris, peu content de régner sur l'Egypte, fait violence à ces sages lois dont je vous parlois il n'y a qu'un moment; il médite la conquête de l'Asie, et rien ne résiste d'abord à ces Egyptiens sobres, laborieux, tempérans et courageux qu'il a armés pour servir son injuste ambition. Mais ses soldats victorieux prennent bientôt les vices et les mœurs des peuples vaincus. Ces hommes, amollis par les voluptés et les richesses, rapportent dans leur patrie les dépouilles de l'Orient. Le peuple, étonné d'un spectacle qui développe en lui le germe de l'ambition et de l'avarice, se croit parvenu au comble de la gloire et de la prospérité; cependant la vertu, ébranlée dans tous les cœurs, est prête à les abandonner, et au milieu des chants d'alégresse et de triomphe, le châtiment de l'Egypte commence. Une négligence présomptueuse relâche les ressorts du gouvernement; tous

les anciens établissemens sont bientôt détruits par les passions. Les successeurs de Sésostris, esclaves d'une fortune qui les accabloit, devinrent des tyrans voluptueux, et d'autant plus terribles, qu'affoiblis par la ruine des lois, ils ne se croient plus en sûreté. Ils craignirent des sujets que la mollesse, le faste, la pauvreté et les richessses avoient rendus à la fois lâches et insolens; et leur royaume, sans défense, et troublé plutôt par des émeutes que par des révoltes, est destiné à devenir la proie du premier conquérant qui voudra s'en emparer.

L'histoire nous offre mille exemples pareils. Les Mèdes, en asservissant les Assyriens, perdirent les mœurs et les lois qu'ils devoient à la sagesse de Déjocès; ils cessèrent d'être heureux par une trop grande prospérité, et préparèrent une conquête aisée aux Perses, qui à leur tour amollis et corrompus aussi-tôt que vainqueurs, fondèrent un grand empire dont tout annonçoit la décadence. Que de leçons pour la politique, si elle veut connoître ses devoirs! Vous parlerai-je, mon cher Aristias, des malheurs domestiques de la Grèce? Nos succès brillans pendant la guerre Médique, où nous ne faisions que nous défendre,

ont été capables de nous faire abandonner les vertus de nos pères ; quels ravages ne doivent donc pas faire chez un peuple les succès d'une guerre entreprise par ambition et par avarice ? L'époque de l'ambition et de la foiblesse d'Athènes est la même. Nous nous sommes perdus quand nous avons voulu nous rendre les maîtres de nos alliés ; et Lacédémone, après nous avoir vaincus, n'a plus été en état de se défendre contre les Thébains.

Philippe abuse aujourd'hui de nos divisions et de nos vices, il ne cherche qu'à nous subjuguer et nous asservir ; mais voyez avec quelle adresse son ambition emprunte le masque de la modération, de la justice, de la bienfaisance même ; c'est par là qu'il est véritablement redoutable. Il recueille dans la Macédoine les vertus fugitives qui nous abandonnent ; il rend son peuple sobre, actif, patient, laborieux et brave. Que de vertus, qui, par l'emploi insensé que ce nouveau Sésostris en fait, ne procureront qu'un faux bonheur aux Macédoniens ! Si ce prince avoit l'ame assez grande pour connoître ses devoirs, et les préférer aux intérêts de sa vanité et de son ambition, il mettroit à profit les circonstances heureuses où il se trouve. Au

lieu de fomenter nos vices pour acquérir avec moins de peine l'empire de la Grèce, il se serviroit de ses talens pour nous aider à nous corriger; il tâcheroit de mériter à la Macédoine la considération dont Lacédémone a autrefois joui. Loin de nous diviser, il travailleroit à nous réunir, et à ne faire des Grecs et des Macédoniens qu'un peuple d'amis et d'alliés, qui seroit heureux, et dont le pays deviendroit inaccessible aux attaques des étrangers.

Il procureroit ainsi un bonheur durable à sa nation; mais puisque Philippe n'aime la vertu que pour en faire l'instrument de son ambition, j'ose vous prédire, sans vouloir empiéter sur les droits de l'oracle de Delphes, que cette fortune des Macédoniens, préparée et conduite avec tant d'art, de courage et d'habileté de la part du prince, et tant de vertu de la part des sujets, disparoîtra en naissant. Le moment où leur empire sera parvenu à la situation en apparence la plus brillante, sera l'époque où il commencera à décheoir (1). Ses

(1) Le moment où l'empire des Macédoniens parut le plus puissant; c'est quand Alexandre eut vaincu Darius. Mais si ce prince régnoit tranquillement sur l'Asie subjuguée, les vices de l'Asie

succès ouvriront enfin les yeux à ses voisins ; ses conquêtes lui feront plus d'enne-

---

commençoient à le subjuguer lui-même. Soit qu'on considère cette corruption naissante, soit qu'on recherche les moyens qu'avoit Alexandre pour empêcher le démembrement de ses vastes états, on ne peut s'empêcher de penser qu'une plus longue vie n'auroit servi qu'à ternir la gloire qu'il avoit acquise. Si le lecteur se rappelle l'histoire des successeurs d'Alexandre, il verra que les Macédoniens, qui s'établirent en Asie et en Egypte, s'amollirent, et n'eurent point d'autres mœurs que les peuples qu'ils avoient vaincus. Pour la Macédoine proprement dite, réduite à ses anciennes limites par la révolte des gouverneurs de province, quel fruit retira-t-elle du règne de deux rois tels que Philippe et Alexandre ? Elle éprouva mille révolutions funestes. Tandis que le peuple étoit malheureux, la famille royale périt de la manière la plus tragique. Différens princes usurpèrent le trône, et en furent chassés. La famille qui réussit à le conserver, ne put jamais prendre sur la Grèce même l'autorité que Philippe y avoit acquise, quoique les G cs, toujours divisés, conservassent toujours les vices qui les avoient affoiblis. La Macédoine eut des ennemis sans nombre ; et ses rois, toujours ..res de la réputation que leur royaume avoit eue autrefois, furent occupés à faire laborieusement et

mis qu'elles ne lui donneront de sujets. Les qualités que nous admirons aujourd'hui dans les Macédoniens feront place aux vices des vaincus. La Macédoine sera malheureuse, et trouvera enfin un vainqueur.

Il faudroit, mon cher Aristias, que la nature du cœur humain changeât, pour que la politique de nos sophistes pût conduire un peuple à un bonheur durable. Si ce n'étoit que notre raison seule qui nous fît haïr l'injustice, la fourberie, la violence, l'ambition, l'avarice, etc. peut-être qu'on parviendroit à l'éblouir, la tromper et l'envelopper de préjugés qu'elle ne pourroit détruire; mais ce sont nos passions mêmes qui détestent ces vices dans nos pareils. Blessées dès qu'elles les rencontrent, elles s'aigrissent, elles s'irritent, et rien ne peut les distraire. Tant qu'un homme injuste et sans foi indisposera ses concitoyens; tant qu'une république ambitieuse, avare et orgueilleuse se rendra

---

sans succès des entreprises au-dessus de leurs forces. Affoiblis et odieux à leurs voisins, ils furent vaincus et détruits par les Romains, que la Grèce appela à son secours pour servir sa haine contre la Macédoine, et la punir de ses injustices et de son ambition.

suspecte et odieuse à ses voisins, c'est-à-dire, tant que la nature de l'homme ne changera pas, soyez persuadé que la politique doit regarder la vertu comme la source et le fondement de la prospérité. Je devrois vous parler actuellement de la méthode avec laquelle la politique doit affermir la vertu dans une république; mais en voilà assez pour aujourd'hui, dit Phocion, et je craindrois, mon cher Aristias, de nuire à la vérité en vous fatiguant : s'il vous reste même quelques doutes sur les matières que nous avons traitées, la suite de nos entretiens les dissipera.

TROISIÈME ENTRETIEN.

ARISTIAS et moi nous nous rendîmes hier chez Phocion, mon cher Cléophane. C'est aujourd'hui, lui dis-je, nos grandes panathénées; et comment pourrions-nous mieux célébrer une fête consacrée à Minerve, et destinée à perpétuer le souvenir de la réunion que Thésée fit des différens peuples de l'Attique dans Athènes, qu'en écoutant ce que vous voudrez bien continuer à nous apprendre sur la morale et la politique ?

Je sais trop de gré à Aristias, me répondit Phocion, de préférer un entretien austère au spectacle de nos fêtes, pour ne pas consentir à ce que vous désirez. Il est vraisemblable, ajouta-t-il en souriant, que Minerve qui voit nos panathénées avec indifférence, depuis que nous les célébrons avec plus de pompe et moins de vertu que nos pères, trouvera bon que nous n'en augmentions pas la cohue.

Puisque vous le voulez, reprenons la

suite de nos entretiens. Je vous ai prouvé, continua Phocion, que la vertu lie les hommes en leur inspirant une confiance mutuelle, et que le vice au contraire les tient en garde les uns contre les autres, et les divise. Je vous ai fait voir qu'il n'y a point de vertu qui ne soit utile à la société; mais ces connoissances seules ne suffisent point pour guider la politique dans ses opérations.

Quoique toute vertu mérite d'être cultivée, toutes cependant ne demandent pas les mêmes soins de la part du législateur et des magistrats; quelques-unes n'ont pas un rapport aussi direct, aussi immédiat que les autres à ce qui fait et consolide le bonheur des citoyens et la sûreté de la république. Toutes les vertus n'étendent pas leurs racines à une égale distance, toutes n'ont pas une tige également forte; quelques-unes même ont besoin d'un appui, ou languissent et se flétrissent sans secours. Les unes jettent de plus grands rameaux, et portent des fruits plus abondans que les autres; il y en a même qui fécondent, pour ainsi dire, tout le terrain qui les environne; vous verrez naître autour d'elles mille vertus particulières qui sembleront venir sans semence, et n'exiger aucune culture.

Si la politique, mon cher Aristias, considère les vertus suivant leur ordre en dignité et en excellence, elle place à leur tête la justice, la prudence et le courage. D'accord avec la morale, elle nous montre que de ces trois sources découlent l'ordre, la paix, la sûreté et tous les biens en un mot que les hommes peuvent désirer. L'objet de la politique est de nous rendre facile la pratique de ces trois vertus; mais elle connoît trop bien l'activité de nos passons et la paresse de notre raison, pour espérer de nous en faire contracter l'habitude, si, en nous familiarisant d'avance avec d'autres vertus dont elle est plus maîtresse de régler l'exercice et la marche, elle n'écarte de notre cœur les vices qui nous empêchent d'être justes, prudens et courageux.

Ce seroit une étrange politique, qu'un législateur persuadé qu'il suffit de faire des lois pour que les hommes y obéissent. Il n'a encore rien fait quand il n'aura réglé que les droits de chaque citoyen, et donné des bornes fixes à la justice. Laissez agir nos passions, elles auront bientôt dérangé ces bornes. Mille prétentions chimériques anéantiront le droit. Au milieu des lois les plus justes, l'injustice, secondée par la ruse et la

chicane, et enhardie par l'impunité, deviendra bientôt l'esprit général des citoyens.

Publiez dans la place de Sibaris, qu'il est ordonné à tout citoyen d'avoir assez de courage pour préférer dans un combat la mort à la fuite, et mépriser dans l'administration de la république les dangers auxquels un magistrat est quelquefois exposé, et je vous réponds que vous aurez publié le décret le plus inutile. Les Sibarites, toujours efféminés, ne sortiront point de leur mollesse pour prendre du courage. La loi nous prescriroit à nous autres Athéniens la police la plus sage dans nos délibérations publiques, pour nous empêcher d'être inconsidérés, et nous forcer de peser et d'examiner avec maturité les intérêts de la patrie; que si nous devenions prudens, ce seroit pour l'intérêt de nos passions, et non pour celui de la république.

Tout législateur qui ignore sur quelles vertus la justice, la prudence et le courage doivent être, pour ainsi dire, entés; tout législateur qui ne fait pas préparer les hommes à les aimer et les pratiquer, verra que ses lois inutiles n'auront fait aucun bien à la société. Il y a en effet, mon cher Aristias, des vertus qui servent de base et d'appui à toutes les autres. Je compte quatre de ces

vertus, que j'appelle *mères* ou *auxiliaires*, et qui sont les premières dans l'ordre politique, la tempérance, l'amour du travail, l'amour de la glòire et le respect pour les dieux.

Par tempérance, j'entends, poursuivit Phocion, cette vertu qui, nous invitant à nous contenter des choses que la nature exige indispensablement pour notre conservation, diminue le nombre de nos besoins et le simplifie. Qui n'étudie pas l'art d'être heureux à peu de frais, sera toujours malheureux. Vous savez ce que Socrate (1)

---

(1) Xénophon nous a conservé l'entretien de Socrate avec Euthydème sur la volupté, et je ne puis résister au plaisir d'en transcrire ici un morceau admirable. Je me sers de la traduction de M. Charpentier.

Avez-vous songé, dit Socrate, que la débauche, qui ne parle que de voluptés, ne sauroit en faire goûter aucune comme il faut, et qu'il n'y a que la tempérance et la sobriété qui donnent le vrai sentiment des plaisirs? Car c'est le naturel de la débauche de ne point endurer la faim, ni la soif, ni les aiguillons de l'amour, ni la fatigue des veilles, qui sont néanmoins les véritables dispositions pour boire et pour manger délicieusement, et pour trouver un plaisir exquis dans les embrassemens amoureux ou dans les ap-

disoit à Euthydème, que les voluptueux sont les hommes du monde les plus dérai-

---

proches du sommeil. Cela est cause que l'intempérant sent moins de douceur dans ses actions qui sont nécessaires et qui se font très-souvent. Mais la tempérance, qui nous accoutume à attendre le besoin, est la seule aussi qui dans ces rencontres nous fait sentir une extrême volupté.

C'est cette vertu aussi, dit Socrate, qui met les hommes en état de se perfectionner l'esprit et le corps, et de se rendre capables de gouverner heureusement leur famille, de servir utilement leurs amis et leur patrie, et de surmonter leurs ennemis; et ce qui est non-seulement très-avantageux pour l'utilité, mais même très-agréable par le contentement qui l'accompagne, et c'est à quoi les débauchés n'ont point de part: car quelle part pourroient-ils prendre aux actions vertueuses, eux dont l'esprit est tout employé à la recherche des voluptés présentes?

Quelle différence y a-t-il, dit Socrate, entre un animal irraisonnable et un homme voluptueux, qui ne considère point ce qui est le plus honnête, mais qui poursuit aveuglément ce qui est le plus agréable? Il n'appartient qu'aux personnes tempérantes de rechercher quelles sont les meilleures choses, et après en avoir fait un discernement exact par l'expérience et le raisonnement, d'embrasser les bonnes, et de s'éloigner des mauvaises; c'est ce qui les rend tout ensemble très-heureux, très-vertueux et très-habiles.

sonnables. A force de se repaître de voluptés, ils éteignent en eux le sentiment du plaisir; ils n'ont pas l'esprit d'endurer la faim et la soif, et de résister aux premières amorces de l'amour du sommeil; ils gâtent tout par leur attention insensée à prévenir leurs désirs.

La volupté vend ses faveurs à trop haut prix; elle emploie trop de mains, trop de temps, trop de peine à la composition de son ennuyeux bonheur, pour que la politique n'échouât pas en essayant de rendre heureux un peuple voluptueux. A peine la volupté jouit-elle, que rassasiée, elle rejette avec faste et dédain ce qu'elle avoit désiré avec emportement. Nos sophistes, à leur ordinaire, ont mal raisonné sur cette matière, parce que la nature a voulu que nos besoins fussent la source de nos plaisirs; ils ont prétendu qu'en multipliant les uns, on multiplieroit aussi les autres; mais ils n'ont pas fait attention que la volupté est moins habile et moins libérale que la nature. Celle-ci ne donne aucun besoin, sans donner en même-temps un moyen aisé de satisfaire; et la volupté qui flatte, échauffe, irrite notre imagination par des espérances et des songes, ne donne jamais ce qu'elle a promis; elle fuit quand

nous croyons la saisir, et nous laisse le dégoût, l'ennui et la lassitude à la place du plaisir.

Mais il ne s'agit pas entre nous de l'inconséquence des voluptueux ; et quand leur passion ne les tromperoit pas, il n'en faudroit pas moins, mon cher Aristias, bannir la volupté de notre république. Croyant acheter des plaisirs à prix d'argent, elle est toujours avare et prodigue ; et jamais on n'a vu la justice, la prudence et le courage se mêler parmi les vices qui accompagnent l'avarice et la prodigalité. Toutes les richesses de la Perse n'enrichiroient pas Démadès (1) ; l'Europe, l'Asie et l'Afrique ne suffiroient pas aux besoins de trois voluptueux comme lui : comment donc la vérité seroit-elle l'ame de ses dis-

(1) Antipater disoit que de deux amis qu'il avoit à Athènes, Phocion et Démadès, il n'avoit jamais ni pu obliger l'un à rien recevoir, ni contenter l'avidité de l'autre. Ce Démadès étoit orateur, et avoit du crédit dans la place publique. C'est lui qui trouvant un jour Phocion à table, et voyant son extrême frugalité, lui dit : *Je m'étonne, Phocion, que te contentant d'un si mauvais repas, tu veuilles prendre la peine de te mêler des affaires de la république.*

cours ? Patrie, honneur, justice, il vendra tout à qui voudra l'acheter. Ce sénateur, accablé du poids d'une digestion difficile, livreroit l'état à qui lui offriroit un élixir propre à ranimer les ressorts usés de son estomac ; et vous voulez qu'il s'informe s'il n'y a point quelque malheureux citoyen que la faim poursuit ? Croirez-vous que des magistrats avides et fatigués de plaisirs, soient bien propres à penser aux besoins de la société ? Que ce soient des sentinelles vigilantes et attentives à prévoir, prévenir ou repousser les périls dont la république peut être menacée ?

Ne l'espérez pas ; la république elle-même ne l'exige plus, quand une fois les esprits sont infectés par la jouissance ou le désir des voluptés ; elle tiendra même compte à ses magistrats de leur mollesse et de leur faste. Dès que la recherche dans les plaisirs a attaché à la médiocrité l'opprobre de la pauvreté, les citoyens ont trop de besoins pour être contens de leur fortune. Leur ame est déjà souillée des vols que leurs mains n'ont encore pu commettre ; ils feront un commerce honteux de leur suffrage, et vendront leur voix au plus offrant. On ne verra dans les magistratures que la facilité de s'enrichir impunément par des injustices ;

on ne voudra plus avoir de crédit dans la république, ni commander les armées, que pour faire fortune, et s'abîmer ensuite dans les voluptés. Tout est alors perdu ; il ne subsiste plus qu'un vain simulacre de république. A la place des lois méprisées, les passions règnent impérieusement, et les mœurs seroient atroces si les ames étoient encore capables de conserver quelque force.

Quand en ouvrant le cœur à tous les vices, les voluptés n'y étoufferoient pas le principe de la justice et de la prudence, il suffit qu'elles énervent le corps pour que la république ne doive plus attendre de ses citoyens amollis les fatigues, les veilles, la patience, les travaux d'où dépend souvent son salut. Tandis que de jeunes gens, lassés de leurs débauches, dorment laborieusement dans le duvet, pensez-vous, si on les réveille en sursaut pour repousser l'ennemi qui escalade nos murailles, qu'ils trouveront en eux les forces et le courage de ces anciens Athéniens, accoutumés à coucher sur la dure à côté de leurs armes, et à mépriser les plaisirs des sens ? Depuis que le goût des plaisirs nous possède, j'ai vu, oui j'ai vu les descendans des héros de Marathon et de Salamine, aller aux ennemis avec l'envie de fuir dans le cœur.

L'exemple contagieux des riches a corrompu jusqu'aux pauvres, qui ne partagent pas leurs voluptés. Il n'est plus d'Athénien qui ne murmure contre les fatigues de la guerre et la rigueur de notre discipline relâchée. La nature paroît dégradée dans toute la Grèce; nous succombons aujourd'hui sous les exercices dont nos pères se jouoient autrefois; nous trouvons nos armes trop pesantes, et la mollesse de nos villes nous a appris à redouter le courage des Barbares.

Que Lycurgue, mon cher Aristias, étoit profond dans la connoissance de nos vertus et de nos vices! Méditez ses lois, un dieu sans doute les lui avoit dictées. Vous ne le verrez jamais s'égarer dans les détails inutiles, proscrire un vice, et n'en pas couper la racine; ordonner la pratique d'une vertu, et négliger celle qui doit en être le principe ou l'appui. Il ne permet pas à deux jeunes époux de s'abandonner inconsidérément à leurs transports; il vouloit qu'un mari n'habitât pas d'abord dans la même maison que sa femme; il lui ordonnoit de dérober ses faveurs. C'étoit pour empêcher que les droits du mariage ne devinssent une source de corruption et de mollesse en les abandonnant aux voluptés,

et que rassasiés des plaisirs légitimes, ils n'en cherchassent de défendus. L'adultère ne fut point connu à Lacédémone : quel avantage ! s'il est vrai que tout commerce de galanterie suppose dans les femmes une lâche infidélité à leurs devoirs, et dans les hommes l'art de séduire et de corrompre réduit en principes, et par là même d'autant plus dangereux, qu'il les occupe sérieusement de cent misères, qui ôtent à l'ame les ressorts nécessaires pour méditer et exécuter de grandes choses.

Faute de connoître le penchant du sexe à la mollesse, et l'empire qu'il a sur notre ame, la plupart des législateurs ont tendu un piège à nos mœurs en négligeant de régler celles des femmes. Lycurgue devine qu'elles nous donneroient leurs vices s'il ne leur donnoit pas nos vertus. Il en fit des hommes ; il leur inspira un généreux mépris pour les besoins auxquels la nature ne les a pas assujetties. Il les endurcit au travail, à la peine, à la fatigue. Platon (1)

(1) *Nec putes, ó Glauce, magis me de viris quam de mulieribus fuisse locutum quæcumque videlicet natura aptæ ad hæc officia sunt.* In Rep. L. 7. Voyez ce que Platon dit dans cet endroit sur l'éducation des femmes. Il y revient encore dans son *Traité*

enhardi par cet exemple, voulut même en faire des soldats dans sa république. Il savoit que moins nous avons de devoirs à remplir, moins nous y sommes attachés, et en exigeant beaucoup des femmes, il espéroit avec raison de tout obtenir aisément des hommes.

Lycurgue établit enfin dans sa ville des repas publics, dont le brouet noir, si décrié aujourd'hui, faisoit les délices. Voilà ses deux principales institutions, et sans leur secours, il auroit inutilement proscrit l'usage de l'argent et les arts inutiles, aiguillons à la fois et alimens des passions. L'exercice des vertus les plus difficiles, et dans le degré le plus héroïque, devoit dès-lors devenir familier aux Spartiates, parce que c'est le propre de la tempérance de fermer l'entrée de notre cœur à une foule de vices, en nous rendant notre situation présente agréable, et de nous porter sans effort au bien. La tempérance inspire nécessairement le mépris des richesses ; et ce mépris, qui sup-

---

des Lois, L. 7. *Aio stultissimum hoc in nostris regionibus esse, ut non iisdem studiis mulieres ac viri omni conatu consensuque dent operam..... Præceptum verò nostrum non cessabit asserere quod opporteat doctrinæ cæterorumque, quam maximè mulieres cum viris participes fieri.*

pose l'ame débarrassée des besoins frivoles qui nous tourmentent, est toujours accompagné de l'amour de l'ordre et de la justice. Moins les passions sont vives et nombreuses, plus la raison est libre de faire valoir ses droits. Oui, mon cher Aristias, depuis que nous avons renoncé à la simplicité des mœurs de nos pères, nous avons beau faire tous les jours de nouvelles lois et multiplier nos magistrats (1), c'est convenir de notre

(1) Rien ne prouve peut-être mieux qu'un état agit sans principes et sans système, que le grand nombre de lois dont il accable les citoyens. Un législateur habile va à la racine des abus qu'il veut arrêter, la coupe, et l'ordre est rétabli par une seule loi. L'histoire ancienne et l'histoire moderne en fournissent plusieurs exemples. Un législateur ignorant veut détruire les affaires d'un vice, mais il en laisse subsister la cause. L'état ne se corrige pas ; il arrive même que les efforts inutiles du législateur le rendent incorrigible, parce que les esprits s'accoutument enfin à mépriser les lois. Quand une loi est tombée dans l'oubli, et qu'on la renouvelle, il semble que ce ne soit que par caprice, et on ne prend presque jamais les mesures nécessaires pour empêcher qu'elle n'éprouve une seconde disgrace. Un état qui n'a point d'objet fixe, ou qui ne consulte pas la nature des choses, doit nécessairement

corruption, et n'employer que des remèdes inutiles pour nous corriger. Le premier

---

beaucoup multiplier ses lois, parce qu'il n'agit que relativement aux circonstances dans lesquelles il se trouve, et que ces circonstances changent et varient continuellement. C'est un grand malheur quand les lois sont en si grand nombre, qu'on ne daigne plus s'en instruire, et qu'elles sont pour la plupart ignorées de ceux mêmes qui font une étude du droit public et de la jurisprudence d'une nation. La coutume et la routine usurpent alors l'autorité qui n'appartient qu'aux lois, et c'est le propre de la coutume et de la routine de n'avoir rien de fixe, et en se prêtant aux événemens, d'ouvrir la porte aux injustices les plus criantes.

Multiplier les magistrats, n'est pas une chose plus salutaire que de multiplier les lois. Moins ils sont nombreux, plus on est porté naturellement à les respecter, et plus ils sont eux-mêmes attentifs à remplir leurs devoirs. Créer de nouveaux magistrats dans une république dont les lois et les mœurs se corrompent, ce n'est souvent qu'y introduire de nouveaux abus, et donner des protecteurs à la corruption. En général, il est inutile, comme le dit Phocion dans son second entretien, de prétendre avoir de bons magistrats, si on n'a pas commencé par donner de bonnes mœurs aux citoyens.

La politique a deux ou trois règles générales sur

magistrat et la première loi d'une républi-
que, ce doit être la tempérance ; et le

---

ce sujet, qu'il est impossible de négliger sans s'exposer à d'extrêmes dangers. Pour empêcher que le magistrat ne se relâche dans les fonctions de sa magistrature, il faut qu'elle soit courte et passagère. Si elle est à vie, il l'exercera avec négligence ; il la regardera comme un bien qui lui est propre, et travaillera bien plutôt à en augmenter les droits et les prérogatives, qu'à faire le bonheur public. La société a différens besoins, distingués par la nature, et séparés les uns des autres ; il faut donc établir différentes magistratures pour y subvenir. Si vous unissez dans un même magistrat des fonctions qui doivent être séparées, vous devez vous attendre qu'elles seront négligées, ou que le magistrat profitera de ce pouvoir trop étendu pour en abuser et se rendre redoutable. Si vous séparez en différentes magistratures des fonctions qui doivent être réunies dans une même main, les magistrats se gêneront mutuellement dans leur administration, et ne conserveront point l'autorité qu'ils doivent avoir sur les citoyens. Remarquez que dans les circonstances extraordinaires, les magistrats ordinaires ne suffisent pas aux besoins de la république. Ce fut une institution bien sage chez les Romains, que de créer quelquefois des dictateurs, ou de revêtir les consuls d'une puissance extraordinaire,

peuple

peuple le mieux gouverné après les Spartiates, c'est celui qui approchera le plus de leur frugalité.

Cependant telle est la foiblesse humaine, que toute vertu a ses momens d'erreur, de distraction et de lassitude. La tempérance a autant d'ennemis qu'il y a des sortes de voluptés, et quel que soit son pouvoir, elle succombera à la fin, si la politique n'empêche qu'elle n'ait à combattre contre l'oisiveté et cet ennui qui suit l'inaction de l'ame et du corps. Tout le temps où la loi nous abandonne à nous-mêmes est un temps qu'elle donne aux passions pour nous tenter, nous séduire et nous subjuguer. La politique doit donc inspirer aux citoyens l'amour du travail. Cette vertu répandant sur les plaisirs les plus simples et les plus honnêtes, un charme capable de nous satisfaire, tempère notre imagination, et empêche, pour ainsi dire, qu'elle n'aille à la découverte de quelque nouveau plaisir.

Ne vous hâtez pas, mon cher Aristias, de conclure de cette doctrine que toute espèce de travail soit utile à la société; il est au contraire une sorte d'oisiveté qui lui seroit peut-être moins funeste. Voyez quel est le procédé de la nature à notre égard. Libérale de tous les biens qui nous sont

nécessaires, elle veut cependant que nous les achetions par le travail. La terre est stérile, si nos mains ne la fécondent pas; et par l'ordre établi pour la production des fruits, ce travail est léger, mais continuel. Que la politique imite la nature. Si le travail qu'elle nous impose n'est pas proportionné à nos forces, si l'espérance qui le feroit entreprendre avec joie est trompée, s'il ne peut pas suffire à nos besoins, il devient insupportable, et ne peut être que l'occupation, ou plutôt le châtiment d'un esclave.

L'Egypte fut malheureuse sous les successeurs de Sésostris, dès que le prince, conduit par une insatiable avarice, s'écarta de ces principes, et condamnant ses sujets à des travaux trop durs, en voulut seul recueillir les fruits. Les mains des Egyptiens s'engourdirent. La nation la plus active s'avilit dans la paresse, qui étoit devenue son seul bien. L'état fut vexé à la fois par la pauvreté et le luxe; les esprits s'effarouchèrent, et on traita les citoyens comme des bêtes farouches qu'il falloit dompter par la fatigue (1). Cependant

(1) Il n'y a point de peuple dans l'antiquité qui ait été traité plus durement que les Egyptiens, après

quel spectacle présentoit la malheureuse Egypte ? Sans les eaux bienfaisantes du Nil, les campagnes auroient à peine pu suffire à nourrir leurs habitans. Au milieu de ces monumens qui semblent destinés à vivre autant que le monde, et qu'un peuple malheureux est condamné à élever à l'orgueil de ses maîtres, que deviendra le monarque, si un ennemi étranger se présente sur ses frontières, et veut lui enlever sa couronne et ses plaisirs ? Quels bras armera-t-il en sa faveur ? Quel intérêt auront ses peuples de défendre, aux dépens de leur sang, ses voluptés et leur misère ?

A Tyr, à Carthage, nous disent les vogageurs, tous les citoyens sont occupés ; mais nous préservent les dieux, mon cher Aristias, de les imiter ! Ces peuples dont on nous vante l'industrie et l'activité, ont

qu'ils eurent renoncé à la sagesse de leurs premières institutions. Aristote dit dans sa *politique*, que les rois d'Egypte ne creusèrent le lac de Mœris, ne bâtirent les pyramides, et n'exécutèrent d'autres pareils ouvrages, que pour accabler sous le poids du travail des sujets indociles dont ils craignoient l'inquiétude, et qui ne prenoient aucun intérêt à la patrie.

été les corrupteurs des nations. Contentes des richesses que la nature prudente répand dans chaque climat, elles vivoient heureuses sans faste et sans luxe. Les Tyriens et les Carthaginois ont tenté leur cupidité ; ils les ont façonnées au goût des choses rares et recherchées ; ils ont eu la perfidie de leur faire mépriser les biens qu'elles possédoient. Combien la pourpre de Tyr et les superfluités élégantes de Carthage n'ont-elles pas fait commettre des crimes, et produit des malheurs sur la terre ? Mais ne pensez pas, Aristias, que ces empoisonneurs publics aient eux-mêmes échappé aux poisons qu'ils préparent. Je ne connois ni Tyr ni Carthage ; j'oserois cependant assurer que ces deux villes sont malheureuses. L'amour du travail, qui est une grande vertu quand il accompagne la tempérance, et sert avec elle à réprimer et régler nos passions, est au contraire l'ouvrage de l'avarice et de la cupidité chez les Carthaginois et les Tyriens. Plus ces deux vices s'accroissent au milieu des richesses, plus toutes les autres passions acquièrent de force. L'amour du travail n'est propre dans ces deux républiques qu'à humilier les esprits, ou leur inspirer de l'insolence ; il doit y faire des mercenaires et des tyrans.

Notre Solon, fatigué des émeutes et des séditions que l'oisiveté du peuple excitoit parmi nous, fit des lois pour faire aimer le travail. Un père qui n'avoit pas fait apprendre un métier à son fils, ne pouvoit exiger aucun secours de lui dans sa vieillesse; loi absurde, parce qu'elle est contraire aux devoirs éternels et inviolables de la nature, et qu'on n'attachera jamais un citoyen à la patrie en lui apprenant à manquer de reconnoissance pour son père. Chaque citoyen fut obligé de rendre compte de ses occupations devant l'aréopage, chargé de punir la paresse. A quoi aboutit cette grande politique? Chacun choisissant à son gré ses occupations, que la loi auroit dû régler, nous devînmes tous des mercenaires. Teinturiers, cordonniers, maçons, marchands, maréchaux, revendeurs, voilà ce qui forme le fond de nos assemblées dans la place publique.

Nos citoyens, livrés à des occupations basses et serviles, que Lycurgue n'avoit permises qu'aux Hilotes, devoient en prendre les mœurs. Que seroit devenue la république? Marathon et Salamine auroient-ils été témoins du courage et de la gloire de nos pères? La Grèce entière ne seroit-elle pas aujourd'hui gouvernée par un sa-

trape orgueilleux des rois de Perse, si à la faveur d'un concours heureux de circonstances extraordinaires, sur lesquelles il ne faut jamais compter, d'autres causes, en conservant dans un peuple d'artisans l'ancien amour de la gloire et de la liberté, ne l'eussent préparé à se laisser conduire aveuglément par un Miltiade (1),

(1) C'est ce qui a fait dire à Thucydide, L. 2, C. 11, que quoique le gouvernement d'Athènes fût démocratique dans le droit, il approchoit dans le fait de la monarchie, puisque le plus grand homme y avoit toute l'autorité, et sembloit être le dépositaire de la volonté de tous les citoyens. La république auroit succombé dans les dangers auxquels elle fut exposée, après s'être délivrée de la tyrannie des fils de Pisistrate, si elle n'eût eu alors, par hasard, un Miltiade dont les talens extraordinaires la firent triompher des Perses à Marathon. A ce grand homme succédèrent un Aristide, un Thémistocle, un Cimon, qui, par leurs lumières, leurs talens et leurs grandes actions, méritèrent la confiance des Athéniens, et les élévèrent, malgré les caprices de la démocratie, à penser comme eux. Periclès, qui avoit tous les talens, et à qui il ne manquoit que de la probité, fut le dernier des Athéniens qui jouit dans sa patrie de ce crédit qu'on pouvoit appeler monarchique. *Ceux*, dit Thucydi-

un Thémistocle et d'autres pareils grands hommes ? Quand ces causes étrangères à notre constitution, s'affoiblissant peu à peu, cessèrent enfin d'influer sur nos mœurs, et que la république, gouvernée par des ouvriers, eut pris le génie qu'elle devoit naturellement avoir, vous savez dans quel avilissement nous tombâmes. L'intérêt particulier décida toujours de l'intérêt public. Tour-à-tour extrêmes dans toutes nos passions, timides le matin, téméraires le soir, lâches et emportés à la fois, nous ne connûmes jamais nos forces, notre foiblesse ni nos ressources; jamais nous ne sûmes

---

de, *qui après sa mort aspirèrent au gouvernement*, *étant tous égaux en mérite*, c'est-à-dire, par leurs talens très-médiocres, *et rivaux en dignité*, *et tâchant de se débusquer les uns les autres pour obtenir le premier rang, mirent toute l'autorité entre les mains du peuple par leur lâcheté et leur flatterie. De là s'ensuivit entr'autres maux l'entreprise de Sicile, qui ne se perdit pas tant par la faute de ceux qui y furent employés, que par le défaut de ceux qui les employèrent, et s'entrebattoient à Athènes pour le commandement. Ils rallentirent l'ardeur du camp par leur division, et mirent à la fin la sédition dans la ville.* Traduction de d'Ablancourt.

agir à propos ; jamais nous ne sûmes prévoir les dangers ni les prévenir. Qu'avons-nous à nous plaindre de la fortune ? Devoit-elle faire des miracles pour rendre juste, prudente et magnanime une assemblée d'artisans ?

Tout art nécessaire aux besoins réels des hommes est sans doute honnête ; il ne devient dangereux que quand, par une trop grande recherche, il donne aux choses un prix qu'elles ne doivent point avoir, et rafine inutilement notre goût. J'aime la simplicité des mœurs peintes dans Homère ; des rois qui savent le nombre de leurs vaches, de leurs chevres, de leurs moutons, et qui préparent eux-mêmes leur souper ; une reine Areté qui file les étoffes dont son mari est habillé, et une princesse Nausicaa qui va elle-même sur une charrette laver à la rivière les habits de sa famille. Chacun peut avec gloire être lui-même son propre artisan ; et plût aux dieux que la sagesse de nos mœurs, la simplicité de nos besoins et l'égalité de nos fortunes le permissent encore ! Mais dans une république où la politique ne peut plus ramener les citoyens à cette pureté primitive des anciens temps, les arts sont toute la richesse de ceux qui les cultivent ;

les artisans ne subsistent que du salaire qu'ils reçoivent des riches qui les occupent, et le travail doit nécessairement avilir leur ame (1). Que le législateur, mon cher Aris-

(1) C'est ce qui a fait dire à Platon, dans son traité des lois, L. 11 : *Nullus cives caupo, mercatorque, nec sponte, nec invitus viat, nec privati cujusquam fiat minister, qui non æquo in eadem sorte sibi respondeat, nisi patris ac matris, aliorumque genere majorum cæterorumque seniorum qui liberi sunt et liberi vivunt.*

Ce que Phocion ajoute, qu'il ne faut regarder les artisans que comme des esclaves, paroîtra peut-être un sentiment outré et cruel à quelques lecteurs; mais il faut tâcher d'entrer dans sa pensée, ce qui est facile, et on en sentira bientôt la vérité. Phocion étoit sans doute trop instruit des droits de l'humanité, pour dire qu'il falloit ôter la liberté aux artisans, et les réduire en esclavage; il vouloit seulement que des hommes, qui ne peuvent pas avoir des sentimens de citoyens, n'eussent, comme les esclaves, aucune part à l'administration publique, et il avoit raison. Il ne comptoit pour citoyens que les possesseurs des terres, et il est assez vraisemblable qu'on ne peut s'écarter dans la pratique de cette idée, sans s'exposer à de grands inconvéniens.

De tous les grands hommes qui ont gouverné la

tias, se garde donc de leur confier le dépôt ou l'administration de la souveraineté. Si la loi les déclare homme libres, et en fait des especes de citoyens, que la politique ne les regarde cependant que comme des esclaves qui n'ont point de patrie, et qui ne peuvent participer aux assemblées de la nation. Nos plus grands hommes, Miltiade, Thémistocle, Cimon, etc., favorisoient l'aristocratie. Je suis leur exemple, et ce n'est ni par vanité, ni par ambition, je connois trop l'égalité des hommes et les droits de l'humanité; mais je consulte le bonheur de la république, et il importe à

---

république d'Athènes, Aristide est le seul qui ait favorisé la démocratie. Il abolit la loi de Solon, qui ne permettoit d'élever aux magistratures que les citoyens qui recueilloient de leurs terres au moins deux cents mesures de froment, d'huile ou de vin, et par là il affoiblit ou ruina la partie aristocratique du gouvernement, qui servoit de frein à la démocratie. Il fut permis indistinctement à tout citoyen d'aspirer et de parvenir aux magistratures; et c'est sans doute une des principales causes des fautes grossières que fit la république, et des malheurs qu'elle éprouva après la mort de Périclès. L'inquiétude et l'insolence du peuple ne connurent point de bornes.

la multitude même, que son travail et ses occupations avilissent et retiennent dans l'ignorance, de ne pas s'emparer du gouvernement.

Pleine d'humanité à l'égard des artisans, que la république, qui ne peut s'en passer, les gouverne sans les mépriser. Le magistrat doit avoir soin que le travail fournisse aux artisans une subsistance facile et abondante, ou bien ils deviendront les ennemis de la république, comme les Hilotes le sont des Spartiates, et on aura à se reprocher la moitié de leur crime, et le châtiment même dont on les punira. Des citoyens assez sages pour vouloir conserver leurs mœurs, ne permettront jamais qu'on invente de nouveaux arts. Qui seroit instruit de l'origine et des progrès des arts, connoîtroit peut-être l'histoire de tous-nos vices. A l'exemple des Spartiates, croyons que les peuples se civilisent par de bonnes lois et la pratique des vertus, et non par un tas de superfluités que le luxe estime, et que la raison réprouve. Lycurgue voulut que les Lacédémoniens ne se servissent que de la coignée et de la scie pour faire les meubles de leur maison. Loi admirable! Contraignez de même les artisans à laisser aux arts les plus nécessaires une certaine

grossièreté, si vous ne voulez pas que le goût et le luxe des riches ne produisent bientôt des arts inutiles. Cent fois j'ai vu Platon se plaindre amèrement des progrès de la peinture parmi nous. Un jour que j'admirois dans le temple de Minerve la défaite des géans, je me le rappelle avec plaisir, il me tira par mon manteau : « Ces sottises vous gâteront, me dit-il ; que d'art, que de peine, que de génie pour exciter une admiration dangereuse ! Dans ma république, un peintre sera obligé de commencer et de finir son tableau dans un jour (1). »

Enfin, mon cher Aristias, songez que la politique ne doit admettre au gouvernement de l'état, que des hommes qui possèdent un héritage ; eux seuls ont une patrie. Mais pour empêcher que leur oisiveté ne nuise à la république, qu'une loi sévère proscrive ces fortunes scandaleuses qui corrompent encore moins ceux qui les possèdent, que les citoyens imprudens qui les

---

(1) Je me rappelle en effet d'avoir lu dans Platon, qu'il vouloit que les tableaux qu'on voyoit dans les temples des dieux, fussent faits dans un jour. Il n'en accordoit que cinq aux sculpteurs pour faire et élever un tombeau.

envient. Que la médiocrité des héritages force les propriétaires à les cultiver eux-mêmes. Si la coutume s'y oppose, que la république arrache les citoyens à leurs passions en multipliant leurs devoirs et leurs occupations.

C'est un spectacle admirable que présentoit l'ancienne Lacédémone. Des hommes toujours occupés des exercices de la chasse, du disque, de la course, du pugilat, de la lutte, etc. se préparoient dans leurs plaisirs mêmes à devenir d'intrépides défenseurs de la patrie. Ils se délassoient de leurs travaux dans des écoles où on leur apprenoit moins à discourir, comme nous, sur les vertus, qu'à les pratiquer. Chaque âge, chaque sexe, chaque heure avoit ses occupations particulières. Le temps fuyoit rapidement pour les Spartiates; et au milieu de cette vie toujours agissante, comme les passions, malgré leur diligence et leur adresse, auroient-elles trouvé un moment pour tromper, séduire et corrompre un Lacédémonien?

Jusqu'ici, mon cher Aristias, poursuivit Phocion, je ne vous ai en quelque sorte présenté que les foiblesses, la misère et la honte de l'humanité; jusqu'ici la politique ne vous a paru occupée qu'à briser

les liens par lesquels mille passions différentes, tenant l'homme attaché à ses intérêts personnels, le séparent de ceux de la société. Pour rompre le charme de ces Circé, qui nous menacent du sort que subirent les compagnons d'Ulysse, admirez à présent la sagesse infinie de la nature à notre égard, et le secours qu'elle nous offre. Ces vertus si timides, si contraires à nos passions, si peu agissantes, si étrangères dans notre cœur, mais cependant si nécessaires, apprenez par quel secret la politique peut leur communiquer une force supérieure à celle des passions mêmes. Apprenez par quelles ressources la pratique des devoirs en apparence les plus austères, peut devenir agréable, et même délicieuse : c'est en tenant éveillé dans notre cœur l'amour de la gloire, sentiment noble et généreux qui nous fait connoître la grandeur de notre origine et de notre destination ; ce sentiment, par lequel nous sommes les rivaux des substances spirituelles, qui nous apprend que nous sommes l'ouvrage d'un Dieu.

En effet, Aristias, l'ame n'a aucun ressort plus capable de la mouvoir que l'amour de la gloire ; d'autant plus sublime, qu'il se plaît à trouver des obstacles et des com-

bats : par combien de triomphes obtenus sur les passions les plus hardies et les plus impérieuses, ne s'est-il pas illustré ? Vous citerois-je tous les grands hommes à qui elle a fait mépriser les charmes de la volupté, et aimer la pauvreté ? L'amour de la gloire semble en quelque sorte nous séparer de nous-mêmes. Nous nous oublions par une sorte de prestige ; prêts à lui sacrifier notre vie, l'image d'une belle mort s'empare de notre ame et l'enivre. Depuis Codrus, combien de héros ont été les généreuses victimes de ce sentiment ?

Socrate, qui connoissoit si bien le cœur humain, ne se contentoit pas, pour exciter à la vertu, de démontrer qu'elle nous rend heureux, et porte avec elle sa récompense. Il auroit craint que les passions, plus éloquentes que lui, en offrant un plaisir présent, n'eussent fermé l'oreille de ses disciples à la vérité. Pour les rendre attentifs et dociles, il leur montra la gloire. C'est dans son école que se sont formés les derniers hommes de bien qui ont honoré notre république ; et combien Athènes n'auroit-elle pas encore été heureuse et florissante, si par l'organe des lois et la bouche des magistrats, la politique avoit persuadé à tous les citoyens ce que Socrate persuadoit à ses disciples !

Si les Barbares ne connoissent point l'amour de la gloire ; si cette vertu, déjà affoiblie dans la Grèce, y devient de jour en jour infiniment plus rare qu'elle ne l'étoit il y a un siècle, ne croyez pas que la nature ait été plus libérale envers nos pères qu'à notre égard, ou que, par une prédilection injuste, elle ait pris plaisir à nous distinguer des étrangers. En tout temps, en tout lieu, elle répand également ses bienfaits ; mais en tout temps et en tout lieu, la politique ne sait pas en profiter également. Pendant la guerre Médique, les Thébains auroient montré autant de courage qu'ils laissèrent voir de timidité, si un Epaminondas eût rallumé dans leur cœur le sentiment éteint de l'amour de la gloire. Comment voudriez-vous, mon cher Aristias, que cette vertu osât pénétrer dans la Perse, et y produire quelques fruits ? Un souffle contagieux en a fait mourir le germe même. Il n'est point de récompense imaginée pour honorer la vertu, dont quelque vice ne s'y pare insolemment. Une cour enivrée de plaisirs, et qui est l'ame de tout empire, n'a de faveurs à répandre que sur les ministres ou les instrumens de ses voluptés. Elle se gardera bien de donner le gouvernement d'un satrape à un homme

intelligent et vertueux ; elle s'en défie, et le craindroit. Pour devenir grand en Perse, il faut être un homme très-médiocre, ou s'avilir jusqu'à cacher ses talens.

Le peuple ne raisonne point. Naturellement porté par son ignorance à donner son admiration à ce qui flatte son imprudence, son orgueil, son avarice, sa jalousie, etc. il confondra le bisarre et l'extraordinaire avec ce qui est véritablement sage et grand. N'en doutez pas, il courra après une gloire de préjugé et de mode, si la politique, de concert avec la morale, ne le met dans le bon chemin. Il s'en écartera, si on cesse un moment d'éclairer et de guider sa marche, et bientôt il dégoûtera par ses éloges ridicules et bruyans, les appréciateurs du vrai mérite, et égarera avec lui ceux qui sont frappés de l'amour de la gloire, mais qui n'ont pas assez de lumière pour savoir où il faut la chercher.

Quand la politique est parvenue à connoître ce qui est véritablement estimable ; quand elle aura, pour ainsi dire, pesé les vertus, qu'elle accorde une plus grande considération à celles qui sont les plus avantageuses à la société, et d'un exercice plus difficile. Au lieu de prodiguer les honneurs, que la république ne les dispense

qu'avec une extrême économie. La gloire trop commune s'avilit. Que les récompenses soient rares, que tous les désirent, que peu les obtiennent ; elles seront méprisées si on les donne d'avance ou par caprice. Les talens ont droit d'y prétendre ; mais ce n'est que quand ils sont utiles à la patrie. Que nous importe d'avoir d'excellens peintres, d'excellens comédiens, d'excellens sculpteurs ? Malheur à la nation insensée, qui, sous prétexte du génie qu'exige leur art, les place à côté du grand capitaine ou du grand magistrat, et leur donne les mêmes éloges. En est-on plus heureux quand la peinture et la sculpture animent en quelque sorte la toile, le bronze et le marbre ? Philippe apprend avec plaisir la magnificence de nos panathénées ; il est ravi que nos citoyens ne puissent se rassasier de fêtes, de musique, de spectacles. Autrefois nous n'élevions que des statues à peine ébauchées aux bienfaicteurs de la patrie, et nous avions une foule de grands hommes ; aujourd'hui nous n'avons que des sculpteurs et de peintres. Convenez-en, Aristias, il est fort intéressant pour Athènes que quelques hommes, à force d'étude et d'art, parviennent à rendre parfaitement sur nos théâtres les rôles de

Priam, d'Hercule, d'Achille et d'Ulysse, tandis que personne ne sait être citoyen dans la place publique, ni magistrat dans le sénat ou l'aréopage.

Mais il faut désespérer de la république, si elle distribue les récompenses de la vertu aux talens d'un homme vicieux. Craignez ces talens funestes, mon cher Aristias; ce sont des phosphores brillans qui trompent le voyageur, et le conduisent au précipice. En recherchant les causes de la prospérité ou des revers des différentes républiques de la Grèce, j'ai toujours remarqué qu'un peuple vertueux ne manque jamais des talens qui lui sont nécessaires, et que les talens sont toujours inutiles quand la vertu ne les seconde pas. Quel avantage Thèbes eût-elle retiré d'Epaminondas et de Pélopidas, s'ils eussent été avares, ambitieux et jaloux l'un de l'autre ? La Grèce dut autrefois son salut à la pensée hardie, mais sage, de Thémistocle, qui conseilla à nos pères d'abandonner leur ville à Xerxès, de transporter leurs femmes, leurs vieillards, leurs enfans à Salamine, et de construire une flotte avec la charpente de leurs maisons. Oh ! qu'il est heureux pour nous que nos pères aient su sacrifier leur intérêt particulier à la fortune

publique ! A quoi nous serviroient aujourd'hui les talens de ce grand homme ? Si Aristide et Cimon eussent eu alors les mœurs basses et corrompues de notre temps, ils se seroient soulevés contre un projet dont ils n'étoient pas les auteurs ; ils auroient préféré la perte de la république et de la Grèce entière, au chagrin jaloux de les voir sauver par un autre. Ce fut l'honnêteté des mœurs publiques qui permit à Thémistocle d'être un grand homme (1), et de vaincre les Perses.

(1) Du temps d'Aristide et de Thémistocle, les hommes qui gouvernoient la république étoient rivaux, et ne se haïssoient pas, ou s'ils étoient ennemis, ils n'employoient pas pour se perdre les voies lâches et tortueuses du mensonge et de l'intrigue : c'étoit une noble émulation qui les portoit à se surpasser les uns les autres. L'amour de la gloire et de la patrie épuroit l'envie et la jalousie. Aristide et Thémistocle avoient toujours été d'un avis opposé ; mais quand Xerxès menaça la Grèce, toute rivalité cessa entr'eux, et ils ne songèrent qu'au bien de la patrie. Périclès même, quelque jaloux qu'il fût de gouverner Athènes, fit rappeler Cimon de son exil quand il crut ses services indispensablement nécessaires à la république, et ils agirent de concert : *tant*, dit Plutarque, *les in-*

Ce n'est pas tout, mon cher Aristias; c'est à ces malheureux talens des hommes vicieux que la Grèce a dû tous ses malheurs. Si le vice étoit stupide, il ne seroit jamais dangereux. C'est quand il se cache sous les talens, que faisant illusion à tous les esprits, il porte un coup mortel à la république. A-t-elle un établissement avantageux qui gêne l'ambition ou l'avarice des citoyens ? Un homme corrompu abuse de ses talens pour le décrier, et réussit enfin à détruire des lois qui maintenoient l'ordre public. A-t-elle un défaut dans sa constitution ? C'est par là qu'il l'attaque, qu'il la renverse, et s'élève sur ses ruines. Telle a toujours été la conduite des tyrans qui ont usurpé dans leurs villes la puissance souveraine. Ils ont employé leur génie à éluder la force des lois, et à tromper l'autorité ou la vigilance des magistrats. Ils ont semé des soupçons, ils ont fait naître des

---

mitiés étoient alors civiles et honnêtes, et le courroux facile à appaiser ! Du temps de Phocion, il n'en étoit plus ainsi. Les orateurs vendus à Philippe, au roi de Perse ou à quelque cabale de citoyens puissans, étoient des hommes sur qui la vérité, l'amour de la patrie et le devoir n'avoient aucun droit.

craintes et des espérances pour exciter des querelles ; ils les ont fomentées avec assez d'art, pour persuader qu'ils n'aimoient que le bien public. Quand leur intérêt l'a demandé, les moindres divisions sont dégénérées en espèce de guerres civiles ; et en feignant de servir les gens de bien et de rétablir l'ordre, ils n'ont en effet établi que leur tyrannie.

Périclès, dont le génie supérieur pouvoit faire le bonheur d'Athènes et de la Grèce, n'a pas craint de corrompre nos mœurs (1), pour flatter et gagner la mul-

(1) Phocion rappelle en peu de mots les trois grands torts de Périclès dans son administration. Il fit porter un décret, par lequel l'état donnoit une rétribution aux citoyens pour assister aux spectacles et aux jugemens de la place publique ; il favorisa les progrès des arts inutiles, et introduisit un luxe extrême dans Athènes : conduite qui, en le rendant très-agréable à la multitude, le mit à portée de gouverner arbitrairement. Il fit la guerre aux alliés de la république pour les forcer de payer des tributs, et flatter en même-temps l'ambition des Athéniens, que l'oisveté de la paix auroit rendus inquiets et trop difficiles à gouverner. Enfin Périclès, qui pouvoit empêcher une rupture entre sa patrie et Lacédémone, alluma la guerre du Péloponèse

titude, de nous rendre les tyrans de nos alliés pour se faire croire nécessaire, et d'allumer enfin la guerre fatale du Péloponèse pour raffermir son crédit chancelant, et se dispenser de rendre compte de son administration. Avec les mêmes talens, l'ambitieux Lysandre ne songea qu'à renverser le gouvernement de sa patrie pour s'ouvrir le chemin du trône qui lui étoit fermé. Quand il pouvoit remettre en vigueur les anciennes lois, et rétablir les mœurs altérées par l'ambition d'une longue guerre, il ne travailla sourdement qu'à donner ses vices aux Lacédémoniens. Il trompa leur amour pour la gloire, il abusa de leur amour pour la patrie; et sous prétexte d'affermir leur puissance, il les rendit ava-

---

pour affermir son autorité dans un moment critique, et ne pas rendre ses comptes. Après des reproches si bien mérités, on est étonné que Thucydide, L. 2, C. 11, dise que Périclès *avoit acquis son autorité par des voies légitimes*, *et que son crédit venoit de son bon sens et de sa dignité.* J'aime mieux le jugement de Pausanias, lorsqu'il dit, L. 8, C. 52, qu'on ne doit regarder ceux qui ont fait la guerre du Péloponèse que comme des furieux qui ont immolé tous les peuples de la Grèce à leur propre ambition et à leur intérêt particulier.

res ; ambitieux, et ruina leurs forces avec leur réputation. Que de maux ne nous a pas causés Alcibiade, dont les talens séduisans servoient à faire excuser les vices ? Et ses talens nous ont-ils dédommagés du ravage que ces vices ont fait parmi nous ?

La terre entière, mon cher Aristias, n'offre qu'un vaste tableau des erreurs de la politique. Elle s'égare presque toujours à la suite d'une fausse gloire ; combien de préjugés, combien de vices mêmes ne rend-elle pas respectables ? Elle n'emploie que rarement les moyens propres à favoriser l'amour de la gloire. On n'a point compris combien ce sentiment est délicat, jaloux de ses droits, et combien il exige de ménagemens. La menace le choque, et la crainte l'éteint dans tous les cœurs. Qui croiroit que les lois sanguinaires de Dracon fussent nées au milieu d'un peuple libre, et qu'on vouloit rendre vertueux ? Elles ne nous auroient donné que des vertus d'esclave, si nous avions eu la lâcheté d'y obéir. La peine de mort qu'il décerne contre les moindres fautes ne sauroit être trop rare. Voulez-vous rendre l'amour de la gloire plus vif et plus général ? que la honte vous suffise pour punir les coupables. Ce n'est qu'une morale outrée, et conduite par une

haine

haine aveugle contre les vices, qui les confond tous ; en voulant faire aimer la vertu, elle détruit le sentiment d'humanité qui en est la base. Laissez à des Critias prodiguer le sang. Ne menacez de la mort que ces ames serviles, qui ne sont coupables que de crimes qui ne demandent aucun courage, ou ces hommes dont l'atrocité ne suppose aucun retour à la vertu.

C'est l'estime publique, qui étant la récompense naturelle de l'amour de la gloire, peut seule porter notre ame à un certain degré d'élévation. C'est ne pas connoître les hommes, que de vouloir les exciter aux grandes actions autrement que par une branche de laurier, ou une statue. C'est avilir la vertu, c'est la profaner, que lui présenter un prix que l'avarice et la convoitise peuvent seules désirer. On diroit que le roi de Perse regarde l'honneur comme une marchandise qui s'évalue et s'échange au poids de l'or et de l'argent. Si Philippe n'étoit pas plus habile que ce monarque de l'Asie, la Grèce ne le redouteroit point. Son or ne lui sert qu'à faire et acheter des traîtres parmi nous ; il nous le prodigue, mais il en est avare dans ses états. C'est en ménageant adroitement l'estime publique chez ses sujets, que la

Macédoine, d'où il ne venoit pas même autrefois de bons esclaves, commence à produire aujourd'hui des citoyens propres à tous les devoirs et à tous les besoins de la société. Quand l'espérance d'acquérir des richesses porteroit à l'héroïsme, leur possession ne l'étoufferoit-elle pas ? Que vaut, disent les Perses, cette récompense que j'ai reçue ? Combien rapporte cette satrapie ? Quels sont les profits de cette charge du palais ? Voilà donc les fruits qu'a produit la politique aveugle et prodigue des successeurs de Cyrus. Princes malheureux, en comblant de biens vos courtisans, vous êtes parvenus à n'en faire que des esclaves et des mercenaires ; ils ne sont plus dignes que des récompenses qu'ils reçoivent.

Si je ne me trompe, mon cher Aristias, les réflexions dont je viens de vous entretenir suffisent pour vous faire voir combien la tempérance, l'amour du travail et l'amour de la gloire, en nous débarrassant d'une foule de passions contraires aux intérêts de la société, nous portent sans effort à la pratique de la justice, de la prudence et du courage. Je ne m'en tiendrai cependant pas là ; car tandis que nos passions, toujours éveillées par les objets

qui frappent notre imagination et nos sens, sont dans une action continuelle, notre raison sujette à de fréquens assoupissemens n'est que trop disposée à se laisser tromper. Quelque solidement établi que paroisse l'empire des bonnes mœurs par le concours de plusieurs vertus qui se soutiennent et s'étaient réciproquement, nous ne devons donc point nous flatter qu'il sera inébranlable, tant que nous n'aurons que des hommes pour magistrats. Vous prendrez toutes les précautions imaginées par Socrate et Platon pour en faire des Aristide, je le veux; ils seront infatigables et incorruptibles, j'y consens. Mais ces magistrats seront hommes; ils ne verront que les actions extérieures du citoyen, et souvent ils viendront trop tard au secours des mœurs, de la justice et des lois offensées. Il seroit à souhaiter, pour étouffer le germe même du vice, qu'il leur fût permis de descendre dans nos consciènces, de sonder les profondeurs de notre cœur, et de juger nos pensées et nos désirs quand ils naissent.

Mais les dieux se sont réservés à eux seuls cette connoissance; et puisque le privilège de juger nos pensées et nos intentions, s'il étoit accordé à un homme, établiroit sa tyrannie, puisqu'il ouvriroit une porte libre

aux passions du magistrat, peut-être plus funestes à la société que celles du citoyen, je voudrois que tous les hommes fussent persuadés de cette vérité importante, que la Providence qui gouverne le monde, et qui voit les mouvemens les plus secrets de notre ame, punira le vice et récompensera la vertu dans une autre vie. Cette doctrine, fondée sur la justice des dieux, si chère à notre raison, si proportionnée à nos besoins, n'est effrayante que pour nos passions. C'est pour étonner par des paradoxes, ou secouer le joug d'une crainte salutaire, que les sophistes ont méconnu cet Etre suprême, qui est le principe de tout, et dont le nom est écrit en caractères ineffaçables sur toutes les parties de son ouvrage. Ils ont dit qu'un hasard ridicule qui avoit tout fait, présidoit à rien. Pour ne pas fatiguer je ne sais quels dieux paresseux et voluptueux qu'ils ont imaginés, ils ne veulent point que leurs regards descendent jusques sur la terre. Ce fleuve ténébreux, qui entoure neuf fois la demeure des morts, ces campagnes toujours fleuries qu'habitent les gens de bien, la roue d'Ixion, le vautour de Prométhée, les Euménides, leurs serpens, sont d'ingénieuses fictions. Mais en conclurai-je qu'aucune récompense n'at-

tend la vertu après la mort, que le vice sera impuni, et qu'il est insensé de se donner la peine de résister à ses passions, et d'être vertueux?

On ne se porte point subitement et sans crainte à une première injustice ; l'ame étonnée s'y refuse souvent ; et le crime, en un mot, a ses degrés, parce que les scélérats ont besoin de s'essayer à la scélératesse. D'abord on se familiarise avec l'idée du crime ; on cherche ensuite les moyens de tromper la vigilance des magistrats, et d'échapper à la rigueur des lois. A mesure qu'on médite son injustice, on la caresse, pour ainsi dire, on s'en abreuve, on s'en nourrit, et on l'exécute enfin avec audace et sans remords. Mais si le coupable eût su qu'il a un juge qu'on ne trompe point, et auquel il ne peut échapper, la crainte auroit sans doute produit un effet salutaire sur son cœur, et réprimé ses passions dans les temps qu'elles pouvoient encore obéir à la règle.

Les sophistes ont beau dire, mon cher Aristias, que les hommes les plus religieux sont les moins vertueux, ils se trompent ; ils appellent religion ce qui n'est que superstition ou hypocrisie. Ils regardent comme un homme pieux cet imbécille qui,

dupe de quelques vaines expiations, ne sait ni ce que le ciel lui ordonne, ni ce qu'il lui défend, ou ce fourbe qui feint de craindre les dieux pour mieux tromper les hommes; mais si le sentiment de la religion est saint, comme le Dieu éternel et infini qu'elle adore, quelle force ne doit-il pas prêter aux lois? Il inspirera certainement un respect timide aux passions. L'impiété de Salmonée et d'Ajax, qui ne révéroient que des dieux pareils à eux, ne prouve rien. Je consens même qu'il puisse y avoir des impies, qui, dans l'accès de leur rage, bravent, non pas Mars, Vénus, ou tel autre dieu d'Homère qu'il vous plaira, mais cet Etre suprême qu'adoroit Socrate; qu'en concluront les sophistes? Ce qui est inutile à dix ou douze insensés dans le monde, sera-t-il également inutile à tous les hommes? Parce que les lois, les magistrats, et les châtimens que la politique emploie pour mettre une barrière entre les hommes et le crime, ne produisent aucun effet sur quelques ames atroces, faudra-t-il ne regarder la législation que comme une ressource vaine pour nous conduire au bien? Faut-il détruire les lois, et dépouiller les magistrats de leur autorité?

Je sais combien nous sommes esclaves

de nos sens. Les passions, en troublant notre raison, peuvent sans doute nous distraire de la crainte des dieux; mais cette crainte est toujours un frein de plus. D'ailleurs leur ivresse ne dure pas toujours. La raison a ses instans pour se reconnoître, et l'idée d'un Dieu vengeur doit alors étonner et troubler salutairement un coupable. L'âge enfin survient, les passions s'affoiblissent, et les sentimens de religion font du-moins réparer des maux qu'ils n'ont pu prévenir. On déteste ses erreurs, et on donne des exemples de vertu propres à instruire les jeunes gens de leurs devoirs.

Je vous parlerois encore, mon cher Cléophane, de l'amour de la patrie, si Phocion avoit voulu répondre à l'impatience d'Aristias. Bornons-nous aujourd'hui à l'examen des vertus dont je viens de vous parler; demain, nous dit-il, je satisferai votre curiosité.

QUATRIÈME ENTRETIEN.

PHOCION nous avoit donné rendez-vous à sa maison de campagne pour notre quatrième entretien, et je m'y rendis hier avec Aristias. Oh ! l'heureuse mélite ! oh! le fortuné hameau, mon cher Cléophane, qui sert de retraite au plus sage des hommes ! C'est là que Phocion, aussi grand qu'à la tête de nos armées, médite le salut de la république, et cultive de ses mains victorieuses l'héritage borné qu'il tient de ses pères. La femme de cet homme qui a porté la guerre dans de riches provinces, pétrissoit le pain quand nous entrâmes chez elle (1). Phocion tiroit de l'eau au puits pour arroser les légumes grossiers qu'il a semés, et leur esclave sembloit ne remplir à leur égard que les

(1) Plutarque rapporte qu'Alexandre voulut faire un présent de cent talens à Phocion, et que les envoyés de ce prince trouvèrent ce grand homme qui tiroit de l'eau au puits pour se laver les pieds, et sa femme qui pétrissoit le pain.

devoirs de l'amitié. Qu'Homère avoit raison! le plus bel ornement d'une maison, c'est la vertu de son maître. Je crus entrer dans un temple plein du dieu qui l'habite. Je lus sur le visage d'Aristias le respect dont il étoit pénétré. Que la pauvreté est quelquefois auguste! Hélas! mon cher Cléophane, la plupart de nos citoyens n'y entendent rien. En ornant leurs maisons de statues, de vases et des plus rares peintures, ils croient mériter de l'estime publique, et font seulement admirer la folle impudence avec laquelle ils osent élever des trophées à leurs rapines et à leurs injustices.

Jusqu'à présent, nous dit Phocion, après que nous l'eûmes prié de nous continuer ses instructions, nous nous sommes entretenus des vertus que la politique doit regarder comme les fondemens de la société et les principes du bon ordre. Si vous le voulez, nous entrerons aujourd'hui dans quelques détails qui ne sont pas moins importans. Mon cher Aristias, continua-t-il en souriant, malgré la sévérité de ma morale, je vous ai un peu scandalisé. Dans notre dernier entretien, vous m'avez laissé voir votre étonnement au sujet de mon silence sur l'amour de la patrie. Voici les raisons de ce silence, jugez-les. J'ai cru

que je devois vous parler des vertus dans l'ordre même que la politique doit les ranger, pour en rendre la pratique plus aisée et plus familière. Il n'y a point, et il ne peut y avoir d'amour de la patrie dans les états où il n'y a ni tempérance, ni amour du travail, ni amour de la gloire, ni respect pour les dieux. Le citoyen, occupé de lui seul, s'y regarde comme un étranger au milieu de ses concitoyens. Dans une république, au contraire, où ces vertus sont cultivées avec soin, l'amour de la patrie y naîtra de lui-même, et produira sans secours des fruits abondans. Vous voyez donc, mon cher Aristias, qu'il ne doit point être placé dans la classe de ces vertus que j'ai appelées mères ou auxiliaires.

Je ne saurois vous peindre, mon cher Cléophane, l'étonnement d'Aristias à ce discours. Quoique subjugué par la sagesse de Phocion, il ne peut s'empêcher de l'interrompre. Eh! quoi, Phocion, lui dit-il avec chaleur! peut-il y avoir une vertu qui ne le cède même à l'amour de la patrie? C'est lui qui est l'ame de toutes les vertus du citoyen, il tient lieu souvent de toutes. Il produira à son gré la tempérance, il fera supporter avec courage les travaux les plus pénibles, il méprisera tous les dangers. Ces

barbares, ue nous regarderons comme la lie du genre humain, leur refuserions-nous notre estime s'ils aimoient leur patrie, et savoient vivre et mourir pour elle ? N'est-ce pas parcé que la nôtre nous devient de jour en jour plus indifférente, que nous craignons aujourd'hui des voisins qui nous respectoient autrefois, et que nous sommes prêts à subir le joug de la Macédoine ?

Que cette chaleur me plaît, s'écria Phocion, en embrassant tendrement Aristias ! et plût aux dieux protecteurs de la Grèce, que tous les Grecs pensassent comme vous ! Ah ! mon maître ! ah ! Phocion, reprit Aristias, dont la surprise augmentoit encore ! pourquoi vous plaisez-vous à m'embarrasser ? Pourquoi faites-vous ce vœu si je suis dans l'erreur ? C'est que nos citoyens, répondit Phocion, auroient au moins une vertu ; ils commenceroient à rougir de leurs vices ; leur ame auroit encore quelque ressort, et tout ne seroit pas désespéré. Non, Aristias, l'amour de la patrie, s'il n'est enté sur d'autres vertus, ne produira point les miracles que vous imaginez. S'il s'allume par hasard dans des citoyens livrés aux plaisirs, paresseux et indifférens sur la gloire, ce ne sera qu'un engouement passager, sur lequel il seroit imprudent de compter, et dont la

politique ne peut tirer un avantage durable. Cette plante née, pour ainsi dire, dans une terre étrangère, et mal préparée à la recevoir et la nourrir, y mourroit en naissant. L'amour ne s'ordonne point : si vous voulez que le citoyen aime sa patrie, ouvrez son ame à cette vertu par la pratique de celles dont je vous parlois hier.

J'y consens, répartit vivement Aristias ; mais dumoins, Phocion, vous allez placer l'amour de la patrie au rang de ces vertus sublimes d'où découlent tous les biens de la société. Qu'avec la justice, la prudence et le courage, il soit le terme où la politique doit nous conduire par la tempérance, l'amour du travail, l'amour de la gloire et la crainte des dieux. Je vous tromperois par cette complaisance, reprit Phocion en badinant, et il ne dépend pas de moi de disposer du rang des vertus, comme un maître de celui de ses esclaves.

Par la nature des choses, poursuivit Phocion, il y a des vertus qui n'ont besoin que de se consulter elles-mêmes pour agir, et toujours produire le bien ; tels sont la justice, la prudence et le courage. Mais d'autres vertus sont subordonnées entr'elles, et c'est à la vertu supérieure à diriger celle qui lui est soumise. Vous m'allez entendre.

La morale, par exemple, nous ordonne d'être économes, généreux, compatissans; mais ces qualités deviendroient autant de vices si elles n'étoient gouvernées par une vertu supérieure, la justice. Mon économie sera criminelle, si je manque à ce que la justice exige de moi à l'égard de mes proches et de mes concitoyens. Je suis coupable à force de générosité, si je prodigue ma fortune à mes amis aux dépens de mes créanciers. Je dois plaindre les coupables, les malheureux, mais sans foiblesse, pour ne pas sacrier les lois et la république. J'en suis fâché pour vous, mon cher Aristias; il en est de l'amour de la patrie, comme de l'économie, de la générosité, etc. Soumis comme elles à une vertu supérieure, il doit comme elles lui obéir, ou ses erreurs, loin de servir la république, en précipiteront la décadence.

Cette vertu supérieure à l'amour de la patrie (1), c'est l'amour de l'huma-

(1) Les Grecs en général regardoient l'amour de la patrie comme la première vertu du citoyen, et il semble que dans presque toutes les républiques, les législateurs ont été plus occupés à l'inspirer, à l'étendre, à lui donner des forces, qu'à connoître les bornes que la raison lui assigne, ou plutôt la

nité. Etendez votre vue, mon cher Aristias, au delà des murailles d'Athènes. Est-il

---

manière dont la raison doit le diriger et le gouverner. La doctrine que Phocion expose à Aristias doit paroître très-sage; c'est la seule avantageuse aux hommes, et je ne crois pas qu'aucun de ses lecteurs se refuse à l'évidence de ses raisonnemens. Aussi ne prétends-je rien y ajouter; mais j'espère qu'on me permettra de rechercher dans cette remarque les causes qui ont empêché les sociétés de connoître leurs devoirs réciproques; connoissance qui leur est absolument nécessaire, et sans laquelle l'amour de la patrie n'est qu'un emportement aveugle et injuste, qui produit une grande partie des malheurs dont l'humanité est affligée.

Si les hommes ont été long-temps à sentir la nécessité de s'unir en société, s'il a fallu une longue expérience de maux pour apprendre à chaque particulier l'avantage qu'il trouveroit à renoncer à son indépendance naturelle, et se soumettre à des lois et des magistrats, il étoit naturel que les sociétés fussent encore infiniment plus lentes à contracter des alliances entr'elles. Des citoyens farouches et accoutumés dans l'état de nature à obéir à leurs premiers mouvemens, ne doivent former encore, pendant plusieurs siècles, que des sociétés sauvages. Ces premières sociétés ou associations de

rien de plus opposé à ce bonheur de la société, dont nous recherchons le

brigands conservèrent contre leurs voisins la férocité que les citoyens avoient à peine dépouillée les uns à l'égard des autres ; ne pouvant s'inspirer mutuellement aucune confiance, elles se regardèrent comme ennemies, et une haine plus ou moins brutale fut l'ame de leur politique.

Si nous abusons souvent de notre courage et de nos forces, nous qui nous piquons aujourd'hui de philosophie ; si, malgré les idées que nous avons enfin de la justice et du droit des gens, nous aimons mieux être conquérans que justes ; si des victoires chatouillent agréablement notre orgueil ; si nous trouvons communément Alexandre plus grand qu'Aristide, la force, le courage, la violence ne durent-ils pas être regardés dans des sociétés encore sauvages comme les vertus les plus essentielles ? Combien l'estime attachée à ces qualités ne dut-elle pas faire naître de passions et de préjugés propres à empêcher les premiers essorts de la raison ! Plus les soldats revenoient chargés de butin, plus l'avarice de leurs femmes et de leurs vieillards leur prodigua de louanges. Plus leurs courses étoient étendues, plus l'admiration fut excitée, plus les ravages étoient grands, plus on avoit une haute idée des soldats qui les avoient faits. Les vaincus en succombant n'osoient

principe, que ces haines, ces jalousies, ces rivalités qui divisent les nations ? La

---

se plaindre, dans la crainte d'aigrir des vainqueurs féroces, irrités par la victoire, et qui n'avoient pas encore la prudence de craindre un revers. Tandis que ceux-ci s'enivroient de leur prospérité, les autres s'humilioient pour les fléchir, et cependant ne désespéroient pas de se venger. La modération passant pour foiblesse auroit été méprisée comme la poltronnerie. Plus on fit de mal à ses ennemis vaincus, plus on crut imposer à ses voisins, et donner des preuves de son courage et de son habileté. Une fausse gloire éblouit et trompa tous les esprits ; et dans ce silence de la raison, qui ne savoit pas encore qu'elle eût des droits à réclamer, le préjugé persuada que tout étoit permis au plus fort.

De là ce droit des gens féroce et cruel des anciens les plus célèbres, même par leur sagesse, leur générosité et la politesse de leurs mœurs ; on croyoit qu'une déclaration de guerre étoit un arrêt de mort prononcé contre une nation. En partant de ce principe odieux, les droits de la guerre ne devoient connoître aucune borne, et les prisonniers mêmes qui s'étoient rendus à leurs ennemis, en posant les armes, ne conservoient la vie qu'en devenant esclaves. Les Grecs furent plongés pendant long-temps dans cette barbarie ;

nature a-t-elle fait les hommes pour se déchirer et se dévorer ? Si elle leur or-

---

on sait quel fut le sort des Hilotes et des Messéniens vaincus. Ils parvinrent, ainsi que le remarque Phocion, à regarder la Grèce entière comme leur patrie commune. Mais s'ils observoient entr'eux plusieurs règles de l'humanité, il s'en falloit beaucoup qu'ils les pratiquassent à l'égard des étrangers. Ils les traitoient de barbares ; ils les méprisoient ; ils pensoient ne leur rien devoir, et croyoient que la nature, les faisant moins braves et moins éclairés qu'eux, les destinoit à être esclaves.

Les Romains, qui n'eurent d'abord qu'un mot pour exprimer un ennemi et un voisin, commencèrent par être des brigands. Ils volèrent des femmes, et vécurent de butin ; mais ils acquirent assez promptement des mœurs, et montrèrent beaucoup de modération à l'égard des étrangers depuis l'exil des Tarquins, jusqu'au temps qu'ils succombèrent sous le poids d'une trop grande fortune, et qu'abusant enfin des avantages de la victoire, ils sapèrent les fondemens de la république. Ils ne firent point de guerre injuste ; jamais ils ne commencèrent les hostilités, qu'après avoir rempli plusieurs formalités qui annonçoient leur amour pour la justice. Ils respectèrent avec plus de religion que les autres peuples les droits de l'humanité dans leurs ennemis vaincus, et montrèrent même de l'estime à ceux qui surent s'en rendre dignes.

donne de s'aimer, comment la politique seroit-elle sage, en voulant que l'amour

---

On se rappelle toujours avec plaisir que les Privernates ayant soutenu plusieurs guerres opiniâtres contre la république romaine, essuyèrent une perte si considérable, qu'obligés de fuir et de se cacher dans leur ville même, ils y furent assiégés par le consul Plautius. Prêts à succomber, ils envoyèrent des ambassadeurs à Rome pour y négocier la paix; et le sénat leur ayant demandé quel châtiment ils croyoient mériter, *celui*, répondirent-ils, *que méritent des hommes qui se croyant dignes d'être libres, ont tout tenté pour conserver la liberté qu'ils ont reçue de leurs pères.* Mais, reprit le consul, si Rome vous fait grâce, peut-elle se promettre que désormais vous observerez religieusement la paix? *Oui*, répliquèrent les ambassadeurs, *si les conditions en sont justes, humaines, et ne nous font pas rougir; mais si cette paix est honteuse, n'espérez pas que la nécessité qui nous la fera recevoir aujourd'hui, nous la fasse observer demain.* Quelques sénateurs furent indignés de l'orgueil de cette réponse; mais le sénat, ce corps où les lumieres et le courage dominoient, approuva les ambassadeurs Privernates, et, conformément à ses principes, jugea que des ennemis que leurs disgraces n'avoient pas abbatus, méritoient l'honneur d'être faits citoyens romains.

de la patrie portât les citoyens à rechercher le bonheur de leur république dans

---

Quelque magnanimité, quelque sagesse qu'eussent les Romains, leur droit des gens étoit encore bien éloigné du point de perfection où le doit porter la saine philosophie, qui n'est point distinguée de la saine politique. Bienfaisans et humains en conquérans qui étoient bien aise d'avoir des ennemis à combattre, pour avoir un prétexte d'exercer leurs forces et d'étendre leur empire, on croit voir leur ambition à travers leur modération, ou plutôt on croiroit que leur vertu n'est qu'un art pour éblouir leurs alliés, tromper leurs ennemis, et rendre leurs succès plus faciles.

C'eût été un prodige que les peuples eussent pratiqué un droit des gens plus humain, avant que la doctrine de Phocion sur l'amour de la patrie fût connue; et elle ne pouvoit point l'être avant que des philosophes eussent découvert les erreurs de nos passions, et démontré, en comparant les faits, que la politique, loin de travailler à la prospérité d'un état, en hâte la décadence et la ruine, si elle ne regarde pas l'amour de l'humanité comme une vertu supérieure qui doit régler et diriger l'amour de la patrie. Les gouvernemens monarchiques et les aristocraties, qui ne connoissent presque jamais ce que se doivent les membres d'une même société, sont encore moins disposés

le malheur de ses voisins? Faisons disparoître ces frontieres, ces limites qui

---

à connoître leurs devoirs à l'égard des étrangers. Dans les démocraties, la multitude qui est souveraine, est inconstante, orgueilleuse, emportée, vindicative: que de passions doivent lui cacher la vérité et ses vrais intérêts! Dans les autres républiques, telles que Sparte et Rome, où le partage de la puissance publique et la liberté, soumise aux lois, donnent aux citoyens mille vertus, l'amour de la patrie lui-même leur inspire communément une certaine vanité et une certaine hauteur, incapables de s'allier avec la pratique des devoirs de l'humanité envers les étrangers.

Les Grecs restèrent dans leur ignorance jusqu'au temps de Socrate, qui le premier des philosophes appliquant la philosophie à l'étude des mœurs, se crut citoyen de tous les lieux où il y a des hommes. Il publia d'immortelles vérités; mais la Grèce, qui deux siècles auparavant auroit pu les adopter, n'étoit plus capable de les entendre. Socrate parloit de l'amour de l'humanité à des hommes qui n'avoient plus même l'amour de la patrie. La guerre du Péloponèse armoit toutes les villes de la Grèce les unes contre les autres. Déchirées par leurs dissentions domestiques, elles n'avoient plus d'autre règle de conduite que l'ambition, l'avarice, la crainte ou l'audace de leurs magistrats et des citoyens

séparent l'Attique de la Grèce, et la Grèce des provinces des Barbares; et il

---

intrigans qui les gouvernoient. Socrate eut quelques disciples qui par prudence ne prirent aucune part à l'administration des affaires publiques. Les troubles de la Grèce augmentèrent encore après que l'imprudente Lacédémone, se laissant conduire par Lysandre, eut renoncé ouvertement à ses vertus pour se livrer à l'ambition. Quels temps pour parler des devoirs mutuels des peuples, que les règnes de Philippe, d'Alexandre et de leurs ambitieux successeurs! La vérité fut étouffée en naissant, ou dumoins ne sortit point des écoles que quelques philosophes tenoient à Athènes.

La Philosophie de Socrate et de Platon passa de la Grèce à Rome; mais il semble que rien n'arrive à propos dans ce monde. Si les Romains avoient conservé leurs anciennes mœurs, sans doute qu'ils auroient adopté des principes propres à s'allier avec leur modération et leur amour de la justice et de la pauvreté; mais corrompus par leur fortune, ils ne vouloient plus être que les tyrans des nations dont la vertu de leurs pères les avoit rendus les maîtres. Dans les mêmes ouvrages où Cicéron, plein du génie de Socrate et de Platon, enseignoit que tous les hommes sont frères; qu'ils doivent s'aimer, se secourir, se faire du bien; qu'il ne faut regarder la terre entière que comme une grande

me semble que ma raison s'étend, que mon esprit s'élève, que tout mon être

---

cité dont les quartiers différens ne doivent pas avoir des intérêts opposés, il se plaint qu'il n'y ait plus d'amour de la patrie ni aucune autre vertu dans Rome, et que la république soit anéantie. Nous sommes tombés, dit-il, dans un abîme immense de calamités. Tout a changé de face parmi nous, depuis que les violences que nous exerçons sur les étrangers nous ont enhardis par dégrés à être injustes et cruels envers les citoyens. L'avarice, l'insolence et l'esprit de tyrannie, après avoir fait taire les lois, ont commis tant de concussions, de rapines et de brigandages sur nos alliés, que nous subsistons plutôt par l'imbécillité de nos ennemis, qui ne savent pas profiter de notre foiblesse, que par aucune sorte de vertu qui nous mette en état de nous défendre.

La philosophie de Cicéron ne devoit pas avoir un meilleur sort à Rome que celle de Socrate dans la Grèce. Tout le monde sait que les guerres civiles que produisit la licence des citoyens, firent place à la tyrannie des empereurs. Les successeurs d'Auguste, semblables à ce Critias dont il est parlé dans les entretiens de Phocion, auroient voulu ôter aux hommes jusqu'à la faculté de penser. Toute lumière fut donc éteinte dans l'étendue de la domination romaine; et au-delà de ses limites, il n'y

s'agrandit et se perfectionne. S'il est doux pour moi de voir que mes concitoyens

---

avoit que des nations sauvages, pareilles à ces sociétés naissantes dont j'ai parlé au commencement de cette remarque.

Au milieu des délateurs, des proscriptions, de la servitude la plus humiliante et de la tyrannie la plus sanguinaire, comment le Romain, qui ignoroit ce qu'il se devoit à lui-même, ce qu'il devoit à ses concitoyens et à sa patrie, auroit-il soupçonné qu'il avoit des devoirs à remplir envers les étrangers? Les maux de l'empire étoient tels, que Nerva, Trajan, Antonin et Marc-Aurèle ne purent que les suspendre pendant quelques momens, et non pas y remédier. La puissance publique étant entre les mains des soldats toujours prêts à sacrifier les empereurs à leurs caprices, on ne pouvoit pas même espérer d'être long-temps gouverné par les mêmes vices et les mêmes passions.

Le monde sembla rentrer dans sa première barbarie, en passant sous la domination des Goths, des Vandales, des Huns, des Bourguignons, des Francs, des Saxons, etc. qui après avoir long-temps vexé, déchiré et pillé les provinces romaines, les partagèrent entr'eux. Ils conservèrent dans leurs conquêtes les mœurs, les lois et le gouvernement qu'ils avoient apportés des forêts de Germanie. Il ne pouvoit y avoir aucun droit des gens pour des

veillent à ma sûreté, combien n'est-il pas plus agréable de penser que le monde entier doit travailler à mon bonheur?

---

hommes qui trouvoient beau de vivre de pillage et de butin. Le christianisme qu'ils embrassèrent, et qui devoit les instruire de tous les devoirs de l'humanité, les laissa dans leur première ignorance, parce qu'ils se contentèrent d'en croire les dogmes sans en adopter la morale. Elle étoit en effet trop sublime pour des sauvages qui ne commençoient à perdre un peu de leur férocité, qu'en prenant quelques vices abjects et bas des vaincus.

Jamais lés hommes ne furent témoins de révolutions plus subites et plus extraordinaires que celles qu'ils éprouvèrent sous le gouvernement des peuples du Nord et de la Scythie. Chaque jour il se formoit une nouvelle monarchie; chaque jour il en périssoit une à peine formée. Quand enfin les Barbares, affoiblis par leurs guerres, commencèrent à être plus tranquilles dans leurs conquêtes, le gouvernement des fiefs né chez les Français, se répandit promptement dans toute l'Europe, c'est-à-dire, qu'on n'y vit plus que des tyrans impitoyables ou des esclaves qui les servoient. On n'avoit aucune loi politique ni civile; on ne conservoit aucune idée, ni des conventions expresses ou présumées qui ont formé la société, ni de l'objet qu'elle doit se proposer. La force décidoit seule du droit entre des suzerains et de

Comment s'est-il pu faire que des hommes qui renoncèrent à leur indépendance,

---

vassaux qui ne formoient qu'un seul royaume, en formant cent principautés différentes. On n'avoit pour se conduire que des coutumes incertaines, auxquelles la liberté des passions et la bisarrerie des événemens ne permettoient pas de prendre une certaine consistance. Veut-on enfin se faire une idée de la morale de ces siècles barbares? Qu'on se rappelle que la piété même prit une teinture du brigandage que le gouvernement des fiefs avoit accrédité. Les croisades furent regardées comme un acte de religion propre à honorer Dieu.

L'Europe, lasse de ses malheurs et fatiguée de ses dissentions, commença, si je puis parler ainsi, à vouloir mettre quelque méthode dans le désordre. On fit des lois absurdes et injustes, et c'étoit beaucoup que de savoir qu'il falloit avoir des lois. On soupçonna que la société avoit besoin d'une puissance législative; mais on fut encore long-temps à refuser de lui obéir. Il falloit créer une jurisprudence, et les personnes assez instruites pour savoir lire, n'avoient pour modèles que les jurisconsultes de l'empire, dont les ouvrages, sans principes et sans ordre, sont autant de preuves de la misérable servitude où les lois étoient tombées. Les rescripts toujours arbitraires des empereurs, les sentences souvent opposées des magistrats, voilà la base de

et formèrent des sociétés, parce qu'ils sentirent le besoin qu'ils avoient les uns

leurs connoissances ; et, comme le remarque un homme habile en cette matière, aucun de ces jurisconsultes n'avoit même songé à traiter du droit de nature et des gens.

J'abrège l'histoire honteuse de notre barbarie. L'Europe ne prit enfin une face nouvelle, que quand l'autorité et la subordination s'établirent dans les états, et que les lettres réfugiées à Constantinople passèrent en Italie après la ruine de l'empire d'Orient. On commença à lire les anciens, et par des progrès assez rapides, on se mit à portée de cultiver les sciences, qui, en éclairant l'esprit, préparent le cœur à aimer l'ordre, les lois et la morale ; mais si l'intérieur des états étoit déjà plus policé, on sait l'indigne politique qu'ils pratiquèrent les uns à l'égard des autres. La lecture de Platon et de Cicéron devoit mettre nos pères sur le chemin de la vérité ; mais les préjugés étoient trop anciens et trop répandus pour être dissipés en un moment. Loin de rougir de la perfidie, on se faisoit un honneur d'être sans foi. L'ambition aveugle se croyoit tout permis. On raisonnoit déjà, et on croyoit encore que le droit des gens, fondé sur des conventions arbitraires, n'étoit pas distingué de l'usage reçu et pratiqué entre les peuples civilisés, et qu'en obéissant à cet usage, on ne se rend jamais

des autres, n'aient pas vu que les sociétés ont les mêmes besoins de s'aider, de se secourir, de s'aimer, et n'en aient pas conclu sur le champ qu'elles devoient observer entr'elles les mêmes règles d'or-

---

criminel. A la honte de la raison humaine, on raisonna d'après les faits pour juger de ce qui est permis ou défendu, et on ne s'avisa que tard de soumettre ces faits à l'examen de la raison.

Les principes du droit naturel sont simples, clairs et évidens; et il y a long-temps que la philosophie, qui, à de certains égards, a fait de si grands progrès, devroit ne nous rien laisser à désirer sur la nature des devoirs réciproques des sociétés. Quelques auteurs, qui ont traité cette matière, bien loin de chercher la vérité, n'ont voulu que la déguiser. Les uns n'ont osé croire que la politique des puissances de l'Europe fût injuste; les autres n'ont osé le dire. Des écrits faits pour nous instruire n'ont servi qu'à perpétuer notre ignorance et nos préjugés. Pendant qu'on ignore les lois par lesquelles la nature lie tous les hommes; pendant qu'on ne cherche qu'à établir un droit des nations favorable à l'ambition, à l'avarice et à la force, peut-on être disposé à penser avec Socrate, Platon, Phocion et Cicéron, que l'amour de la patrie, surbordonné à l'amour de l'humanité, doit le prendre pour son guide, ou on s'expose à produire de grands malheurs?

dre, d'union et de bienveillance que les citoyens d'une même bourgade ont entr'eux ? Que la raison est lente à profiter des lumières de l'expérience, et à secouer le joug de l'habitude, des préjugés et des passions ! Excusons nos premières républiques de n'avoir connu pendant long-temps d'autre droit que celui de la force. Sans m'arrêter, Aristias, à vous peindre les mœurs de ces Grecs farouches, avides de pillage, et dont les capitaines étoient reçus comme des dieux dans leurs peuplades, quand ils y revenoient chargés de butin, et suivis des esclaves qu'ils avoient faits sur les terres de leurs voisins, il est certain qu'ils aimoient leur patrie. Ils vouloient sans doute la rendre riche et florissante au-dedans, et redoutable au-dehors. Mais cet amour aveugle de la patrie, quel bien leur procuroit-il ? Il ne donna qu'une bravoure plus féroce à des hommes qui n'avoient aucunes des vertus qui honorent des êtres raisonnables. Il les porta à des entreprises injustes et violentes. Ces triomphes cruels, dont le vainqueur avoit la stupidité de s'applaudir, ne lui annonçoient que la haine et la vengeance de ses voisins, et des malheurs pour l'avenir. En effet, le doux nom de paix fut ignoré pendant long-temps dans la Grèce. On ne vit de toutes parts

que des peuples errans et fugitifs, qui, après avoir été chassés de leurs maisons, y revinrent égorger les conquérans; chaque jour une nouvelle révolution faisoit périr quelque bourgade de nos peres.

Ce n'est que lassés et vaincus par leurs malheurs, qu'ils ouvrirent enfin les yeux. Chacune de nos républiques, toujours incertaine de recueillir dans ses champs les fruits que le citoyen y avoit cultivés, et toujours à la veille d'être subjuguée et asservie, soupçonna que ses haines, ses jalousies, sa barbarie, pourroient bien ne lui être pas aussi avantageuse qu'elle le croyoit, et comprit qu'il n'y a point d'état qui n'ait besoin de l'amitié de ses voisins. Nous commençâmes alors à faire des traités et des alliances. A mesure que nous apprîmes à distinguer un voisin d'un ennemi, la Grèce se poliça, les soupçons et les haines s'éteignirent; on rechercha les devoirs que la nature impose aux sociétés. Le droit des nations n'est plus inconnu; déjà on en découvre quelques lois; et l'amour de la patrie, dirigé par quelques principes, et uni à quelques vertus, commença à produire quelque bien.

Amphyction lia par une ligue plusieurs de nos villes; mais ce n'étoit encore là

qu'une ébauche bien imparfaite du bonheur des Grecs. C'est Lycurgue, dont on ne peut jamais assez admirer la sagesse et les lumières, qui le premier des hommes comprit combien il importe à un état, qui veut se mettre à l'abri des insultes de ses voisins, de suivre à leur égard les lois de cette alliance éternelle que la nature établit entre tous les hommes. Il voulut que l'amour de la patrie, jusqu'alors injuste, féroce et ambitieux, fût épuré dans Lacédémone par l'amour de l'humanité. Sa république bienfaisante ne se servant plus de ses forces que pour protéger la foiblesse, et défendre les droits de la justice, mérita en peu de temps l'estime, l'amitié et le respect de toute la Grèce, à qui ses sentimens donnèrent un goût nouveau pour la vertu.

Les ennemis de Sparte cessèrent de la haïr, et recherchèrent son alliance. Ses alliés, dont la reconnoissance n'étoit altérée par aucune crainte, ni même par aucun soupçon, devinrent les appuis et les garans de son repos et de sa sûreté. Les Spartiates, en faisant leur bonheur, firent celui de tous les Grecs. Corinthiens, Thébains, Achéens, Athéniens, etc. nous ne regardions tous comme notre patrie que le coin de terre où nous étions nés; mais bientôt

réunis par une bienveillance générale, la Grèce devint notre patrie commune; et nos villes, qui n'avoient senti que leur foiblesse et des alarmes au milieu de leurs divisions, formèrent une république florissante, et capable de triompher de toutes les forces de l'Asie.

O mon cher Aristias ! pourquoi nous croyons-nous étrangers hors des murailles de nos villes ? Pourquoi ces rivalités, ces haines, ces guerres cruelles ? La nature avare n'a-t-elle départi aux hommes qu'une foible portion de bonheur qu'il faille conquérir les armes à la main ? Nous n'avons tous qu'à connoître nos vrais intérêts pour être tous heureux.

S'il est sage à un simple citoyen, poursuivit Phocion, de se concilier l'estime et l'amitié de ses compatriotes, n'est-il pas plus nécessaire encore à un état d'inspirer les mêmes sentimens à ses voisins ? Le citoyen peut, à la rigueur, se passer d'amis, et ne pas craindre des ennemis, puisqu'il est sous la protection des lois, et que le magistrat est toujours à portée d'aller à son secours. En est-il de même d'une république ? Tout ce que les passions produisent chaque jour d'absurdités, d'injustices et des violences entre les différens peuples;

ne prouve-t-il pas combien le droit des nations est une sauve-garde peu sûre pour chaque société en particulier ? L'histoire n'est pleine que de révolutions aussi subites que bisarres. Le peuple le plus sage et le mieux gouverné, a encore des momens de langueur, de foiblesse, de distraction et d'erreur ; la ville la plus méprisable, et qu'on redoute le moins, peut produire par hasard un Epaminondas, prendre un nouveau génie, et se rendre redoutable ; la politique, en un mot, ne peut jamais prévoir tous les caprices de la fortune, ni tous les dangers dont elle est menacée. Quelque puissant que soit un état, cette idée des écueils dont il est entouré ne doit-elle pas l'effrayer, et lui apprendre qu'il ne peut jouir d'une prospérité constante, ni même se soutenir long-temps, s'il ne travaille par sa justice, sa modération et sa bienfaisance, à se faire des alliés fidelles et zélés ?

Vous voudriez, Aristias, acquérir à votre ami l'amitié du monde entier. S'il lui manque quelque vertu, vous voudriez pouvoir la lui donner. Comment croiriez-vous donc qu'un citoyen aime sa patrie, quand il flatte et caresse ses vices, et ne cherche qu'à la rendre incommode, suspecte et odieuse à ses voisins ? Si votre ami vous consultoit

sur les moyens de mériter de la considération dans Athènes, et de gagner les suffrages du peuple dans les élections, lui conseilleriez-vous de paroître un homme sans foi, d'oublier ses engagemens, d'user en toute occasion de son droit avec rigueur, d'être insolent et dédaigneux, et de tendre des pieges à toutes les personnes avec lesquelles il traite? Pourquoi donc nos sublimes politiques conseillent-ils à la république d'avoir à l'égard des étrangers la même conduite que vous blâmeriez dans votre ami? Se fait-on des amis par des injustices et des injures? Les républiques n'ont-elles pas la même manière de voir, de sentir et de juger que les citoyens?

Sans doute, Phocion, lui dit Aristias, ce seroit un blasphême de penser que les dieux aient mis la raison humaine en contradiction avec elle-même; qu'elle pût conseiller, sous le nom de politique, ce qu'elle défendroit sous celui de morale. Sans doute que le faux amour de la patrie a perdu bien des états, en ne consultant pas l'amour de l'humanité. Cependant, continua-t-il, en laissant voir la crainte qu'il avoit de se tromper, seroit-ce trahir ma patrie, si, entourée de voisins ambitieux, inquiets et sans foi, je lui conseillois de se servir

pour sa défense des mêmes armes dont elle est attaquée ? La modération, la justice et la bienfaisance seront les dupes de l'ambition et de la fraude. D'ailleurs, si je suis né dans une république qui ne possède qu'un médiocre territoire, et qui ne peut armer que peu de bras pour sa défense, ne serois-je pas imprudent de vouloir la retenir dans sa première médiocrité, tandis que ses voisins ne travaillent qu'à augmenter leurs possessions et leur fortune ? Je dois redouter ces forces accumulées ; et il me semble que ce n'est qu'en s'agrandissant elle-même, que ma patrie peut prévenir les dangers que je prévois.

Non, mon cher Aristias, lui répliqua vivement Phocion, si mon ennemi m'attaque avec de mauvaises armes, je me garderai bien de quitter les miennes. Quand, après la guerre médique, nos orateurs crurent que c'étoit trahir l'honneur et la fortune d'Athènes, que d'abandonner encore à Lacédémone le commandement des armées, et qu'il falloit contraindre nos alliés à être nos esclaves, puisque la mer étoit couverte de nos vaisseaux ; supposons que les Spartiates, au lieu de se servir, à notre exemple, de la ruse et de la force, n'eussent employé, pour conserver l'empire de

la Grèce, que les mêmes vertus par lesquelles ils l'avoient autrefois acquis, croirez-vous, mon cher Aristias, que cette politique leur eût été moins avantageuse que la nôtre qu'ils adoptèrent? Si on n'avoit pas alors commencé à s'appercevoir de la mauvaise foi de Sparte, et à redouter son ambition, elle nous auroit aisément réduits, en nous débauchant des alliés que nous irritions contre nous par la dureté de notre conduite. C'est parce que cette république avoit abandonné ses armes pour se défendre avec les nôtres, que les Grecs, incertains et sans règle, tantôt se jettèrent dans ses intérêts, et tantôt embrassèrent notre défense. De là des disgraces égales et des succès infructueux pendant près de trente ans. Ce n'étoit point une fortune aveugle et capricieuse dont il falloit se plaindre, c'est à nos vices seuls que nous devions nous en prendre. Lacédémone triompha enfin, mais ce ne fut point par l'ascendant de son gouvernement sur le nôtre; nous l'aurions de même accablée, malgré notre affoiblissement, si les hasards qui se déclarèrent pour elle s'étoient déclarés pour nous.

Après nous avoir humiliés, elle éprouva un sort pareil au nôtre. Quelle en fut la

cause ? Cette même politique injuste et frauduleuse, avec laquelle elle avoit eu tant de peine à nous asservir. En reprenant leur ancienne vertu, les Spartiates auroient étouffé promptement l'esprit de discorde et d'ambition que nos querelles avoient fait naître, et recouvré sans peine leur premier empire. En opposant la fraude à la fraude, l'injustice à l'injustice, la force à la force, ils multiplièrent leurs ennemis, et n'eurent plus de règle ni de principe pour se conduire. Si l'ambition et l'injustice pouvoient se cacher sous le voile de la vertu, et me dérober leurs manœuvres, je les craindrois ; mais les dieux ne le permettent pas : elles se trahissent toujours elles-mêmes ; et dès que je les apperçois, leur art devient inutile. Si mon ennemi est foible, qu'ai-je à craindre ? S'il est puissant, en renonçant à ma modération, dois-je être assez mal habile pour lui fournir un prétexte de m'asservir ? Qu'ai-je à craindre de cette politique artificieuse qui ne veut que tromper, si je sais attendre patiemment qu'elle ait épuisé ses ruses et ses fraudes, et la réduire à me donner des signes certains de sa bonne foi, avant que de traiter avec elle ?

Si votre voisin acquiert une ville ou une

province, acquérez une nouvelle vertu, et vous serez plus puissant que lui. Que nous importeroit que Philippe n'eût vaincu, ni l'Illyrie, ni la Péonie, si nous n'étions pas corrompus ? Seroit-il moins redoutable pour nous, s'il n'avoit pas reculé les frontieres de la Macédoine ? Pourquoi, mon cher Aristias, nous effrayer de l'agrandissement d'un de nos voisins ? S'il asservit un peuple assez lâche pour ne pas défendre avec vigueur son indépendance, quel sera le fruit de cette brillante conquête ? Des poltrons seront-ils plus braves pour servir leur nouveau maître, qu'ils ne l'ont été pour conserver leur liberté ? Il subjuguera, direz-vous, une nation courageuse. Mais plus il aura de peine à la vaincre, plus il se défiera de son obéissance et de sa fidélité. Pour ne pas craindre ces vaincus indociles, il faudra les humilier, les rendre timides, et se priver, en un mot, des forces qu'on avoit espéré de joindre à celles qu'on possédoit déjà. Cyrus, dit-on, lassé des révoltes fréquentes des Lydiens, leur ordonna de porter des manteaux et de chausser des brodequins ; il leur donna des fêtes, et les amollit par l'usage des voluptés. La sublime politique ! Eh ! grands dieux ! que Cyrus ne laissoit-il les Lydiens en repos !

Pourquoi acheter à grands frais, par la guerre, des sujets toujours inutiles et souvent dangereux, tandis que sans peine, sans inquiétude, sans verser des torrens de sang, la bonne foi, la justice et la bienfaisance vous acquerront des alliés et des amis toujours prêts à se sacrifier à vos intérêts ?

Que la politique bienfaisante de Lycurgue nous serve de modèle. Si nous aimons notre patrie, cherchons à lui faire des alliés, et non pas des sujets. Je crois, mon cher Aristias, vous l'avoir dit il y a quelques jours : l'ordre que l'Auteur de la nature a établi dans les choses humaines, ne permettra jamais que la fraude, l'injustice et la violence, qui ne sont entourées que d'ennemis ou d'esclaves, servent de fondement solide à la puissance d'un état. Rappelez-vous ce que nous avons dit. Citez-moi un peuple qui ne se soit pas affoibli, et enfin ruiné pas ses conquêtes. Quelle est la nation que les dépouilles et l'abaissement des vaincus n'aient pas corrompue ? Babyloniens, Assyriens, Mèdes, Perses, successivement vaincus les uns par les autres, qu'est-il résulté de tant d'ambition, de tant de guerres, de tant de travaux, de tant de victoires ? Une

monarchie maîtresse de l'Asie, et qui n'a pu, avec des millions de soldats, asservir ni Athènes, ni Lacédémone, deux petites villes qui n'avoient que de la vertu.

Les grandes puissances qui, en nous effrayant, excitent notre jalousie, sont destinées à succomber sous leur propre poids. C'est que la vigilance et les lumières des hommes sont trop bornées, leurs passions trop fortes et leurs vertus trop fragiles pour qu'une grande province puisse être sagement gouvernée (1). Plus la machine du

---

(1) *Nous ne voyons*, dit Aristote, Polit. L. 7, C. 4, *aucune ville bien policée qui renferme un très-grand nombre de citoyens ; et notre raison nous fait voir aisément les causes de ce que l'expérience met tous les jours sous nos yeux. La bonne police n'est que l'ordre* ; *et comment une grande multitude en seroit-elle susceptible, puisque, dans ce nombre, il y a toujours beaucoup de citoyens tentés de désobéir à la loi, et que leur grand nombre facilite l'impunité. Il n'y a qu'un Dieu seul, dont la toute-puissance gouverne l'univers, qui puisse maintenir le bon ordre dans un grande cité.*

Quanta autem multitudo sufficiens sit, non aliter recte dicitur quam agrorum vicinarumque civitatum collatione. Ager quidem tantus sit, ut tot moderatis

gouvernement est étendue, moins les mouvemens en seront prompts, rapides, exacts

---

hominibus sufficiat, neque majori opus. Tot verò esse debent (cives) ut injuriantes vicinos possint depellere, et iisdem injuriam patientibus auxiliari. Quinquies mille et quadraginta sint ob commoditatem numeri hujus agricolæ, quique pro finibus depugnent. Plat. de leg. L. 5.

La doctrine des anciens sur cette matière est uniforme. Ils faisoient peu de cas de ce que nous appelons les grandes puissances. Aujourd'hui de grandes provinces ont moins de forces que n'en avoient autrefois plusieurs républiques de la Grèce. Il n'étoit pas rare de trouver dans un territoire d'une médiocre étendue, trente ou quarante mille citoyens ; et les maîtres de ce territoire, grâces à la forme de leur gouvernement et de leur police, avoient, pour se défendre, une armée de trente ou quarante mille hommes.

Combien de royaumes considérables ne sont pas en état d'avoir aujourd'hui de pareilles armées ? La police des anciens Grecs, qui ne bornoit point l'emploi des citoyens à une seule fonction ; leur frugalité, la simplicité de leurs mœurs, et leurs fortunes domestiques moins disproportionnées entr'elles que les nôtres, multiplioient les forces, l'industrie et le courage, sans multiplier les bras. En est-il de même chez les peuples modernes ? Non, sans doute, et c'est ce qui les rend si foibles. Si

et réguliers. Il est d'autant plus difficile de réprimer dans un grand empire les passions qui portent à la révolte, ou qui avilissent l'ame, que les magistrats y sont exposés de leur côté à des tentations trop fortes ou trop fréquentes pour la foiblesse humaine. Il me semble que dans nos villes de la Grèce je pourrois ne manquer à aucun des devoirs de la magistrature; mais je comprends que si je gouvernois une satrapie de Perse, il faudroit me contenter de désirer le bien sans pouvoir le faire. Tous les ressorts du gouvernement doivent se détendre dans un grand état; toutes les lois y sont nécessairement méprisées ou négligées. Tandis que tout peut être nerf, force et action dans une petite république, un grand empire paroît frappé de paralysie; et voilà pourquoi une poignée de Perses a conquis l'Asie sur les Mèdes. Voilà la cause des disgraces de Xerxès; voilà pourquoi nos pères ont fait trembler ses successeurs jusques dans leur capitale.

---

je voulois suivre cette idée, et faire voir par quelles raisons un état, qui a aujourd'hui dix millions de sujets, ne peut avoir qu'une armée de cinquante mille hommes, et pourquoi cette armée doit être une armée de mercenaires, il me faudroit faire un livre fort étendu.

Mon cher Aristias, poursuivit Phocion, j'ai tâché de ramener à des principes fixes et certains cette science qu'on nomme politique, et dont les sophistes nous avoient donné une idée bien fausse. Ils la regardent comme l'esclave ou l'instrument de nos passions; de là l'incertitude et l'instabilité de ses maximes; de là ses erreurs et les révolutions qui en sont le fruit. Pour moi, je fais de la politique le ministre de notre raison, et j'en vois résulter le bonheur des sociétés.

Je n'aurois rien à ajouter aux principes généraux que je vous ai développés, si tous les hommes étoient capables de conconnoître et d'aimer la vérité. Mais c'est une espérance à laquelle il seroit insensé de se livrer. Quelque part qu'on jette les yeux, on ne voit et on ne verra éternellement qu'erreurs et que vices. Ce n'est pas le bonheur auquel la nature nous destine que les hommes veulent connoître, ils voudroient qu'on leur apprît à être heureux selon leurs goûts et leurs préjugés. Puisque la raison, depuis la naissance du monde, réclame inutilement ses droits contre les passions, attendons-nous, Aristias, qu'elle ne sera pas plus heureuse dans la suite, et que la jalousie, la haine et l'ambition, qui ont déjà perdu tant de peuples, de républiques et d'empires, exerceront en-

core leur aveugle fureur sur les nations.

Au milieu de cet esprit de brigandage dont la terre est infectée, et que rien ne peut extirper; au milieu des dangers dont tous les peuples sont menacés, il ne suffit donc point à une république de n'avoir rien à craindre de ses propres passions. Il faut qu'elle se défie de celles des étrangers, et soit en état de les contenir et de les réprimer. La justice, la bonne foi, la modération et la bienfaisance qu'inspire l'amour de l'humanité, sont propres, ainsi que vous l'avez vu, à concilier l'estime et l'affection des étrangers, et par conséquent à servir de rempart contre leurs passions. Mais ce rempart, Aristias, n'est pas impénétrable à la méchanceté des hommes. Attendez-vous à voir les passions s'égarer dans leur ivresse jusqu'à mépriser et haïr les vertus. Réprimez-les alors par la crainte, c'est-à-dire, que la politique vous fait une loi de ne cultiver la paix qu'en étant toujours prêt à faire heureusement la guerre.

Je sais qu'un peuple tempérant qui aime le travail et la gloire, et craint les dieux, aura nécessairement du courage dans les combats, de la patience dans les fatigues et de la fermeté dans les revers. Dans chaque occasion, il prendra sans effort la vertu

qui lui sera la plus utile. Sans doute que toutes ses forces se réuniront dans le danger, et qu'une même volonté fera agir de concert tous les bras. Mais faites attention, Aristias, que les qualités d'emprunt, si je puis parler ainsi, avec lesquelles on n'est pas familiarisé par un usage journalier, n'ont presqu'aucun pouvoir. Si la paix même n'offre pas dans une république l'image de la guerre; si les esprits ne sont pas accoutumés avec l'idée des périls; si les citoyens ne sont préparés par leur éducation à être soldats, craignez que la vue du danger et leur inexpérience ne les consternent. La crainte est une passion des plus naturelles au cœur humain, et des plus dangereuses. Empêchez que l'ame n'y soit ouverte; quand la crainte engourdit les sens et trouble la raison, il n'est plus temps d'y remédier.

Que notre république soit donc militaire; que tout citoyen soit destiné à défendre sa patrie; que chaque jour il soit exercé à manier ses armes; que dans la ville il contracte l'habitude de la discipline nécessaire dans un camp : non-seulement vous formerez par cette politique des soldats invincibles, mais vous donnerez encore une nouvelle force aux lois et aux

vertus civiles (1). Vous empêcherez que les douceurs et les occupations de la paix

(1) *Omnes quoque choreæ ita ut bene geratur bellum, celebrandæ sunt, atque omnis dexteritas, facilitas, promptitudo ejusdem rei causa comparanda. Ob eamdem causam consuescere debemus à cibo et potu abstinere, frigus æstivumque et cubilis duritiam pati, et imprimis capitis pedumque virtutem alienis tegmentis non corrumpere.* Plat. de leg. L. 12. On voit combien les exercices que Platon prescrit aux citoyens, et les habitudes qu'il veut leur faire contracter, sont propres à faire aimer la tempérance et le travail. Qui veut former d'excellens soldats fait nécessairement d'excellens citoyens. Lycurgue avoit prescrit aux Spartiates tout ce qu'on trouve dans le passage de Platon qu'on vient de lire, et les Spartiates obéissoient fidellement à ces institutions. Le temps de guerre étoit pour eux, dit Plutarque, un temps de délassement. Qu'on voie tout ce que les Grecs et les Romains, dans leur beau temps, faisoient pour se préparer des armées invincibles. Ces peuples ne se contentoient pas que leurs soldats fussent meilleurs que ceux de leurs voisins ou de leurs ennemis, ils vouloient les rendre aussi bons qu'ils doivent et qu'ils peuvent l'être. Je crois qu'i ne seroit pas impossible de prouver que tout état où chaque citoyen n'est pas destiné à défendre sa patrie comme soldat, ne peut jamais avoir une

n'amollissent et ne corrompent insensiblement les mœurs; car si les vertus civiles, la tempérance, l'amour du travail et de la gloire préparent aux vertus militaires, celles-ci leur servent à leur tour d'appui.

Depuis que notre gouvernement, pour favoriser la paresse et la lâcheté, a permis de séparer les fonctions civiles des militaires, nous n'avons ni citoyens ni soldats. Des hommes qui croyoient n'avoir plus besoin de courage, ne tarderent pas à ne s'occuper que de plaisirs ou d'intrigues. Leur caractère ne conserva ni force ni noblesse, et leur voix est cependant comptée dans le sénat et la place publique. De là sont nés tous ces décrets qui nous couvriront d'un opprobre éternel, et une certaine mollesse dans l'esprit national, qui ne permet aucun retour vers le bien. Nos armées ne furent composées que de la lie de la république.

---

excellente discipline militaire. M. le maréchal de Saxe le pensoit; voyez ses *Rêveries*, ouvrage d'un grand capitaine, qui avoit médité sur la guerre en philosophe. S'il y a dans un état des hommes bornés aux seules fonctions civiles, ils amolliront nécessairement les mœurs publiques, et la mollesse des mœurs relâchera certainement les ressorts du gouvernement militaire.

Nos soldats comparèrent leur sort avec celui des citoyens riches, oisifs et voluptueux qui vivoient dans leurs maisons. Ils portèrent les armes avec dégoût; la guerre leur parut le dernier des métiers, et ils ne la font depuis que dans l'espérance de piller et de jouir un jour du fruit de leurs rapines. Comment seroit-il possible de former une pareille milice à cette discipline austère et réguliere, sans laquelle le courage même seroit inutile? Comment parviendrez-vous à donner à ces soldats avares et mercenaires les sentimens de générosité que doivent avoir les défenseurs de la patrie?

Que nos riches citoyens sont insensés de confier à d'autres qu'à eux-mêmes la garde de la république, et de ne pas prévoir qu'ils s'exposent à perdre cette liberté, ces richesses, cette oisiveté, ces plaisirs dont ils sont si jaloux! Chaque jour notre avilissement augmente avec notre corruption. Ou nous serons enfin vaincus par nos ennemis, ou nous nous détruirons de nos propres mains. Il ne faut pas se flatter qu'il regne pendant long-temps un certain accord entre les riches qui ne contribuent qu'avec chagrin aux frais de la guerre, et les pauvres qui la font en murmurant aux

dépens de leur sang. Ils se méprisent déjà secrétement; et dès que la mésintelligence aura éclaté entr'eux, leur haine sera irréconciliable. Si ceux-ci triomphent, ils oppimeront leur patrie, et lui donneront un tyran pour se faire un protecteur qui les enrichisse et les venge. Si les autres, par un hasard difficile à prévoir, acquièrent l'empire sans se diviser, ils régneront en tremblant; et pour se délivrer d'une crainte importune, ne voudront avoir qu'une milice mercenaire, toujours redoutable à des citoyens oisifs, et cependant incapable de servir de rempart à la république contre des ennemis courageux et disciplinés (1).

(1) Quoiqu'Athènes n'ait éprouvé ni l'un ni l'autre inconvénient que Phocion redoutoit, sa crainte n'en étoit pas moins bien fondée. Les Athéniens n'y échappèrent, que parce qu'ils tombèrent peu de temps après sous la puissance de Philippe, à qui ils avoient imprudemment déclaré la guerre. Il est certain que ce sont des différends pareils à ceux dont parle Phocion entre les citoyens riches et les citoyens pauvres, qui ont toujours contribué à ruiner la liberté dans les républiques, ou qui les ont assujetties à leurs ennemis. Tout état où le citoyen ne veut pas prendre la peine d'être soldat,

On

On nous parle souvent de Carthage, dont les citoyens ne sont occupés que de leur commerce et de leurs richesses, tandis que des soldats achetés à prix d'argent lui ont acquis, et lui conservent l'empire de l'Afrique. Mais cet exemple ne me rassure pas. Si cette république, mon cher Aristias, m'étaloit ses richesses, son pouvoir, ses armées, ses vaisseaux, comme Crésus fit voir autrefois à Solon les richesses de son trésor, pour lui prouver qu'il étoit l'homme de l'univers le plus heureux, je répondrois aux Carthaginois : j'ai vu une petite république qui ne couvre point la mer de de ses vaisseaux, qui aime sa pauvreté, qui n'a point de sujets, dont tous les citoyens sont soldats, et je crois son bonheur mieux affermi que le vôtre. S'ils s'indignoient de ma liberté, pourquoi, leur dirois-je, voulez-vous que j'estime une prospérité que mille accidens doivent déranger, et qui ne tient qu'à des circonstances qui ne peuvent subsister ? Solon vouloit attendre que Crésus fût mort pour juger de son bonheur. Sans me laisser

---

doit enfin être gouverné par des soldats, ou par ceux qui ont l'art de se rendre les maîtres des armées.

éblouir par la puissance des Carthaginois, j'attendrai de même, pour juger de leur prospérité, de voir comment ils résisteront aux entreprises de leurs propres armées, si elles ont assez de courage pour se mutiner et se révolter (1). J'attendrai qu'ils aient affaire à un ennemi brave, pauvre, et exercé à la guerre. Si, comme Crésus, ils trouvent un Cyrus, s'ils deviennent les esclaves d'un de leurs généraux, convenez, Aristias, que les politiques, qui admirent aujourd'hui la sagesse et la prospérité des Carthaginois, seront obligés de changer de langage.

---

(1) On sait en effet que les armées de Carthage se révoltèrent plusieurs fois. Des mercenaires sont avares, et on les satisfaisoit avec de l'argent; s'ils eussent eu un chef ambitieux, ils auroient détruit la république. Ce que Phocion ajoute sur la ruine des Carthaginois est une vraie prédiction, et on pourroit à son exemple tirer l'horoscope des états commerçans. Aujourd'hui toutes les puissances de l'Europe sont devenues commerçantes, et c'est parce que ce vice de leur politique est général, qu'aucune d'elles n'en sent les inconvéniens relativement à ses ennemis; elles combattent à armes égales; mais s'il se formoit une république romaine, quel seroit le sort des états commerçans?

Si cette république a acquis de grandes provinces, apparemment que les vaincus étoient encore moins braves et moins disciplinés que ses mercenaires. Si elle domine sur ses voisins, sans doute qu'elle a commencé par leur communiquer ses vices. Entre des peuples également vicieux, je ne suis pas étonné que celui qui peut acheter des soldats ait la supériorité. Mais n'en concluez pas, Aristias, qu'il se gouverne sagement; il est perdu, si un de ses voisins se corrige de quelqu'un de ses défauts. Misérable république qui ne réussit et ne se soutient que par l'imbécillité et la corruption de ses voisins & de ses ennemis ! Ce défaut de Carthage a été le défaut de presque tous les états. Au lieu de ne consulter que les besoins essentiels de la société, et de ne chercher que ce qui doit la rendre heureuse dans toutes les circonstances et dans tous les temps, l'imprudente politique se laisse séduire par des succès passagers. Elle ne s'est presque jamais fait de fausses règles; et de là ces révolutions dont tant de peuples ont été et seront encore les victimes. Oui, Aristias, je prédis d'avance la chute des Carthaginois; je la vois, car il y aura éternellement sur la terre quelque peuple toujours prêt à faire la guerre aux nations

qui sont riches; et jusqu'à présent les richesses qui corrompent les mœurs ont toujours été le butin du courage et de la discipline.

Que nous sommes loin, s'écria Aristias, des vrais principes de la politique ! L'histoire de la Grèce, et ce qu'on nous raconte des révolutions arrivées dans les états qui partageoient autrefois l'Asie, ne prouvent que trop, Phocion, la vérité de votre doctrine et le malheur de notre situation présente. Accoutumé à entendre dire perpétuellement à nos politiques que l'argent est le nerf de la guerre, j'ai, je l'avoue, quelque peine à comprendre qu'elle puisse se faire sans occasionner de grandes dépenses (1). De grâce, ajouta-t-il, dissipez

(1) C'est ce qu'on ne cessoit de répéter à Athènes depuis la régence de Périclès. Thucydide, L. 1, c. 9, lui fait dire dans une harangue : *l'argent entretient mieux la guerre que les hommes qui ne sont capables que de quelques légers efforts.* Quand cette maxime de Périclès seroit vraie, c'est une preuve certaine que la république n'a jamais connu, ou bien qu'elle a abandonné les bons principes de politique, et que les mœurs sont corrompues. Une pareille république ne doit faire la guerre que contre des ennemis aussi vicieux qu'elle, si elle ne veut pas courir à sa ruine.

tous mes doutes ; apprenez-moi pourquoi je me trompe, quand il me semble que c'est notre pauvreté qui nous met dans l'impuissance d'avoir une flotte et de soudoyer une armée.

Mon cher Aristias, lui répondit Phocion, ces belles maximes inventées par l'avarice, et que nos Athéniens répètent aujourd'hui par habitude, vous ne les auriez pas entendues quand nos pères vainquirent les Perses à Marathon et à Salamine. Regardant alors la tempérance, l'amour de la gloire et du travail, le courage et la discipline comme le nerf de la guerre et de la paix, ils méprisoient l'argent, et il leur fut inutile. Ils étoient pauvres, et ils eurent une flotte nombreuse pour combattre Xerxès ; ils la construisirent de la charpente de leurs maisons ; ils ne payoient point leurs soldats citoyens, et ils eurent une nombreuse armée de héros.

Non, Aristias, ce n'est point notre pauvreté qui nous empêche aujourd'hui d'avoir une flotte et une armée. N'en accusez au contraire que nos richesses, qui, en s'augmentant, ont inspiré à une partie des citoyens cette avarice basse et sordide qui n'ose jouir, et livré le reste à la volupté, qui ne sacrifia jamais son luxe et ses plai-

sirs aux besoins de la république. Les ressources de la vertu sont infinies; plus on les emploie, plus elles se multiplient. Quelqu'immenses que soient les richesses, elles s'épuisent. L'amour de la gloire produit des prodiges, parce qu'il remue de grandes ames; l'amour de l'argent ne produit rien que de bas, parce qu'il ne frappe que des ames basses. Si l'argent est aussi puissant que le disent les Athéniens, que n'achetons-nous un Miltiade, un Aristide, un Thémistocle, des magistrats, des citoyens et des héros ?

Quand Athènes, sous la régence de Périclès, se fut enrichie des dépouilles des vanités et des tributs levés sur nos alliés, il y eut un instant où la république parût avoir acquis un nóuveau degré de puissance et de force. Nos nouvelles richesses n'ayant pas encore eu le temps de détruire nos anciennes mœurs, nous les employâmes généreusement à construire des vaisseaux, et acheter l'amitié de quelques peuples qui commençoient à la vendre, et nous parûmes les arbitres de la Grèce. Nos magistrats, trompés par cette apparence de prospérité, crurent sans doute que les mêmes vertus qui honoroient notre pauvreté, et que notre pauvreté seule soute-

noit, seroient encore les économes dispensatrices de nos richesses. Ils p[illegible] donc que la république ne pourroit [illegible] être trop riche ; erreur grossière ! L'or et l'argent en nous rendant avares, éteignirent bientôt le sentiment de l'honneur et de la générosité, et nous livrèrent à tous les vices, en nous faisant aimer le luxe. L'argent devient alors le nerf de la guerre et de la paix, parce que les Athéniens vendirent à la patrie les services qu'elle recevoit autrefois sans salaire. A quoi nous servirent alors nos richesses dangereuses ? Plus nous en acquérions, plus nos mœurs se dépravoient. Nous avions beau nous enrichir, notre cupidité étoit toujours plus grande que notre fortune. Plus appauvris par nos besoins, qu'enrichis par nos rapines et nos injustices, la république fut pauvre, et éprouva tous les inconvéniens de la pauvreté, parce que ses citoyens avoient tous les vices de la richesse.

Faites rougir de leur absurdité ces politiques insensés, qui, pour rendre quelque vigueur à la république expirante, voudroient y attirer tout l'or et tout l'argent du monde entier (1). Les aveugles ! ils en-

(1) Me permettra-t-on de placer ici quelques

treprennent de rassasier à force d'argent des passions insatiables ! Nos pères avec

---

réflexions sur le commerce que les nations modernes regardent comme le nerf de l'état? Si je me trompe, je souhaite que quelqu'écrivain éclairé sur cette matière à la mode, daigne me fairé connoître mes erreurs.

Phocion vient de dire, en parlant de l'empire que les Carthaginois avoient acquis : *Entre des peuples également vicieux, je ne suis pas étonné que celui qui peut acheter des soldats ait la supériorité.* Je dirai de même : Je ne suis pas étonné qu'entre les peuples de l'Europe, qui ont tous également abandonné les bons principes de politique, le commerce qui produit de l'argent mette en état d'avoir et d'entretenir des armées plus nombreuses. Mais je demanderai si ces soldats, qui ne peuvent être que des mercenaires ramassés dans la lie du peuple, ou arrachés par force à d'autres professions, sont capables d'avoir le courage et la discipline des anciens. Il faudroit un miracle pour que ces mercenaires supportassent les travaux et affrontassent les dangers de la guerre avec la même patience et le même courage que ces citoyens de la Grèce et de Rome, qui naissoient soldats, et qui combattoient pour défendre leurs foyers. Je prie de remarquer en second lieu qu'un état qui a des armées mercenaires doit être riche ; d'où je conclus qu'il ne peut point avoir une bonne discipline militaire, parce

dix talens étoient riches, avec deux mille nous sommes pauvres ; donnez-nous-en

---

qu'on ne peut être riche sans avoir les mœurs que donnent les richesses, et que ces mœurs sont diamétralement opposées à celles qu'exige la guerre. Je sais bien que le luxe n'amollit pas les soldats et les officiers subalternes ; mais il amollit les chefs, et relâche nécessairement la vigueur de la discipline et du commandement, et les passions des autres en profitent pour se mettre, s'il se peut, à leur aise.

Si mes réflexions sont vraies, peut-on croire que les peuples qui ont pourvu à leur sûreté d'une autre manière que les Grecs et les Romains, se conduisent avec prudence ? On me répondra que tous les états gouvernant aujourd'hui leurs milices de la même façon, il n'en résulte aucun inconvénient pour chaque puissance en particulier, et que par conséquent l'essentiel est d'avoir beaucoup d'argent, pour avoir des armées supérieures à celles de ses ennemis. Il me semble que c'est ne pas bien raisonner ; car les fautes de mes voisins ne justifient pas les miennes. J'avois toujours ouï dire que la politique est la science de faire le plus grand bien de la société, et non pas de copier les erreurs des autres; et qu'en s'occupant du moment présent, elle doit embrasser l'avenir, et se mettre en état de ne le pas craindre. Il peut se former dans mon

encore deux mille, et nous nous croirons encore plus pauvres que nous ne le sommes

---

voisinage une république romaine, c'est-à-dire, une puissance qui se comporte par les bons principes ; et comment mes soldats mercenaires et foiblement disciplinés, mettront-ils alors ma patrie à l'abri de toute insulte ? Les Carthaginois pensoient qu'il n'arriveroit aucun changement dans leur situation respective avec leurs voisins ; ils se sont trompés, pourquoi ne me tromperois-je pas en pensant comme eux ?

Ce sont nos passions, et non pas notre raison, ainsi que le dit Phocion, qui nous ont persuadés que l'argent est le nerf d'un état. Les trésors les plus immenses s'épuisent ; on en voit la fin en peu de temps, quand les ames sont mercenaires et avares ; et elles le sont toujours, quand l'état a pris le parti de payer en argent les services qu'on lui rend : comment est-il donc prudent de compter sur les richesses ? Plus, au contraire, on dépense en vertu, si je puis parler ainsi, plus la masse des vertus augmente par l'exemple et l'émulation. La vertu est donc le seul nerf des états ; il n'est donc sage que de compter sur elle. Les personnes qui ne parlent que d'étendre le commerce et d'enrichir l'état, ont-elles pesé, comme Phocion, les avantages et les inconvéniens attachés aux richesses ? Ont-elles trouvé, après un calcul bien exact, que

aujourd'hui. Nous en sommes déjà venus au point de confondre le luxe et le faste

---

les avantages étoient plus considérables que les inconvéniens ? En ce cas je les invite à nous faire part de leurs découvertes. Qu'elles réfutent Platon, Aristote, Cicéron, tous les politiques de l'antiquité ; qu'elles aient le front de nous dire que Tyr, Carthage, etc. étoient des républiques plus sagement gouvernées que Lacédémone et Rome ; que ces deux dernières villes devinrent plus heureuses et plus puissantes à mesure qu'elles devinrent plus riches, et que les Romains par leur constitution devoient être vaincus par les Carthaginois.

On se sert d'un argument assez bisarre pour prouver les avantages du commerce, c'est de faire une peinture détaillée de tous les maux qu'éprouve un état qui voit tomber son commerce, qui a perdu une partie considérable de ses richesses. Je conviens en effet que cette situation est fâcheuse. L'état qui n'avoit point d'autre ressort que l'argent pour produire le mouvement, tombe dans une inaction léthargique ; il est déchiré par des passions qu'il ne peut satisfaire, et rien n'est plus ridicule ni plus pernicieux que les vices de la richesse dans la pauvreté. Mais ces malheurs, loin de prouver que les richesses et le commerce font le bonheur, la force et la sûreté d'un état, démontrent précisément le contraire ; s'il est vrai, comme on le

des riches avec la prospérité de la république. Leur fortune domestique qu'il faut

---

verra dans un moment, que les richesses et le commerce doivent décheoir, dès qu'ils sont parvenus à un certain degré. Si cet état ouvrant les yeux sur sa situation passée et présente, parvenoit à se convaincre de l'inutilité et de l'abus des richesses et du commerce; s'il réformoit ses mœurs; si, par les secours de quelques nouvelles lois, il mettoit à la place de ses anciennes richesses la tempérance, l'amour de la gloire, le désintéressement, je demande si sa nouvelle modération ne lui seroit pas plus utile que son ancienne cupidité. En bannissant l'avarice et le luxe, il se trouveroit riche dans sa pauvreté, et il seroit mieux défendu par le courage de ses citoyens qu'il ne l'avoit été par les richesses de son commerce.

Pour prouver ce que je viens d'avancer, je rapporterai ici la pensée d'un écrivain moderne, qui a porté le génie le plus profond et le plus lumineux dans l'étude du commerce. Lorsqu'un état, dit M. Cantillon, est parvenu à acquérir de grandes richesses, soit qu'elles soient le fruit de ses mines, de son commerce, ou des contributions qu'il exige des étrangers, il ne manque jamais de tomber promptement dans la pauvreté. L'histoire ancienne et moderne est pleine de ces révolutions, et voici de quelle manière M. Cantillon en développe l'ordre et la marche.

ménager, leurs plaisirs qu'il ne faut pas troubler, voilà les objets ridicules que la

---

Les personnes, dit-il, que ces sommes d'or et d'argent ont enrichies directement, augmentent leurs dépenses à proportion de leurs gains ; ils consument plus de denrées et de marchandises : les agriculteurs et les artisans, par conséquent plus employés, verront augmenter leur fortune, et voudront en jouir. Cette augmentation de consommation augmente le prix des denrées et des marchandises, et dès-lors les ouvriers ne peuvent plus se contenter de leurs anciens salaires. Tous les objets de consommation devenant par là encore plus chers, il y aura un profit considérable à tirer de l'étranger, qui travaille à meilleur marché les choses dont on a besoin. C'est alors que l'état commence à éprouver les inconvéniens de la pauvreté. Le peuple sent d'autant plus vivement sa misère, qu'il s'étoit déjà accoutumé à plus d'abondance. La terre est moins cultivée, parce que l'agriculteur vend moins ses denrées, et il faut que les artisans meurent de faim, ou aillent gagner leur vie chez les étrangers, tandis que le luxe des riches y fait passer continuellement des sommes considérables L'état appauvri, et qui ne peut plus lever les mêmes subsides, ne peut cependant se résoudre ni à diminuer ses dépenses, ni à proportionner ses vues et ses entreprises à sa fortune, et l'orgueil que lui ont inspiré ses richesses accélère sa chute dans la misère.

politique, désormais impuissante, est obligée de regarder comme les vrais besoins

---

Il sembleroit, ajoute M. Cantillon, *que lorsqu'un état s'étend par le commerce, et que l'abondance de l'argent enchérit trop le prix des denrées et des manufactures, le prince ou le magistrat devroit retirer de l'argent, le garder pour des cas imprévus, et tâcher de retarder la circulation par toutes les voies, hors celles de la contrainte et de la mauvaise foi, afin de prévenir la trop grande cherté, et d'empêcher les inconvéniens du luxe.* Mais comment seroit-il possible que des princes ou des magistrats, accoutumés à regarder les richesses comme la source du bonheur et de la force, fussent effrayés de l'abondance d'argent qui se répand dans un royaume ou une république? M. Cantillon le remarque : *Outre qu'il n'est pas aisé*, dit-il, *de s'appercevoir du temps propre à une pareille opération, ni de savoir quand l'argent est devenu plus abondant qu'il ne doit l'être pour le bien et la conservation des avantages de l'état, les princes et les chefs des républiques, qui ne s'embarrassent guère de ces sortes de connoissances, ne s'attachent qu'à se servir de la facilité qu'ils trouvent, par l'abondance des revenus de l'état, d'étendre leur puissance, et à insulter d'autres états sur les prétextes les plus frivoles.* Pourquoi demander des miracles? Pourquoi voudroit-on que dans un pays où de trop grandes richesses rendent le citoyen

de l'état. Augmentez la corruption avec nos richesses, et nos maux deviendront encore plus accablans.

---

avare, prodigue, voluptueux, paresseux, etc. les chefs de la nation restassent incorruptibles? Bien loin d'arrêter les progrès du luxe, ils en donneront eux-mêmes l'exemple; ils regarderont l'économie comme un vice politique; ils se feront de faux principes sur la circulation de l'argent, et croiront de bonne foi que les extravagantes dépenses des riches sont nécessaires à la subsistance des pauvres.

Si par hasard le gouvernement retiroit l'argent, en retardoit la circulation par quelque voie sage et honnête, en formoit un trésor, n'est-il pas évident, suivant la pensée de Phocion, que ce seroit receler et nourrir un serpent dans son sein? Peut-on connoître le cœur humain, et se persuader que ce trésor ne sera pas un écueil contre lequel échoueront les successeurs du prince ou du magistrat qui l'aura formé? Est-il vraisemblable qu'ils résistent aux charmes de la prodigalité? Résisteront-ils à l'avidité des flatteurs qui les entourent? Les passions emprunteront le langage de la raison. Elles représenteront sous les traits d'une avarice basse et ridicule, cette prudence éclairée qui auroit arraché à la circulation une abondance d'argent qui alloit la ruiner. *A quoi sert*, diront-elles, *un argent mort et enterré qui ne circule pas? Autant*

La nature, mon cher Aristias, n'a point fait les hommes pour posséder des trésors.

---

vaut-il le laisser dans les mines du Pérou, que de le condamner à ne pas sortir de vos coffres. Il n'est point de cas imprévus pour une nation riche ; les richesses produisent les richesses ; laissez passer dans les mains de votre peuple un argent qu'il vous rendra avec usure quand vous en aurez besoin. Les portes du trésor seront infailliblement ouvertes, et ce torrent d'argent débordé produira des maux d'autant plus funestes, que les fortunes et le luxe augmenteront plus subitement. Les besoins multipliés à l'excès hâteront la révolution que doit toujours produire la trop grande abondance d'argent ; et après avoir eu tous les vices du luxe, on aura tous ceux d'une pauvreté qui paroîtra intolérable.

Pour réparer, dit M. Cantillon, *les malheurs causés par l'abondance de l'argent et relever l'état, il faut s'attacher à y faire rentrer annuellement et constamment une balance réelle de commerce, faire fleurir par la navigation les ouvrages et les manufactures qu'on est toujours en état d'envoyer chez les étrangers à un meilleur marché, lorsqu'on est tombé en décadence et dans une rareté d'espèces. Les négocians commencent à faire les premières fortunes, et elles se répandront insensiblement sur les autres citoyens. Mais lorsque l'argent deviendra une seconde fois trop abondante dans l'état, la grande consom-*

Pourquoi des riches, pourquoi des pauvres ? Ne naissons-nous pas tous avec les

---

mation et le luxe s'y mettront, et il tombera une seconde fois en décadence. Voilà à peu-près le cercle que pourra faire un état considérable qui a du fonds et des habitans industrieux, et un habile ministre est toujours en état de lui faire recommencer ce cercle.

Je prie le lecteur de méditer profondément ce passage de M. Cantillon. N'en faut-il pas conclure que ce n'est qu'une politique fausse et erronée, qui regardera comme le principe du bonheur de l'état un moyen qui ne procure des richesses que pour amener à leur suite la pauvreté ? La vraie politique veut une facilité plus durable. Il est donc vrai qu'un état, qui regarde les richesses comme le nerf de la guerre et de la paix, est destiné à passer par d'éternelles révolutions, du luxe à la pauvreté, et de la pauvreté au luxe. Voilà, selon M. Cantillon, ce qu'il se peut proposer de plus avantageux ; voilà le chef-d'œuvre de la politique la plus habile. Si M. Cantillon, au lieu de ne considérer que les effets des richesses et du commerce, eût observé, et personne n'en étoit plus capable que lui, le corps entier de la société, il est vraisemblable qu'il auroit pensé comme Phocion. Loin de vouloir qu'une république, dont de trop grandes richesses ont ruiné les finances, *s'attache à faire rentrer annuellement une balance réelle de commerce*, il lui conseilleroit de profiter de cette

mêmes besoins ? Elle répand ses bienfaits avec une libérale économie ; usons-en avec

---

décadence pour réprimer le luxe et l'avarice, donner des mœurs, faire estimer la pauvreté, ou du-moins apprendre à se passer des richesses superflues. Cette politique ne seroit-elle pas supérieure à celle de ce ministre, qui ne songeroit qu'à faire recommencer ce cercle de richesses et de pauvreté dont parle M. Cantillon ?

Il n'est pas facile à un ministre de faire recommencer ce cercle dans un état dont la fortune est en décadence. Il faudroit que le gouvernement vînt au secours des citoyens, et diminuât les droits pour favoriser le commerce ; mais le gouvernement ne le fera point. L'abondance passée l'a accoutumé à beaucoup de besoins, et ces besoins écraseront la république. Je veux que, par impossible, elle ait des magistrats toujours assez attentifs, assez habiles et assez bien intentionnés pour faire recommencer ce cercle dont parle M. Cantillon. Qu'en résultera-t-il ? L'état sera dans un danger extrême, si dans le moment de pauvreté qui suivra des richesses trop abondantes, un de ses ennemis forme le projet de l'envahir. La politique de ce ministre habile qui fait recommencer le cercle, ne sert donc qu'à préparer une infortune à la république, et la mettre dans le cas d'être envahie et subjuguée par un de ses ennemis. Est-ce ainsi qu'on doit faire fleurir un état, et affermir sa prospérité ?

la même sagesse. La loi qui permet qu'il se forme de grandes fortunes dans une république, condamne une foule de misérables à languir dans l'indigence, et la cité n'est plus qu'un repaire de tyrans et d'esclaves jaloux et ennemis les uns des autres. Essayer d'y faire germer les vertus qui font le bonheur et la force de la société, c'est le comble de la folie. Voilà cependant ce que tentent nos politiques avides d'or et d'argent; ils jettent des semences d'avarice, de volupté, de mollesse, d'injustice, de fraude, de haine, etc. et ils s'attendent à en voir naître la justice, la tempérance, le courage, la générosité et la concorde.

On vous a dit, Aristias, et on le répète sans cesse dans Athènes, que l'argent est nécessaire pour faire une longue guerre, ou la porter loin de son territoire; et voilà encore ce qui prouve combien les richesses sont dangereuses. Pourquoi désirer aux hommes qu'ils puissent étendre et perpétuer le fléau le plus redoutable de l'humanité? Tant que la Grèce a été pauvre, les guerres de nos républiques ont été courtes. Nous nous sommes enrichis, et nos guerres ont été assez longues pour allumer des haines éternelles, et rompre tous les liens de cette aliance qui faisoit notre sûreté au-

dedans et au-dehors. Si Lycurgue avoit raison de dire aux Spartiates : « Voulez-vous être toujours libres et respectés, soyez toujours pauvres, et ne tentez jamais de faire des conquêtes, » je vous demanderois de quelle utilité peuvent être ces entreprises qu'on fait loin de son territoire.

On a des alliés, me direz-vous, que l'injustice opprime, et il faut voler à leur secours. Sans doute il faut remplir ses engagemens ; mais que vos mœurs et vos besoins soient simples, et par-tout la terre vous fournira une subsistance abondante. Quels trésors avoient les Scythes quand ils partirent de leurs forêts pour faire la conquête de l'Assyrie ? Un arc, des flèches, des javelots, un grand courage ; voilà tout ce qu'ils possédoient. Qu'on estime votre courage et votre discipline, et les alliés dont vous prenez la défense ne vous laisseront manquer de rien.

Mais dumoins, dit Aristias, tandis que les citoyens tempérans et laborieux aimeroient la gloire et la pauvreté, la république ne pourroit-elle pas avoir un trésor, qu'elle n'ouvriroit que dans une extrême nécessité ? Non, mon cher Aristias, repartit Phocion ; et si vous êtes prudent, vous n'exposerez point la vertu de vos citoyens

à cette tentation. Pourquoi garder parmi vous cette boîte de Pandore ? Il ne s'agit pas de se faire illusion, et d'associer dans la théorie des choses insociables dans la pratique. Défiez-vous avec moi de tous ces trésors publics. C'est une chimère que d'en vouloir former un dans un état dont les mœurs sont dépravées ; quelque sévères que soient les lois qui veilleront à la garde de ce dépôt, l'avarice trouvera le secret de le piller impunément. Dans une république vertueuse, des magistrats sensés ne penseront jamais que sa vertu ne lui suffise pas. S'ils imaginent un trésor public, c'est une marque que la vertu s'altère, et leur imprudence, au lieu d'affermir l'état, en sape les fondemens. Soyez sûr que les citoyens ne seront jamais contens de leur pauvreté quand l'état amassera des richesses. J'en ferois, Aristias, une règle générale ; suivant que la politique s'occupe plus ou moins de trésors, d'argent, de richesses, la république, plus ou moins heureuse, est plus ou moins éloignée du moment de sa ruine.

CINQUIÈME ET DERNIER ENTRETIEN.

QUELS momens heureux nous avons passé dans la maison de Phocion ! Au retour de notre promenade sur les bords du Céphise célébré par nos poëtes, nous prîmes un repas frugal, pendant lequel nous nous entretînmes avec gaieté. Les festins du grand roi ne valent pas, mon cher Cléophane, les légumes apprêtés sans art par la femme de Phocion. Il plaisanta agréablement sur le luxe de sa table, qu'il comparoît au brouet noir des Spartiates. Quand Aristias, dit-il, sera un peu plus apprivoisé avec la philosophie, je le traiterai véritablement à la Lacédémonienne. Pour aujourd'hui, il faut encore le ménager ; il pourroit trouver très-mauvais ce que Lycurgue auroit trouvé très-bon. Après que Phocion eut fait une espèce de libation aux dieux tutélaires d'Athènes, et à ses dieux domestiques, nous passâmes dans son jardin. Je vois votre impatience, dit-il à

Aristias ; asseyons-nous un moment à l'ombre de ce figuier, avant que de partir pour Athènes ; et puisque vous le voulez, nous reprendrons notre morale et notre politique.

Mon cher Aristias, continua-t-il, vous ne vouliez d'abord que connoître les remèdes qu'on peut appliquer aux maux présens de notre république, et vous instruire des ressources que notre situation même nous présente encore pour en sortir, et cependant j'ai eu la cruauté de ne vous entretenir que des principes fondamentaux de la politique. Ne croyez pas que j'aie voulu vous faire un étalage orgueilleux de philosophie. Si je ne me trompe, il vous est aisé de sentir que sans le secours de ces premières vérités, qui doivent servir de règle immuable à l'homme d'état dans chacune de ses opérations, jamais je n'aurois pu vous rien dire qui eût satisfait votre raison. Je me serois égaré, et je vous aurois égaré à ma suite. Nous n'aurions corrigé une sottise que par une autre sottise ; nous aurions imaginé des ressources, des expédiens, et la vraie science de la politique est de n'en avoir pas besoin. Je vous aurois proposé au hasard des palliatifs souvent inutiles, et même capables d'irriter le mal que nous aurions voulu soulager.

Si j'ai réussi à vous convaincre de cette grande vérité, que la Providence a établi une telle liaison entre la morale et la politique, que le bonheur des états est attaché à la pratique des vertus, et que leur ruine commence toujours par quelque vice, il vous sera désormais facile de ne tomber dans aucune des fautes que plusieurs grands hommes ont commises. Vous avez une pierre de touche pour juger de la bonté de vos opérations. Vous vous garderez bien d'imiter Thémistocle, qui, pour rendre Athènes maîtresse de la Grèce et de la mer, proposa de brûler la flotte des Grecs qui hivernoit dans le port de Pégase. Aristide jugea que rien n'étoit plus utile aux Athéniens que ce projet, mais que rien en même-temps n'étoit plus injuste. Vous, Aristias, vous serez actuellement plus sage que le juste Aristide même; et n'admettant aucune distinction entre l'utile et le juste, le nuisible et l'injuste, vous jugerez que rien ne pouvoit être plus pernicieux aux Athéniens que l'entreprise injuste de Thémistocle. C'étoit acheter un avantage passager, en nous rendant pour toujours odieux à la Grèce entière. Qui auroit osé compter sur nous après une pareille perfidie ? Qui n'auroit pas détesté notre alliance, et méprisé nos

ſermens ?

sermens ? Les Grecs réunis auroient conjuré notre perte, et pour se venger, ils n'auroient pas craint d'implorer le secours de la Perse même, et de lui demander des vaisseaux.

Le décret qu'on propose au peuple est-il propre à lui faire aimer quelque vertu, ou à le détacher de quelque vice ? Favorisez cette loi de toutes vos forces, vous êtes sûr de servir utilement votre patrie. Vous condamnerez Agésilas, qui voyant qu'un grand nombre de citoyens avoit fui à la bataille de Leuctre, et que la république avoit besoin de soldats, fut d'avis de laisser pour cette fois sans exécution la loi qui notoit d'infamie les poltrons (1). Qu'espéroit-il

(1) Un Spartiate qui avoit fui devant l'ennemi, étoit exclus des assemblées publiques et particulières ; c'étoit un déshonneur de s'allier avec lui par le mariage; il devoit raser une partie de sa barbe. Tout citoyen qui le rencontroit pouvoit le frapper sans qu'il lui fût permis de se défendre. Les Romains, après la bataille de Cannes, furent plus sages qu'Agésilas après celle de Leuctre ; ils refusèrent de racheter les prisonniers qu'Annibal avoit faits. *Nec vera virtus, quum semel excidit, curat reponi deterioribus.* Voyez dans Horace l'admirable discours de Regulus au sénat romain. Les soldats de

d'une armée de fuyards ? La lâcheté avoit fait tout le mal ; il falloit donc être plus attaché que jamais à la rigueur des anciennes lois qui avoient rendu jusqu'alors les Spartiates invincibles. Favoriser les fuyards, c'étoit ne pas réparer la défaite de Leuctre, et préparer cependant de nouvelles disgraces à Lacédémone.

Après les réflexions que nous avons faites jusqu'à présent, vous pouvez sans peine, mon cher Aristias, vous faire une règle pour juger de l'importance des lois. Celles qui sont les plus propres à tempérer nos passions, et régler les mœurs publiques, sont aussi les plus nécessaites, et doivent être les plus sacrées. Dans aucun temps, dans aucune circonstance, sous aucun prétexte, il n'est permis de les négliger. Je serois bien plus effrayé de voir prendre aux femmes de nouvelles parures et affecter de nouvelles grâces, que je ne le serois de quelque commotion dans la place publique, ou de l'ambition d'un magis-

Rome, qui virent qu'il falloit vaincre ou périr, furent plus braves que jamais; et les Spartiates, en voyant que la poltronnerie étoit impunie, n'eurent plus assez de courage pour réparer leur défaite et leur réputation.

trat qui voudroit s'élever au-dessus de ses collègues. Quand les lois des mœurs subsistent, toutes les autres sont en sûreté; mais leur décadence entraîne nécessairement la ruine du gouvernement.

Quoique tout vice soit pernicieux, comme toute vertu est utile, il faut, lorsqu'on médite la réforme d'une république corrompue, ne pas s'abandonner à un zèle aveugle. Il faut procéder avec une certaine méthode. De même qu'il y a des vertus fécondes qui se prêtent un secours mutuel, et que la politique doit principalement cultiver dans une république qui les possède encore, il y a aussi des vices féconds, et qui servent, pour ainsi dire, de matrice et de foyer à la corruption, et c'est à les proscrire que la politique doit d'abord travailler dans une république corrompue.

A leur tête est ce vice dont je ne sais pas le nom, monstre à deux corps, composé d'avarice et de prodigalité, qui ne se lasse jamais ni d'acquérir ni de dissiper, et dont les besoins toujours renaissans et toujours insatiables, ne se refusent à aucune injustice. S'il est foible, et ne se montre encore qu'avec quelque retenue, réunissez toutes vos forces, et osez l'attaquer avec courage. Poursuivez-le jusques dans ses

derniers retranchemens; s'il ne succombe pas, vous n'avez rien fait. Quelle erreur à quelques républiques de proscrire le luxe dans le public, et de le tolérer dans le sein des familles, d'inviter à la modestie des mœurs par des lois somptuaires, et de les altérer par la pompe des fêtes publiques!

Si ce vice, après avoir corrompu le corps entier des citoyens, règne avec autant d'effronterie que d'empire, vous ne feriez que l'irriter, et lui préparer une nouvelle victoire en l'attaquant de front. Rusez alors avec lui, tendez-lui des pièges, agissez avec la prudence d'un général, qui n'osant livrer bataille à une armée dont il sent la supériorité, l'observe, la gêne dans ses opérations, lui coupe les vivres, et tâche en un mot de la fatiguer et de la ruiner sans rien hasarder. Ce vice monstrueux dont je vous parle en produit mille autres qui sont autant d'alliés, d'auxiliaires, et, pour ainsi dire, de gardes qui veillent à sa sûreté. C'est sur eux que doit tomber votre principal effort. Epiez les circonstances favorables à votre entreprise. Tantôt vous noterez d'une flétrissure la mollesse ou la prodigalité; tantôt vous avilirez le luxe, et peut-être parviendrez-vous un jour à faire des règlemens qui, donnant

des bornes à l'industrie et à l'avarice, feront disparoître dans la fortune des citoyens cette disproportion énorme qui les corrompt tous également, quoique par des vices différens.

En suivant, mon cher Aristias, dans la culture des vertus, l'ordre que je vous ai indiqué, vous verriez tomber les vices les plus pernicieux à la société ; car rien n'est plus opposé à l'avarice prodigue que la tempérance. L'amour du travail détruira la paresse, l'amour de la gloire et la crainte des dieux anéantiront cet instinct bas et grossier, qui empêche tout citoyen vicieux de chercher son bonheur particulier dans le bonheur public.

Mais, il faut l'avouer, il y a des temps où, par sagesse même, il faut renoncer à cette méthode. C'est la vertu dont un peuple est le moins éloigné, et non pas la vertu par elle-même la plus importante ou la plus avantageuse à la société, que la politique doit alors encourager. Par exemple, Aristias, nous avons aujourd'hui une loi qui applique à des représentations de comédie les fonds destinés autrefois à la guerre, et il est défendu, sous peine de mort, d'en demander la révocation. Il n'y a de louanges à Athènes que pour des dé-

corateurs de théâtre, des comédiens et de joueurs de flûte; des femmes désœuvrées et frivoles ont communiqué leur désœuvrement et leur frivolité à nos jeunes gens; nos magistrats et leurs courtisanes font un trafic public du pouvoir de la magistrature; ils voient d'un œil indifférent, et peut-être avec joie, les maux de la patrie dont ils profitent: le peuple, jaloux et fatigué de son oisiveté, ne veut vivre que des gratifications que lui prodigue l'état; il regarderoit un magistrat honnête homme et éclairé comme un tyran; et ne se croyant libre qu'autant qu'il a la licence de tout faire impunément, vous le voyez dans les élections cabaler contre le mérite, faveur de l'ineptie qui ne se fait pas craindre. Nous ressemblons tous à cet Athénien qui donna sa voix pour condamner Aristide à l'ostracisme, parce qu'il étoit las de l'entendre toujours appeler le juste Aristide. Croyez-vous que dans de pareilles circonstances, il fallût révéler aux Athéniens les vérités que j'ai mises sous vos yeux? Les gens mêmes qui gémissent de nos désordres, et désirent encore le bien parmi nous, seroient effrayés de l'espace immense qu'ils auroient à franchir, et tomberoient dans le découragement. Les mauvais citoyens, à la vue

de la sagesse qu'on leur proposeroit, croiroient qu'en voulant les priver de leurs vices, on leur arracheroit leur bonheur.

Ce que je vous ai dit, d'après tous les sages de l'antiquité, me feroit passer pour un insensé auprès des uns (1), et pour un perturbateur du repos public auprès des autres; et quelle espérance, mon cher Aristias, aurois-je alors d'y réussir? Toute réforme demande donc à être conduite avec une extrême circonspection, et cette circonspection elle-même semble être un nouveau châtiment dont l'auteur de la nature punit nos vices, et par lequel il nous avertit d'être en garde contre une corruption à laquelle il est si difficile de remédier.

Pour détruire des préjugés, il faut quelquefois pousser la condescendance jusqu'à paroître les adopter. Pour ruiner un

(1) Si Phocion craignoit de passer pour un insensé, en révélant aux Athéniens de son temps les grandes vérités dont il instruit Aristias, je devrois craindre de ne pas passer pour trop sage, en m'étant donné aujourd'hui la peine de traduire son ouvrage; il est cependant utile de connoître le terme où l'on doit aspirer, quoiqu'on n'espère pas de pouvoir y arriver. Que sait-on? Après s'être délivré avec peine d'un premier vice, peut-être seroit-on en état de renoncer sans effort à un second.

vice, il faut feindre quelquefois d'en favoriser un autre. Mais je vous entretiens trop long-temps des ménagemens dont la politique doit alors user; grâces à notre corruption, nous n'avons rien à craindre d'un zèle immodéré pour la vertu. Puisque toute vertu est utile, puisqu'il n'y a point de vertu qui ne prépare notre cœur à en recevoir une seconde, essayez à différentes reprises, et sans vous lasser, les dispositions de vos citoyens. Après un premier succès, n'en perdez pas le fruit, en négligeant d'en avoir un second. Tâchez de réveiller dans les cœurs quelqu'étincelle de l'amour de la gloire; c'est la seule de toutes les vertus qui, par le secours de la vanité, peut encore se montrer au milieu d'une extrême corruption. Tous vos efforts seront-ils vains? Il reste une dernière ressource à la politique; c'est de se servir des passions mêmes pour affoiblir peu à peu, et ruiner leur empire.

A ces mots, mon cher Cléophane, notre nouvel initié aux secrets de la sagesse, ne put s'empêcher de sourire en me regardant. Les passions, dit-il, sont donc quelquefois utiles? Oui, mon cher Aristias, lui répartit Phocion, comme ces poisons que la médecine convertit quelquefois

en remèdes. N'importe, reprit Aristias; et de tous les moyens de corriger un peuple vicieux, je soupçonne que le plus désagréable n'est pas celui d'employer nos passions. Je lisois hier, continua-t-il, la république de Platon; il ne dédaigne pas de regarder les plaisirs de l'amour comme un ressort dont la politique doit se servir pour animer le courage, et le porter aux actions héroïques (1). Puisqu'il peut être l'aiguillon et le prix de la valeur, vous voulez sans doute, Phocion, que, dirigé par une main habile, il contribue à rendre plus aisée la pratique de toutes les vertus les plus nécessaires à la société.

---

(1) *Qui autem egregiè sese gerens excelluerit, primo quidem in ipsa expeditione ab iis qui una militant adolescentibus ac pueris, sigillatim à quolibet coropandus, nonne tibi videtur? Mihi verò. Quid? Nonne et dexteras jungere illi debebunt? Et hoc. At hoc præterea tibi forsan non videtur? Quid? Ut oscula à quolibet accipere debeat ac dare. Imo verò maxime omnium. Atqui et legi huic addendum existimo, ut quoad in ea expeditione fuerint, nemini renuere liceat, quemcumque osculari ipso desideraverit, ut si quis alicujus amore captus fuerit vel maris, vel fœminæ, acrior sit ad victoriam consequendam.* Plat. in Rep. L. 5.

Point du tout, répondit Phocion en souriant; et de votre empressement à vouloir deviner ma pensée, je conclus, mon cher Aristias, que vous n'êtes plus le maître de votre cœur. Quelle autorité, poursuivit Phocion, venez-vous de me citer? Platon, l'élève, l'ami de Socrate, le confident de ses pensées! oserois-je ne pas me soumettre à son sentiment, s'il ne m'avoit appris lui-même dans son école, que l'homme le plus sage paie toujours quelque tribut à l'humanité, et que notre raison ne doit se soumettre qu'à la vérité?

Je le vois, mon cher Aristias, vous voudriez que la plus belle femme fût la récompense de l'homme le plus brave, le plus juste et le plus prudent. Mais faites attention combien une pareille loi donneroit de force à une passion déjà trop impérieuse, trop ennemie de l'ordre, et qu'on ne sauroit trop réprimer. Le premier soin de tous les législateurs n'a-t-il pas été de donner des règles à l'amour? Et de là sont nées chez tous les peuples les lois saintes du mariage. Quoique Platon voulût que les femmes fussent communes dans sa république, combien cependant n'a-t-il pas mis de mœurs et d'honnêteté dans cette espèce de débauche? Son objet même n'est-il pas

de dégager le cœur de toute affection particulière pour l'attacher plus étroitement à l'état ? Sans doute que nos pères n'y entendoient rien de ne pas connoître le grand mérite de la prostitution. Ils étoient bien grossiers et bien aveugles. Puisque, malgré leurs bonnes mœurs, ils n'ont pas laissé de faire d'assez belles choses à Marathon, à Salamine, à Platée, j'ai regret que Thémistocle et Pausanias n'aient pas fait publier, à la tête de leurs armées, qu'au lieu des récompenses insipides dont on honoroit parmi nous la valeur, le plus brave des Grecs auroit le privilege d'enlever à son gré la plus belle des Greques. Que tardons-nous à proposer cet admirable expédient ? Nos soldats, préparés par des idées de galanterie et de débauche à être laborieux, infatigables, disciplinés, obéissans, triompheroient bien aisément des soldats de Philippe, qui a la sottise de vouloir qu'il y ait des mœurs dans son camp.

Pour nos aréopagistes et nos sénateurs, il est évident qu'en leur donnant, à proportion de leur mérite, quelque droit sur la pudeur des femmes, ce seroit un moyen infaillible de les rappeler à cette intégrité majestueuse qui doit former le caractère

des magistrats. Sans doute que le temps qu'ils emploient aujourd'hui à corrompre et séduire des jeunes beautés, seroit désormais consacré au service de la république, et qu'une sage émulation....... Mais parlons sérieusement, mon cher Aristias; est-il possible qu'on connoisse assez peu les effets de la volupté, qui amollit le cœur, et énerve l'esprit et le corps, pour vouloir en faire le principe de la prudence et de la magnanimité ? Ne sait-on pas combien les plaisirs qui tiennent à nos sens sont inconstans, combien ils rassasient et lassent ? Il y a un âge où ils sont inconnus, et un autre où ils seroient laborieux; et dans l'intervalle de ces deux âges, l'amour est une ivresse qui trouble presque continuellement la raison.

C'est par les passions qui tiennent immédiatement à nos sens, que nous sommes rabaissés à la condition des animaux; elles ne peuvent donc jamais être honorées par des êtres intelligens, et on ne les rend honnêtes qu'en les soumettant aux lois de la raison. J'excuse la jeunesse qui s'égare; chaque âge a malheureusement ses infirmités; mais je veux qu'au lieu de s'applaudir au milieu de ses erreurs, et de vouloir les ennoblir, elle ait le courage de les désapprouver. Je veux que la raison con-

serve sa liberté, et que, mettant de l'honnêteté jusques dans les choses déshonnêtes, elle rougisse des besoins des sens.

Je n'ignore pas que l'espérance des voluptés a quelquefois produit de grandes choses. Je sais que les Scythes conquirent autrefois l'Assyrie pour avoir des palais somptueux, des liqueurs délicieuses et des femmes parfumées; et je ne suis pas étonné que ces passions brutales aient donné à un peuple encore sauvage de la valeur et de l'audace. Mais les mêmes espérances auroient-elles donné les mêmes qualités à un peuple déjà amolli par les plaisirs? Remarquez d'ailleurs, Aristias, que dès le moment où ces passions commencèrent à jouir du prix de leur victoire, les Scythes courageux devinrent aussi mous, aussi lâches que les peuples qu'ils avoient vaincus, et que ces passions ne leur donnèrent aucune des vertus qui font le citoyen. L'amour des voluptés en fit, si vous voulez, des héros; la jouissance de ces mêmes voluptés en fit des hommes incapables de conserver leurs conquêtes. Chassés ou égorgés par leurs esclaves, leur empire dura à peine cinq olympiades.

Le bien passager que ces passions peuvent produire est trop douteux et trop

court; le mal qui les suit est trop certain et trop durable pour que la politique doive jamais en faire usage. Je ne vous citerai que l'exemple de Cyrus. Ce prince régnoit sur un peuple tempérant, sobre, actif, laborieux. Les vices qui depuis long-temps avoient inondé l'Asie, sembloient avoir respecté la petite province qui portoit alors le nom de Perse. Cyrus ne connut point son bonheur. Trompé par une malheureuse ambition, ou ne sachant peut-être pas que ce n'est ni l'étendue des domaines, ni le nombre des provinces qui font la grandeur du prince et la sûreté de sa nation, il voulut avoir la gloire d'être le fondateur d'une puissante monarchie. Il présenta à ses sujets les richesses, l'abondance et les voluptés des royaumes voisins, comme le prix de leur courage et de leurs conquêtes. Tout fut vaincu; mais à peine Cyrus eut-il soumis l'Asie, que la récompense qu'il avoit accordée à la valeur de ses soldats l'éteignit. Il vit les Perses, autrefois vertueux et pleins d'amour pour la gloire, s'efféminer et languir dans la mollesse. « Si nous ne songeons, leur dit-il alors, qu'à accumuler richesses sur richesses, si nous nous livrons témérairement aux voluptés, et pensons que l'oisi-

veté et la paresse doivent être le prix de nos travaux, et peuvent nous rendre heureux, nous ne tarderons pas à perdre ce que nous avons acquis. » L'avis de Cyrus étoit sans doute très-sage, mais le temps étoit arrivé où il devoit être puni de son ambition, et des moyens imprudens qu'il avoit employés pour la satisfaire. Ses sujets, corrompus d'abord par l'espérance, et ensuite par la jouissance même des voluptés, n'étoient plus en état de l'entendre. Il fit des efforts inutiles pour les rappeler à leur ancienne vertu; et au lieu de ce titre de fondateur d'une monarchie puissante et florissante qu'il croyoit mériter, il vit avec chagrin qu'il n'avoit été que le corrupteur des Perses, et ne laissoit à ses successeurs qu'un empire bien moins solidement affermi que celui qu'il avoit reçu de ses pères.

Ce sont les passions de l'ame dont la politique peut se servir, parce qu'elles naissent avec nous, ne meurent qu'avec nous, ne se lassent point, et qu'on peut, en quelque sorte, leur donner la teinture de la vertu. Telles sont l'envie, la jalousie, l'ambition, l'orgueil, la vanité. Ces passions sont hideuses par leur nature; elles préparent l'ame à être injuste, et abandonnées

à elles-mêmes, elles se portent aux excès les plus odieux. Cependant elles deviennent quelquefois, entre les mains de la politique, émulation, amour de la gloire, prudence, fermeté, héroïsme ; mais pour voir opérer ces miracles, il faut que les citoyens ne soient pas entièrement corrompus par l'avarice, la paresse, la volupté, et les autres vices qui avilissent l'ame. Craignez, mon cher Aristias, de hâter la ruine de la république, en vous servant de ces passions, si vous ne trouvez auparavant l'art de leur inspirer une sorte de pudeur, et de les associer à quelque vertu qui les tempère et les dirige.

Un médecin habile n'applique pas le même remède à tous les maux. Le pilote d'un vaisseau déploie ou resserre tour-à-tour ses voiles. Tantôt il fuit la côte, tantôt il s'en approche. Là il jette l'ancre, ici il marche la sonde à la main ; ailleurs il s'abandonne aux vents. De même, l'homme d'état conforme toujours sa conduite à la différence des situations où il se trouve. Il sonde les plaies de sa république ; plus attentif à la malignité des symptômes de chaque maladie qu'aux accidens plus ou moins violens qu'elle produit, il désespère quelquefois du salut de la patrie, quand

les citoyens sont encore dans la plus parfaite sécurité.

Les maladies, qui au premier coup d'œil paroissent les plus effrayantes, ne sont pas toujours les plus dangereuses. Quand on voit un état divisé par des partis, des cabales, des factions, l'imagination en est ordinairement alarmée ; on croit qu'il touche au moment de sa ruine ; on croit que les citoyens vont prendre les armes et s'égorger, ou que leur ville va devenir la proie de quelqu'ennemi étranger. Mais ne craignez rien, si les citoyens ont des mœurs, s'ils aiment la tempérance, le travail et la gloire, s'ils craignent les dieux, soyez sûr que la justice leur est encore chère, que leurs passions seront prudentes, et que la république est encore assise sur de solides fondemens. Des hommes qui ne sont pas abandonnés à des vices grossiers, ne se porteront point aux dernières extrêmités. Leur ville ne leur servira point de champ de bataille, quoiqu'ils paroissent furieux. Ils sont ennemis, mais citoyens, et ils se réuniront pour agir de concert, si un étranger ose les attaquer ; soyez même convaincu qu'ils se lasseront à la fin de leurs désordres, et y chercheront eux-mêmes un remède.

Tel a été le sort de nos pères, vertueux comme par instinct, avant que d'avoir su établir parmi eux des lois propres à contenir les citoyens dans les bornes de la subordination, et affermir l'autorité des magistrats sans qu'ils en pussent abuser; les habitans de la ville, de la côte et de la montagne paroissoient tous les jours prêts à en venir aux mains pour décider à qui appartiendroit la puissance souveraine (1),

(1) Les habitans de la montagne vouloient qu'on établît à Athènes une pure démocratie; ceux de la plaine demandoient une aristocratie rigoureuse, tandis que les citoyens établis sur la côte souhaitoient, avec plus de sagesse que les autres, qu'on fît un mêlange de ces deux gouvernemens. Alors les Athéniens étoient pauvres; ils n'avoient aucun luxe, et ne connoissoient que les arts utiles. Rien ne prouve mieux qu'ils avoient de bonnes mœurs, que le sacrifice que chaque parti fit de ses intérês particuliers au bien public, en prenant Solon pour arbitre, pour juge et pour législateur.

Si on se rappelle la vie de Solon par Plutarque, on ne sera pas étonné du peu de cas que Phocion semble faire du législateur de sa patrie: Plutarque nous a conservé quelques morceaux des poésies de Solon, où les plaisirs et la volupté sont célébrés d'une manière peu convenable à un sage. Il avoit

et jamais cependant la place publique ne fut souillée de leur sang. Nos pères se las-

---

fait, à ce qu'on croit, le commerce dans sa jeunesse, et dans sa vieillesse il fut adonné à l'oisiveté et aux plaisirs de la table et de la musique. Gagné par les caresses de Pisistrate, il abandonna les intérêts de sa patrie, et finit par être le flatteur, l'ami et le conseil de l'oppresseur de la liberté publique. Comme législateur, Solon ne fit que pallier les maux d'Athènes. Sous prétexte que les Athéniens n'étoient pas capables d'avoir de meilleures lois que celles qu'il portoit, il ne leur en donna que de médiocres. Il faut que des lois soient bien peu sages quand leur auteur leur survit. Solon ne contenta ni les riches ni les pauvres, en voulant contenter tout le monde. Il donna trop peu d'autorité aux lois et aux magistrats, ce qui laissa subsister les anciens préjugés et les anciennes divisions, et empêcha que le gouvernement ne s'affermît.

Plusieurs lois de Solon sont sages, si on les considère séparément; mais elles ne partent jamais du même principe pour aller au même but. Quelquefois même elles se contrarient ou sont obscures. Il est certain que s'il eût eu les lumières, le génie et la fermeté de Lycurgue, il eût pu profiter de la confiance que les Athéniens avoient en lui pour les rendre heureux, et former un gouvernement à peu-près pareil à celui de Lacédémone.

sèrent à la fin de cette situation ; et tant les haines étoient alors honnêtes et généreuses, chaque parti sacrifia ses espérances et son ressentiment au bien public. On convint de demander des lois à Solon, et on promit d'y obéir. Qu'il étoit facile alors d'appliquer un remède efficace aux maux de la république ! Si notre législateur, d'un caractère trop foible, et dont les lumières étoient bornées, eût été un Lycurgue, nous serions aujourd'hui heureux, et la Grèce, dont nous n'aurions pas troublé la paix et l'union, seroit florissante.

En voyant passer nos pères sous le joug de Pisistrate, on auroit eu tort de désespérer de la république. Des mœurs austères et mâles devoient servir de ressource contre la tyrannie. Le mal étoit grand, mais les esprits étoient capables de supporter un plus grand remède. Le courage vertueux des Athéniens s'indigna de la servitude. La république, dont toutes les parties étoient saines, en faisant un effort pour chasser le tyran, rompit aisément les chaînes, et reparut plus libre que jamais. L'amour de la patrie prit une nouvelle force, et nos pères firent des prodiges de valeur et de magnanimité.

Je ne me lasserai point de vous le re-

dire, mon cher Aristias, la politique juge des maladies par les mœurs, comme la médecine par le pouls. Quoique Pisistrate fût un tyran tel que le donnent les dieux dans leur colère, c'est-à-dire, qu'il craignît de se rendre odieux par des violences, qu'il déguisât avec adresse le joug qu'il vouloit imposer, qu'il agît avec une feinte douceur, et se cachât sous le masque de la justice et du bien public, il ne put ni tromper ni lasser la fermeté et le courage de notre république. Quoique les trente tyrans auxquels Lysandre nous condamna d'obéir fussent au contraire des monstres odieux, quoiqu'aucun droit ne fût sacré pour eux, quoiqu'ils répandissent de torrens de sang, quoiqu'en un mot leurs excès abominables dussent porter nos pères au désespoir, et leur inspirer quelque vertu, Athènes, opprimée et malheureuse, ne sut que pleurer et trembler. C'est qu'alors, Aristias, nous n'avions plus de mœurs; c'est que Périclès nous avoit amollis par l'oisiveté, la paresse et l'usage des plaisirs; c'est que chaque citoyen, accablé dans sa maison d'une foule de besoins inutiles, n'avoit plus de patrie.

Il fallut que Trasibule exilé, proscrit, fugitif, vînt briser nos chaînes; mais n'ayant pas conjuré contre nos vices com-

me contre nos tyrans, nous fûmes incapables de profiter de la révolution que son courage avoit produite. Que nous servoit de reprendre notre ancien gouvernement, quand nos mœurs corrompues en avoient relâché et rompu tous les ressorts ? O Trasibule ! que ta gloire seroit grande, si, par un second bienfait, tu avois mis ta patrie à portée de profiter du premier ! Il falloit armer ton bras contre nos vices, et nous arracher à nos voluptés pour nous rendre dignes d'être libres.

Le dernier terme des maux d'une république, c'est, poursuivit Phocion, quand les citoyens sont familiarisés avec la honte, et que couverts tranquillement d'ignominie, la gloire ne leur paroît qu'une vaine chimère. Une philosophie criminelle fait-elle regarder en pitié un héros et même un simple honnête homme ? Comptez, mon cher Aristias, que tout est perdu. La république ne sera pas agitée par des commotions violentes, parce qu'on n'y a même plus de ces vices qui supposent une sorte de force et d'élévation dans l'ame ; craignez ce calme perfide. La vérité n'est plus dans les cœurs, le mensonge est dans toutes les bouches. Un vil intérêt n'est pas seulement la règle des actions des citoyens,

il est même l'ame de leurs pensées. Vous verrez les magistrats se tendre mutuellement des pièges. Vous verrez l'ambitieux ne travailler qu'à décrier son concurrent par des calomnies, vouloir perdre ses rivaux, mais ne pas se donner la peine de valoir mieux qu'eux. En un mot, les vices les plus bas ont jeté les esprits dans une léthargie mortelle, qui ne laisse aucune espérance de salut.

A ces mots, mon cher Cléophane, qui nous présentoient un tableau de notre situation présente, nous tombâmes, Aristias et moi, dans une profonde consternation; nous crûmes entendre prononcer un arrêt de mort contre notre patrie. Je frémissois en me voyant dans un abîme sans issue, et d'où je ne pouvois me faire entendre ni des dieux ni des hommes. Phocion lui-même, comme effrayé de la peinture trop fidelle qu'il avoit fait de nos vices, avoit interrompu son discours, et laissant tomber ses regards à ses pieds, après les avoir élevés au ciel, paroissoit plongé dans une rêverie lugubre. Mille idées accablantes s'offroient avec rapidité à mon esprit. Nous sommes perdus, me disois-je! O Athènes! ma chère patrie, tu cours toi-même à ta ruine! Quelle main assez puissante te re-

tiendra sur le penchant du précipice qui est ouvert sous tes pas ? Minerve, viens à notre secours. Non, c'en est fait, les dieux sont sourds, nous avons lassé leur patience.

O Phocion ! Phocion ! s'écria Aristias, toucherions-nous irrévocablement à notre terme fatal ? Les dieux ont-ils ordonné qu'il n'y ait plus d'Athènes ? Une ville toute pleine des monumens élevés à la gloire de nos pères, une ville qui possède encore Phocion, seroit-elle condamnée à n'être plus qu'un amas de ruines, ou à ne nourrir dans son sein que des esclaves faits pour obéir à des étrangers ? Nos vices sont grands, ils sont énormes ; mais la clémence des dieux n'est-elle pas infinie ? Nous puniroient-ils jusqu'à vouloir que Philippe... Non, Phocion, non, les dieux ne le voudront pas. Les Athéniens ont-ils plus de vices et d'erreurs que je n'en avois il y a six jours ? Pourquoi ne feroient-ils pas, comme moi, un retour sur eux-mêmes ? Après avoir rappelé dans mon cœur l'amour de la vertu, au nom des dieux, Phocion, au nom de notre chère patrie, rappelez-y encore l'espérance.

Aristias, répondit tristement Phocion, ce seroit vous flatter, ce seroit vous donner cette sécurité aveugle qui n'est déjà que

trop commune dans Athènes, et dont les dieux frappent les républiques qu'ils veulent perdre sans retour. Quand un tyran s'élèveroit parmi nous, et voudroit, en nous foulant aux pieds, qu'il n'y eût d'or, d'argent, de luxe et de voluptés que pour lui, nos ames, mollement effarouchées par la perte même de nos plaisirs, ne reprendroient pas assez de vigueur pour sortir de leur léthargie. Il n'est plus temps d'espérer, si un Lycurgue ne nous fait une sainte violence, et ne nous arrache par force à nos vices (1).

Je voudrois, mon cher Cléophane, que vous eussiez été témoin des sentimens que le discours de Phocion faisoit naître dans le cœur d'Aristias. Je voyois avec plaisir que ses yeux s'enflammoient; tour-à-tour il les élevoit au ciel et les portoit sur Phocion. Ses pensées se présentoient en dé-

---

(1) Lycurgue ne fut pas choisi par les Spartiates pour leur donner des lois, comme Solon le fut par les Athéniens. Il médita son projet de réforme avec trente citoyens, qui lui promirent de le seconder. Vingt-huit lui furent fidelles; il leur ordonna de se rendre armés sur la place publique; il y publia ses lois, et intimida ceux qui profitoient des désordres publics. Voyez la vie de Lycurgue par Plutarque.

sordre à son esprit, et il ne parloit que par paroles entrecoupées. Que ne puis je? .... O Lycurgue ! ... Je tenterois .... J'oserois. .... Le salut de la patrie n'est pas encore désespéré..... Vous, Phocion, ajouta-t-il en lui baisant avec tendresse les mains, par pitié pour vos malheureux concitoyens, empêchez-les de périr. Soyez notre Lycurgue. Pourquoi ne feriez-vous pas aujourd'hui dans Athènes le miracle qu'il fit autrefois dans Lacédémone? Ce législateur, à qui la Grèce a dû six siècles de prospérité, l'honorerions-nous aujourd'hui comme le plus sage des hommes, s'il n'avoit eu le courage de faire violence aux Lacédémoniens en faveur de la justice et des bonnes mœurs? Conjurez, à son exemple, le salut d'Athènes. La vertu n'est pas encore éteinte dans tous les cœurs. Parlez, que faut-il faire? L'amitié de Niclès vous secondera; je ne craindrai aucun danger. Vous trouverez encore, comme Lycurgue, trente citoyens capables de vous seconder; mais je ne vous ébranle pas. Votre respect pour des lois qui n'existent plus, vous retient-il? Craignez-vous d'usurper un droit? ....

Non, non, mon cher Aristias, lui répondit Phocion, je le sais, on n'est point

un tyran, quand on n'usurpe une autorité courte et passagère que pour rétablir et affermir la liberté publique. Quand la loi règne, tout citoyen doit obéir; mais quand par sa ruine la société est dissoute, tout citoyen devient magistrat; il est revêtu de tout le pouvoir que lui donne la justice, et le salut de la république doit être sa suprême loi. Trasibule mérita une gloire immortelle pour nous avoir affranchis du joug de trente tyrans. N'en doutez pas, on lui seroit supérieur en nous délivrant de la tyrannie de cent passions bien plus cruelles que Critias.

Mais vous ne connoissez pas encore tous nos maux. En vous parlant des différentes maladies dont une république est affectée, je ne vous ai pas encore dit, mon cher Aristias, que des circonstances, en quelque sorte étrangères à cette république, peuvent rendre sa situation beaucoup plus déplorable; elle peut avoir à craindre à la fois ses vices et ceux de ses voisins. Ce qui redouble en effet mes alarmes pour notre patrie, c'est que je vois toutes les villes de la Grèce méditer leur ruine mutuelle, tandis que nous avons à nos portes un ennemi ambitieux et redoutable, qui n'attend qu'un prétexte pour prendre part à nos

affaires, et nous accabler. Craignons de servir son ambition en voulant sauver notre république. Une révolution telle que celle que Lycurgue fit autrefois à Lacédémone, ne peut s'exécuter sans causer une extrême agitation dans les esprits. A l'approche des bonnes mœurs, quelle résistance ne feroient pas nos citoyens corrompus ? Enhardis par la protection de nos voisins jaloux et inquiets, vous les verriez crier à la tyrannie, et porter leurs plaintes dans toute la Grèce et la Macédoine. Philippe, sous prétexte de protéger une partie des citoyens, et de nous rendre la paix, se porteroit dans l'Attique. Ses pensionnaires, ses amis et les ennemis de la vertu lui ouvriroient nos portes, et il ne manqueroit pas de favoriser le parti de l'injustice et des mauvaises mœurs, pour se rendre nécessaire, et jeter les fondemens de sa domination sur Athènes.

Foibles et corrompus au-dedans, menacés au-dehors, nous devons nous faire une politique convenable à notre situation ; elle est telle qu'un remède trop actif causeroit nécessairement notre perte. Il faut d'autres circonstances pour nous corriger, et je prie les dieux de les amener ; ils les ameneront, Aristias. Cette puissance macédo-

nienne qui nous effraie ne porte que sur une base fragile. En attendant que la Macédoine rentre dans l'obscurité d'où Philippe l'a retirée, ne songeons qu'à notre conservation. Contentons-nous de ne pas périr. Au défaut de toute autre vertu, ayons au moins de la modestie et de la prudence. Que je crains l'éloquence emportée de Démosthènes ! S'il nous retiroit par malheur de notre assoupissement, s'il nous portoit, dans un moment d'ivresse ou d'indignation, à déclarer la guerre à la Macédoine, nous serions perdus. Les efforts inutiles qu'il a faits pour réveiller en nous quelque sentiment de vertu, ne devroient-ils pas l'avoir convaincu que nous ne pouvons avoir qu'un accès de colère, et que nous ne sommes pas même assez heureux pour conserver long-temps cette passion ? Tout ce qui demande du courage, de la prudence et quelque retenue, seroit téméraire pour nous.

C'est le propre des passions de se montrer et d'agir quelquefois avec une espèce d'enthousiasme. Les poltrons, les avares, etc. ont des momens de courage et de prodigalité ; mais il faut s'en défier. Plus une passion sort avec violence de son caractère, plus elle est prête à y rentrer.

Pour compter sur nos passions, il faut qu'éteintes et rallumées à plusieurs reprises, elles aient laissé à notre ame le temps de contracter des habitudes. Des habitudes nouvelles sont fragiles, des épreuves médiocres et souvent répétées les fortifient; mais de trop grands obstacles les détruisent. Je conclus de là que dans ce moment nous ne pouvons même tirer aucun secours de nos passions. La fortune, dit-on, peut nous être favorable; mais il n'appartient qu'à une république vertueuse d'espérer des hasards heureux, et de savoir profiter des faveurs de la fortune. Je le dis sans cesse aux Athéniens, vous n'êtes plus ce peuple qui triompha autrefois des forces de l'Asie. Je m'oppose sans cesse à la politique téméraire de Démosthènes; je conseille la paix, parce que la guerre causeroit notre ruine. Connoissons nos forces, ou plutôt notre foiblesse; et puisque nous ne sommes pas les plus forts, ayons dumoins la prudence d'être amis de ceux qui le sont.

Phocion se tut après avoir prononcé ces dernières paroles d'un ton plus bas que le reste de son discours; il s'arrêta un moment, en attachant ses regards sur Athènes dont nous approchions, et ses yeux se remplirent de larmes. Mon cher Cléo-

phane, que les pleurs d'un grand homme sont éloquens! Vous êtes jeune, Ariſtias, reprit Phocion, et veuillent les dieux que vous ne soyez pas témoin des malheurs qui menacent notre patrie. Quel que soit l'avenir, armez-vous d'une sage conſtance, n'abandonnez jamais la république; servez-la dès aujourd'hui, en donnant l'exemple des bonnes mœurs à une jeunesse effrénée, qui devroit faire l'espérance de la patrie, et qui en fait le désespoir. Si un jour vos conseils sont écoutés, si vous prenez un jour en main le gouvernail de ce vaisseau qui fait eau de toutes parts, ne songez à vous éloigner du port, ne vous exposez en pleine mer, qu'après vous être radoubé. Si les dieux ramènent des circonstances plus heureuses; si nous n'avons plus à craindre que nous-mêmes; si nous nous lassons enfin de nos vices; si le ciel permet qu'un jour vous puissiez être le Lycurgue d'Athènes, rappelez-vous, mon cher Aristias, les conseils que vous donne mon amitié.

Ayez toujours devant les yeux que sans les mœurs les lois sont inutiles; on n'y obéira pas. N'oubliez jamais que ce sont les vertus domestiques qui font les mœurs publiques. Soyez persuadé que la vertu

seule peut rendre un état constamment heureux et florissant. L'ambition, l'injustice, l'intrigue, l'artifice, les richesses, la force, la violence peuvent procurer quelque succès ; mais il est passager, et les suites en sont toujours funestes. En partant de ces principes, vous éprouverez, Aristias, que la politique est une science sûre et facile. Si vous les abandonnez, vous verrez les obstacles renaître sans cesse les uns des autres. Quand la politique est occupée audedans à combattre, tantôt un vice et tantôt un autre, qu'il faut qu'elle trompe le citoyen ou le gouverne par la crainte, n'est-il pas impossible qu'elle puisse suffire aux besoins de la société ? Si au-dehors elle est obligée de justifier une première violence par une nouvelle fraude, de réparer un mensonge par un mensonge, un dieu pourroit à peine débrouiller le cahos dans lequel elle se trouve bientôt enveloppée. N'oubliez rien ; tentez tout pour corriger la république de ses vices ; ne perdez pas un instant, le péril est pressant, si quelqu'un de vos ennemis a déjà commencé à prendre l'habitude de quelque vertu. J'ai tremblé pour la Grèce ; j'ai été plus inquiet que jamais sur le sort d'Athènes, quand j'ai vu que l'ambition habile de Philippe ac-

coutumoit les Macédoniens à la sobriété, au travail, à la patience et à la discipline.

La république est-elle parvenue à aimer ses devoirs ? Tâchez de les lui faire aimer encore davantage. Ne vous reposez point ; car les passions que vous avez à combattre ne se reposent jamais. On n'est jamais assez vertueux, parce qu'on n'est jamais trop heureux. Qui s'arrête dans le chemin de la vertu, a déjà reculé sans s'en appercevoir. N'attendez pas qu'il se soit formé une maladie dans l'état pour y apporter un remède ; peut-être qu'en naissant elle seroit déjà incurable. Tâchez de la prévenir, quelque symptôme l'annonce toujours. Soyez sûr que nos plus grands ennemis, nous les portons en nous-mêmes, ce sont nos passions. Si vous n'en connoissez pas la marche sourde et tortueuse, vous serez surpris comme un général qui néglige de s'instruire des mouvemens de son ennemi. Si vous n'étudiez pas leur langage artificieux, elles vous parleront, mon cher Aristias, et vous croirez entendre la voix de la raison. Si vous ne devez l'alliance de vos soins qu'à des intrigues, cette alliance sera fragile et toujours douteuse. Ne comptez sur vos alliés qu'autant que vous leur

aurez fait du bien, et qu'ils se confieront à votre justice et à votre courage. Aimez, et faites, en un mot, le bien de tous les hommes, si vous aimez votre patrie, et voulez la servir utilement.

Voilà, Aristias, ce que j'avois à vous dire sur les principes fondamentaux de la politique; elle exige sans doute plusieurs autres connoissances dans l'homme d'état, et vous devez vous hâter de les acquérir. On ne sauroit trop connoître les lois et les mœurs de son pays, de ses alliés, et en général de tous les peuples dont on peut espérer ou craindre quelque chose. Le commerce des hommes vous apprendra à traiter avec eux; n'espérez pas cependant que votre expérience seule vous puisse donner toutes les lumières dont vous aurez besoin. Si vous ne savez que ce que vous aurez vu, vous sentirez à chaque instant le poids de votre ignorance, à moins qu'une présomption extrême ne vous trompe. C'est en étudiant dans l'histoire les causes des événemens heureux et malheureux, que vous acquerrez des connoissances sûres. Le passé est une image, ou plutôt une prédiction de l'avenir. Comptez les vertus et les vices d'un peuple; et comme Jupiter, qui, selon les poètes, a pesé dans

ses balances d'or la destinée des républiques et des empires, vous saurez les biens et les maux auxquels il doit s'attendre.

Vous ne serez point un bon citoyen, mon cher Aristias, si dès à présent vous ne vous préparez à être un jour un excellent magistrat. N'aspirez jamais à un emploi, que vous n'ayez acquis auparavant les connoissances nécessaires pour le bien remplir. Il n'est plus temps d'apprendre quand il faut exécuter; et si on exécute sans être instruit, on n'a d'autre guide que la routine, qui se laisse entraîner au cours des événemens. Voulez-vous remplir votre magistrature avec gloire? Tâchez de connoître les devoirs de vos collègues et de tous les magistrats qui partagent avec vous l'administration de la république. Qui ne connoît qu'une branche du gouvernement, l'administrera mal. N'ayez avec eux qu'un même intérêt, et n'exigez jamais, par orgueil, qu'ils sacrifient les parties dont ils sont chargés à celle qui vous est confiée. Enfin, mon cher Aristias, conservez précieusement votre réputation. Il ne suffit pas que le magistrat soit homme de bien, il faut même que sa vertu ne puisse être soupçonnée. Si le peuple vous croit juste, soyez sûr que les lois dont vous serez le

ministre, auront une force infinie entre vos mains, et qu'il vous sera aisé de travailler au bonheur public.

Fin des Entretiens de Phocion.

VIE
DE PHOCION.

AVERTISSEMENT.

Nous croyons faire plaisir au lecteur en joignant aux *Entretiens de Phocion*, la Vie de ce grand homme, traduite de Plutarque, par Dacier.



VIE DE PHOCION.

PHOCION fut disciple de Platon, et ensuite de Xénocrate dans l'académie, où, dès le commencement, il forma ses mœurs et sa vie sur le modèle de la plus parfaite vertu. Duris écrit que jamais Athénien ne le vit ni rire, ni pleurer, ni se baigner dans les étuves publiques, ni avoir ses mains hors de son manteau quand il étoit habillé; d'ailleurs, quand il alloit à la campagne, ou qu'il étoit à l'armée, il marchoit toujours nuds pieds et sans manteau, à moins qu'il ne fît un froid excessif et insupportable; de sorte que les soldats disoient en riant : *Voilà Phocion habillé, c'est signe d'un grand hiver.*

Quoiqu'il fût d'un naturel très-doux et très-humain, il avoit le visage si rude et si funeste, que ceux qui ne le connoissoient point auroient craint de se trouver seuls avec lui. C'est pourquoi un jour que l'orateur Charès parloit fortement contre ses sourcils terribles, les Athéniens s'étant

pris à rire, Phocion leur adressant la parole : *Cependant*, leur dit-il, *jamais ces sourcils ne vous ont fait aucun mal; mais les risées de ces beaux rieurs ont fait souvent verser bien des larmes à votre ville.* Semblablement sa manière de parler toujours pleine de conceptions heureuses et de pensées nobles, étoit utile et salutaire, toujours renfermée dans une briéveté propre au commandement, et assaisonnée d'une austérité qui n'étoit mêlée d'aucune douceur. Car, comme Zénon disoit, *que le philosophe ne doit point proférer de parole qui ne soit trempée dans le bon sens*, tous les discours de Phocion renfermoient beaucoup de sens en peu de paroles. Et il semble que Polyeuctus le Sphettien avoit cela en vue, quand il disoit *que Démosthène étoit le plus excellent des orateurs, et que Phocion en étoit le plus éloquent.* Car, comme parmi les monnoies, celles qui, sous un moindre poids, renferment plus de valeur intrinsèque, sont les plus estimées, aussi le prix du discours consiste à faire entendre beaucoup de choses en peu de mots. Et l'on dit sur cela qu'un jour Phocion, dans le théâtre qui étoit plein de monde, se promenoit au-dessus de la scène tout pensif et renfermé en lui-même, et qu'un de ses amis lui ayant dit : *Phocion, vous avez bien l'air d'un homme*

qui médite. Vous avez raison, lui répondit-il, *je médite effectivement si je ne pourrois point retrancher quelque chose du discours que je dois faire aux Athéniens.* Aussi Démosthène, qui méprisoit tous les autres orateurs, dès que Phocion se levoit pour parler, avoit accoutumé de dire tout bas à ses amis : *voilà la hache de mes discours qui se lève.* Mais peut-être que c'est aux mœurs de Phocion qu'il faut faire tout l'honneur du grand effet que produisoit son éloquence ; car souvent un mot, un signe, un clin-d'œil d'un homme de bien, ont plus de pouvoir et de force pour persuader, que les périodes les plus travaillées et les figures les plus pathétiques.

Phocion, étant encore fort jeune, suivit à la guerre le général Chabrias, et apprit de lui beaucoup de choses concernant ce métier. Mais il y en eut d'autres où il fut très-utile à Chabrias, et où il corrigea son naturel qui étoit inégal et emporté ; car, étant d'ailleurs paresseux et difficile à remuer, il s'emportoit aisément dans les combats, et son courage s'allumoit de manière qu'il se jetoit tête baissée au milieu des plus grands périls avec la dernière témérité : il lui en coûta même la vie à Chio, car il se piqua d'aborder le premier avec sa galère, et il fit sa des-

cente malgré les efforts des ennemis qui bordoient le rivage et qui s'y opposoient.

Phocion, qui n'avoit pas moins de prudence que de courage, échauffoit la lenteur de Chabrias, et rallentissoit l'impétuosité hors de saison de sa grande audace; de sorte que Chabrias, qui étoit naturellement doux et plein de générosité et de bonté, l'en aimoit et estimoit, l'avançoit aux premières charges, lui confioit des commandemens importans et le faisoit connoître aux Grecs, en se servant de lui dans les affaires les plus hazardeuses et de la plus grande conséquence; surtout à la bataille de l'isle de Naxe, il lui fit acquérir beaucoup de réputation et d'honneur; car il lui donna le commandement de son aile gauche, où les ennemis firent leurs plus grands efforts, et qui décida très-promptement de la victoire.

Comme cette bataille fut la première que la ville d'Athènes gagna depuis sa prise avec ses seules forces, ce grand succès lui causa tant de joie qu'elle en conçut beaucoup d'affection pour Chabrias, et qu'elle commença à faire grand compte de Phocion, comme d'un capitaine capable de la bien servir. Elle remporta cette victoire le jour de la fête des grands mystères; et pour en célébrer la mémoire, Chabrias, toutes les années à pareil jour,

qui étoit le seizième du mois d'octobre, donnoit du vin à tous les Athéniens.

Quelques tems après, Chabrias envoyant Phocion pour recevoir les contributions que les isles devoient fournir, et voulant lui donner vingt vaisseaux pour faire cette recette, Phocion lui dit, *que, s'il l'envoyoit contre des ennemis, vingt vaisseaux ne suffisoient pas; et que, s'il l'envoyoit à des alliés, il en avoit assez d'un.* En effet, il s'embarqua sur sa seule galère; et après avoir parlé aux villes, et s'être abouché avec les principaux officiers et les commandans, et avoir traité avec eux simplement et bonnement, il s'en retourna avec beaucoup de galères que les alliés envoyoient pour porter tout l'argent qu'ils devoient.

Phocion ne continua pas seulement d'honorer Chabrias, et de lui faire la cour pendant sa vie, mais encore après sa mort il eut un très-grand soin de tous ceux qui lui appartenoient, et n'oublia rien pour rendre honnête homme son fils Ctesippe; et quoiqu'il le vît d'un naturel féroce, emporté et incorrigible, il ne se rebuta point, il continua de l'avertir, et tâcha toujours de le redresser et de couvrir ses infamies. Il est vrai qu'une seule fois dans une de ses expéditions, ce jeune homme qui servoit sous lui, l'importunant et lui rompant la téte par des questions

hors de propos, et par des conseils même qu'il s'avisoit de lui donner pour le redresser, comme d'égal à égal, Phocion perdit presque patience, et s'écria : *O Chabrias, Chabrias, que je te paye un grand retour de l'amitié que tu as eue pour moi, en supportant toutes les impertinences de ton fils !*

Phocion, voyant que ceux qui se mêloient alors du gouvernement, avoient partagé entre eux, comme au sort, les charges de la guerre et celles de la ville, et que les uns, comme Eubulus, Aristophon, Démosthène, Lycurgue et Hyperide, ne faisoient que haranguer le peuple et proposer tous les décrets ; et que les autres, comme Diopithe, Menesthée, Léosthène et Charès, s'avançoient par les emplois de la guerre ; il aima mieux imiter la manière de gouverner de Périclès, d'Aristide et de Solon, comme plus entière et plus parfaite, étant composée de l'une et de l'autre, et de la civile et de la militaire ; car chacun de ces trois hommes-là étoit tout ensemble, comme dit Archiloque, *et bon serviteur de Mars, et grand courtisan des aimables muses.* Il voyoit même que la déesse, patrone d'Athènes, étoit et s'appeloit effectivement *Polemique* et *Politique*, c'est-à-dire, propre à conduire des armées et à gouverner des villes.

S'étant donc formé sur ce modèle dans toute sa manière de gouverner, il eut toujours en vue le repos et la paix, comme le but de tout gouvernement sage. Cependant il fit plus d'expéditions lui seul, non seulement qu'aucun des capitaines de son tems, mais encore qu'aucun de ceux qui avoient été avant lui; non qu'il demandât ni qu'il briguât les charges, mais c'est qu'il ne les fuyoit point et ne les refusoit point quand sa ville l'y appeloit; car c'est une chose constante et avouée de tout le monde, qu'il fut élu quarante-cinq fois capitaine général, et qu'il ne se trouva pas une seule fois aux élections, mais qu'il fut nommé toujours absent, ses citoyens l'ayant toujours mandé pour le charger de la conduite de leurs armées.

Les têtes peu sensées ne pouvoient assez s'étonner de cette conduite du peuple d'en user ainsi pour Phocion, qui le plus souvent s'opposoit à ses volontés, et qui jamais ne faisoit et ne disoit rien pour lui complaire. Car, comme on dit que les rois se servent de leurs flatteurs quand ils ont lavé les mains pour se mettre à table, de même le peuple d'Athènes se servoit de ses orateurs les plus gracieux et les plus agréables, par manière d'ébattement, pour avoir le plaisir d'entendre leurs harangues; mais quand il étoit question du commandement des armées, alors

toujours sage et toujours sérieux, il y appeloit le plus austère et le plus sensé de ses citoyens, et choisissoit celui qui s'opposoit le plus à ses volontés et à ses caprices.

Aussi un jour qu'on lut en pleine assemblée du peuple un oracle de Delphes, qui portoit, *que tous les Athéniens étant d'accord, il y en avoit un seul qui n'étoit pas de l'avis des autres*, Phocion se leva et dit, *qu'on s'épargnât la peine de chercher; que c'étoit lui dont parloit l'oracle, car il étoit le seul à qui tout ce qu'on faisoit déplaisoit au dernier point.* Une autre fois, ayant dit son avis devant le peuple, il fut applaudi et suivi de tout le monde. Etonné de cette approbation, il se tourna vers ses amis et leur dit: *ne m'est-il point échappé quelque sottise sans que je m'en sois apperçu?*

Démosthène, un des orateurs qui lui étoient opposés dans le gouvernement, lui dit un jour: *Phocion, les Athéniens vous feront mourir s'ils rentrent jamais dans leur fureur. Et vous ils vous feront mourir*, lui repartit-il, *s'ils rentrent jamais dans leur bon sens.*

L'orateur Lycurgue l'accabloit d'injures dans une assemblée du peuple, et lui reprochoit, entre autres choses, comme un très-grand crime, qu'Alexandre ayant demandé à la ville d'Athènes dix de ses

citoyens pour en faire ce qu'il voudroit, il avoit conseillé de les donner. Il se leva et dit : *J'ai donné aux Athéniens plusieurs conseils très-beaux et très-utiles, mais ils ne les suivent point.*

Il y avoit alors à Athènes un homme appellé Archibiade, qui contrefaisoit le Lacédémonien, avec une barbe d'une longueur démesurée, un méchant manteau tout usé, et un visage triste et sévère. Un jour dans une assemblée du peuple, Phocion, fatigué des contradictions qu'il essuyoit, appella cet Archibiade à son secours, le priant de venir confirmer, par son témoignage, la vérité qu'il disoit ; mais Archibiade, se levant, se rangea du côté des Athéniens, et dit ce qui leur étoit le plus agréable. Alors Phocion, le prenant à la barbe, lui dit : *O Archibiade, que ne faisois-tu donc raser cette grande barbe, puisque tu voulois faire le métier de flatteur ?*

Aristogiton le Sycophante faisoit fort le brave dans les assemblées, ne parloit que de guerre, et ne cessoit de presser les Athéniens de prendre les armes ; mais lorsqu'on fit les rôles de ceux qui pouvoient ou ne pouvoient pas servir, il vint se présenter, appuyé sur une béquille et une jambe emmaillottée. Phocion, qui étoit sur son tribunal, le voyant venir de

loin, cria au greffier : *Ecris Aristogiton boiteux et lâche.*

Toutes ces réponses, qui marquent beaucoup d'amertume et de fiel, font que je m'étonne très-souvent comment et pourquoi un homme si rude et si sévère a jamais pu avoir le surnom de bon et de doux; mais enfin je trouve que, s'il est difficile, il n'est pourtant pas impossible que le même homme soit en même tems doux et sévère, comme on trouve des vins qui sont ensemble doux et piquans. Car on en voit assez qui paroissent doux dans le commerce, et qui sont pourtant très-aigres et très-dangereux. Cependant on écrit que l'orateur Hyperide dit un jour au peuple : *Athéniens, ne regardez point si je suis aigre, mais regardez si je le suis pour néant et sans aucun profit pour moi.* Comme si le peuple ne haïssoit et ne rejettoit que ceux qui se rendent fâcheux et insupportables par leur avarice, et qu'il ne haïsse pas plutôt ceux qui, par insolence, par envie, par haine, par colère ou par opiniâtreté, abusent de leur pouvoir.

Pour Phocion, jamais il ne fit le moindre mal à aucun citoyen par aucune haine particulière, et ne regarda personne comme ennemi; mais il étoit sévère, intraitable, et inflexible à l'égard

de ceux qui s'élevoient contre lui et qui résistoient à ce qu'il proposoit pour le bien de la patrie. Car dans tout le reste de sa conduite il se montroit doux, familier et humain ; jusques-là que quand ceux qui lui avoient été les plus opposés, venoient à faire des fautes et à tomber dans quelque malheur, il couroit à leur secours et paroissoit pour eux dans les tribunaux, dès qu'ils étoient en danger d'être condamnés. Et à ce propos on raconte que ses amis, lui reprochant un jour qu'il défendoit en justice un méchant à qui on faisoit le procès, il leur répondit : *Les bons n'ont pas besoin qu'on les défende.* Aristogiton le Sycophante ayant été condamné, l'envoya prier de l'aller voir ; tout aussitôt il sortit pour aller à la prison, et comme ses amis vouloient l'en empêcher, *laissez-moi aller*, *mes amis*, leur dit-il, *car où peut-on voir Aristogiton plus agréablement que là ?*

Malgré tout cela, quand les Athéniens envoyoient des flottes en mer, si c'étoit un autre que Phocion qui les commandât, toutes les villes maritimes de leurs alliés et les insulaires, regardant ces flottes comme ennemies, fortifioient leurs murailles, combloient leurs ports, et retiroient de la campagne dans les villes leurs troupeaux, leurs esclaves, leurs femmes, leurs enfans, tous leurs

meubles et tous leurs effets. Mais quand c'étoit Phocion qui les commandoit, tous ces peuples sortoient bien loin au-devant de lui, couronnés de chapeaux de fleurs et pleins de joie, et le menoient eux-même dans leurs ports.

Philippe, cherchant à se glisser dans l'Eubée pour s'en saisir par surprise, y faisoit passer des troupes de la Macédoine, et attiroit les villes dans son parti par le moyen des tyrans qui les gouvernoient, et qui vouloient se fortifier de sa protection. Sur cela Plutarque d'Erétrie appela les Athéniens et les conjura de venir délivrer cette isle, qui étoit déjà occupée par le Macédonien. Les Athéniens envoyèrent d'abord Phocion avec peu de troupes, dans l'espérance que tous les peuples de l'isle se joindroient d'abord à lui. Mais Phocion, à son arrivée, trouva toute l'isle pleine de traîtres, et il s'apperçut que tout y étoit ruiné et miné par l'argent que Philippe y avoit répandu. Il se vit donc d'abord dans un très-grand danger. Il prit le parti de se saisir d'une éminence, qui étoit séparée de la plaine de Tamynes par un ravin fort profond; il s'y fortifia, et retint ensemble tout ce qu'il avoit de meilleures troupes, exhortant ses capitaines à ne pas se mettre en peine de tous ses soldats mutins, causeurs et peu disciplinés,

qui se retiroient du camp et qui désertoient ; *car*, disoit-il, *non-seulement, par leur peu de discipline, ils nous seroient ici très-inutiles, mais ils deviendroient même nuisibles et pernicieux, en détournant et en embarrassant ceux qui sont disposés à bien faire ; et quand ils seront de retour à Athènes, comme ils se sentiront coupables de désertion, ils crieront moins contre nous, et ne nous calomnieront pas avec tant d'impudence.*

Quand les ennemis se furent approchés, il commanda à ses troupes de se tenir sous les armes sans branler, jusqu'à ce qu'il eût fait son sacrifice. Cela dura assez de tems, soit qu'il eût de la peine à trouver des signes heureux, soit qu'il voulût par-là engager les ennemis à s'avancer davantage. Plutarque crut d'abord que ce délai venoit de la peur qui l'avoit saisi, et qu'il balançoit à combattre ; c'est pourquoi, sans attendre l'ordre, il s'ébranla, et marcha avec les étrangers qu'il avoit à sa solde. La cavalerie, qui le vit aller à la charge, ne put se retenir, et se mit à le suivre pour charger aussi, mais en désordre, écartée çà et là, et comme elle sortoit des retranchemens. Les premiers ayant été facilement rompus, tous les autres se débanderent, et Plutarque lui-même se mit à fuir. La plupart des ennemis, croyant avoir tout

vaincu, donnèrent jusques dans le camp, et travailloient à en abattre la clôture et à s'en rendre maîtres. Dans ce moment, le sacrifice de Phocion se trouvant achevé, les Athéniens tombèrent sur eux et les mirent en fuite, après en avoir tué la plus grande partie dans les retranchemens même qu'ils abattoient. En même tems Phocion donne ordre à son corps de bataille de se tenir là sans bouger, pour attendre et recevoir ceux qui avoient été rompus d'abord à la première attaque, et qui s'étoient débandés; et lui, avec l'élite de ses gens, il alla charger l'ennemi. La mêlée fut fort rude, et les uns et les autres combattirent avec beaucoup de valeur et sans aucun ménagement pour leur vie. Deux jeunes officiers, Thallus, fils de Cynéas, et Glaucus, fils de Polymède, qui combattoient auprès de leur général, se distinguèrent par-dessus tous les autres. Cléophane acquit aussi beaucoup d'honneur dans ce combat, et y rendit un grand service; car, rappellant les cavaliers qui avoient pris la fuite, il cria tant après eux, et les exhorta tant à venir au secours de leur général, qui étoit en danger de sa personne, qu'il les rallia, et les fit revenir; ce qui acheva et assura la victoire de l'infanterie.

Après le combat, Phocion chassa Plu-

tarque d'Erétrie, et s'étant emparé du fort appellé Zaretra, situé dans un lieu très-avantageux, justement dans l'endroit où l'isle se retrécit en pointe, et est serrée des deux côtés par la mer, il ne voulut pas permettre qu'on prît les Grecs prisonniers, de peur que les orateurs d'Athènes ne portassent un jour le peuple à exercer contre eux quelque cruauté par un emportement de colère et de vengeance.

Après ce grand succès il s'en retourna. Il ne fut pas plutôt parti, que tous les alliés regrettèrent sa bonté et sa justice, et que les Athéniens connurent sa grande capacité, sa valeur et son expérience. Car Molossus, qui lui succéda, et qui prit après lui le commandement, fit la guerre de manière qu'il tomba lui-même entre les mains des ennemis. Philippe, qui n'avoit que des vues fort vastes, et dont les espérances n'embrassoient rien que de grand, vint dans le pays de l'Hellespont avec toutes ses forces, ne doutant point qu'à la faveur de cette conjoncture, il ne se rendît maître tout d'abord de la Chersonnèse, de Perinthe et de Byzance.

Les Athéniens s'étant mis en devoir d'y envoyer du secours, les orateurs firent tant par leurs harangues, qu'ils y envoyèrent Charès pour général. Il s'em-

barqua donc avec une bonne flotte, et ne fit rien qui répondît à ce grand appareil. Les villes mêmes ne voulurent pas le recevoir dans leurs ports ; mais suspect à tout le monde, il étoit forcé d'aller rodant le long des côtes, rançonnant les alliés, et méprisé des ennemis. Le peuple, irrité par les orateurs, étoit dans une grande colère et se repentoit d'avoir envoyé du secours à Byzance. Phocion se levant dit, *qu'il ne falloit point être en colère contre les alliés qui se défioient, mais contre les généraux qui donnoient lieu à cette défiance. Car ce sont ceux-ci qui vous rendent odieux et formidables à ceux-mêmes qui ne sauroient se sauver sans votre secours.*

Le peuple, frappé de ce discours, changea d'avis sur l'heure, et ordonna qu'il allât lui-même, avec de nouvelles forces, au secours des alliés dans l'Hellespont. Ce choix contribua plus que tout au salut de Byzance ; car la réputation de Phocion étoit déjà fort grande, et Cléon, l'un des premiers de Byzance, en vertu et en autorité, et qui avoit lié une amitié particulière avec lui dans l'académie, fut sa caution envers la ville. Les Byzantins ne souffrirent donc point qu'il campât dehors, comme il le vouloit ; mais lui ouvrant leurs portes, ils le reçurent dans leur ville, et mêlèrent

parmi eux les Athéniens, qui, touchés de la confiance qu'on avoit en leur bonne foi, se montrèrent très-sages, très-tempérans, et entièrement irréprochables dans leur manière de vivre, et très-hardis dans tous les combats. Philippe fut chassé de l'Hellespont après y avoir perdu beaucoup de sa réputation; car jusques-là il avoit passé pour invincible, et rien n'avoit osé tenir devant lui. Phocion lui prit quelques vaisseaux, recouvra quelques places fortes ou il avoit mis garnison, et ayant fait des descentes en plusieurs endroits de ses terres, il courut et pilla tout le plat pays, jusqu'à ce que des troupes s'étant assemblées, et étant venues au secours, il fut blessé et obligé de s'en retourner.

Quelques tems après, ceux de Mégare l'envoyèrent prier secrettement de venir les secourir et prendre possession de leur ville. Phocion, qui craignit que les Béotiens, avertis de ce complot, ne le prévinssent avant qu'il pût y être arrivé, fit tenir dès le grand matin une assemblée de ville, où il fit part aux Athéniens de ce que les Mégariens lui avoient mandé. Les Athéniens ordonnèrent sur l'heure qu'on iroit à leur secours, et Phocion, au sortir de l'assemblée, fit sonner la trompette pour donner le signal de prendre les armes et de partir, et sans autre

délai il les mena à Mégare. Les Mégariens le reçurent avec de grandes démonstrations de joie ; il fortifia d'abord le port de Nisée, tira deux bonnes murailles depuis la ville jusqu'à ce port, et joignit, par ce moyen, la ville à la mer ; de sorte que ne craignant plus ses ennemis du côté de la terre, elle fut entièrement à la disposition des Athéniens.

Athènes s'étant donc déclarée ouvertement ennemie de Philippe, et ayant élu, en l'absence de Phocion, d'autres capitaines pour les envoyer à cette guerre, Phocion, à son retour des isles, conseilla d'abord au peuple, puisque Philippe ne cherchoit qu'à vivre en paix avec eux, et qu'il craignoit l'issue de cette guerre, d'accepter les propositions qu'il offroit ; et comme quelqu'un de ces orateurs, accoutumés à passer leur vie dans le tribunal de l'Héliée, et à ne faire d'autre métier que d'accuser le tiers et le quart, s'opposa à son avis, et lui dit : *Osez-vous bien, Phocion, détourner les Athéniens de faire la guerre, lorsqu'ils ont déjà les armes à la main ? Oui, sans doute*, lui répondit Phocion, *je l'ose, et cela, quoique je sache fort bien que si on fait la guerre, je te commanderai, et que si l'on fait la paix, tu me commanderas.* Mais son avis n'étant pas suivi, et celui de Démonsthène, qui conseil-

soit aux Athéniens d'aller donner la bataille à Philippe le plus loin qu'ils pourroient de l'Attique, l'emportant et entraînant tout le monde, Phocion lui dit tout haut : *Mon ami, ne cherchons point où nous donnerons la bataille, mais comment nous remporterons la victoire, car voilà le seul moyen d'éloigner la guerre de nous ; au-lieu que si nous sommes battus, toutes sortes de maux et de dangers seront toujours à nos portes.*

Après que les Athéniens eurent perdu la bataille, les plus mutins et les plus turbulens de la ville, et ceux qui ne cherchoient que des nouveautés, traînèrent Charidème au tribunal pour le faire élire capitaine ; ce qui alarma tous les gens de bien qui eurent recours au sénat de l'Aréopage, et là, au milieu de l'assemblée, par leurs larmes et par leurs prières, ils obtinrent enfin, quoique avec peine, qu'on remît la ville entre les mains de Phocion.

Cela étant fait, Phocion dit que son sentiment étoit qu'il falloit recevoir les réglemens et les articles pleins d'humanité que proposoit Philippe. Mais l'orateur Demadés ayant proposé que la ville seroit comprise dans la paix générale, et qu'elle entreroit dans l'assemblée de la Grèce, Phocion s'y opposa, et sou-

tint qu'il n'en falloit rien faire qu'on n'eût su auparavant les demandes que Philippe feroit aux Grecs dans cette assemblée. Son avis ne fut pas le plus fort à cause des tems fâcheux ; et bientôt après, voyant les Athéniens fort tristes et dans un cuisant repentir de ce qu'ils avoient fait, parce qu'ils étoient obligés de fournir des galères et de la cavalerie à Philippe, il leur dit : *Et, voilà justement ce que je craignois quand je m'opposois à cet avis. Mais puisque vous avez reçu ces conditions, il faut supporter votre mal avec patience, et ne pas vous décourager. Ressouvenez-vous que vos ancêtres mêmes, donnant tantôt la loi, et tantôt la recevant des autres, et remplissant fort bien tous les devoirs de ces deux différens états, ont sauvé leur ville et toute la Grèce en même tems.*

La nouvelle de la mort de Philippe étant portée à Athènes, il ne voulut pas souffrir que le peuple fît des sacrifices pour remercier les dieux de cette bonne nouvelle : *Car il n'y a rien*, leur dit-il, *qui marque plus de bassesse de courage que de se réjouir de la mort d'un ennemi. D'aillèurs, l'armée qui vous a défaits à Cheronée n'est affoiblie que d'un seul homme.*

Démosthène s'emportoit et invectivoit un jour extrêmement contre Alexan-

dre, qui s'avançoit déjà contre Thebes avec des troupes. Ce que Phocion trouvant fort mauvais, lui dit : *Malheureux, pourquoi voulez-vous piquer et irriter encore davantage cet homme barbare, violent et avide de gloire ? Quand vous voyez un si furieux embrasement s'allumer tout autour de vous, voulez-vous aussi y précipiter votre ville ? Pour moi je ne souffrirai point que les Athéniens se perdent, quand ils le voudroient, et ce n'est que pour l'empêcher que j'ai accepté cette charge de capitaine.*

Quelques tems après, Thèbes ayant été prise et rasée, et Alexandre ayant envoyé sommer les Athéniens de lui remettre entre les mains Démosthène, Lycurgue, Hypéride et Charideme, toute l'assemblée jeta en même-tems les yeux sur lui, et l'appela plusieurs fois par son nom pour savoir ce qu'il pensoit. Il se leva donc enfin ; et faisant avancer un de ses amis, celui qui lui étoit le plus cher, et auquel il avoit le plus de confiance, nommé Nicoclès, il parla en ces termes : *Ces gens qu'Alexandre vous demande ont jeté la ville dans l'état malheureux où elle se trouve. S'il me demandoit cet ami que j'aime si tendrement (en montrant Nicoclès), tout innocent qu'il est, je serois d'avis qu'on le livrât ; car moi-même je regarderois comme un grand*

bonheur de mourir pour vous sauver la vie. Il est vrai, hommes Athéniens, que j'ai grande compassion de la misère de ces pauvres Thébains qui se sont retirés dans votre ville; mais il suffit que les Grecs pleurent Thèbes, sans qu'ils pleurent encore Athènes. C'est pourquoi il vaut mieux intercéder auprès du vainqueur, et demander grace pour l'une et pour l'autre, que de prendre les armes pour achever de se ruiner.

On dit que ce premier décret qui fut fait sur cette délibération, Alexandre le rejeta, et qu'il tourna même le dos aux ambassadeurs qui étoient chargés de le lui présenter. Mais le second qui lui fut porté par Phocion il le reçut, parce qu'il avoit ouï dire aux plus âgés de sa cour que son père Philippe faisoit grand cas de cet homme. C'est pourquoi non-seulement il lui donna une audience très-favorable et reçut ses prières, mais il écouta même ses conseils; car Phocion lui conseilla, *que, s'il désiroit du repos, il renonçât à la guerre; et que, si au-contraire il étoit entêté de la gloire, il tournât ses armes contre les Barbares, en laissant là les Grecs.* Et ayant jeté ainsi adroitement dans ses discours beaucoup de choses conformes au naturel et au sentiment d'Alexandre, il le changea tellement et l'adoucit si fort, qu'il lui dit,

que

que les Athéniens devoient avoir l'œil aux affaires, et être attentifs à tout ce qui se passeroit, parce que s'il venoit à mourir, c'étoit à eux seuls qu'il appartenoit de commander. Enfin il le goûta si fort, qu'il lia avec lui une amitié particulière. Il la fortifia encore par le lien de l'hospitalité, et il lui fit des honneurs qu'il ne faisoit qu'à un très-petit nombre de ses plus assidus courtisans. L'historien Durius ajoute qu'Alexandre, après qu'il eut acquis cette gloire qui le rendit très-grand, et qu'il eut défait Darius, retrancha de toutes les lettres qu'il écrivoit le mot *salut*, excepté de celles qu'il écrivoit à Phocion. Il n'y eut que lui et Antipater à qui il écrivit avec cette salutation. Et Charès rapporte la même chose.

Quant aux présens qu'il lui fit, tout le monde tombe d'accord qu'il lui envoya cent talens. Cet argent porté à Athènes, Phocion demanda à ceux qui en étoient chargés, *pour quelle raison et dans quelle vue Alexandre le choisissoit lui seul parmi un si grand nombre d'Athéniens pour lui envoyer une si grosse somme? C'est*, lui répondirent-ils, *qu'Alexandre vous juge seul honnête homme et homme de bien. Cela étant*, repartit Phocion, *qu'il me laisse donc passer pour tel et être tel.*

Ces envoyés ne laissèrent pas de le suivre jusques dans sa maison, où ils vi-

rent une simplicité qui les surprit. Car ils trouvèrent sa femme qui pétrissoit, et lui-même, en leur présence, alla tirer de l'eau au puits pour se laver les pieds. Sur cela ils le pressoient encore davantage de recevoir le présent du roi, et se fâchoient, lui disant, *que c'étoit une chose horrible qu'étant un des principaux amis d'un si grand prince, il vécût si pauvrement.* Dans ce moment Phocion vit passer un citoyen fort pauvre, couvert d'un vieux manteau sale et usé; il leur demanda, *s'ils le jugeoient inférieur à ce bon homme. A Dieu ne plaise*, lui répondirent-ils d'abord. *Cependant*, continua Phocion, *ce bon homme vit de beaucoup moins que moi, et il est content. En un mot, c'est en vain que je posséderai tant d'or si je ne m'en sers point; et si je m'en sers je me décrierai moi-même; et je décrierai votre maître auprès de mes citoyens.* C'est ainsi que cet argent retourna d'Athènes à Alexandre, après avoir fait voir aux Grecs que le moyen d'être plus riche que celui qui faisoit un présent si considérable, c'étoit de n'en avoir que faire et de savoir s'en passer.

Alexandre fut très-fâché de ce refus, et écrivit encore à Phocion pour lui déclarer, *qu'il ne prenoit point pour ses amis ceux qui refusoient ses graces.* Mais Phocion n'en fut pas plus porté à les

accepter. Il demanda seulement la liberté du sophiste Echecratides, d'Athénodore d'Imbre, et de deux Rhodiens, Démaratus et Sparton, accusés de quelques crimes, et qui étoient retenus prisonniers à Sardis. Alexandre les fit délivrer sur l'heure. Envoyant ensuite Cratere en Macédoine, il lui commanda de donner à Phocion, à son choix, une de ces quatre villes d'Asie, Cio, Gergithe, Mylasse, ou Elées, et de l'assurer qu'il seroit encore plus fâché que la première fois s'il la refusoit. Malgré toutes ces instances, Phocion la refusa opiniâtrément, et Alexandre mourut peu de tems après.

On montre encore aujourd'hui dans le bourg de Mélite la maison de Phocion, qui est lambrissée de plaques de cuivre, mais du-reste fort simple et sans nul ornement.

Il fut marié deux fois. On ne trouve rien de sa première femme; on sait seulement qu'elle étoit sœur de Céphisodore, excellent sculpteur. Mais la seconde fut aussi célèbre à Athènes par sa grande sagesse, par sa modestie et par sa simplicité, que Phocion par sa bonté et par sa justice. Et sur cela on raconte qu'un jour les Athéniens, étant assemblés au théâtre pour voir jouer quelque tragédie nouvelle, un des principaux acteurs, sur le point de venir sur la scène, demanda un masque de reine, parce qu'il devoit jouer le

rôle d'une princesse, et un grand nombre de suivantes parées magnifiquement. Et comme Mélanthius, qui faisoit les frais du chœur, ne les fournissoit point, il s'emportoit et faisoit attendre les spectateurs, ne voulant point absolument paroître. Enfin Mélanthius, lassé de ses difficultés, le poussa par force au milieu du théâtre, en lui criant : *Tu vois la femme de Phocion qui paroît en public avec une seule servante, et tu viens faire ici le glorieux et corrompre les mœurs de nos femmes.* Ce mot, qui fut dit assez haut, ayant été entendu, tout le théâtre le reçut avec applaudissement et de grands battemens de mains.

Cette seconde femme de Phocion, comme une de ses amies du pays d'Ionie, qui l'étoit venu voir, et qui logeoit chez elle, lui montroit ses bijoux d'or enrichis de pierreries, et qui consistoient en des bracelets et des colliers magnifiques, elle lui dit : *Pour moi, mon seul ornement, c'est Phocion qui, depuis vingt années, est toujours élu général des Athéniens.*

Le fils de Phocion, voulant aller combattre aux jeux des fêtes Panathenées, son père le lui permit, mais à condition qu'il courroit à pied, non qu'il fît grand compte de cette victoire, mais afin que son fils, exerçant et fortifiant son corps

par la course, en devînt plus sage et mieux conditionné ; car, d'ailleurs, ce jeune homme étoit fort dissolu et fort adonné au vin. Il remporta le prix de ces jeux, et plusieurs de ses amis demandèrent à Phocion la liberté de faire un festin pour célébrer cette victoire. Phocion la refusa à tous les autres, et ne permit qu'à un seul de témoigner, par cette fête, l'attachement qu'il avoit pour sa maison. L'heure du souper venue, il se rendit chez ce jeune homme. Là il vit des préparatifs magnifiques ; entr'autres choses, il vit qu'on présentoit à tous les conviés de grandes cuvettes pleines de vin préparé, avec toutes sortes d'aromates pour leur laver les pieds. Il appela son fils, et lui dit : *Phocus, ne veux-tu pas corriger ton ami, qui gâte et qui corrompt ta victoire par ces délices indignes ?* Et pour le retirer et l'éloigner absolument de cette manière de vivre si pleine de luxe, il le mena à Lacédémone, et le mit avec les jeunes gens qui étoient élevés dans toute la rigueur de la discipline de Sparte. Cela affligea les Athéniens, qui prirent cette action de Phocion pour une marque qu'il négligeoit et qu'il méprisoit même les mœurs et les coutumes de son pays. L'orateur Demadès lui dit un jour à ce propos : *Phocion, pourquoi ne conseillons-nous pas aux Athéniens de prendre et*

d'imiter la forme du gouvernement de Lacédémone ? Si vous l'ordonnez, je suis tout prêt à le proposer au peuple et à en dresser le décret. *En vérité*, lui répondit Phocion, *il te siéroit bien à toi, parfumé d'essence et couvert d'un si beau manteau, de prêcher aux Athéniens la frugalité des Lacédémoniens, et de louer Lycurgue.*

Alexandre, ayant écrit aux Athéniens de lui envoyer tant de galères, et les orateurs s'y opposant, l'assemblée ordonna à Phocion de dire son avis : *Mon avis est*, leur dit-il, *que vous soyez les plus forts par les armes, ou les amis de ceux qui le sont.*

L'orateur Pythéas, qui ne venoit que de commencer à parler devant le peuple, parloit déjà avec beaucoup d'audace et d'insolence, et étourdissoit tout le monde de son babil : *Ne veux-tu donc point te taire*, lui dit Phocion, *toi qui as été nouvellement acheté dans cette ville ?*

Après qu'Harpalus, à qui Alexandre avoit confié la garde des trésors de Babylone, se fût enfui d'Asie avec d'immenses richesses, il aborda à Athènes. D'abord tous ceux qui avoient accoutumé de s'enrichir de leur métier d'orateur, coururent à lui à l'envi, tout prêts à se laisser corrompre, et déjà même corrompus par l'espérance. Harpalus ne manqua pas de leur jeter à la tête quelque petite partie

de ces grands trésors pour les amorcer. Mais il envoya à Phocion sept cens talens, mettant d'ailleurs tous ses autres biens et sa personne même en sa disposition et sous sa sauve-garde. Phocion parla très-durement à ceux qui vinrent de sa part, et leur déclara qu'il alloit prendre des mesures violentes contre lui, s'il ne cessoit de corrompre sa ville. Sur cette réponse Harpalus, fort étonné et déchu de ses espérances, se retira.

Peu de jours après, les Athéniens s'étant assemblés pour délibérer sur cette affaire, Harpalus vit que ceux qui avoient reçu son argent avoient changé de langage, et qu'au-lieu de le défendre et de l'appuyer, ils l'accusoient devant le peuple, afin que leur intelligence avec lui ne fût pas découverte. Et au-contraire, il vit que Phocion, qui n'avoit voulu rien recevoir, ayant toujours en vue le bien public, ne laissoit pas d'avoir quelque moyen de le tirer d'affaires. Ranimé par ces lueurs de bienveillance, il se remit à lui faire la cour pour essayer de le gagner; mais plus il le considéroit et le reconnoissoit de tous côtés, plus il le trouvoit imprenable à l'argent, comme une forteresse inaccessible. Enfin il fit grande connoissance et grande amitié avec son gendre Chariclès, et il fut cause qu'il eut une très-mauvaise réputation

dans Athènes ; car on voyoit qu'il se confioit en lui de tout, et qu'il s'en servoit à toutes ses affaires, jusques-là qu'il lui donna le soin de faire bâtir un magnifique tombeau à la courtisanne Pythionice, qu'il avoit aimée, et dont il avoit une fille ; et pour cet effet il lui remit de grosses sommes entre les mains. Cette commission, déjà assez honteuse par elle-même, devint encore plus honteuse par la manière dont il s'en acquitta ; car on voit encore ce tombeau dans le lieu appelé Hermée, sur le chemin d'Athènes à Eleusine, et on n'y découvre rien qui réponde à cette grande dépense, qui fut de trente-talens, selon les comptes que Chariclès en rendit à Harpalus.

Après la mort de ce même Harpalus, Chariclès et Phocion prirent chez eux la fille qu'il avoit eue de cette courtisanne, et la firent élever avec beaucoup de soin. Peu de temps après, Chariclès fut appelé en justice pour venir rendre compte de l'emploi de l'argent qu'il avoit reçu d'Harpalus. Il eut donc recours à son beau-père Phocion, le priant de le secourir et de l'accompagner le jour du jugement pour l'aider à se défendre. Mais Phocion le refusa franchement, et lui dit : *Chariclès, je t'ai fait mon gendre, mais c'est pour toutes choses bonnes et honnêtes.*

Le premier qui annonça dans Athènes

la nouvelle de la mort d'Alexandre, ce fut un certain Asclépiade, fils d Hipparque; mais l'orateur Demadès exhortoit les Athéniens à ne pas lui ajouter foi : *car*, disoit-il, *si cela étoit, toute la terre entière auroit déjà senti l'odeur de cè mort*. Et Phocion, voyant qu'à cette nouvelle le peuple commençoit à lever la tête et à penser à des nouveautés, tâchoit de les tenir en bride. Mais, comme malgré ses efforts, la plupart des orateurs couroient au tribunal, et crioient que la nouvelle d'Asclépiade étoit véritable, et qu'Alexandre étoit certainement mort, Phocion se leva, et leur dit : *Mais s'il est mort aujourd'hui, il le sera encore demain, et encore après demain, de sorte que nous aurons tous le temps de délibérer en repos et avec plus de sureté.*

Après que Léosthène eut tant fait par ses menées, qu'il eut précipité la ville d'Athènes dans la guerre, qui fut appelée la guerre Lamiaque, comme il vit que Phocion en étoit très-fâché, il lui demanda en se moquant : *Quel bien il avoit fait à sa ville pendant tant d'années qu'il avoit été capitaine général : Comptes-tu pour un petit bien*, repartit Phocion, *que les citoyens qui sont morts pendant ce tems-là, ont tous été enterrés dans les tombeaux de leurs pères ?* Ce Léosthène continuoit toujours de parler devant le peu-

ple avec beaucoup d'arrogance et de vanité. Phocion, las de l'entendre, lui dit : *Jeune homme, tes discours ressemblent aux cyprès ; ils sont grands et hauts, et ne portent point de fruit.*

Hypéride s'étant levé, demanda tout haut à Phocion : *Quand sera-ce donc que vous conseillerez aux Athéniens de faire la guerre ? Ce sera*, lui répondit Phocion, *quand je verrai les jeunes gens résolus à garder leur poste, les riches contribuer selon leur pouvoir, et les orateurs s'abstenir de voler les deniers publics.*

Comme la plupart admiroient la gande et belle armée que Léosthène avoit assemblée, et qu'ils demandoient à Phocion ce qu'il en pensoit : *Elle me paroît très-belle pour le stade*, leur dit-il, *mais je crains le retour, la ville n'ayant plus ni d'autres fonds, ni d'autres vaisseaux, ni d'autres troupes* ; et l'événement justifia ses vues. Car Léosthène fit d'abord des exploits fort éclatans qui lui donnèrent beaucoup de réputation ; il défit les Béotiens en bataille rangée, et chassa Antipater dans la ville de Lamia, de sorte que la ville d'Athènes, nageant dans la joie et dans l'espérance, ne faisoit que célébrer des fêtes et offrir des sacrifices, pour remercier les dieux des bonnes nouvelles qu'elle recevoit tous les jours. Et la plupart croyant bien faire dépit à Phocion ;

et le réduire à ne savoir que répondre sur l'opposition qu'il avoit toujours faite à cette guerre, lui demandoient s'il ne voudroit pas avoir fait toutes ces belles choses. *Oui, sans doute*, répondit Phocion, *je voudrois les avoir faites, mais je ne voudrois pas n'avoir pas conseillé ce que j'ai conseillé.* Et comme ces bonnes nouvelles se suivoient de fort près, et arrivoient du camp coup sur coup, Phocion, qui en craignoit les suites, s'écria: *Quand cesserons-nous donc de vaincre?*

Léosthène étant venu à mourir, ceux qui craignoient que Phocion ne fût élu général, et ne mît fin à cette guerre, apostèrent un certain homme assez obscur, qui, s'étant levé, dit en pleine assemblée, *qu'il étoit ami particulier de Phocion, et qu'il avoit été son camarade d'école; qu'il leur conseilloit donc de ménager ce grand homme et de le bien conserver, parce qu'ils n'en avoient pas un autre comme lui; et pour cet effet d'envoyer Antiphile à la tête de l'armée.* Déjà les Athéniens se rendoient à cet avis, lorsque Phocion s'avançant, dit: *qu'il n'avoit jamais été à l'école avec cet homme, et qu'il ne l'avoit jamais connu, ni n'avoit été de ses amis. Mais*, ajouta-t-il en lui adressant la parole, *je commence d'aujourd'hui à te compter pour mon ami, et pour mon meilleur ami, car tu as con-*

seillé tout ce qu'il y avoit pour moi de plus utile.

Les Athéniens voulant donc à toute force entreprendre la guerre contre les Béotiens, Phocion s'y opposa de tout son pouvoir; et comme ses amis lui représentoient que les Athéniens, irrités de cette opposition opiniâtre, le feroient mourir, il leur répondit: *Oui, ils me feront mourir, mais injustement, si je conseille ce qui est utile, et très-justement si je prévarique pour les flatter.* Et voyant que, malgré tout ce qu'il pouvoit faire et dire, ils ne se rebutoient point, et crioient de plus en plus contre lui, il ordonna au héraut de publier, *que tous les Athéniens, depuis l'âge de quatorze ans jusqu'à soixante, prissent du pain pour cinq jours, et qu'ils le suivissent, sans autre délai, au sortir de l'assemblée.*

Voilà d'abord un grand trouble et un grand tumulte qui s'élèvent parmi le peuple; tous les vieillards se mettent à crier et à se retirer: *Qu'y a-t-il donc là de si terrible*, leur cria Phocion, *et moi, qui ai quatre-vingts ans, ne serai-je pas à votre tête?* Cette parole les adoucit, les changea et leur fit perdre cette envie démesurée de faire la guerre. Mais quelque tems après, toute la côte étant ravagée par le capitaine Micion, qui, avec bon nombre de Macédoniens et d'autres trou-

pes étrangères, s'étoit avancé jusqu'au bourg de Rhamneuse, et pilloit tout le pays, Phocion y courut et mena contre lui les Athéniens. Là chacun s'empresse autour de lui, l'un vient d'un côté, l'autre de l'autre, et ils se mêlent tous de faire les capitaines et de lui conseiller ce qu'ils jugeoient à propos; celui-ci dit qu'il faut occuper une telle colline; celui-là qu'il faut envoyer la cavalerie en tel endroit; cet autre qu'il faut choisir un tel camp, et s'y placer de telle et telle manière. *O Hercule*, s'écria Phocion, *combien je vois de capitaines*, *et combien peu de soldats!*

Quand il eut rangé son armée en bataille, un de ses gens de pied sortit des rangs et s'avança fièrement au milieu des deux armées; un des ennemis sortit aussi de son côté et s'avança pour le combattre. Alors l'Athénien, saisi de crainte, se retira et regagna sa troupe; ce que voyant Phocion: *Jeune homme*, lui dit-il, *n'as-tu point de honte d'avoir quitté en un même jour deux postes*, *le premier*, *celui où ton capitaine t'avoit placé*, *et l'autre celui où tu t'étois placé toi-même?* Après quoi il chargea les ennemis, les rompit, les mit en fuite et tua leur capitaine Micion et quantité de ses gens.

Cependant l'armée de la ligue des Grecs qui étoit en Thessalie, gagna une grande bataille contre Antipater, auquel

s'étoient joints Léonatus et tous les Macédoniens qui étoient en Asie. Léonatus fut tué à cette bataille, où Antiphile commandoit l'infanterie, et Menon le Thessalien la cavalerie.

Peu de tems après, Cratère étant repassé d'Asie en Grèce avec une puissante armée, il y eut une autre bataille près de la ville de Cranon, où les Grecs furent battus. La défaite ne fut portant pas grande, et il n'y eut pas beaucoup de gens tués, encore cet échec n'arriva-t-il que par la désobéissance des soldats, qui avoient des capitaines trop doux et trop jeunes qui ne savoient pas se faire obéir. D'ailleurs Antipater ne se fut pas plutôt présenté devant leurs villes pour les tâter, qu'ils se débandèrent et abandonnèrent lâchement la liberté. Antipater profita de cette désertion, et marcha incontinent avec son armée vers Athènes. A son approche, Démosthène et Hypéride abandonnèrent la ville; et Demadès, qui n'étoit pas en pouvoir de payer la moindre partie des amendes auxquelles il avoit été condamné (car il avoit été condamné sept fois, pour avoir proposé des choses contre les lois et contre l'utilité publique, et qui, étant demeuré infame, n'avoit plus le droit de parler et de rien proposer au peuple), se trouvant alors en pleine liberté, fit un décret, qui portoit qu'on

envertoit à Antipater des ambassadeurs, avec de pleins pouvoirs pour traiter avec lui de la paix. Mais le peuple, qui craignoit ceux qu'on pourroit y envoyer, appela d'une commune voix Phocion, disant qu'il étoit le seul à qui il pût confier une commission si importante et si délicate. Alors Phocion se leva et leur dit : *Si vous m'aviez cru lorsque je vous donnois mes conseils, nous ne serions pas présentement réduits à délibérer sur des affaires de cette conséquence.* Ainsi le décret de Demadès ayant été approuvé et confirmé, Phocion fut envoyé à Antipater, qui étoit campé dans la Cadmée, et qui se préparoit à entrer dans l'Attique.

La première chose qu'il lui demanda, ce fut *qu'il traitât avec lui avant que de décamper du lieu où il étoit.* Sur cela Cratère s'écrie : *Phocion nous demande une chose qui n'est ni juste ni raisonnable, que, demeurant ici, nous achevions de manger les terres de nos amis et de nos alliés, lorsque nous pouvons aller vivre aux dépens de nos ennemis.* Antipater, le prenant par la main, lui dit : *Il faut faire ce plaisir à Phocion.* Mais, sur toutes les conditions de la paix, il lui déclara qu'il falloit que les Athéniens s'en remissent entièrement à lui, comme lui-même, lorsqu'il fut assiégé dans la ville de Lamia,

s'étoit entièrement remis de la capitulation à Léosthène leur capitaine.

Phocion alla rapporter cette réponse à Athènes, et les Athéniens ayant accepté cette condition par nécessité, il s'en retourna à Thèbes avec les autres ambassadeurs qui furent nommés, et à la tête desquels étoit Xénocrate; car on avoit pour lui une si grande estime, et on avoit conçu une si haute idée de sa vertu, qu'on étoit persuadé qu'il n'y avoit point d'homme, quelque insolent, quelque cruel et que emporté qu'il pût être, à qui la vue de Xénocrate n'imprimât du respect, et qu'elle ne forçât à lui rendre hommage. Mais le contraire arriva par la brutalité et par la grossièreté d'Antipater, et par l'antipathie naturelle qu'il avoit pour la vertu. Car, premièrement, il ne salua pas Xénocrate et ne le regarda point, et combla de caresses tous les autres. Sur quoi on rapporte que Xénocrate dit: *Antipater fait fort bien de n'oser me regarder, et de rougir devant moi seul de m'avoir pour témoin des injustices qu'il va commettre contre Athènes.*

Ensuite Xénocrate ayant commencé à parler, Antipater, qui ne pouvoit le supporter, l'interrompoit à tout moment, et entrant enfin contre lui dans une véritable colère, il l'obligea à se taire. Mais

après que Phocion eut parlé, Antipater leur fit réponse, *qu'il étoit pret à faire amitié et alliance avec les Athéniens à ces conditions; qu'ils lui livreroient Démosthène et Hypéride; qu'ils rétabliroient le gouvernement sur l'ancien pied où les charges étoient données aux riches; qu'ils recevroient garnison dans le port de Munychia; qu'ils payeroient tous les frais de la guerre, et outre cela une grosse amende dont on conviendroit.*

Tous les autres ambassadeurs étoient fort contens de ces conditions, qu'ils regardoient comme fort douces, vu l'état où ils se trouvoient. Xénocrate seul les trouva insupportables, et dit: *Antipater nous traite fort doucement pour des esclaves, mais très-durement pour des hommes libres.* Et comme Phocion le pressoit et le supplioit de se relâcher sur l'article de la garnison de Munychia, on assure qu'Antipater lui dit: *O Phocion, nous voulons te faire plaisir en toutes choses, excepté en celles qui causeroient enfin ta ruine et la nôtre.*

Quelque tems auparavant on avoit apporté de Dodone à Athènes un oracle qui ordonnoit aux Athéniens de bien garder les promontoires de Diane, pour empêcher les étrangers de s'en saisir. Et dans ces jours-là, les bandelettes sacrées dont on entoure les berceaux mystiques d'Iac-

chus, ayant été mises dans l'eau pour y être lavées, en rapportèrent une couleur jaunâtre et pâle comme celle d'un mort, au-lieu de cette vive couleur de pourpre qu'elles avoient auparavant; et ce qu'il y avoit de plus singulier et de plus remarquable, les linges des particuliers qu'on lavoit dans la même eau, retenoient tout l'éclat de leur couleur naturelle. Et comme un des initiés aux petits mystères lavoit un petit cochon dans un endroit du port où l'eau étoit pure et nette, un monstrueux poisson vint qui en dévora tout le derrière jusqu'au ventre, le dieu les avertissant par-là, d'une manière très-sensible, qu'ils seroient privés des parties basses de leur ville, de celles qui touchoient à la mer, mais qu'ils en conserveroient les parties hautes.

Cette garnison, commandée par Ményllus, ne fit aucun mal aux habitans; mais il y en eut plus de douze mille qui, à cause de leur pauvreté, furent exclus du gouvernement par un des articles du traité. Une partie de ces malheureux demeura dans Athènes, où elle faisoit tous les jours ses plaintes de l'injustice qu'ils souffroient, et les autres abandonnèrent la ville et se retirèrent en Thrace, où Antipater leur assigna une ville et des terres pour leur habitation, et ils ressembloient parfaitement à des gens qui au-

voient été forcés dans leur ville et transportés dans un pays ennemi.

La mort de Démosthène, qui mourut dans l'isle de Calaurie, et celle d'Hyperide, qui mourut à Cléones, comme nous l'avons écrit ailleurs, firent aimer et regretter aux Athéniens les regnes d'Alexandre et de Philippe. Et il leur arriva justement ce qui arriva ensuite après la mort d'Antigonus; car ceux qui l'avoient défait et tué, et qui lui succédèrent, traitèrent si rudement leurs sujets, qu'un paysan de la Phrygie s'étant mis à fouir la terre, et quelqu'un lui ayant demandé ce qu'il cherchoit : *Hélas*, dit-il en jetant un profond soupir, *je cherche Antigonus*! C'est cela même que disoient tous ceux qui se ressouvenoient de la magnanimité, de la générosité et de la clémence que ces deux princes conservoient dans leur courroux, toujours prêts à pardonner, à remettre les offenses et à relever leurs ennemis; au-lieu qu'Antipater, sous le masque d'un homme privé, sous un vil manteau et sous les apparences d'une vie simple et frugale, dissimulant sa puissance, se montroit en effet un maître très-cruel et un tyran très-insupportable à tous ceux que la fortune lui avoit assujettis. Cependant, malgré toute sa cruauté, Phocion ne laissa pas d'obtenir de lui, par ses prières, le rappel de plusieurs bannis;

et à ceux qu'il ne put faire revenir, il leur procura des lieux plus commodes et moins éloignés ; car il fit en sorte qu'ils ne seroient pas relégués comme les autres au-delà des monts Cerauniens et du promontoire de Ténare, privés du doux séjour de la Grèce, mais qu'ils demeureroient dans le Péloponèse. De ce nombre fut Agnonidés, sycophante de profession.

Du-reste Antipater gouverna avec beaucoup de justice et de douceur ceux qui resterent dans Athènes, pourvut des premières charges et des principaux emplois ceux qui lui parurent les plus honnêtes gens et les plus gens de bien ; mais ceux qu'il connoissoit remuans, séditieux et amateurs de nouveautés, il les tenoit éloignés de toute magistrature ; et les laissant ainsi sécher et flétrir par cette oisiveté, qui les mettoit hors d'état de pouvoir exciter des troubles, il leur enseignoit à aimer la campagne et à prendre plaisir à cultiver les terres. Et voyant Xénocrate payer à la ville le tribut que lui devoient les étrangers qui étoient venus s'y établir, il voulut lui donner le droit de bourgeoisie ; mais Xénocrate le refusa, disant *qu'il n'auroit jamais de part à un gouvernement qu'il avoit toujours désapprouvé, sur-tout ayant été envoyé ambassadeur auprès d'Antipater pour s'y opposer de toutes ses forces.*

Ményllus envoya un jour à Phocion un présent considérable, c'étoit une grosse somme d'argent; mais Phocion fit réponse, *que ni Ményllus n'étoit plus grand seigneur qu'Alexandre, ni lui Phocion n'avoit alors un prétexte plus spécieux de recevoir son présent, que celui qu'il avoit quand il refusa le don de ce roi.* Ményllus le pria que, s'il ne vouloit pas le recevoir pour lui, qu'il le reçût au moins pour son fils Phocus. Mais Phocion lui dit : *Si Phocus change de manière de vivre, et qu'il veuille être sage, le bien de son père lui suffira; au-lieu que, s'il continue d'être ce qu'il est, il n'auroit pas assez de toutes les richesses du monde.* Il répondit encore plus sèchement à Antipater, qui exigeoit de lui quelque chose qui n'étoit ni honnête ni juste : *Il n'est pas possible*, lui dit-il, *que je sois en même tems et votre ami et votre flatteur;* et Antipater lui-même disoit toujours, *que de deux amis qu'il avoit à Athènes, Phocion et Demadés, il n'avoit jamais pu ni obliger l'un à rien recevoir, ni assouvir l'avidité de l'autre.* Aussi Phocion montroit-il, comme une grande preuve de sa vertu, la grande pauvreté où il avoit vieilli, après avoir été tant de fois et pendant tant d'années, capitaine général des Athéniens, et avoir eu les plus grands rois pour amis. Au-lieu

que Demadés faisoit parade de ses richesses dans les choses même qui étoient défendues par les lois. Car il y avoit alors à Athènes une loi qui portoit qu'aucun étranger ne seroit reçu dans les chœurs de danse et de musique que l'on donneroit au peuple, ou que celui qui faisoit la dépense des chœurs payeroit une amende de mille drachmes. Malgré cette loi, Demadés, donnant un jour des jeux à ses dépens, introduisit tout d'un coup des chœurs composés de cent baladins étrangers, et en même tems il apporta au théâtre l'argent pour payer toutes ces amendes à mille drachmes par tête. Une autre fois, en mariant son fils Deméa, il lui dit : *Mon fils, quand j'épousai ta mère, cela se fit à si petit bruit, que notre plus proche voisin n'en entendit rien ; au-lieu qu'aujourd'hui les princes et les rois contribuent aux frais de tes noces.*

Les Athéniens importunoient tous les jours Phocion, et lui rompoient la tête à force de le prier d'aller à la cour d'Antipater, pour tâcher d'obtenir qu'il ôtât la garnison de leur ville. Mais Phocion éludoit toujours cette ambassade, soit qu'il désespérât de le persuader, ou plutôt qu'il vît que le peuple étoit plus sage et plus facile à gouverner, tenu en bride par la crainte que cette garnison lui ins-

piroit. La seule chose qu'il demanda à Antipater, et qu'il obtint, c'est qu'il n'exigeât pas si promptement les sommes que la ville lui devoit payer, et qu'il lui donnât quelque délai. Les Athéniens, voyant donc que Phocion ne vouloit nullement aller parler de cette garnison, s'adressèrent à Demadés, qui s'en chargea très-volontiers, et qui partit tout aussitôt avec son fils pour la Macédoine, où l'on peut dire que son mauvais destin le conduisit sur le point qu'Antipater étoit attaqué d'une maladie dont il mourut, et que son fils Cassander, maître absolu de toutes les affaires, venoit d'intercepter une lettre que ce même Demadés écrivoit à Antigonus en Asie, pour le presser de venir promptement se rendre maître de la Grèce et de la Macédoine, *qui ne tenoient plus*, disoit-il, *qu'à un filet, et encore à un filet vieux et pourri*, en se moquant ainsi d'Antipater.

Dès que Cassander les vit arriver à sa cour, il les fit arrêter l'un et l'autre; et prenant d'abord le fils, il l'égorgea sous les yeux de son père, et si près de lui, que le sang jaillit par-tout sur ses habits, et qu'il en fut tout ensanglanté. Ensuite, après lui avoir reproché son ingratitude et sa perfidie, et l'avoir accablé d'injures, il le tua aussi lui-même sur le corps de son fils.

Antipater étant mort, et en mourant ayant déclaré Polyperchon général de son armée, et son fils Cassander capitaine de mille hommes, Cassander, peu content de ce partage, s'empara d'abord des affaires; et sans perdre un moment, il envoya Nicanor succéder à Ménylltus dans l'emploi de capitaine de la garnison d'Athènes, avant que la nouvelle de la mort de son père fût divulguée, et lui ordonna de se rendre maître de la forteresse de Munychia. Cela fut exécuté, et peu de jours après les Athéniens apprirent la mort d'Antipater. Ils accusèrent d'abord Phocion de l'avoir sue et de l'avoir cachée en faveur de Nicanor, ce qui lui donna un très-mauvais bruit; mais Phocion ne s'en mit nullement en peine, au-contraire il eut de fréquentes entrevues avec Nicanor; et par les entretiens qu'il eut avec lui, il le rendit non-seulement très-doux et très-gracieux pour les Athéniens, mais encore il lui inspira l'ambition de se distinguer par sa magnificence, et de donner des jeux au peuple.

Sur ces entrefaites Polyperchon, à qui le soin de la personne du roi avoit été confié, voulant surprendre Cassander, envoya aux Athéniens des lettres qui portoient, *que le roi leur rendoit leur démocratie et leur ancien gouvernement*, par lequel tous les Athéniens, sans distinction, étoient

étoient admis aux charges. C'étoit là un piége qu'il tendoit à Phocion ; car, voulant se rendre maître de la ville d'Athènes, comme cela parut bientôt après par sa conduite, il n'espéra pas de pouvoir en venir à bout, s'il ne trouvoit moyen de faire chasser Phocion. Or, il ne doutoit pas qu'il ne fût chassé dès que ceux qu'il avoit exclus du gouvernement seroient rétablis dans leurs anciens droits, et que les orateurs et les sycophantes seroient redevenus maîtres des tribunaux.

Les Athéniens s'étant émus à la lecture de ces lettres, et Nicanor voulant leur parler au Pirée ; le peuple s'y assembla, et Nicanor parut ayant confié sa personne à Phocion. Dercyllus, qui commandoit pour le roi dans le pays, en ayant été averti, se mit en devoir de l'aller prendre dans le Pirée ; mais Nicanor, qui en eut le vent, se sauva avant qu'il pût arriver, et fit assez connoître qu'il se vengeroit de cette trahison sur la ville. D'abord Phocion fut accusé de ne l'avoir pas retenu comme il le pouvoit, et de l'avoir laissé échapper. Il répondit, *qu'il se fioit aux promesses de Nicanor, et qu'on ne devoit rien craindre de sa part ; mais que, quand même Nicanor auroit de mauvais desseins, il aimoit beaucoup mieux être surpris souffrant l'injustice, que la commettant.*

Cette réponse, à qui l'examinera par

rapport à lui seul, paroîtra certainement partir d'un grand fond de magnanimité, de vertu et de justice ; mais, quand on pensera qu'il voyoit en danger le salut de sa patrie, et, qui plus est, de sa patrie dont il étoit le général et le premier magistrat, je ne sais si on ne trouvera pas qu'il violoit un droit beaucoup plus grand et une foi plus ancienne et d'une obligation, sans contredit, plus respectable et plus forte, en négligeant le soin qu'il devoit avoir de ses citoyens. Car on ne sauroit alléguer pour sa défense qu'il ne voulut pas mettre la main sur Nicanor, de peur de jeter sa ville dans une guerre sûre. On peut dire tout au plus qu'il vouloit se mettre en droit de faire valoir la foi et la justice qu'il lui avoit gardées, afin que Nicanor, à son tour, touché de respect pour lui et pour les obligations essentielles qu'il lui avoit, se tînt en paix et ne fît aucun mal aux Athéniens. Mais la vérité est qu'il avoit une entière confiance en Nicanor, et ce fut ce qui l'abusa ; car on eut beau le lui déférer et l'accuser auprès de lui comme un homme qui tendoit des embûches pour s'emparer du Pirée, qui, pour cet effet, faisoit passer secrètement à Salamine des troupes étrangères, et qui, par ses pratiques, tâchoit de corrompre et de gagner les principaux habitans du Pirée

même, il ne voulut jamais croire ces rapports, ni les écouter. Il fit plus encore : Philomedès, du bourg de Lampra, ayant fait un décret qui ordonnoit à tous les Athéniens de prendre les armes et d'obéir aux ordres de Phocion, leur général, il négligea l'exécution de ce décret, jusqu'à ce que Nicanor, sorti de la forteresse de Munychia avec des troupes, eut environné de tranchée le port du Pirée. Alors Phocion voulut mener contre lui les Athéniens, mais il les trouva si mutinés qu'il ne put se faire obéir.

Dans ce moment arriva Alexandre, fils de Polyperchon, qui venoit avec une grosse armée, sous prétexte de secourir la ville contre Nicanor, mais en effet pour tâcher de s'en saisir lui-même, s'il lui étoit possible, en profitant de la division où elle étoit. Car les bannis qui l'avoient suivi y entrèrent d'abord ; et tous les étrangers, la plus grande partie de la populace, et tous les hommes perdus ou autrement notés d'infamie, se rendirent auprès d'eux, de sorte qu'il y eut une assemblée confuse de gens ramassés, et sans aucun ordre ni discipline, dans laquelle Phocion fut déposé de sa charge, et on élut d'autres généraux. Que si l'on n'eût vu Alexandre s'aboucher seul avec Nicanor au pied de la muraille, et que leurs fréquens rendez-vous dans le même

lieu n'eussent donné du soupçon aux Athéniens, jamais la ville n'auroit échappé à ce grand danger. Mais l'orateur Agnonidès, s'étant tout d'abord attaché à Phocion, et l'ayant accusé de trahison, Callimedon et Périclès, qui craignoient le même sort, prirent promptement le parti de sortir de la ville, et Phocion, avec tous ses autres amis, qui étoient restés, se retira vers Polyperchon. Solon de Platées et Dinarque de Corinthe, pour lui faire plaisir, voulurent être de la partie et l'accompagner; car ils se vantoient d'avoir avec Polyperchon une grande liaison d'amitié et de familiarité. Mais Dinarque étant tombé malade en chemin, ils furent obligés de s'arrêter plusieurs jours à Elatée, pendant lesquels Agnonidès, sur le décret que proposa Archestratus, persuada au peuple d'envoyer des ambassadeurs à Polyperchon pour accuser Phocion d'avoir voulu livrer sa ville.

Les deux parties arrivèrent en même tems auprès de Polyperchon, comme il traversoit avec le roi un bourg de la Phocide nommé Pharugès, qui est au pied du mont Acrorion, qu'on appelle aujourd'hui *Galate*. Là Polyperchon fit tendre un dais d'or sous lequel il fit asseoir le roi, plaça auprès de lui, à droite et à gauche, les principaux de ses amis et de ses serviteurs; et avant toute œuvre il

ordonna qu'on se saisît de Dinarque, qu'on lui donnât la torture devant tout le monde, et qu'ensuite on le fît mourir.

Cela étant exécuté, il donna aux Athéniens la permission de parler ; mais, comme ils faisoient beaucoup de tumulte et de bruit en parlant tous ensemble, et en s'accusant les uns les autres devant le roi et son conseil, Agnonidès, se tirant hors de la foule, s'avança et dit : *Seigneurs Macédoniens, faites-nous mettre tous dans une cage, et renvoyez-nous aux Athéniens, afin que devant eux nous rendions compte de notre conduite.* Le roi se prit à rire de cette proposition ; mais les Macédoniens, qui étoient présens à cette assemblée, et les étrangers que la curiosité y avoit attirés, souhaitoient fort d'entendre plaider cette cause, et faisoient signe aux ambassadeurs de déduire là leurs chefs d'accusation, sans se faire renvoyer devant le peuple.

La balance ne fut pas tenue bien égale entre les deux parties, car Polyperchon interrompit souvent Phocion ; et enfin, transporté de colère, et frappant la terre de son bâton, il lui commanda de se taire et de se retirer. Comme il s'en alloit, Hégemon éleva la voix et dit : *que Polyperchon lui-même étoit témoin de l'affection qu'il avoit toujours eue pour le peuple.* Polyperchon, irrité de ce mot qui le ren-

doit suspect, lui répondit : *Ne viens point porter ici au roi un faux témoignage contre moi.* Alors le roi, se levant de son siége, s'avança pour percer Hégemon de sa pique ; mais Polyperchon, se jetant au-devant et le saisissant au corps, l'en empêcha, et l'assemblé fut rompue.

Aussitôt les gardes environnèrent Phocion et ses amis qui étoient auprès de lui. Les autres qui étoient plus loin, voyant cela, se couvrirent le visage de leurs manteaux, et se sauvèrent par la fuite. Mais les premiers furent conduits par Glitus à Athènes ; en apparence pour y être jugés, mais en effet pour y être mis à mort, comme déjà jugés et condamnés. La manière augmente encore la rigueur et la honte de cette conduite ; car on les conduisit dans des charrettes le long du Céramique jusqu'au théâtre, où Clitus les tint jusqu'à ce que les archontes eussent fait assembler le peuple. On n'exclut de cette assemblée ni esclave, ni étranger, ni homme noté d'infamie ; le tribunal et le théâtre furent ouverts à toutes sortes de gens, de tout sexe et de toute condition. D'abord on lit publiquement les lettres du roi, qui marquoient, *qu'il avoit trouvé ces gens atteints et convaincus de trahison, mais qu'il leur en renvoyoit le jugement, comme à des hommes*

libres, et qui avoient leurs priviléges et leurs lois.

En même tems Clitus présente ces prisonniers au peuple. Les plus gens de bien, voyant Phocion, baissèrent la vue, et se couvrant la tête se mirent à pleurer; et il y en eut un qui eut le courage de dire tout haut, *que puisque le roi laissoit au peuple le jugement d'une affaire de telle conséquence, il étoit bon de faire sortir de l'assemblée les esclaves et les étrangers.* Mais la populace s'y opposa, et se mit à crier qu'il falloit plutôt lapider ces partisans de l'oligarchie, ces ennemis du peuple. Il n'y eut donc plus personne qui osât parler pour Phocion. Mais lui-même ayant enfin obtenu audience, quoique avec beaucoup de difficulté, il dit : *Seigneurs Athéniens, comment voulez-vous nous faire mourir, est-ce justement ou injustement?* Quelques-uns ayant répondu, *justement : Eh*, repartit Phocion, *comment pourrez-vous vous assurer que c'est justement, si vous ne daignez pas nous entendre?* Mais voyant qu'ils n'en étoient pas plus disposés à les écouter, il s'avança et dit : *Pour moi je confesse que je vous ai fait de grandes injustices, et je me condanne moi-même à la mort pour toutes les fautes que j'ai commises dans le gouvernement; mais pour ceux-ci, seigneurs Athéniens, pourquoi les*

ferez-vous mourir, puisqu'ils ne vous ont jamais fait aucun tort, et qu'ils ne sont point coupables ? Le peuple se mit à crier, *c'est parce qu'ils sont tes amis.*

Cette réponse ouie, Phocion se retira sans répliquer une seule parole, et se tint en repos en attendant tranquillement ce qui alloit être ordonné. Alors Agnonidès lut le décret qu'il avoit préparé, et qui ordonnoit, *que le peuple donneroit ses suffrages et jugeroit à la pluralité des voix si les prisonniers étoient coupables, et que, s'ils étoient jugés tels, on les feroit tous mourir sans différer.*

Ce décret étant lu, il y en eut qui demandèrent qu'on ajoutât au décret que Phocion seroit appliqué à la torture avant que d'être exécuté, et qui ordonnèrent qu'on apportât la roue, et qu'on fît venir les questionnaires et l'exécuteur. Mais Agnonidès, voyant que Clitus même étoit fâché de cette rigueur, et jugeant lui même que c'étoit une cruauté barbare et détestable, dit tout haut : *Seigneurs Athéniens, quand nous aurons entre nos mains un scélérat comme Callimedon, nous l'appliquerons à la torture, mais je n'ai garde d'ordonner une telle chose contre Phocion.* A cela quelque homme de bien de l'assemblée élevant sa voix, répondit : *Tu fais fort bien, Agnonidès,*

car, si nous donnons la torture à Phocion, que te ferons-nous donc ? Le décret étant confirmé, et le jugement admis à la pluralité des voix, il n'y eut personne qui demeurât assis, ils se levèrent tous, et la plupart se couronnèrent de chapeaux de fleurs. Tous les suffrages furent à la mort. Avec Phocion étoient Nicoclès, Thudippe, Hégemon et Pythoclès. Mais Démétrius de Phalère, Callimedon, Chariclès et quelques autres, quoique absens, furent aussi condamnés.

L'assemblée ainsi finie, les prisonniers furent menés dans la prison. Les compagnons de Phocion, attendris par les lamentations de leurs parens et de leurs amis, qui venoient les embrasser dans les rues, et leur dire les derniers adieux, marchoient en pleurant et en déplorant leur malheureuse destinée; mais Phocion avoit le même visage et la même contenance, que lorsqu'il sortoit de l'assemblée pour aller commender l'armée, et que les Athéniens l'accompagnoient chez lui pour lui faire honneur. Ceux qui le voyoient ne pouvoient s'empêcher d'admirer cette fermeté et cette grandeur d'ame, qui le rendoient insensible aux accidens de la fortune; mais plusieurs de ses ennemis le côtoyant le chargeoient d'injures. Et il y en eut un qui, plus insolent que les autres, vint par-devant et lui cracha au

visage. Phocion ne fit que se tourner vers les magistrats, et leur dit : *Quelqu'un ne veut-il point empêcher cet homme de commettre des choses si indignes et si messéantes ?*

Quand ils furent arrivés dans la prison, Thudippe, voyant la ciguë que l'on broyoit, se désespéroit et pleuroit son infortune, disant que c'étoit à tort qu'on le faisoit mourir avec Phocion : *Et quoi*, lui dit Phocion, *n'est-ce pas une grande consolation pour un homme comme toi de mourir avec Phocion ?*

Quelqu'un de ses amis lui ayant demandé s'il avoit quelque chose à mander à son fils : *Oui certainement*, dit-il, *j'ai quelque chose d'important à lui mander, c'est qu'il ne cherche jamais à se venger des Athéniens, et qu'il perde le souvenir de leur injustice.* Et comme Nicoclès, qui étoit le meilleur et le plus fidèle de ses amis, lui demandoit en grace qu'il lui permît de boire le poison avant lui : *Ah Nicoclès*, lui répondit Phocion, *tu me fais là une demande bien dure et bien triste pour moi ; mais puisque je ne t'ai jamais rien refusé pendant ma vie, je t'accorde encore ce dernier plaisir avant ma mort.*

Quand tous les autres eurent bu, il se trouva que le poison vint à manquer, et qu'il n'y en avoit plus pour Phocion ;

l'exécuteur dit qu'il n'en broyeroit pas davantage, si on ne lui donnoit douze drachmes, qui étoient le prix que chaque dose coûtoit. Comme cela emportoit du tems et causoit quelque retardement, Phocion appela un de ses amis, et lui dit, *que, puisqu'on ne pouvoit pas mourir gratis à Athénes, il le prioit de donner ce peu d'argent à l'exécuteur.* C'étoit le dix-neuvième du mois de mai, jour auquel les chevaliers faisoient une procession à cheval dans toutes les rues en l'honneur de Jupiter. En passant devant la prison, les uns ôterent les couronnes de dessus leur tête; les autres, jetant les yeux sur les portes de cette prison, fondirent en larmes; et tous ceux à qui il restoit quelque sentiment d'humanité, et qui n'avoient pas l'ame entièrement corrompue et aveuglée par la colère ou par l'envie, trouvèrent que c'étoit une très-grande impiété à la ville de n'avoir pu se contenir ce jour-là, ni s'empêcher, pendant un fête si-solemnelle, de se souiller de la mort violente d'un homme.

Cependant ses ennemis, non contens de cela, et comme trouvant qu'il manquoit encore quelque chose à leur triomphe, firent ordonner par le peuple que le corps de Phocion seroit exilé et porté hors du territoire de l'Attique, et qu'aucun des Athéniens ne donneroit du feu

pour honorer d'un bûcher ses funérailles.
C'est pourquoi aucun de ses amis n'osa seulement toucher à son corps ; mais un certain Cnopion, accoutumé à gagner sa vie à ces sortes de fonctions funèbres, prit le corps pour quelque pièce d'argent qu'on lui donna, le porta au-delà des tertes d'Eleusine ; et ayant pris du feu sur celles de Mégare, il lui dressa un bûcher et le brûla. Une dame de Mégare, qui assista par hazard à ses funérailles avec ses servantes, lui éleva dans le même endroit un tombeau vuide, sur lequel elle fit les effusions accoutumées ; et mettant dans sa robe les os, qu'elle recueillit avec grand soin, elle les porta la nuit dans sa maison, et les enterra sous son foyer, en lui adressant ces paroles : *Mon cher foyer, je te confie et je mets en dépôt dans ton sein ces précieux restes d'un homme de bien. Conserve-les fidèlement pour les rendre un jour au tombeau de ses ancêtres, quand les Athéniens seront devenus plus sages.*

En effet, bientôt les affaires qui arrivèrent firent vivement sentir aux Athéniens quel vigilant magistrat et quel fidèle gardien de la tempérance et de la justice ils avoient fait mourir. Ils lui élevèrent une statue de bronze, et enterrèrent honorablement ses os aux dépens du public. Et de tous ses accusateurs ils firent d'a-

bord mourir Agnonidès, après l'avoir fait condamner par tous les suffrages. Les deux autres, Epicure et Démophile, qui s'étoient sauvés, furent rencontrés ensuite par le fils de Phocion, qui en fit la vengeance telle qu'ils méritoient. On dit que ce Phocus ne fut pas d'ailleurs un fort honnête homme; et l'on raconte de lui qu'étant devenu amoureux d'une esclave qui servoit chez un de ces infâmes marchands qui vendent des filles; il entendit un jour par aventure, dans le Lycée, Théodore le sophiste qui faisoit cet argument : *S'il n'est pas honteux de délivrer de servitude un ami, il ne l'est pas non plus de délivrer une amie; et s'il ne l'est pas de tirer de captivité un compagnon, il ne sauroit l'être d'en tirer une compagne.* Le jeune homme, frappé de ce discours, et l'accommodant à sa passion, comme une règle sûre qu'il pouvoit suivre, courut incontinent chez le marchand, et délivra sa maîtresse. Au-reste, ce qu'on venoit de faire contre Phocion, renouvela aux Grecs le souvenir de ce qu'on avoit fait contre Socrate, comme cette dernière faute ayant été toute pareille à la première, et ayant aussi été suivie des mêmes calamités.

Fin de la Vie de Phocion.

TABLE DES ARTICLES

Contenus dans ce Volume.

ENTRETIENS DE PHOCION.

Fin de la Table des Entretiens et de la Vie de Phocion.

